This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

600075266W

LA
COUR DE LA RUSSIE
IL Y A CENT ANS
1725—1783.

EXTRAITS DES DÉPÊCHES

DES

AMBASSADEURS ANGLAIS ET FRANÇAIS.

BERLIN 1858.
FERDINAND SCHNEIDER,
LENNÉSTRASSE 3.

PARIS, CH. REINWALD.
RUE DES ST. PÈRES 15.

PARIS, E. DENTU.
PALAIS ROYAL, GALERIE D'ORLEANS 13.

LONDRES, WILLIAMS AND NORGATE.
14. HENRIETTA-STREET, COVENT-GARDEN.

246. a. 175.

BODLEIANA BIBLIOTHECA

Une loi de Pierre Ier permettait à Catherine de choisir son successeur. Par son testament, elle désigna pour régner après elle un enfant de onze ans, ce fils de l'infortuné czarewitch Alexis, que désignaient l'opinion publique et les voeux de la nation, mais elle lui donna Mentchikow pour tuteur jusqu'à ce qu'il eût atteint sa dix-septième année.[1] Elle enjoignit en outre au conseil suprême, qui était associé à la tutelle, de faire épouser au jeune czar la fille de Mentchikow, et de marier sa soeur aimée, la princesse Nathalie, au propre fils de Mentchikow. De la sorte, l'heureux favori crut avoir assuré sa fortune contre tous les accidents possibles.

Quatre mois après, presque jour pour jour, le 8—19 septembre, le czar Pierre II signait un ukase qui exilait Mentchikow, et le dépouillait de tous ses biens. Ce ministre, devant qui tout tremblait, même le czar, était arrêté, et sans forme de procès, transporté avec toute sa famille sous le pôle, sans que ni les troupes dont il paraissait disposer, ni une seule de ses nombreuses créatures, se levassent pour le défendre ou le protéger.

Il est difficile de saisir aujourd'hui les fils de la conspiration qui amena cette chute profonde. Tout le monde y, trempa, tous les instruments furent mis en action. Plusieurs des ministres, quelques membres des grandes familles, y eurent la part principale, car tous espéraient, et devaient gagner à ne plus relever d'un maître si im-

(1) S'il faut en croire l'envoyé saxon Lefort, ce testament était l'œuvre de Mentchikow, car il écrivait le 27 septembre 1727: „Comme la princesse Elisabeth signait tout au nom de la czarine, le duc de Holstein et Mentchikow lui on fait aussi signer le testament, dont la pauvre défunte n'a jamais rien su."

exécutèrent sans hésiter les ordres qui leur furent donnés. Mentchikow n'oublia rien d'ailleurs de tout ce qui pouvait affaiblir et désunir ses ennemis. Quelques-uns se vendirent à bon prix; d'autres furent éloignés de la cour sous différents prétextes. De grandes largesses furent faites aux régiments des gardes, et le reste de l'armée s'estima heureux de recevoir l'arriéré de sa solde. Au bout de peu de semaines, rien ne parut changé dans l'empire. Néanmoins, l'obéissance la plus abjecte n'empêchait pas le mécontentement, et surtout le mépris. Catherine était indigne du rang élevé auquel le caprice de la fortune l'avait portée. Les éminentes qualités d'esprit et de caractère, dont on lui a fait honneur pour expliquer et justifier en quelque sorte la confiance et l'affection que lui témoignaient Pierre Ier, ne se retrouvent nulle part dans sa conduite avant son avénement à la couronne, et moins encore depuis. Sur le trône, elle ne montra que les vices les plus bas et les plus grossiers. Heureusement pour la Russie, son règne ne fut pas de longue durée: elle mourut le 6—17 mai 1727.

C'était Mentchikow qui avait en réalité gouverné l'empire sous le nom de Catherine. Les grandes charges dont il était revêtu, les richesses prodigieuses qu'il avait amassées, la liberté, la vie même, il pouvait tout perdre en un instant. Sa hauteur, ses cruautés, le souvenir de la bassesse de son origine le rendaient un objet d'exécration pour les petits comme pour les grands. Dans tout autre pays, la mort de Catherine aurait été le signal de la ruine de son favori. Mais les Russes étaient déjà depuis longtemps habitués à obéir aveuglément aux volontés de leur maître quel qu'il fût.

Une loi de Pierre Ier permettait à Catherine de choisir son successeur. Par son testament, elle désigna pour régner après elle un enfant de onze ans, ce fils de l'infortuné czarewitch Alexis, que désignaient l'opinion publique et les voeux de la nation, mais elle lui donna Mentchikow pour tuteur jusqu'à ce qu'il eût atteint sa dix-septième année.[1] Elle enjoignit en outre au conseil suprême, qui était associé à la tutelle, de faire épouser au jeune czar la fille de Mentchikow, et de marier sa soeur aimée, la princesse Nathalie, au propre fils de Mentchikow. De la sorte, l'heureux favori crut avoir assuré sa fortune contre tous les accidents possibles.

Quatre mois après, presque jour pour jour, le 8—19 septembre, le czar Pierre II signait un ukase qui exilait Mentchikow, et le dépouillait de tous ses biens. Ce ministre, devant qui tout tremblait, même le czar, était arrêté, et sans forme de procès, transporté avec toute sa famille sous le pôle, sans que ni les troupes dont il paraissait disposer, ni une seule de ses nombreuses créatures, se levassent pour le défendre ou le protéger.

Il est difficile de saisir aujourd'hui les fils de la conspiration qui amena cette chute profonde. Tout le monde y, trempa, tous les instruments furent mis en action. Plusieurs des ministres, quelques membres des grandes familles, y eurent la part principale, car tous espéraient, et devaient gagner à ne plus relever d'un maître si im-

(1) S'il faut en croire l'envoyé saxon Lefort, ce testament était l'œuvre de Mentchikow, car il écrivait le 27 septembre 1727: „Comme la princesse Elisabeth signait tout au nom de la czarine, le duc de Holstein et Mentchikow lui on fait aussi signer le testament, dont la pauvre défunte n'a jamais rien su."

périeux, et chacun en particulier croyait pouvoir hériter de son autorité. Parmi les compagnons que Mentchikow avait donnés au jeune czar, il y en avait un qu'il préférait: c'était Ivan Dolgorouki. Il appartenait à cette famille qui tenait le premier rang parmi les plus illustres et les plus considérables de l'empire. Le fondateur de la dynastie régnante, Michel Romanow, avait épousé une Dolgorouki. Sous le règne de Pierre Ier, ils avaient rempli les plus grandes charges civiles et militaires. Plus qu'aucune autre peut-être, cette famille avait porté avec impatience le joug imposé à toute la noblesse par Mentchikow; et, comme ils avaient beaucoup pris de part à sa chute, ils aspiraient à prendre sa place. La chose n'était pas facile, car si le czar, à cause de son âge, était aisé à gouverner, le nombre des concurrents était grand, et l'enjeu était trop enviable pour n'être pas vivement disputé. Ivan était lui-même trop jeune pour servir convenablement l'ambition de sa famille, et il n'avait pas assez d'esprit pour suivre toujours les conseils de son père et de ses oncles. Le principal obstacle aux vues des Dolgorouki avait été d'abord la princesse Nathalie. Elle était de quelques années plus âgée que le czar, et elle était bien dirigée. Son crédit ne dura pas longtemps. Une dépêche du résident anglais, M. Rondeau, du 9 août 1728, dépeint en peu de mots, et cette princesse, et les personnes qui avaient le plus de part à sa confiance:

« Le comte Luthol, qui est un très joli garçon, était un grand favori de la feue czarine. Anna Cramer avait aussi beaucoup de crédit auprès d'elle, et elle était de toutes les parties de plaisir de cette princesse, dans les-

quelles le comte Luthol était un des principaux acteurs. Mentchikow les plaça l'un et l'autre auprès de la princesse Nathalie. Mais bientôt après ils se querellèrent avec lui, et, ayant gagné l'affection de leur maîtresse, ils se joignirent à elle et à la princesse Elisabeth, à Apraxin, à Golowkin, à Ostermann, et aux autres, pour le renverser. A présent, Luthol et Cramer sont les seuls favoris de la princesse Nathalie, et ils la gouvernent comme il leur plaît. Cette princesse, au commencement du règne de son frère, avait une grande autorité à la cour, car le czar l'aimait plus que personne au monde. Mais elle a un peu trop présumé de son crédit, et ayant voulu persuader à son frère de cesser la vie désordonnée qu'il mène, ses remontrances l'ont rendue désagréable, et elle a perdu une grande partie de l'empire qu'elle avait sur lui. »

La princesse Elisabeth, fille de Pierre Ier et de Catherine, mais née avant leur mariage, hérita de la faveur de la princesse Nathalie. M. Rondeau nous la fait aussi connaître dans cette même dépêche, où il écrivait:

« La princesse Elisabeth est à présent en très grande faveur. Elle est très belle, et paraît aimer tout ce qui peut plaire au czar, comme la danse, la chasse, qui est sa passion dominante: pour les autres goûts qu'ils ont en commun, je ne crois pas convenable d'en parler. Cette princesse jusqu'à présent ne paraît pas se mêler des affaires d'état, étant entièrement adonnée au plaisir; elle accompagne le jeune czar partout où il va. »

Au sujet d'Ivan Dolgorouki, M. Rondeau se contentait de dire ce peu de paroles:

« Le grand favori de sa Majesté est présentement le jeune prince Dolgorouki, âgé d'environ vingt ans. Ils sont inséparables jour et nuit, et il est de toutes ses parties de débauche, qui sont très fréquentes. »

Après cette esquisse M. Rondeau n'avait-il pas raison

d'ajouter: « Les grands projets de Pierre Ier seront bientôt réduits à rien. »

Pourtant la princesse Nathalie, secondée par le vice-chancelier Ostermann, parvint à reconquérir sa première influence, et l'un et l'autre de concert, écrivait M. Rondeau le 23 novembre 1728, réussirent à faire éloigner Ivan Dolgorouki. Peu de jours après, le 3 décembre, la princesse Nathalie était emportée par une courte maladie, et Ivan Dolgorouki, aussitôt rappelé, eut bientôt plus de crédit que jamais. A partir de ce moment, sa famille crut toucher au comble de la grandeur. L'année suivante, le czar était solennellement fiancé à la soeur de son favori, Catherine Dolgorouki. M. Rondeau écrivait le 20 novembre 1729:

« Malgré l'opposition d'Ostermann et de bien d'autres, les fiançailles du czar avec la soeur de Dolgorouki ont été déclarées. Elle a environ dix-huit ans, est très jolie, et douée d'un grand nombre de belles qualités. » (1)

Le mariage devait se faire à peu de mois de là, en même temps que le couronnement. Malheureusement pour les Dolgorouki, le czar mourut assez subitement le 19—30 janvier 1730.

(1) L'envoyé saxon Lefort, écrivait le 17 avril 1730: „La chaste promise du défunt czar est heureusement accouchée mercredi passé d'une fille, digne production d'un chevalier-garde, nommé Micterow."

Une loi de Pierre Ier permettait à Catherine de choisir son successeur. Par son testament, elle désigna pour régner après elle un enfant de onze ans, ce fils de l'infortuné czarewitch Alexis, que désignaient l'opinion publique et les voeux de la nation, mais elle lui donna Mentchikow pour tuteur jusqu'à ce qu'il eût atteint sa dix-septième année.[1] Elle enjoignit en outre au conseil suprême, qui était associé à la tutelle, de faire épouser au jeune czar la fille de Mentchikow, et de marier sa soeur aimée, la princesse Nathalie, au propre fils de Mentchikow. De la sorte, l'heureux favori crut avoir assuré sa fortune contre tous les accidents possibles.

Quatre mois après, presque jour pour jour, le 8—19 septembre, le czar Pierre II signait un ukase qui exilait Mentchikow, et le dépouillait de tous ses biens. Ce ministre, devant qui tout tremblait, même le czar, était arrêté, et sans forme de procès, transporté avec toute sa famille sous le pôle, sans que ni les troupes dont il paraissait disposer, ni une seule de ses nombreuses créatures, se levassent pour le défendre ou le protéger.

Il est difficile de saisir aujourd'hui les fils de la conspiration qui amena cette chute profonde. Tout le monde y, trempa, tous les instruments furent mis en action. Plusieurs des ministres, quelques membres des grandes familles, y eurent la part principale, car tous espéraient, et devaient gagner à ne plus relever d'un maître si im-

(1) S'il faut en croire l'envoyé saxon Lefort, ce testament était l'œuvre de Mentchikow, car il écrivait le 27 septembre 1727: „Comme la princesse Elisabeth signait tout au nom de la czarine, le duc de Holstein et Mentchikow lui on fait aussi signer le testament, dont la pauvre défunte n'a jamais rien su."

duc de Holstein s'était tant fait haïr durant son séjour en Russie que cette proposition fut aussitôt écartée. Il fut à peine fait mention de la princesse Elisabeth. Voici ce qu'écrivait à son sujet l'envoyé de France, M. Magnan, deux mois après, le 3 avril:

« La princesse Elisabeth n'a en cette occasion paru en aucune manière. Elle était alors à se divertir à la campagne, et il ne fut pas même possible à ceux qui remuaient ici en sa faveur d'obtenir d'elle qu'elle se présentât dans cette conjoncture à Moscou, plusieurs exprès qu'on lui dépêcha à cet effet n'ayant pu la joindre à temps, en sorte qu'elle n'arriva en cette ville qu'après l'élection de la duchesse de Courlande. Mais, quand elle y aurait été auparavant, il n'y a pas lieu de croire que sa présence eût pu lui servir de rien, par trois raisons également fortes et qui empêchent qu'elle puisse avoir des amis utiles dans aucune des principales familles russes. La première est l'irrégularité de sa conduite,[1] de laquelle les Russes, nonobstant le peu de délicatesse dont ils se piquent, ne laissent pas que d'avoir un grand mépris; la seconde, c'est qu'ils ont en horreur la mémoire du règne de la czarine sa mère; la troisième raison enfin, c'est que, selon un paragraphe des rites de l'Eglise grecque, tout enfant né avant la célébration du mariage de ses père et mère ne pouvant être considéré comme légitime, encore bien que cette célébration ait été peu après faite, les Russes regardent cette loi comme inviolable; c'est pourquoi ils prétendent que la princesse Elisabeth, non plus que le fils de la duchesse de Holstein, ne peuvent avoir aucun droit légitime à la couronne de Russie. C'est sans doute sur ce fondement que le prince Galitsyn, dans le discours qu'il a prononcé dans le conseil au moment de la mort du czar, a avancé que par cette mort la famille du czar Pierre Ier était éteinte. Aussi ce discours n'eut-il aucune contradiction dans le conseil, et le feld-maréchal Dolgorouki, qui y

(1) Lefort écrivait le 10 octobre 1729: „Cette princesse vit dans une obscurité incroyable, peu considérée et fort dérangée."

répondit, l'appuya comme une pensée qui ne pouvait, dit-il, venir que de Dieu. »

Ce fut alors que le prince Dimitri Galitsyn proposa de donner la couronne à la duchesse de Courlande. Ce choix fut approuvé à l'unanimité, mais tous aussi convinrent comme par un concert prémédité que la couronne lui serait offerte à de certaines conditions, qu'elle s'engagerait préalablement à remplir et à tenir. Aussitôt après, les généraux proclamèrent la duchesse de Courlande czarine, et firent prêter serment aux troupes réunies alors à Moscou, et le soir même partirent pour Mittau, résidence de cette princesse, trois députés : le conseiller d'état Wasili Dolgorouki au nom du conseil suprême, le prince Dimitri Galitsyn au nom du sénat et du conseil intime, et le général-major Leontiew comme représentant des généraux.

Cette princesse, ainsi appelée à l'empire d'une manière si inattendue pour elle-même comme pour tout le monde, était la fille cadette du frère aîné de Pierre Ier, qui avait pendant quelques années régné conjointement avec lui. Elle était restée veuve sans enfants du dernier duc de Courlande, et vivait depuis bien des années hors de la Russie. Elle appartenait, il est vrai, à la branche aînée de la maison souveraine, mais elle avait une soeur aînée mariée au duc de Mecklembourg, qui se trouvait alors présente, et qui n'avait jamais quitté son pays. Dans le conseil, nous dit Lefort, lorsqu'il fut question de cette princesse, on fit valoir contre elle que, si elle montait sur le trône, on retomberait sous le joug de l'influence étrangère dont on avait tant souffert, car son

mari, dont elle était séparée depuis neuf ans, ne manquerait pas de revenir en Russie pour partager son autorité. La véritable raison de son exclusion fut la crainte que l'on avait de sa fermeté et de son esprit résolu. C'était d'ailleurs une personne peu estimable, qui mourut quelques années après, comme l'écrivait M. Rondeau, victime de son goût pour l'eau-de-vie.

Il suffit d'ouvrir les annales de la Russie pour se convaincre que le souverain n'y a pas toujours exercé une autorité absolue et arbitraire. Il n'était le maître que quand il était le plus fort, mais il ne l'était pas toujours, et le plus souvent il lui fallait compter avec les plus puissants de ses sujets. C'était un despotisme tempéré, non par des chansons, comme on l'a dit de celui des rois de France, mais par la révolte et l'assassinat. Les czars de Russie mouraient rarement dans leur lit. Pierre Ier établit le premier l'autorité souveraine sur des fondements plus solides, et il accoutuma ses peuples à une obéissance et à une docilité qu'ils n'avaient pas connues jusque-là. Cependant le souvenir de l'esprit d'indépendance, qui avait autrefois animé la noblesse russe, ne s'était pas encore éteint : il s'était conservé dans quelques mémoires. Dans le nombre, se trouvaient la plupart des membres du conseil suprême, cette création de Mentchikow. Ce tout-puissant favori l'avait établi pour assurer son pouvoir. Mais, si nous en devons croire un envoyé français, un grand nombre de seigneurs russes avaient vu dans cette nouvelle institution l'aurore pour eux de temps meilleurs. M. de Campredon écrivait le 23 février 1726 :

« J'ai l'honneur de vous rendre compte aujourd'hui d'un événement d'autant plus considérable que, sous les apparences d'affermir l'autorité du gouvernement de la czarine, il semble avoir posé la première pierre de l'édifice que les principaux des Moscovites méditent d'élever insensiblement, c'est-à-dire d'augmenter leur pouvoir et d'avoir pour le présent et pour l'avenir une part très essentielle dans l'administration des affaires de cet état. Il s'agit de l'établissement d'un conseil souverain, dont la czarine serait le chef et les principaux seigneurs les membres, avec une autorité parfaitement égale. Rien ne se déciderait sans le consentement unanime du conseil, qui, sous le nom de la czarine, serait proprement le maître de toutes les résolutions. L'établissement de ce conseil détruit toute l'autorité qu'avait ci-devant le sénat.

« Il faudra voir quelle sera la suite d'un établissement qui flatte extrêmement l'ambition et le pouvoir de la czarine. Elle a dit qu'elle ferait connaître à tout le monde qu'elle savait se faire obéir et soutenir la réputation de son gouvernement. L'on peut croire en général que la czarine soutiendra ses affaires par l'établissement de ce conseil aussi longtemps que ses membres seront unis et qu'ils y trouveront leur compte; mais d'ailleurs il est aisé de voir qu'il est le premier pas à un changement de forme de gouvernement; que les Moscovites voulant le rendre moins despotique qu'il ne l'a été, et plusieurs n'ayant été retenus que par le bas-âge du grand-duc, qui les aurait rendus responsables des événements s'ils s'étaient trouvés sans chef capable de les soutenir, ils seront hors de ce risque lorsque le cas arrivera, par le soin qu'ils prendront sans doute de consolider leur crédit, et d'empiéter insensiblement sur l'autorité souveraine, en se faisant accorder les prérogatives qu'ils jugeront nécessaires pour former et soutenir un gouvernement pareil à celui d'Angleterre. Il est même vraisemblable que c'est ce qui a principalement déterminé à prendre le parti qu'on vient de prendre; c'est au moins ce que les plus sensés présument des suites de ce nouvel établissement, et cette opinion est conforme à ce qui m'est connu jusqu'à présent des intentions des principaux de cette nation-ci. »

Les prévisions de M. de Campredon ne devaient pas

se réaliser de sitôt. Mentchikow, par la composition de ce conseil suprême, qu'il remplit de ses créatures les plus affidées, ajourna seulement les espérances des partisans du gouvernement aristocratique. Mais elles allaient recevoir leur accomplissement, les membres du conseil suprême le croyaient du moins, et peu s'en est fallu, comme on va le voir, qu'ils n'aient eu raison d'espérer. C'est dans cette vue que leur choix était tombé sur la duchesse de Courlande qui, n'ayant aucun droit à la couronne, éloignée depuis dix-huit ans de la Russie, devait accepter sans hésiter toutes les conditions qu'il leur plairait de lui imposer.

Quels étaient au juste les articles portés par les trois députés qui allaient offrir la couronne à la duchesse de Courlande, c'est ce qu'il est difficile de dire, le texte n'en étant pas venu jusqu'à nous. Les dépêches de Lefort en donnent une version qui a été publiée par Herrmann. Nous en trouvons une autre presque identique dans les dépêches du résident français M. Magnan, le voici:

« 1° Qu'elle ne se remariera jamais, ni à un Russe, ni à aucun étranger;

« 2° Qu'elle ne pourra, ni de son vivant, ni à l'article de la mort, nommer aucun pour son successeur, cette autorité d'élire un successeur devant demeurer au pouvoir du conseil suprême;

« 3° Qu'elle ne tâchera jamais d'entrer au conseil, ni n'accordera aucune grâce, de quelque nature qu'elle puisse être, ni à qui que ce soit, et qu'elle ne pourra conférer d'autres charges que celles de colonel;

« 4° Que lorsque la nécessité requerra la présence de la princesse dans le conseil, elle n'y aura que deux voix, qu'on lui donne en considération de la dignité su-

prême et pour décider lorsque les opinions dans le conseil seront différentes ou égales;

« 5° Qu'elle ne pourra jamais changer les membres du conseil, ni en élire de nouveaux pour les places vacantes;

« 6° Qu'elle ne pourra jamais rechercher les comptes ni autres affaires qui se font dans le conseil, et que, quand elle viendra à les savoir, elle ne pourra les annuler, empêcher ni rompre;

« 7° Qu'elle n'aura autre chose à faire qu'à confirmer ce que le conseil lui présentera. »

« Ce sont là, écrivait M. Magnan, les conditions auxquelles la duchesse de Courlande a été élue czarine. » Mais dans une de ses dépêches se trouvent aussi d'autres « conditions que le knées Wassili Dolgorouki, le knées Michel Galitsyn, et le lieutenant-général Leontiew ont portées à Mittau, et que la czarine a signées en acceptant la couronne. » Ces conditions ne sont guères qu'une rédaction différente de la première: néanmoins elles méritent d'être publiées; elles font plus exactement encore connaître l'esprit qui animait les membres du grand conseil, et dans quel sens ils entendaient constituer le gouvernement de la Russie; les voici:

« 1° Qu'elle consulterait le haut conseil sur toutes les affaires du gouvernement;

« 2° Que, sans le consentement du dit conseil, elle ne ferait ni la paix, ni ne déclarerait la guerre;

« 3° Que, sans son aveu, elle n'introduirait aucune nouvelle contribution ou impôt;

« 4° Qu'elle ne conférerait aucune charge considérable sans le consentement du conseil suprême;

« 5° Qu'elle ne ferait condamner ni exécuter personne de la noblesse qui ne fût parfaitement convaincu d'avoir mérité la mort;

« 6° Que les biens d'aucun gentilhomme ne seraient confisqués sans que son crime lui soit évidemment prouvé;

exécutèrent sans hésiter les ordres qui leur furent donnés. Mentchikow n'oublia rien d'ailleurs de tout ce qui pouvait affaiblir et désunir ses ennemis. Quelques-uns se vendirent à bon prix; d'autres furent éloignés de la cour sous différents prétextes. De grandes largesses furent faites aux régiments des gardes, et le reste de l'armée s'estima heureux de recevoir l'arriéré de sa solde. Au bout de peu de semaines, rien ne parut changé dans l'empire. Néanmoins, l'obéissance la plus abjecte n'empêchait pas le mécontentement, et surtout le mépris. Catherine était indigne du rang élevé auquel le caprice de la fortune l'avait portée. Les éminentes qualités d'esprit et de caractère, dont on lui a fait honneur pour expliquer et justifier en quelque sorte la confiance et l'affection que lui témoignaient Pierre Ier, ne se retrouvent nulle part dans sa conduite avant son avénement à la couronne, et moins encore depuis. Sur le trône, elle ne montra que les vices les plus bas et les plus grossiers. Heureusement pour la Russie, son règne ne fut pas de longue durée: elle mourut le 6—17 mai 1727.

C'était Mentchikow qui avait en réalité gouverné l'empire sous le nom de Catherine. Les grandes charges dont il était revêtu, les richesses prodigieuses qu'il avait amassées, la liberté, la vie même, il pouvait tout perdre en un instant. Sa hauteur, ses cruautés, le souvenir de la bassesse de son origine le rendaient un objet d'exécration pour les petits comme pour les grands. Dans tout autre pays, la mort de Catherine aurait été le signal de la ruine de son favori. Mais les Russes étaient déjà depuis longtemps habitués à obéir aveuglément aux volontés de leur maître quel qu'il fût.

tres comme en Suède; d'autres pensent à la rendre élective, sur l'exemple de la Pologne; d'autres enfin sont d'avis de la partager entièrement entre les grands de l'état, en formant une république aristocratique; de sorte que leur dessein, en transmettant la succession de Russie à la duchesse de Courlande, n'est que de lui donner la couronne en prêt, et de mettre le trône en dépôt entre ses mains, jusqu'à ce qu'ils soient convenus entre eux de la nouvelle forme qu'ils donneront à leur gouvernement. D'où il est aisé de voir que ce dessein de la nation est un acheminement pour retourner à son ancien état et à ses anciennes coutumes. »

Deux jours après, le 2 février (n. st.), après avoir annoncé le départ des commissaires et énuméré les conditions qu'ils allaient imposer à la duchesse de Courlande, M. Magnan continuait en ces termes:

« On prétend savoir positivement que cette députation est chargée de déclarer à cette princesse, qu'en venant lui offrir la couronne au nom des états, ce n'est qu'à la condition expresse, et non autrement, qu'il lui plaira consentir et approuver les règlements qui seront faits pour une nouvelle forme de gouvernement, et les ratifier de la manière la plus authentique.

« C'est à cette oeuvre importante que l'on travaille actuellement; mais on ne peut encore en ce moment savoir quelle sera cette nouvelle forme de gouvernement, ni si elle sera établie sur le pied de celui de l'Angleterre, ou bien de la Suède. L'idée cependant que l'on a des desseins des anciennes familles russes est qu'elles profiteront d'une conjoncture aussi favorable que l'est celle-ci pour se soustraire à l'affreux esclavage où elles ont été jusqu'ici, en mettant des bornes au pouvoir despotique avec lequel les souverains de la Russie pouvaient disposer, selon leur bon plaisir et volonté, de la vie et des biens de leurs sujets, sans aucune distinction de caractère ni forme de procès, les grands de l'empire russien n'ayant à cet égard, non plus que le menu peuple, aucun privilège qui les mit à couvert de la tyrannie du knout et de la dégradation de leurs charges et emplois.

« Il n'y a donc point lieu de douter que ce ne soit sur quoi les seigneurs russes ne portent leur première attention; au moins, s'ils ne le font pas, pourra-t-on dire qu'ils n'en auront manqué l'occasion que par trop peu de courage. »

C'était là le point le plus important, et, dans le conseil suprême, les plus avisés, les plus capables de mettre la main à l'oeuvre, s'occupaient, chacun de on côté, à préparer ce qu'il leur plaisait d'appeler une constitution, car si tous étaient d'accord sur le but à atteindre, ils étaient loin de s'entendre sur les moyens. Ces projets de constitution se composaient d'un petit nombre d'articles. Plusieurs ont été publiés (1), et ils diffèrent très peu les uns des autres. En voici un qui se trouve dans la dépêche du 2 février du résident anglais, M. Rondeau:

« J'entends dire que les personnes les plus considérables de la noblesse sont à l'oeuvre pour modifier la forme du gouvernement de ce pays, et on assure que des articles ont été dressés pour limiter le pouvoir de l'impératrice, auxquels elle devra souscrire, ou on en choisira une autre.

« Voici, dit-on, les conditions proposées:

« 1° L'impératrice aura une somme fixe pour les dépenses de sa maison, et elle n'aura que le commandement de la garde qui sera de service à son palais;

« 2° Il y aura un conseil suprême, composé de douze des membres les plus considérables de la noblesse, qui réglera toutes les affaires de grande importance, telles que la paix, la guerre, et les alliances. On nommera un trésorier qui rendra compte au conseil suprême de l'emploi qu'il aura fait des deniers de l'état;

« 3° Il y aura un sénat de trente six membres, qui

(1) Schmidt's Materialien, etc. Th. II. S. 391; Hermann's Geschichte des Russischen Staates, B. IV. S. 690.

examinera les affaires avant qu'elles soient portées devant le conseil suprême;

« 4° Il y aura une assemblée de deux cents personnes de la petite noblesse pour maintenir les droits de cette classe, dans le cas où le conseil suprême voudrait y porter atteinte;

« 5° Il y aura une assemblée de gentilshommes et de négociants qui veilleront à ce que le peuple ne soit pas opprimé.

« Voilà en résumé le plan sur lequel on travaille. Jusqu'à présent, ils ne sont pas bien d'accord entre eux sur la manière de le réaliser; mais ils sont allés trop loin pour revenir en arrière, ce qui fait croire à bien des gens qu'on fera quelques changements considérables. »

L'ambassadeur d'Espagne, le duc de Liria, après avoir rapporté le même projet de constitution, termine sa dépêche du 6 février (n. st.) par ces mots:

« Voilà le plan qui jusqu'ici est projeté. Dieu sait s'il sera suivi, ou s'il y sera changé quelque chose: ce qu'il y a de sûr, c'est qu'ils ne veulent pas que la czarine ait aucune autorité. »

L'envoyé de France, M. Magnan, écrivait à la même date:

« Il serait encore d'autant plus difficile de donner une idée absolument juste de la forme que prendra ce gouvernement, que je crois que les ministres qui y travaillent, et qui s'assemblent matin et soir à cet effet, ne sont pas encore entièrement d'accord entre eux. Ainsis, j'attendrai pour vous en rendre compte que les choses soient un peu mieux débrouillées qu'elles ne le sont, car chaque personne avec qui l'on converse est d'un sentiment différent. Selon les uns, la nouvelle czarine n'en doit avoir que le seul titre, toute l'autorité souveraine devant résider dans l'assemblée d'un conseil suprême, qui seul aura le pouvoir de disposer des charges et des troupes; et selon d'autres, l'établissement d'un tel gouvernement ne pouvant convenir à la petite

noblesse, qui est un corps très nombreux en ce pays, il doit y avoir quelques conditions qui la mettent à l'abri du préjudice qui en résulterait pour elle. »

Cependant aucun des projets émis par les diverses coteries, dans lesquelles se partageaient les membres du conseil suprême, ne réunissait l'unanimité des suffrages. M. Magnan peint très bien l'état des esprits et la situation dans sa dépêche du 13 février (n. st.):

« Près de quinze jours se sont déjà écoulés depuis la mort du czar, sans que l'on sâche encore à quoi s'en tenir en ce lieu-ci sur la forme que prendra le gouvernement, et cela par l'incertitude où l'on a été si la duchesse de Courlande accepterait ou non la couronne aux conditions qu'on lui a prescrites; mais il arriva avant-hier ici un courrier dépêché par les députés des états vers cette princesse, avec la nouvelle qu'elle avait accepté son élection et les conditions qui lui ont été proposées, en sorte qu'elle était disposée à partir de Mittau le 9 de ce mois pour venir prendre possession du trône. C'est au moins le bruit qui se répand depuis l'arrivée de ce courrier. Mais quand on supposerait que la première difficulté qu'on appréhendait de rencontrer dans cette acceptation serait levée, il n'est pas encore certain qu'il en puisse être aussi aisément de même de celles qu'on prétend qui se rencontrent sur différents articles de l'établissement d'une nouvelle forme de gouvernement, car les discours qui se tiennent à cet égard ne le persuadent point. M. Ostermann fait toujours le malade pour se dispenser de mettre la main à cette œuvre épineuse, et c'est, à ce qu'on dit, le vieux prince Galitsyn, du haut conseil, qui s'en est chargé. L'on prétend que l'idée de ce ministre a été: 1° de réduire le pouvoir de la czarine au seul intérieur de sa cour, et d'attribuer toute l'autorité souveraine à l'assemblée d'un conseil suprême, composé de dix personnes, qui seules disposeraient des charges et des troupes; 2° de former, outre ce conseil, trois autres tribunaux, savoir: un sénat composé de trente-six membres, une chambre de noblesse composée de deux cents personnes, et enfin

une troisième chambre composée de deux députés de chaque ville. Mais plusieurs d'entre la petite noblesse, qu'une pareille innovation aux anciennes maximes de gouvernement abîmerait sans ressource, ayant, dit-on, fait insinuer sous main que lorsqu'il serait question de prêter serment de fidélité à la nouvelle czarine, selon l'obligation des sujets de Russie à l'entrée d'un nouveau règne, il pourrait bien arriver des inconvénients auxquels on ne s'attendait peut-être pas, cela doit avoir dérangé le premier projet du prince Galitsyn, joint à une infinité de factions différentes qui se forment de jour en jour, et dans lesquelles il n'est pas douteux que les moins dociles d'entre ceux du clergé ne se mêlent, par mécontentement du mépris outré que le même prince Galitsyn a témoigné de ce corps en empêchant qu'aucun de ses membres ne soit admis dans l'assemblée des états qui ont procédé à l'élection de la nouvelle czarine, sous prétexte qu'il était taché d'infâmie pour avoir, par un vil intérêt, après la mort du czar Pierre Ier, contribué à placer sur le trône de Russie, au préjudice du légitime successeur, une femme qui devait y être entièrement étrangère.

« Toutes ces considératoins semblent causer d'assez fortes inquiétudes en ce lieu-ci sur les suites de l'évènement de la mort du czar, et l'on en infère, ou que le projet d'une nouvelle forme de gouvernement sera abandonné et l'autorité de la nouvelle czarine maintenue sur le même pied que celle de son prédécesseur, ou que les innovations projetées pourront difficilement avoir lieu sans qu'il en résulte des troubles intérieurs en ce pays, ce qui augmente d'autant l'impatience où l'on est de voir si l'arrivée prochaine de la czarine pourra calmer ces alarmes publiques.»

Ecoutons encore M. Magnan qui écrivait cinq jours après, le 18 février (n. st.):

« L'on attendait à voir hier ou aujourd'hui paraître le plan du nouveau gouvernement; mais il n'en a encore rien été, ce qui fait juger que cette publication sera différée jusqu'à l'arrivée de la nouvelle czarine qui est

actuellement en chemin de Mittau pour venir prendre possession du trône.

« Il est bien certain que cette princesse a consenti à toutes les conditions qui lui ont été prescrites, de même qu'à la forme de gouvernement que les états se sont proposés d'établir. Le major-général Leontiew, un des députés, qui arriva il y a trois jours avec l'assurance que cette princesse en a envoyée aux états, fut d'abord élevé par eux à la dignité de lieutenant-général. »

La duchesse de Courlande était en route; elle allait arriver aux portes de Moscou, et le conseil suprême n'avait encore pris aucune résolution définitive sur la forme de gouvernement qui allait être établie. Chaque jour de nouvelles propositions étaient mises en avant, sur lesquelles on ne pouvait tomber d'accord, non pas seulement parce qu'elles étaient d'une exécution à peu près impossible, mais parce qu'elles étaient trop radicales, et qu'elles blessaient les intérêts ou l'amour-propre des uns ou des autres. M. Rondeau explique très nettement, dans sa dépêche du 26 février, pourquoi on ne pouvait s'entendre:

« Comme on a toujours été habitué dans ce pays à obéir aveuglément à un souverain absolu, personne ne se fait une idée exacte d'un gouvernement limité. La grande noblesse voudrait concentrer toute l'autorité dans ses mains, et la petite noblesse et les simples gentilshommes ne désirent pas que cela soit; et ils préfèrent avoir un seul maître plutôt que plusieurs, à moins que l'on ne trouve quelque expédient qui les tranquillise, et les mette à l'abri de la tyrannie des grandes familles. Tout cela fait dire aux uns, qu'il y aura de grands changements, et aux autres, avec autant de probabilité, qu'il n'y en aura point du tout. »

Mais les obstacles et l'opposition ne venaient pas seulement du dehors. Dans le sein même du conseil

suprême, il y avait un noyau d'hommes qui avaient tout à perdre à l'établissement d'un gouvernement aristocratique, ou plutôt d'une oligarchie. C'étaient, en première ligne, le chancelier Golowkin et le vice-chancelier Ostermann. Ce dernier surtout, quoiqu'il fut fort ménagé par les membres des différentes coteries aristocratiques, sentait bien qu'il y allait du tout pour lui, si le gouvernement despotique et arbitraire, sous lequel il avait fait une si prodigieuse fortune, était aboli.

Cet homme, qui a gouverné durant près d'un quart de siècle la Russie, était le second fils d'un pauvre pasteur luthérien d'une petite ville de la Westphalie. Après avoir étudié à l'université de Jéna, il était entré en 1704 au service de l'amiral hollandais Cruys, à qui Pierre Ier avait donné le commandement de sa flotte. Comme il avait appris promptement la langue russe, il se rendit utile à son maître, qui, voulant faire sa fortune, le recommanda au vice-chancelier Schaphirow pour être employé dans les bureaux des affaires étrangères. Sa connaissance des langues de l'Europe occidentale, qui était rare alors en Russie, le fit valoir; son génie naturel fit le reste, et il monta rapidement de grade en grade jusqu'aux premières places. Pierre Ier le distingua de bonne heure et lui confia des affaires très importantes. Créé baron en 1722, il fut appelé à prendre, sous le chancelier Golowkin, la direction des affaires étrangères. Catherine le nomma, à son avénement à la couronne, gouverneur du grand duc, depuis Pierre II. Pendant le règne de son élève, dont l'éducation ne lui fesait pas honneur, Ostermann eut peu de crédit, mais

mari, dont elle était séparée depuis neuf ans, ne manquerait pas de revenir en Russie pour partager son autorité. La véritable raison de son exclusion fut la crainte que l'on avait de sa fermeté et de son esprit résolu. C'était d'ailleurs une personne peu estimable, qui mourut quelques années après, comme l'écrivait M. Rondeau, victime de son goût pour l'eau-de-vie.

Il suffit d'ouvrir les annales de la Russie pour se convaincre que le souverain n'y a pas toujours exercé une autorité absolue et arbitraire. Il n'était le maître que quand il était le plus fort, mais il ne l'était pas toujours, et le plus souvent il lui fallait compter avec les plus puissants de ses sujets. C'était un despotisme tempéré, non par des chansons, comme on l'a dit de celui des rois de France, mais par la révolte et l'assassinat. Les czars de Russie mouraient rarement dans leur lit. Pierre Ier établit le premier l'autorité souveraine sur des fondements plus solides, et il accoutuma ses peuples à une obéissance et à une docilité qu'ils n'avaient pas connues jusque-là. Cependant le souvenir de l'esprit d'indépendance, qui avait autrefois animé la noblesse russe, ne s'était pas encore éteint : il s'était conservé dans quelques mémoires. Dans le nombre, se trouvaient la plupart des membres du conseil suprême, cette création de Mentchikow. Ce tout-puissant favori l'avait établi pour assurer son pouvoir. Mais, si nous en devons croire un envoyé français, un grand nombre de seigneurs russes avaient vu dans cette nouvelle institution l'aurore pour eux de temps meilleurs. M. de Campredon écrivait le 23 février 1726 :

« J'ai l'honneur de vous rendre compte aujourd'hui d'un événement d'autant plus considérable que, sous les apparences d'affermir l'autorité du gouvernement de la czarine, il semble avoir posé la première pierre de l'édifice que les principaux des Moscovites méditent d'élever insensiblement, c'est-à-dire d'augmenter leur pouvoir et d'avoir pour le présent et pour l'avenir une part très essentielle dans l'administration des affaires de cet état. Il s'agit de l'établissement d'un conseil souverain, dont la czarine serait le chef et les principaux seigneurs les membres, avec une autorité parfaitement égale. Rien ne se déciderait sans le consentement unanime du conseil, qui, sous le nom de la czarine, serait proprement le maître de toutes les résolutions. L'établissement de ce conseil détruit toute l'autorité qu'avait ci-devant le sénat.

« Il faudra voir quelle sera la suite d'un établissement qui flatte extrêmement l'ambition et le pouvoir de la czarine. Elle a dit qu'elle ferait connaître à tout le monde qu'elle savait se faire obéir et soutenir la réputation de son gouvernement. L'on peut croire en général que la czarine soutiendra ses affaires par l'établissement de ce conseil aussi longtemps que ses membres seront unis et qu'ils y trouveront leur compte; mais d'ailleurs il est aisé de voir qu'il est le premier pas à un changement de forme de gouvernement; que les Moscovites voulant le rendre moins despotique qu'il ne l'a été, et plusieurs n'ayant été retenus que par le bas-âge du grand-duc, qui les aurait rendus responsables des événements s'ils s'étaient trouvés sans chef capable de les soutenir, ils seront hors de ce risque lorsque le cas arrivera, par le soin qu'ils prendront sans doute de consolider leur crédit, et d'empiéter insensiblement sur l'autorité souveraine, en se faisant accorder les prérogatives qu'ils jugeront nécessaires pour former et soutenir un gouvernement pareil à celui d'Angleterre. Il est même vraisemblable que c'est ce qui a principalement déterminé à prendre le parti qu'on vient de prendre; c'est au moins ce que les plus sensés présument des suites de ce nouvel établissement, et cette opinion est conforme à ce qui m'est connu jusqu'à présent des intentions des principaux de cette nation-ci. »

Les prévisions de M. de Campredon ne devaient pas

se réaliser de sitôt. Mentchikow, par la composition de ce conseil suprême, qu'il remplit de ses créatures les plus affidées, ajourna seulement les espérances des partisans du gouvernement aristocratique. Mais elles allaient recevoir leur accomplissement, les membres du conseil suprême le croyaient du moins, et peu s'en est fallu, comme on va le voir, qu'ils n'aient eu raison d'espérer. C'est dans cette vue que leur choix était tombé sur la duchesse de Courlande qui, n'ayant aucun droit à la couronne, éloignée depuis dix-huit ans de la Russie, devait accepter sans hésiter toutes les conditions qu'il leur plairait de lui imposer.

Quels étaient au juste les articles portés par les trois députés qui allaient offrir la couronne à la duchesse de Courlande, c'est ce qu'il est difficile de dire, le texte n'en étant pas venu jusqu'à nous. Les dépêches de Lefort en donnent une version qui a été publiée par Herrmann. Nous en trouvons une autre presque identique dans les dépêches du résident français M. Magnan, le voici:

« 1° Qu'elle ne se remariera jamais, ni à un Russe, ni à aucun étranger;

« 2° Qu'elle ne pourra, ni de son vivant, ni à l'article de la mort, nommer aucun pour son successeur, cette autorité d'élire un successeur devant demeurer au pouvoir du conseil suprême;

« 3° Qu'elle ne tâchera jamais d'entrer au conseil, ni n'accordera aucune grâce, de quelque nature qu'elle puisse être, ni à qui que ce soit, et qu'elle ne pourra conférer d'autres charges que celles de colonel;

« 4° Que lorsque la nécessité requerra la présence de la princesse dans le conseil, elle n'y aura que deux voix, qu'on lui donne en considération de la dignité su-

prême et pour décider lorsque les opinions dans le conseil seront différentes ou égales;

« 5° Qu'elle ne pourra jamais changer les membres du conseil, ni en élire de nouveaux pour les places vacantes;

« 6° Qu'elle ne pourra jamais rechercher les comptes ni autres affaires qui se font dans le conseil, et que, quand elle viendra à les savoir, elle ne pourra les annuler, empêcher ni rompre;

« 7° Qu'elle n'aura autre chose à faire qu'à confirmer ce que le conseil lui présentera. »

« Ce sont là, écrivait M. Magnan, les conditions auxquelles la duchesse de Courlande a été élue czarine. » Mais dans une de ses dépêches se trouvent aussi d'autres « conditions que le knées Wassili Dolgorouki, le knées Michel Galitsyn, et le lieutenant-général Leontiew ont portées à Mittau, et que la czarine a signées en acceptant la couronne. » Ces conditions ne sont guères qu'une rédaction différente de la première: néanmoins elles méritent d'être publiées; elles font plus exactement encore connaître l'esprit qui animait les membres du grand conseil, et dans quel sens ils entendaient constituer le gouvernement de la Russie; les voici:

« 1° Qu'elle consulterait le haut conseil sur toutes les affaires du gouvernement;

« 2° Que, sans le consentement du dit conseil, elle ne ferait ni la paix, ni ne déclarerait la guerre;

« 3° Que, sans son aveu, elle n'introduirait aucune nouvelle contribution ou impôt;

« 4° Qu'elle ne conférerait aucune charge considérable sans le consentement du conseil suprême;

« 5° Qu'elle ne ferait condamner ni exécuter personne de la noblesse qui ne fût parfaitement convaincu d'avoir mérité la mort;

« 6° Que les biens d'aucun gentilhomme ne seraient confisqués sans que son crime lui soit évidemment prouvé;

« 7° Qu'elle ne donnerait ni n'aliénerait aucun bien appartenant aux domaines de la couronne sans le consentement du dit conseil;

« 8° Qu'elle ne se marierait ni ne se choisirait un successeur sans l'avis du conseil suprême, etc. »

Rien n'est plus clair et plus précis que ces conditions, et la portée en est évidente. Les membres du conseil suprême ne faisaient pas un mystère d'ailleurs de leurs vues et de leurs intentions. Dès le lendemain de la mort de Pierre II, M. Magnan écrivait:

« Les ministres étrangers et les spéculatifs ont été fort surpris de cette élection: leurs conjectures ne s'étaient point étendues aux filles du czar Ivan; elles se bornaient au fils du duc de Holstein, à la princesse Elisabeth, et à la princesse Catherine Dolgorouki. Mais en découvrant les conditions qu'on présente à la duchesse de Courlande avec la couronne, on découvre aisément la cause secrète d'une telle préférence.

« La première de ces conditions est que la nouvelle czarine ne se marie point, et la seconde qu'elle se gouverne par un conseil nommé par la nation.

« Cette restriction met en doute si la duchesse de Courlande acceptera l'élection; mais il y a toute apparence que le grand appât de régner et l'espérance de pouvoir un jour secouer le joug qu'on lui impose ne lui permettront pas de refuser un trône qu'elle ne tient que des mains de la fortune.

« Quant aux Russes, leurs vues dans ces dispositions ne sont point équivoques. L'expérience récente de la faveur des Dolgorouki leur faisant redouter la puissance des favoris, qui pourraient toujours les gouverner avec empire tant que les monarques russes seraient aussi absolus, ils veulent, ou abolir la monarchie, ou en diminuer extrêmement le pouvoir par un mélange d'aristocratie.

« Dans cette vue, différents modèles de gouvernement les tiennent en suspens sur le sort de la Russie: les uns veulent restreindre les droits de la couronne par l'autorité d'un parlement, comme en Angleterre, d'au-

tres comme en Suède; d'autres pensent à la rendre élective, sur l'exemple de la Pologne; d'autres enfin sont d'avis de la partager entièrement entre les grands de l'état, en formant une république aristocratique; de sorte que leur dessein, en transmettant la succession de Russie à la duchesse de Courlande, n'est que de lui donner la couronne en prêt, et de mettre le trône en dépôt entre ses mains, jusqu'à ce qu'ils soient convenus entre eux de la nouvelle forme qu'ils donneront à leur gouvernement. D'où il est aisé de voir que ce dessein de la nation est un acheminement pour retourner à son ancien état et à ses anciennes coutumes. »

Deux jours après, le 2 février (n. st.), après avoir annoncé le départ des commissaires et énuméré les conditions qu'ils allaient imposer à la duchesse de Courlande, M. Magnan continuait en ces termes:

« On prétend savoir positivement que cette députation est chargée de déclarer à cette princesse, qu'en venant lui offrir la couronne au nom des états, ce n'est qu'à la condition expresse, et non autrement, qu'il lui plaira consentir et approuver les règlements qui seront faits pour une nouvelle forme de gouvernement, et les ratifier de la manière la plus authentique.

« C'est à cette oeuvre importante que l'on travaille actuellement; mais on ne peut encore en ce moment savoir quelle sera cette nouvelle forme de gouvernement, ni si elle sera établie sur le pied de celui de l'Angleterre, ou bien de la Suède. L'idée cependant que l'on a des desseins des anciennes familles russes est qu'elles profiteront d'une conjoncture aussi favorable que l'est celle-ci pour se soustraire à l'affreux esclavage où elles ont été jusqu'ici, en mettant des bornes au pouvoir despotique avec lequel les souverains de la Russie pouvaient disposer, selon leur bon plaisir et volonté, de la vie et des biens de leurs sujets, sans aucune distinction de caractère ni forme de procès, les grands de l'empire russien n'ayant à cet égard, non plus que le menu peuple, aucun privilège qui les mit à couvert de la tyrannie du knout et de la dégradation de leurs charges et emplois.

« Il n'y a donc point lieu de douter que ce ne soit sur quoi les seigneurs russes ne portent leur première attention; au moins, s'ils ne le font pas, pourra-t-on dire qu'ils n'en auront manqué l'occasion que par trop peu de courage. »

C'était là le point le plus important, et, dans le conseil suprême, les plus avisés, les plus capables de mettre la main à l'oeuvre, s'occupaient, chacun de on côté, à préparer ce qu'il leur plaisait d'appeler une constitution, car si tous étaient d'accord sur le but à atteindre, ils étaient loin de s'entendre sur les moyens. Ces projets de constitution se composaient d'un petit nombre d'articles. Plusieurs ont été publiés (1), et ils diffèrent très peu les uns des autres. En voici un qui se trouve dans la dépêche du 2 février du résident anglais, M. Rondeau:

« J'entends dire que les personnes les plus considérables de la noblesse sont à l'oeuvre pour modifier la forme du gouvernement de ce pays, et on assure que des articles ont été dressés pour limiter le pouvoir de l'impératrice, auxquels elle devra souscrire, ou on en choisira une autre.

« Voici, dit-on, les conditions proposées:

« 1° L'impératrice aura une somme fixe pour les dépenses de sa maison, et elle n'aura que le commandement de la garde qui sera de service à son palais;

« 2° Il y aura un conseil suprême, composé de douze des membres les plus considérables de la noblesse, qui réglera toutes les affaires de grande importance, telles que la paix, la guerre, et les alliances. On nommera un trésorier qui rendra compte au conseil suprême de l'emploi qu'il aura fait des deniers de l'état;

« 3° Il y aura un sénat de trente six membres, qui

(1) Schmidt's Materialien, etc. Th. II. S. 391; Hermann's Geschichte des Russischen Staates, B. IV. S. 690.

examinera les affaires avant qu'elles soient portées devant le conseil suprême;

« 4° Il y aura une assemblée de deux cents personnes de la petite noblesse pour maintenir les droits de cette classe, dans le cas où le conseil suprême voudrait y porter atteinte;

« 5° Il y aura une assemblée de gentilshommes et de négociants qui veilleront à ce que le peuple ne soit pas opprimé.

« Voilà en résumé le plan sur lequel on travaille. Jusqu'à présent, ils ne sont pas bien d'accord entre eux sur la manière de le réaliser; mais ils sont allés trop loin pour revenir en arrière, ce qui fait croire à bien des gens qu'on fera quelques changements considérables. »

L'ambassadeur d'Espagne, le duc de Liria, après avoir rapporté le même projet de constitution, termine sa dépêche du 6 février (n. st.) par ces mots:

« Voilà le plan qui jusqu'ici est projeté. Dieu sait s'il sera suivi, ou s'il y sera changé quelque chose: ce qu'il y a de sûr, c'est qu'ils ne veulent pas que la czarine ait aucune autorité. »

L'envoyé de France, M. Magnan, écrivait à la même date:

« Il serait encore d'autant plus difficile de donner une idée absolument juste de la forme que prendra ce gouvernement, que je crois que les ministres qui y travaillent, et qui s'assemblent matin et soir à cet effet, ne sont pas encore entièrement d'accord entre eux. Ainsis, j'attendrai pour vous en rendre compte que les choses soient un peu mieux débrouillées qu'elles ne le sont, car chaque personne avec qui l'on converse est d'un sentiment différent. Selon les uns, la nouvelle czarine n'en doit avoir que le seul titre, toute l'autorité souveraine devant résider dans l'assemblée d'un conseil suprême, qui seul aura le pouvoir de disposer des charges et des troupes; et selon d'autres, l'établissement d'un tel gouvernement ne pouvant convenir à la petite

noblesse, qui est un corps très nombreux en ce pays, il doit y avoir quelques conditions qui la mettent à l'abri du préjudice qui en résulterait pour elle. »

Cependant aucun des projets émis par les diverses coteries, dans lesquelles se partageaient les membres du conseil suprême, ne réunissait l'unanimité des suffrages. M. Magnan peint très bien l'état des esprits et la situation dans sa dépêche du 13 février (n. st.):

« Près de quinze jours se sont déjà écoulés depuis la mort du czar, sans que l'on sâche encore à quoi s'en tenir en ce lieu-ci sur la forme que prendra le gouvernement, et cela par l'incertitude où l'on a été si la duchesse de Courlande accepterait ou non la couronne aux conditions qu'on lui a prescrites; mais il arriva avant-hier ici un courrier dépêché par les députés des états vers cette princesse, avec la nouvelle qu'elle avait accepté son élection et les conditions qui lui ont été proposées, en sorte qu'elle était disposée à partir de Mittau le 9 de ce mois pour venir prendre possession du trône. C'est au moins le bruit qui se répand depuis l'arrivée de ce courrier. Mais quand on supposerait que la première difficulté qu'on appréhendait de rencontrer dans cette acceptation serait levée, il n'est pas encore certain qu'il en puisse être aussi aisément de même de celles qu'on prétend qui se rencontrent sur différents articles de l'établissement d'une nouvelle forme de gouvernement, car les discours qui se tiennent à cet égard ne le persuadent point. M. Ostermann fait toujours le malade pour se dispenser de mettre la main à cette œuvre épineuse, et c'est, à ce qu'on dit, le vieux prince Galitsyn, du haut conseil, qui s'en est chargé. L'on prétend que l'idée de ce ministre a été: 1° de réduire le pouvoir de la czarine au seul intérieur de sa cour, et d'attribuer toute l'autorité souveraine à l'assemblée d'un conseil suprême, composé de dix personnes, qui seules disposeraient des charges et des troupes; 2° de former, outre ce conseil, trois autres tribunaux, savoir: un sénat composé de trente-six membres, une chambre de noblesse composée de deux cents personnes, et enfin

une troisième chambre composée de deux députés de chaque ville. Mais plusieurs d'entre la petite noblesse, qu'une pareille innovation aux anciennes maximes de gouvernement abîmerait sans ressource, ayant, dit-on, fait insinuer sous main que lorsqu'il serait question de prêter serment de fidélité à la nouvelle czarine, selon l'obligation des sujets de Russie à l'entrée d'un nouveau règne, il pourrait bien arriver des inconvénients auxquels on ne s'attendait peut-être pas, cela doit avoir dérangé le premier projet du prince Galitsyn, joint à une infinité de factions différentes qui se forment de jour en jour, et dans lesquelles il n'est pas douteux que les moins dociles d'entre ceux du clergé ne se mêlent, par mécontentement du mépris outré que le même prince Galitsyn a témoigné de ce corps en empêchant qu'aucun de ses membres ne soit admis dans l'assemblée des états qui ont procédé à l'élection de la nouvelle czarine, sous prétexte qu'il était taché d'infâmie pour avoir, par un vil intérêt, après la mort du czar Pierre Ier, contribué à placer sur le trône de Russie, au préjudice du légitime successeur, une femme qui devait y être entièrement étrangère.

« Toutes ces considératoins semblent causer d'assez fortes inquiétudes en ce lieu-ci sur les suites de l'évènement de la mort du czar, et l'on en infère, ou que le projet d'une nouvelle forme de gouvernement sera abandonné et l'autorité de la nouvelle czarine maintenue sur le même pied que celle de son prédécesseur, ou que les innovations projetées pourront difficilement avoir lieu sans qu'il en résulte des troubles intérieurs en ce pays, ce qui augmente d'autant l'impatience où l'on est de voir si l'arrivée prochaine de la czarine pourra calmer ces alarmes publiques.»

Ecoutons encore M. Magnan qui écrivait cinq jours après, le 18 février (n. st.):

« L'on attendait à voir hier ou aujourd'hui paraître le plan du nouveau gouvernement; mais il n'en a encore rien été, ce qui fait juger que cette publication sera différée jusqu'à l'arrivée de la nouvelle czarine qui est

actuellement en chemin de Mittau pour venir prendre possession du trône.

« Il est bien certain que cette princesse a consenti à toutes les conditions qui lui ont été prescrites, de même qu'à la forme de gouvernement que les états se sont proposés d'établir. Le major-général Leontiew, un des députés, qui arriva il y a trois jours avec l'assurance que cette princesse en a envoyée aux états, fut d'abord élevé par eux à la dignité de lieutenant-général. »

La duchesse de Courlande était en route; elle allait arriver aux portes de Moscou, et le conseil suprême n'avait encore pris aucune résolution définitive sur la forme de gouvernement qui allait être établie. Chaque jour de nouvelles propositions étaient mises en avant, sur lesquelles on ne pouvait tomber d'accord, non pas seulement parce qu'elles étaient d'une exécution à peu près impossible, mais parce qu'elles étaient trop radicales, et qu'elles blessaient les intérêts ou l'amour-propre des uns ou des autres. M. Rondeau explique très nettement, dans sa dépêche du 26 février, pourquoi on ne pouvait s'entendre:

« Comme on a toujours été habitué dans ce pays à obéir aveuglément à un souverain absolu, personne ne se fait une idée exacte d'un gouvernement limité. La grande noblesse voudrait concentrer toute l'autorité dans ses mains, et la petite noblesse et les simples gentilshommes ne désirent pas que cela soit; et ils préfèrent avoir un seul maître plutôt que plusieurs, à moins que l'on ne trouve quelque expédient qui les tranquillise, et les mette à l'abri de la tyrannie des grandes familles. Tout cela fait dire aux uns, qu'il y aura de grands changements, et aux autres, avec autant de probabilité, qu'il n'y en aura point du tout. »

Mais les obstacles et l'opposition ne venaient pas seulement du dehors. Dans le sein même du conseil

suprême, il y avait un noyau d'hommes qui avaient tout à perdre à l'établissement d'un gouvernement aristocratique, ou plutôt d'une oligarchie. C'étaient, en première ligne, le chancelier Golowkin et le vice-chancelier Ostermann. Ce dernier surtout, quoiqu'il fut fort ménagé par les membres des différentes coteries aristocratiques, sentait bien qu'il y allait du tout pour lui, si le gouvernement despotique et arbitraire, sous lequel il avait fait une si prodigieuse fortune, était aboli.

Cet homme, qui a gouverné durant près d'un quart de siècle la Russie, était le second fils d'un pauvre pasteur luthérien d'une petite ville de la Westphalie. Après avoir étudié à l'université de Jéna, il était entré en 1704 au service de l'amiral hollandais Cruys, à qui Pierre Ier avait donné le commandement de sa flotte. Comme il avait appris promptement la langue russe, il se rendit utile à son maître, qui, voulant faire sa fortune, le recommanda au vice-chancelier Schaphirow pour être employé dans les bureaux des affaires étrangères. Sa connaissance des langues de l'Europe occidentale, qui était rare alors en Russie, le fit valoir; son génie naturel fit le reste, et il monta rapidement de grade en grade jusqu'aux premières places. Pierre Ier le distingua de bonne heure et lui confia des affaires très importantes. Créé baron en 1722, il fut appelé à prendre, sous le chancelier Golowkin, la direction des affaires étrangères. Catherine le nomma, à son avénement à la couronne, gouverneur du grand duc, depuis Pierre II. Pendant le règne de son élève, dont l'éducation ne lui fesait pas honneur, Ostermann eut peu de crédit, mais

il assura sa position. Voici en quels termes un agent anglais dépeignait Ostermann en 1730:

« Son intelligence et sa capacité ne sont assurément pas méprisables, mais il est plein de finesse et d'artifice, faux, capable de trahison, souple et insinuant dans ses manières et dans son langage, toujours fesant des courbettes et des révérences, ce qui passe pour la meilleure politique parmi les Russes, et, en ce genre de mérite, il l'emporte même sur les gens du pays. Il est bon vivant et épicurien; il est quelquefois généreux, mais parfaitement incapable de reconnaissance. Car, lorsque Mentchikow et Golowkin conjurèrent la perte de Schaphirow, il se joignit à eux contre son patron et bienfaiteur. Schaphirow ayant été disgracié et exilé à Archangel, comme il ne restait plus personne qui entendit bien les langues étrangères, Ostermann fut quelque temps après nommé vice-chancelier à la recommandation du prince Mentchikow, ce qui ne l'empêcha pas d'être des plus ardents, comme tout le monde sait, à conspirer sa ruine. »

Ce fut sous le règne de Pierre II qu'Ostermann devint véritablement un personnage considérable. M. Rondeau écrivait le 22 septembre 1728:

« Ostermann a seul la direction de toutes les affaires, et il a trouvé le moyen de se rendre si utile que, comme ses collégues ne peuvent se passer de lui, lorsqu'il est mécontent, il fait le malade et dit qu'il ne peut se rendre au conseil; et lorsque les deux Dolgorouki, Apraxin, Golowkin et Galitsyn se trouvent réunis, et qu'Ostermann n'est pas là, ils boivent un verre d'eau-de-vie, et ensuite ils sont obligés d'aller faire leur cour à Ostermann pour le mettre en bonne humeur. Par ces moyens il les amène à consentir à tout qu'il désire. »

Un pareil homme devait être contraire à tout changement dans le gouvernement, et surtout à un changement qui mettrait l'autorité dans les mains d'une aristocratie dans les rangs de laquelle il ne pouvait jamais trouver une

place. Lorsqu'on lui communiqua les plans de réforme, il comprit tout de suite que, si ce dessein réussissait, il allait devenir le subordonné du grand conseil, au lieu d'en être le chef. Il voulut, sous prétexte de maladie, éviter de signer, comme tous les autres membres, les articles envoyés à Mittau, et, selon son habitude, il se mit au lit. Galitsyn et les deux Dolgorouki, qui le connaissaient, vinrent le trouver et lui arrachèrent en quelque sorte son adhésion. Mais, quelle que fut l'hostilité d'Ostermann à la cabale aristocratique, il était trop prudent, trop adroit, pour la laisser voir et pour agir ouvertement.

Le grand chancelier Golowkin partageait tous les sentiments d'Ostermann à l'égard de ces projets de réforme qui, lui aussi, devaient le réduire à rien. Il était de basse extraction: son père était garde-chasse du prince Havanski. Dans sa jeunesse, il fut attaché à la personne du czar Pierre Ier par son gouverneur le prince Alexis Galitsyn. Il sut gagner la confiance de son maître par toutes sortes de bons offices, et de degré en degré il devint avec le temps grand chambellan, et, à la mort du chancelier Golovin, lui succéda. Son ignorance et son incapacité firent la fortune de Schaphirow, et ensuite d'Ostermann, car il n'avait d'autres qualités qu'une servilité à toute épreuve et des manières obséquieuses. Sa dévotion lui avait acquis un grand crédit dans le clergé, à qui d'ailleurs il rendait tous les services en son pouvoir. Le portrait, auquel nous avons emprunté ce qui précède, et qui est l'œuvre d'un agent anglais, ajoute:

« Il est cupide au plus haut degré, et il travaille par tous les moyens imaginables à augmenter son immense fortune, à quoi il a si bien réussi, qu'il est aujourd'hui le noble le plus riche de toute la Russie. »

Un tel homme était, non moins qu'Ostermann, trop prudent pour se compromettre par une opposition ouverte. Pourtant il fallait agir, et sans perdre de temps. L'un et l'autre comprirent que toute tentative serait inutile, et surtout dangereuse, à Moscou, et ils tournèrent leurs batteries du côté de Mittau. Mais là encore il leur fallait, sinon un complice, du moins un instrument. Golowkin, de concert avec Ostermann sans doute, l'eut bientôt trouvé: ce n'était autre que son propre gendre.

Laissons d'abord parler M. Magnan, qui écrivait le 18 février (n. st.):

« Les alarmes sur les suites des différentes factions qui se forment contre ces nouveautés augmentent à chaque instant. M. Yagusinski, qui avait paru, dans les premières assemblées des états, un des plus zélés partisans de la liberté de la patrie, comme parlent présentement les Russes, fut arrêté lundi dernier dans la même assemblée, comme convaincu du crime de haute trahison par une lettre qu'il a eu l'imprudence d'écrire à la czarine pour engager cette princesse à ne pas souscrire aux conditions que les députés des états doivent lui prescrire, et de n'accepter la couronne qu'au même titre que ses prédécesseurs l'ont portée, l'assurant qu'elle pouvait compter sur son épée et sur une infinité d'autres dont elle serait instruite de bouche par l'exprès qu'il lui dépêchait: c'était le contenu de cette lettre.

« Les uns veulent que ce soit la nouvelle czarine qui l'ait d'abord remise aux députés, dans la vue de les convaincre de la sincérité de ses intentions à se conformer en toutes choses aux conseils et décisions des états qui l'ont élue; et les autres, que ce doit être le prince Dolgorouki,

député vers cette princesse, qui, ayant le premier découvert ce complot sur la route de Mittau, s'est saisi de l'exprès et de sa lettre. Quoiqu'il en soit, il est toujours certain que M. Leontiew, un des députés, l'a remise aux états à son retour ici, et que l'exprès de M. Yagusinski, qui a été arrêté, est actuellement amené à Moscou chargé de fers: il s'appelle Somarokow, et était ci-devant gentilhomme de la feue duchesse de Holstein à Kiel. Les états furent hier assemblés toute la journée, tant pour instruire le procès de Yagusinski, qui a d'abord été dépouillé du cordon bleu, que pour découvrir ses complices; l'on en arrête à tous les moments, de toutes conditions, et l'on compte qu'il y a déjà une trentaine de personnes emprisonnées. L'on a remarqué que M. le grand chancelier Golowkin, beau-père de M. Yagusinski, qui était dans l'assemblée, lorsque ce dernier y fût arrêté, en sortit d'abord sans dire un seul mot, et se retira dans sa maison: mais on ne dit pas cependant qu'il soit soupçonné d'avoir eu connaissance du procédé de son gendre. »

Yagusinski n'a pas laissé de traces dans l'histoire de son temps, mais de son vivant il était une sorte de personnage. Dans cette conjoncture, il joua un rôle considérable. Les dépêches du résident anglais renferment un portrait de lui qui le fera suffisamment connaître; le voici:

« Le général Yagusinski est le fils d'un organiste de l'église luthérienne de Moscou. Il doit toute sa fortune à sa jolie figure. Dans sa jeunesse il entra, en qualité de page, au service du grand chancelier Golovin, dont les goûts dépravés étaient de notoriété publique; et, au bout de deux ans, il lui fut enlevé par le feu czar Pierre Ier, qui lui donna le titre de page de la chambre. Son mérite personnel, joint à un esprit actif, vif, gai, lui acquirent les bonnes grâces du czar, qui le fit capitaine dans le régiment des gardes Preobasinski, et, bientôt après, aide-de-camp général. Cet avancement et les nombreuses marques qu'il recevait de l'affection du czar

donnèrent beaucoup d'inquiétude et de jalousie au prince Mentchikow. Le czar, qui n'avait plus autant de bontés pour ce favori, s'en aperçut et affecta de lui donner chaque jour de nouvelles mortifications en comblant Yagusinski, qui finit par être le favori déclaré. Ses talents ne sont pas extraordinaires, mais l'habitude de vivre à la cour lui a donné des manières polies, et son bon naturel le ferait aimer, si un caractère emporté et son ivr gnerie excessive ne lui ôtaient la raison, et ne le portaient parfois à outrager ses meilleurs amis de la manière la plus insolente, et à divulguer les secrets les plus importants. D'ailleurs, d'une lâcheté sans pareille, et prodigue au suprême degré, car il a dissipé la grande fortune de sa femme, et tous les présents qu'il a reçus en Russie et des cours étrangères. »

Pierre Ier fit successivement Yagusinski major-général et colonel de la garde, et enfin en 1722 lieutenant-général et procureur-général du sénat. En cette dernière qualité, il contribua puissamment à l'avénement au trône de Catherine, et à asseoir l'autorité de Mentchikow. En récompense de ces services, il reçut le titre de comte. Mais bientôt après, s'étant brouillé avec Mentchikow, il perdit sa place dans le sénat. Il n'en resta pas moins un personnage considérable, tant par lui-même que par son alliance avec le chancelier Golowkin, et c'est à ces divers titres qu'il avait été appelé dans le conseil suprême à la mort de Pierre II, lorsqu'il s'était agi de faire un choix pour son successeur. Néanmoins, les chefs des grandes familles, les Dolgorouki, les Galitsyn, Tcherkaski, et les autres qui partageaient les mêmes vues, n'hésitèrent pas à le frapper, dans le dessein apparemment de faire un exemple, et d'intimider ceux qui tenteraient de se séparer d'eux. Aussi le résident francais,

M. Magnan, après avoir rapporté l'arrestation d'Yagusinski, ajoute-t-il dans cette même dépêche du 18 février:

« Cette démarche des états, jointe à celle d'avoir élevé M. Leontiew à la dignité de lieutenant-général, ne laisse pas de doute qu'ils ne soient fermement résolus de soutenir leur projet d'une nouvelle forme de gouvernement. Quelques-uns prétendent que dans le plan qui en a été formé seront compris les articles suivants, savoir: que tout étranger sera exclu du haut conseil; que, cependant, en considération des services rendus par M. Ostermann, il y restera, sans que toutefois cela puisse pour l'avenir tirer à conséquence; que la czarine ne pourra faire ni paix ni guerre que de l'avis et consentement du haut conseil, dans lequel elle aura deux voix; qu'il lui sera assigné une somme de cinq cent mille roubles pour la dépense de sa maison; qu'elle n'aura de commandement dans les troupes que sur le seul détachement qui lui sera donné pour la garde de sa personne et de son palais; que l'armée, y compris les quatre régiments des gardes, ne recevra d'autres ordres que ceux émanés du haut conseil; que les fonds publics seront consignés sous la garde d'un trésorier général nommé par le conseil, où les ordonnances de comptant seront expédiées; que si quelqu'un de famille noble est convaincu de quelque crime, il sera puni selon les lois; mais sa faute étant réputée personnelle, sa disgrâce ne rejaillira pas sur le reste de sa famille, comme cela se pratiquait dans le passé; et qu'enfin toutes les charges et emplois seront à la nomination du conseil. Mais ce conseil n'est pas encore formé, et l'on prétend que les plus grands embarras roulent présentement sur le choix des douze membres qui doivent le composer. Les principales têtes qui ont la plus grande autorité dans l'assemblée des états, et qui y portent la parole, sont le prince Dimitri Galitsyn, le feld-maréchal son frère, le feld-maréchal Dolgorouki, réuni avec eux, et le prince Tcherkaski, homme qu'on tient pour un savant légiste. »

Rien n'était encore décidé lorsque la nouvelle czarine arriva le 21 février (n. st.) à Wseswetzki, petit

village éloigné de huit werstes de Moscou, où elle devait attendre que les préparatifs fussent faits pour son entrée solemnelle dans la capitale de son empire. Le lendemain, un bataillon du régiment des gardes Preobasinski et un détachement de la compagnie des chevaliers-gardes lui furent envoyés. Elle les passa aussitôt en revue, les exhorta à lui être fidèles, prit le titre de colonel du régiment Preobasinski et de capitaine des chevaliers-gardes, et, ajoute l'envoyé anglais dans sa dépêche du 16—27 février, elle donna de sa propre main à tous les officiers et soldats un verre de vin ou d'eau de vie, ce qui lui gagna tous les cœurs.

M. Magnan écrivait le 27 février (n. st):

« Les membres du haut conseil, ceux du sénat et les feld-maréchaux, représentant la généralité, se rendirent en corps auprès de cette princesse avant-hier samedi, pour la remercier de ce qu'il lui avait plu accepter la couronne aux conditions portées par les articles qui lui avaient été présentés par les députés des différents ordres de l'empire russien, et en même temps la féliciter sur son avénement au trône; ajoutant que, comme la grande maîtrise de l'ordre de Saint-André appartenait aux monarques de la Russie, ils avaient cru devoir lui en apporter le cordon; l'informant, au surplus, que, les préparatifs pour son entrée publique dans la capitale de Moscou étant achevés, il dépendait maintenant de son bon plaisir d'en fixer le jour. La czarine répondit, en premier lieu, qu'il était vrai qu'elle avait signé les susdits articles pour leur faire plaisir, et les assura qu'elle les observerait toute sa vie, espérant qu'ils contribueraient de leurs sages conseils à rendre son règne heureux. Elle prit ensuite le cordon bleu des mains de M. le grand chancelier Golowkin, qui en est le plus ancien chevalier, et déclara qu'elle était disposée à faire son entrée à Moscou le lendemain dimanche, qui était hier, ce qui se fit sur le midi, le

deuil ayant été interrompu pour trois jours à cette occasion. »

L'arrivée de la czarine avait singulièrement compliqué les embarras sans nombre qui accablaient déjà les membres du grand conseil. Leurs adversaires, jusque là contenus par la crainte, osaient lever la tête. Depuis qu'il était de notoriété publique que tous les plans proposés et discutés dans cette assemblée n'avaient d'autre but que de concentrer l'autorité souveraine dans le petit nombre de familles qui la composaient déjà, tous les grands seigneurs qui n'en fesaient pas partie, toute la petite noblesse, et partant les officiers de l'armée, se soulevaient contre l'idée même d'une réforme dans le gouvernement. Il est impossible d'expliquer plus nettement que ne l'a fait M. Magnan dans sa dépêche du 3 avril, pourquoi la cabale aristocratique du conseil suprême a échoué. Ce tableau, quoique rétrospectif, mérite d'être lu et médité, car il fait comme toucher au doigt qu'il n'a presque tenu à rien que la constitution de la Russie ne fût transformée. Voici donc ce qu'écrivait M. Magnan:

« Les Russes n'ont laissé échapper l'occasion favorable qu'ils avaient de se soustraire à leur ancien esclavage que par leur propre faute et pour s'y être mal pris, puisque, la czarine ayant une fois accepté et signé les conditions qui lui avaient été prescrites par les députés des états, il ne s'agissait pour les maintenir à jamais, que de s'accorder entre eux sur une nouvelle forme de gouvernement qui eût été du goût et à la convenance de la petite noblesse; ce qui ne leur a pas été possible par deux raisons principales: la première, par le peu d'union et de concorde qui a régné dans cet intervalle entre les premières familles; et la seconde, qui était une suite inévitable de l'autre, qu'elles se sont opiniâtrées à vouloir que le haut conseil, dans l'assem-

blée duquel toute l'autorité souveraine devait résider, ne fût composé que de huit à dix membres seulement, tandisque toute la noblesse, qui prévoyait avec raison qu'elle ne manquerait pas d'être oppressée de toutes manières si l'autorité résidait dans deux ou trois principales familles, demandait que le nombre des membres de ce conseil fût porté jusqu'à vingt et un, et qu'il n'y fût admis qu'une ou deux personnes de chaque famille.

« M. Ostermann, qui se voyait déjà entièrement exclu des affaires, était trop habile pour ne pas profiter du désordre que ces contradictions mettaient alors dans les états; et, se reposant sur l'importante considération que ni les Galitsyn ni les Dolgorouki ne pouvaient tenter de faire usage de leur autorité sur les troupes, presque entièrement composées de cette même noblesse, il se joignit à M. Yagusinski et au prince Tcherkaski pour faire insinuer à la czarine qu'étant parvenue au trône par le droit de sa naissance, il ne pouvait que lui être insupportable qu'on prétendit lui imposer des conditions d'autant plus dures qu'elles n'avaient pas eu lieu à l'égard de la czarine Catherine, nonobstant les degrés honteux de son élévation...

« Pendant que ces insinuations se fesaient à la czarine, quelques-uns des plus intrigants du clergé, outragés de se voir exclus de l'assemblée des états, mirent de leur côté tout en œuvre pour irriter la petite noblesse contre le haut conseil, dont ils représentaient les principaux membres comme autant de tyrans qui ne souhaitaient une nouvelle forme de gouvernement que pour s'emparer impunément de toute l'autorité souveraine, par où l'esclavage de la noblesse deviendrait incomparablement plus insupportable qu'il ne le pouvait jamais être par le maintien du pouvoir absolu de la personne du souverain. »

S'il faut en croire le résident anglais, les princes Troubetzkoi et Tchernichew, le prince Simon Soltykow, cousin de la nouvelle czarine, entrèrent dans le complot et se mirent à la tête de la grande et de la petite noblesse. Quelques-uns des généraux les plus accrédités

parmi les troupes se joignirent à eux. Le chancelier Golowkin prit alors courage et promit son concours. Yagusinski, passé maître en fait d'intrigue, agit activement du fond de sa prison, qu'il commencait à regarder comme un échelon de sa faveur future. L'envoyé saxon Lefort rapporte que les membres du conseil suprême lui ayant offert de lui rendre la liberté, dans l'espérance sans doute de se le concilier, car on le connaissait, dit M. Magnan, pour le plus vindicatif des hommes, il répondit que l'affront avait été public et que la réparation devait être éclatante. Ostermann, qui se tenait étroitement renfermé sous prétexte de maladie, voyant que le conseil suprême perdait du terrain, osa se déclarer, et, s'il faut ajouter foi à la dépêche du 9 mars (n. st.) de M. Magnan, la crainte et le ressentiment eûrent peut-être plus de part encore que l'intérêt et l'ambition à sa détermination:

« On rapporte que le feld-maréchal Galitsyn, étant allé rendre visite, il y a quelque temps, à M. Ostermann, qu'il croyait fort malade, et ayant été scandalisé de trouver le contraire, se porta à le traiter rudement de paroles, lui fesant de sanglants reproches sur son affectation à ne pas assister aux assemblées du conseil, dans le temps où l'on avait le plus besoin de ses lumières; que la dureté du feld-maréchal, à cette occasion, avait été si sensible à M. Ostermann, qu'il en avait pensé mourir de douleur, et que ce doit avoir été ce qui a le plus déterminé ce ministre à tout risquer pour détruire le projet d'une nouvelle forme de gouvernement. »

Mais l'adhésion la plus considérable que reçut la cabale opposée au conseil suprême fut assurément celle du prince Tcherkaski. On a vu qu'il avait été un des plus ardents promoteurs des projets de réforme; on a

donnèrent beaucoup d'inquiétude et de jalousie au prince Mentchikow. Le czar, qui n'avait plus autant de bontés pour ce favori, s'en aperçut et affecta de lui donner chaque jour de nouvelles mortifications en comblant Yagusinski, qui finit par être le favori déclaré. Ses talents ne sont pas extraordinaires, mais l'habitude de vivre à la cour lui a donné des manières polies, et son bon naturel le ferait aimer, si un caractère emporté et son ivr gnerie excessive ne lui ôtaient la raison, et ne le portaient parfois à outrager ses meilleurs amis de la manière la plus insolente, et à divulguer les secrets les plus importants. D'ailleurs, d'une lâcheté sans pareille, et prodigue au suprême degré, car il a dissipé la grande fortune de sa femme, et tous les présents qu'il a reçus en Russie et des cours étrangères. »

Pierre Ier fit successivement Yagusinski major-général et colonel de la garde, et enfin en 1722 lieutenant-général et procureur-général du sénat. En cette dernière qualité, il contribua puissamment à l'avénement au trône de Catherine, et à asseoir l'autorité de Mentchikow. En récompense de ces services, il reçut le titre de comte. Mais bientôt après, s'étant brouillé avec Mentchikow, il perdit sa place dans le sénat. Il n'en resta pas moins un personnage considérable, tant par lui-même que par son alliance avec le chancelier Golowkin, et c'est à ces divers titres qu'il avait été appelé dans le conseil suprême à la mort de Pierre II, lorsqu'il s'était agi de faire un choix pour son successeur. Néanmoins, les chefs des grandes familles, les Dolgorouki, les Galitsyn, Tcherkaski, et les autres qui partageaient les mêmes vues, n'hésitèrent pas à le frapper, dans le dessein apparemment de faire un exemple, et d'intimider ceux qui tenteraient de se séparer d'eux. Aussi le résident francais,

M. Magnan, après avoir rapporté l'arrestation d'Yagusinski, ajoute-t-il dans cette même dépêche du 18 février:

« Cette démarche des états, jointe à celle d'avoir élevé M. Leontiew à la dignité de lieutenant-général, ne laisse pas de doute qu'ils ne soient fermement résolus de soutenir leur projet d'une nouvelle forme de gouvernement. Quelques-uns prétendent que dans le plan qui en a été formé seront compris les articles suivants, savoir: que tout étranger sera exclu du haut conseil; que, cependant, en considération des services rendus par M. Ostermann, il y restera, sans que toutefois cela puisse pour l'avenir tirer à conséquence; que la czarine ne pourra faire ni paix ni guerre que de l'avis et consentement du haut conseil, dans lequel elle aura deux voix; qu'il lui sera assigné une somme de cinq cent mille roubles pour la dépense de sa maison; qu'elle n'aura de commandement dans les troupes que sur le seul détachement qui lui sera donné pour la garde de sa personne et de son palais; que l'armée, y compris les quatre régiments des gardes, ne recevra d'autres ordres que ceux émanés du haut conseil; que les fonds publics seront consignés sous la garde d'un trésorier général nommé par le conseil, où les ordonnances de comptant seront expédiées; que si quelqu'un de famille noble est convaincu de quelque crime, il sera puni selon les lois; mais sa faute étant réputée personnelle, sa disgrâce ne rejaillira pas sur le reste de sa famille, comme cela se pratiquait dans le passé; et qu'enfin toutes les charges et emplois seront à la nomination du conseil. Mais ce conseil n'est pas encore formé, et l'on prétend que les plus grands embarras roulent présentement sur le choix des douze membres qui doivent le composer. Les principales têtes qui ont la plus grande autorité dans l'assemblée des états, et qui y portent la parole, sont le prince Dimitri Galitsyn, le feld-maréchal son frère, le feld-maréchal Dolgorouki, réuni avec eux, et le prince Tcherkaski, homme qu'on tient pour un savant légiste. »

Rien n'était encore décidé lorsque la nouvelle czarine arriva le 21 février (n. st.) à Wseswetzki, petit

village éloigné de huit werstes de Moscou, où elle devait attendre que les préparatifs fussent faits pour son entrée solemnelle dans la capitale de son empire. Le lendemain, un bataillon du régiment des gardes Preobasinski et un détachement de la compagnie des chevaliers-gardes lui furent envoyés. Elle les passa aussitôt en revue, les exhorta à lui être fidèles, prit le titre de colonel du régiment Preobasinski et de capitaine des chevaliers-gardes, et, ajoute l'envoyé anglais dans sa dépêche du 16—27 février, elle donna de sa propre main à tous les officiers et soldats un verre de vin ou d'eau de vie, ce qui lui gagna tous les cœurs.

M. Magnan écrivait le 27 février (n. st):

« Les membres du haut conseil, ceux du sénat et les feld-maréchaux, représentant la généralité, se rendirent en corps auprès de cette princesse avant-hier samedi, pour la remercier de ce qu'il lui avait plu accepter la couronne aux conditions portées par les articles qui lui avaient été présentés par les députés des différents ordres de l'empire russien, et en même temps la féliciter sur son avénement au trône; ajoutant que, comme la grande maîtrise de l'ordre de Saint-André appartenait aux monarques de la Russie, ils avaient cru devoir lui en apporter le cordon; l'informant, au surplus, que, les préparatifs pour son entrée publique dans la capitale de Moscou étant achevés, il dépendait maintenant de son bon plaisir d'en fixer le jour. La czarine répondit, en premier lieu, qu'il était vrai qu'elle avait signé les susdits articles pour leur faire plaisir, et les assura qu'elle les observerait toute sa vie, espérant qu'ils contribueraient de leurs sages conseils à rendre son règne heureux. Elle prit ensuite le cordon bleu des mains de M. le grand chancelier Golowkin, qui en est le plus ancien chevalier, et déclara qu'elle était disposée à faire son entrée à Moscou le lendemain dimanche, qui était hier, ce qui se fit sur le midi, le

deuil ayant été interrompu pour trois jours à cette occasion. »

L'arrivée de la czarine avait singulièrement compliqué les embarras sans nombre qui accablaient déjà les membres du grand conseil. Leurs adversaires, jusque là contenus par la crainte, osaient lever la tête. Depuis qu'il était de notoriété publique que tous les plans proposés et discutés dans cette assemblée n'avaient d'autre but que de concentrer l'autorité souveraine dans le petit nombre de familles qui la composaient déjà, tous les grands seigneurs qui n'en fesaient pas partie, toute la petite noblesse, et partant les officiers de l'armée, se soulevaient contre l'idée même d'une réforme dans le gouvernement. Il est impossible d'expliquer plus nettement que ne l'a fait M. Magnan dans sa dépêche du 3 avril, pourquoi la cabale aristocratique du conseil suprême a échoué. Ce tableau, quoique rétrospectif, mérite d'être lu et médité, car il fait comme toucher au doigt qu'il n'a presque tenu à rien que la constitution de la Russie ne fût transformée. Voici donc ce qu'écrivait M. Magnan:

« Les Russes n'ont laissé échapper l'occasion favorable qu'ils avaient de se soustraire à leur ancien esclavage que par leur propre faute et pour s'y être mal pris, puisque, la czarine ayant une fois accepté et signé les conditions qui lui avaient été prescrites par les députés des états, il ne s'agissait pour les maintenir à jamais, que de s'accorder entre eux sur une nouvelle forme de gouvernement qui eût été du goût et à la convenance de la petite noblesse; ce qui ne leur a pas été possible par deux raisons principales: la première, par le peu d'union et de concorde qui a régné dans cet intervalle entre les premières familles; et la seconde, qui était une suite inévitable de l'autre, qu'elles se sont opiniâtrées à vouloir que le haut conseil, dans l'assem-

blée duquel toute l'autorité souveraine devait résider, ne fût composé que de huit à dix membres seulement, tandisque toute la noblesse, qui prévoyait avec raison qu'elle ne manquerait pas d'être oppressée de toutes manières si l'autorité résidait dans deux ou trois principales familles, demandait que le nombre des membres de ce conseil fût porté jusqu'à vingt et un, et qu'il n'y fût admis qu'une ou deux personnes de chaque famille.

« M. Ostermann, qui se voyait déjà entièrement exclu des affaires, était trop habile pour ne pas profiter du désordre que ces contradictions mettaient alors dans les états; et, se reposant sur l'importante considération que ni les Galitsyn ni les Dolgorouki ne pouvaient tenter de faire usage de leur autorité sur les troupes, presque entièrement composées de cette même noblesse, il se joignit à M. Yagusinski et au prince Tcherkaski pour faire insinuer à la czarine qu'étant parvenue au trône par le droit de sa naissance, il ne pouvait que lui être insupportable qu'on prétendit lui imposer des conditions d'autant plus dures qu'elles n'avaient pas eu lieu à l'égard de la czarine Catherine, nonobstant les degrés honteux de son élévation...

« Pendant que ces insinuations se fesaient à la czarine, quelques-uns des plus intrigants du clergé, outragés de se voir exclus de l'assemblée des états, mirent de leur côté tout en œuvre pour irriter la petite noblesse contre le haut conseil, dont ils représentaient les principaux membres comme autant de tyrans qui ne souhaitaient une nouvelle forme de gouvernement que pour s'emparer impunément de toute l'autorité souveraine, par où l'esclavage de la noblesse deviendrait incomparablement plus insupportable qu'il ne le pouvait jamais être par le maintien du pouvoir absolu de la personne du souverain. »

S'il faut en croire le résident anglais, les princes Troubetzkoi et Tchernichew, le prince Simon Soltykow, cousin de la nouvelle czarine, entrèrent dans le complot et se mirent à la tête de la grande et de la petite noblesse. Quelques-uns des généraux les plus accrédités

parmi les troupes se joignirent à eux. Le chancelier Golowkin prit alors courage et promit son concours. Yagusinski, passé maître en fait d'intrigue, agit activement du fond de sa prison, qu'il commencait à regarder comme un échelon de sa faveur future. L'envoyé saxon Lefort rapporte que les membres du conseil suprême lui ayant offert de lui rendre la liberté, dans l'espérance sans doute de se le concilier, car on le connaissait, dit M. Magnan, pour le plus vindicatif des hommes, il répondit que l'affront avait été public et que la réparation devait être éclatante. Ostermann, qui se tenait étroitement renfermé sous prétexte de maladie, voyant que le conseil suprême perdait du terrain, osa se déclarer, et, s'il faut ajouter foi à la dépêche du 9 mars (n. st.) de M. Magnan, la crainte et le ressentiment eûrent peut-être plus de part encore que l'intérêt et l'ambition à sa détermination:

« On rapporte que le feld-maréchal Galitsyn, étant allé rendre visite, il y a quelque temps, à M. Ostermann, qu'il croyait fort malade, et ayant été scandalisé de trouver le contraire, se porta à le traiter rudement de paroles, lui fesant de sanglants reproches sur son affectation à ne pas assister aux assemblées du conseil, dans le temps où l'on avait le plus besoin de ses lumières; que la dureté du feld-maréchal, à cette occasion, avait été si sensible à M. Ostermann, qu'il en avait pensé mourir de douleur, et que ce doit avoir été ce qui a le plus déterminé ce ministre à tout risquer pour détruire le projet d'une nouvelle forme de gouvernement. »

Mais l'adhésion la plus considérable que reçut la cabale opposée au conseil suprême fut assurément celle du prince Tcherkaski. On a vu qu'il avait été un des plus ardents promoteurs des projets de réforme; on a

vu aussi qu'il s'était séparé dans le sein du conseil des Dolgorouki et des Galitsyn, avec qui il n'avait pu s'entendre sur la nature et l'étendue des changements à apporter dans le gouvernement. Le dépit le jeta dans les bras des ennemis de toute réforme, et il fut véritablement la cheville ouvrière qui ourdit le complot.

Les Dolgorouki et les Galitsyn, quoique réduits à leurs propres forces, n'étaient pourtant pas des adversaires à mépriser. Ils avaient le grand avantage d'être les maîtres de la position, et, à mesure qu'ils sentaient le terrain miné sous leurs pas, ils redoublaient de précautions pour ne pas se laisser entamer. Ils tenaient la czarine comme en charte privée. Le prince Wasili Dolgorouki, qui l'avait ramenée de Courlande, s'était, de l'aveu du conseil suprême, constitué grand maître de sa maison. En cette qualité, il avait un appartement attenant à celui de la czarine, et il empêchait qu'aucun homme ne put l'entretenir en particulier. La précaution n'était pas inutile. Mais il ne put pas faire si bonne garde qu'il put écarter les dames que leur rang ou des raisons de parenté appelaient auprès de leur souveraine. Ce fut par leur entremise que les conjurés purent se concerter avec la czarine, et l'informer et de sa situation et des mesures qu'ils comptaient prendre. Les princesses Tchernichew et Soltykow, la femme du prince Tcherkaski et sa belle-sœur la femme du général Matiuschkin, servirent d'intermédiaires. La duchesse de Mecklembourg, qui ne pouvait pardonner au grand conseil de ne pas lui avoir donné la couronne, ne s'épargnait à exciter sa sœur à la résistance. Il est

aisé de s'imaginer avec quelle vivacité la czarine reçut les ouvertures qui lui furent faites. Aussi, certaine de regagner tôt ou tard les concessions qu'elle avait faites à Mittau, dédaignait-elle les compromis que lui présentait le grand conseil, car, depuis que la situation devenait si critique pour eux, les prétentions des Dolgorouki et des Galitsyn allaient chaque jour s'amoindrissant. Elle refusait obstinément de se rendre dans le sein du grand conseil pour y ratifier les engagements qu'elle avait signés en acceptant la couronne, et quand on alla jusqu'à lui offrir de passer sur cette formalité, « elle répondit, écrivait Lefort le 13 mars (n. st.), que c'était trop peu de chose pour elle que d'être déclarée souveraine par huit pers nnes. » Une pareille situation ne pouvait pas durer. Le grand conseil en était réduit à se tenir sur la défensive: leurs adversaires prirent résolument l'initiative de la manière qu'on va voir.

Le 25 février (8 mars n. st.), huit cents personnes environ se rendirent le matin de bonne heure au Kremlin. Le prince Tcherkaski, qui savait que ses collègues du grand conseil « avaient résolu, dit M. Magnan, de se saisir de lui, s'y était rendu de son côté, et avait chargé par précaution tous ses amis d'aller aux antichambres, chacun séparément, et de se joindre tous aussitôt qu'il arriverait. Le prince Youssoupow, lieutenant-général et colonel général du régiment Preobasinski, avait fait de même avec les officiers des gardes..» Le prince Tcherkaski arriva à dix heures, et fit aussitôt demander une audience à la czarine, qui chargea le prince Wasili Dolgoruki d'envoyer chercher le conseil

suprême pour y assister. Lorsque la czarine se fut assise sur son trône, le prince Tcherkaski présenta une requête signée de plusieurs nobles, et le prince Youssoupow en présenta une autre de la même teneur, signée des officiers des gardes. La première seule est venue jusqu'à nous, c'est-à-dire une traduction qui se trouve jointe aux dépêches de M. Magnan: le résident anglais s'est contenté d'en donner une analyse succincte; voici cette pièce:

« Très haute et très bénigne dame et impératrice! quoique, par la volonté de Dieu et aux applaudissements du peuple, votre Majesté soit parvenue au trône de Russie, et qu'elle ait eu la bonté de signer les conditions qui lui ont été présentées de la part du grand conseil, en quoi elle a donné des marques d'une bonté inexprimable, de ses pures intentions pour le bien de l'empire, dont nous lui rendons de très humbles actions de grâces, non-seulement pour nous, mais aussi pour nos descendants, qui ne pourront jamais s'empêcher de louer et de bénir le nom de votre Majesté; cependant, trés bénigne impératrice, nous nous trouvons dans l'obligation de représenter à votre Majesté qu'il se trouve dans ces conditions des circonstances qui font appréhender pour l'avenir à votre peuple des événements désagréables, dont les ennemis de notre patrie pourront tirer avantage; et, après avoir mûrement réfléchi sur ces conditions, nous avons mis par écrit notre sentiment et donné nos propositions au grand conseil avec tout le respect qui lui est dû, afin qu'il les examinât; et nous avons demandé que, pour le bien et le repos de l'empire, on établit, à la pluralité des voix, une véritable et bonne forme de gouvernement. Mais, bénigne impératrice, sans faire attention aux différentes propositions que nous avions faites, on nous a répondu qu'on ne pouvait rien sans la volonté de votre Majesté; et, comme nous connaissons sa clémence naturelle et son inclination à en donner des marques, nous prenons la liberté de la supplier avec la plus profonde humilité d'ordonner

que tous les différents projets que nous avons proposés soient examinés par la généralité, en appelant une ou deux personnes de chaque famille, afin qu'après avoir délibéré sur ces conditions et sur les circonstances fâcheuses qui s'y trouvent indiquées, on établisse une forme de gouvernement qui soit du goût de toute la nation, et qu'on reconnaitra pour telle à la pluralité des voix, pour la présenter ensuite à votre Majesté, afin qu'elle y donne son approbation. Nous promettons à votre Majesté toute fidélité, et ne cherchons en tout que sa gloire et son avantage; et, quoique cette requête ne soit signée que de peu de personnes, parce que nous craignons de faire des assemblées, nous assurons que toute la noblesse y adhère, et il n'en faut pas d'autre preuve que tout ce qui y est contenu se trouve dans les projets dont il est parlé ci-dessus, et qu'ils ont signés. »

Le prince Tcherkaski ayant achevé la lecture de cette requête, car tel était le titre que portait cette pièce, allait prendre la parole, lorsqu'il fût brusquement interrompu par le prince Wasili Dolgorouki, qui pria la czarine de rentrer dans son cabinet pour délibérer avec le conseil surprême sur la réponse que méritait une pareille requête. Cette prétention, quelque peu audacieuse, donna naissance à une vive altercation. Mais laissons encore parler M. Magnan, qui écrivait le lendemain, c'est-à-dire le 9 (n. st.):

« Il s'éleva d'abord là-dessus différentes voix, qui firent entendre que le corps entier de la noblesse se réunissait pour demander le maintien de l'autorité souveraine, ce qui ne laissa pas, dit-on, que de causer d'assez grands débats dans l'assemblée; mais ils furent d'abord apaisés par les principaux officiers des gardes, qui, remarquant que la czarine commençait à s'en altérer, la supplièrent de prononcer conformément aux désirs de la noblesse. Le major-général des gardes Soltykow alla même, dit-on, jusqu'à offrir d'exécuter sur

le champ les ordres qu'il plairait à sa Majesté czarienne de lui donner pour contenir quiconque oserait opposer un sentiment contraire.»

Une relation jointe à la lettre d'un autre agent français, M. de Bussy, du 9 mars (n. st.), rapporte les mêmes détails en les termes suivants:

«Les officiers des gardes et autres, qui étaient en grand nombre devant la czarine, se mutinèrent et commencèrent à crier qu'ils ne voulaient pas qu'on imposât des lois à leur souveraine, qui devait être aussi absolue que ses prédécesseurs. L'émente alla si loin, que la czarine se vit obligée de les menacer. Mais, se prosternant tous à ses pieds, ils lui dirent: «Madame, nous sommes de fidèles sujets de votre Majesté; nous avons fidèlement servi vos prédécesseurs, et nous sacrifierons nos vies pour le service de votre Majesté; mais nous ne pouvons souffrir qu'on la tyrannise. Que votre Majesté ordonne, et nous mettrons à ses pieds la tête des tyrans.» Alors la czarine leur ordonna d'obéir au lieutenant-général Soltykow, lieutenant-colonel des gardes, lequel, à leur tête, salua sa Majesté czarienne comme souveraine absolue.»

Le résident français termine le réçit de cet incident par ces mots: «Ce coup a été terrible pour le grand conseil.» En effet, les Dolgorouki et les Galitsyn, qui ne s'attendaient à rien moins qu'à cette pièce adroitement concertée, pris à l'improviste, manquèrent tout-à-fait de présence d'esprit. Ils ne surent à quoi se déterminer dans une conjoncture qui exigeait une prompte résolution. Ce n'étaient pas pourtant des hommes timides. Plusieurs avaient fait leurs preuves de courage en maintes circonstances et sur le champ de bataille. Tous étaient vieillis dans l'intrigue et la lutte. Néanmoins, ils ne trouvèrent, à ce qu'il semble, pas une parole, et laissèrent l'initiative au jeune Wasili Dol-

gorouki, qui, n'étant pas membre du conseil, n'avait pas qualité pour se mettre en avant. La vérité est qu'ils étaient intimidés. Ils avaient raison de l'être, si nous devons croire toutes les relations qui nous sont parvenues de cette journée à jamais mémorable dans les annales de la Russie. M. Magnan écrivait le 2—13 mars:

«Ils ont été heureux de n'avoir pas remué; car, s'ils avaient fait quelque opposition à la résolution des nobles, eux et les officiers des gardes étaient déjà convenus de jeter le grand conseil par les fenêtres.»

Le même agent écrivait encore quelques jours après, le 16 mars (n. st.):

«Il parait que la petite noblesse témoigne généralement une haine implacable contre les deux familles de Galitsyn et de Dolgorouki, leur attribuant d'avoir eu des desseins pernicieux à leur patrie en s'emparant injustement de l'autorité souveraine; et l'on prétend que c'est principalement la crainte qu'en a eue cette noblesse, qui l'a portée à se réunir pour requérir de la czarine qu'il lui plût reprendre l'autorité absolue. Pour y déterminer d'autant mieux cette princesse, plus de huit cents personnes du corps de la noblesse se trouvèrent à cet effet à la cour ce jour-là, toutes résolues d'en venir aux mains, si les membres du haut conseil eussent fait quelques démonstrations de résistance. Il s'en est peu fallu, à ce qu'on prétend, que les choses n'en soient venues à une fâcheuse extrémité, et qu'il ne se soit passé une scène des plus tragiques, ce qui n'a dépendu que d'un seul instant, par le refus de la czarine d'entrer dans son cabinet, comme le prince Wasili Dolgorouki l'en sollicitait, pour examiner la requête que la noblesse lui présentait, ce dont elle fut principalement détournée par la duchesse de Mecklembourg, qui lui dit dans cet instant: «Non, Madame, il n'est pas question de délibérer, voilà une plume, ayez agréable de signer.» La czarine, en effet, signa cette requête de la noblesse, disant en même temps à un capitaine de ses gardes: «Je vois bien que je ne suis pas ici

en sûreté; ainsi obéissez aux seuls ordres que vous donnera de ma part le major-général Soltykow, sans en recevoir d'autres de qui que ce soit.» Les ministres du haut conseil, se voyant alors entourés de tous côtés de gens armés, restèrent immobiles.»

Tout n'était pas fini là: ce n'était en quelque sorte que le premier acte de la comédie; en voici la suite telle que nous la fait connaître la même dépêche du 2—13 mars de M. Magnan:

«La noblesse se retira, et s'étant assemblée dans le salon du palais, elle résolut de donner à la czarine la souveraineté absolue, comme l'avaient eue ses prédécesseurs, en reconnaissance de la bonté avec laquelle elle avait signé leur requête; et ils demandèrent une autre audience pour le soir, qui leur fut accordée sur le champ par la czarine, laquelle retint à dîner avec elle tous les ministres du grand conseil, pour qu'ils ne s'en allassent pas. A trois heures après-midi la noblesse revint. Le prince Tcherkaski présenta une autre requête, que la czarine fit lire tout haut.»

Voici la traduction de cette pièce:

«Très haute et très bénigne dame et impératrice! La bonté inexprimable avec laquelle votre Majesté a répondu à notre très humble requête exige que nous lui donnions toutes les marques possibles de notre reconnaissance; et nous croyons ne pas pouvoir lui en donner de meilleures preuves qu'en nous présentant devant elle pour la prier d'accepter la souveraineté, et d'en jouir de la même manière que ses prédécesseurs; et, à cet effet, d'annuler les conditions qui lui ont été présentées de la part du grand conseil et auxquelles votre Majesté a consenti. Nous la supplions aussi très humblement qu'au lieu du grand conseil et du grand sénat, elle veuille établir un sénat de régence dans la même forme qu'il était sous le règne de Pierre Ier, oncle de votre Majesté, et qu'il soit composé de vingt-et-un membres ou personnes; et qu'à l'avenir les emplois vacants dans le sénat de régence, les gouvernements des provinces, les places dans les collèges, soient ré-

partis par votre Majesté à la noblesse, suivant l'établissement qui en a été fait par Pierre Ier, oncle de votre Majesté. C'est pourquoi nous prions votre Majesté, en conséquence de ce qu'elle a bien voulu répondre à notre requête, de déterminer dès à présent la forme qu'elle voudra donner dorénavant au gouvernement; et nous espérons, comme bons et fidèles sujets de votre Majesté, que, par la forme qu'elle y donnera et par la diminution des impôts, nous serons soulagés de manière à pouvoir finir nos jours sans inquiétude et heureusement. »

La czarine remercia la noblesse, et il y avait bien de quoi. Elle dit ensuite « que, puisqu'il en était ainsi, on eut à lui apporter les articles qu'elle avait signés à Mittau, pour être biffés et rayés. Le grand chancelier Golowkin, qui en était dépositaire, les apporta sur le champ, et les présenta à la czarine, qui les mit en pièces en présence de tout le monde, et en conséquence, » ajoute M. Magnan en terminant sa relation, « l'autorité souveraine est maintenue dans toutes les prérogatives des prédécesseurs de sa Majesté czarienne. »

Le résident anglais finit son récit par ces mots:

« Toute la noblesse présente baisa la main de la czarine. Les membres du grand conseil firent de même, et se conduisirent comme s'ils étaient satisfaits, quoiqu'ils parurent foudroyés par tout ce qui venait de se passer. »

Il restait à la czarine un devoir à remplir: elle n'y faillit pas. Aussitôt qu'elle eut déchiré de sa propre main les engagements qu'elle avait volontairement signés en acceptant la couronne, elle ordonna l'élargissement d'Yagusinski. Il fut immédiatement mis en liberté, et vint recevoir sa récompense. La czarine lui rendit publiquement dans l'assemblée son épée, ainsi

que le cordon de l'ordre de Saint-André, et le loua comme le défenseur de ses droits. Ce n'était pas assez: Yagusinski rentra en possession de la charge de procureur-général du sénat, ce qui était un poste de confiance.

Le lendemain de cette journée, le 9 mars (n. st.), M. Magnan écrivait:

« Il a été ordonné de faire ce soir des illuminations dans toutes les rues. »

Et quelques jours après, le 13:

« Maintenant tout est tranquille, et la czarine est très gaie et très contente. »

III.

Conformément aux voeux exprimés par la noblesse russe, le gouvernement fut rétabli sur le même pied qu'il était sous le règne de Pierre Ier. Le conseil suprême fut aboli, et on rétablit le sénat de régence, composé de vingt-et-un membres (15 mars n. st.). Mais la czarine, ou plutôt ses conseillers eurent soin que cette assemblée ne fut pas en état de causer à l'autorité souveraine les embarras que lui avait fait éprouver le conseil suprême. On y fit naturellement entrer le chancelier, Ostermann, Yagusinski, Tcherkaski, Simon Soltykow, Troubetzkoi, Youssoupow, en un mot tous ceux qui avaient eu le plus de part aux derniers évé-

nements. Comme on gardait encore les apparences de modération et d'impartialité qu'il était nécessaire d'observer dans ces premiers moments, ceux-là même qui avaient le plus désiré de borner l'autorité de la czarine, les feld-maréchaux Galitsyn et Dolgorouki, et les princes Wasili Dolgorouki et Dimitri Galitsyn furent compris dans la liste des sénateurs. Le reste se composait de créatures de la cour sur le dévouemet et la bassesse desquelles on pouvait compter. D'ailleurs les attributions du sénat de régence étaient nulles, ou peu s'en faut.

Dans les premiers jours Yagusinski parut avoir seul toute la confiance de la czarine. Mais, comme il sentait sa faiblesse, il s'était étroitement uni à Ostermann, dont l'appui lui parut nécessaire. Fidèle à son système d'attendre à l'écart le résultat des événements, ce ministre s'était mis au lit pendant que se décidait la crise dont dépendait le rétablissement de l'autorité souveraine. Quand tout fut terminé au gré de ses voeux, il garda la même réserve, et il attendit tranquillement le prix de ses services. Sur les instances d'Yagusinski, si nous en devons croire le résident anglais, la czarine alla lui faire une visite et lui demander ses conseils. A partir de ce jour Ostermann devint le véritable chef du gouvernement, et toutes choses rentrèrent dans l'ordre accoutumé. C'est ce qu'il était facile de prévoir: aussi M. Magnan écrivait-il dès le 9 mars (n. st.):

« Il n'y a point à douter que M. Ostermann, réconcilié par cet événement-ci avec M. Yagusinski, le plus vindicatif de tous les hommes, ne rentre en possession d'un crédit supérieur, et qu'on ne voie bientôt arriver d'étranges scènes en ce lieu-ci. »

Ces étranges scènes ne se firent pas longtemps attendre. M. Magnan écrivait six semaines plus tard, le 24 avril (n. st.):

«Il paraissait que la czarine ne conservait aucun ressentiment contre ceux qui, pendant l'interrègne, avaient projeté de changer la forme du gouvernement; mais l'on a lieu présentement de s'apercevoir que ce n'a été que pour prendre d'autant mieux ses mesures qu'elle différait de rompre à cet égard le silence, puisque jeudi dernier, 20 de ce mois, cette princesse, après avoir, pendant plusieurs jours de suite, entretenu secrétement M. Ostermann dans son cabinet, fit expédier différents ordres pour éloigner de sa cour six des principaux de la famille Dolgorouki et quelques autres personnes de distinction. Peut-être arrivera-t-il, selon que plusieurs le pensent, qu'on apprendra incessamment que leur sort sera encore plus fâcheux; mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils sont déjà tous partis de Moscou, où il ne leur a pas été permis de demeurer au delà de vingt-quatre heures, et qu'on leur a fait prendre des routes tellement différentes, qu'il leur sera comme impossible d'avoir entre eux aucune liaison ni relation...

«L'on ne peut encore parler que par conjectures des causes de la disgrâce de tant de personnes; aussi ce que j'aurai l'honneur de vous dire aujourd'hui ne sera que par rapport au prince Wasili Dolgorouki. On l'attribue à deux motifs principaux: le premier est que la czarine s'est trouvée offensée, non seulement de la part qu'il a prise au projet pour la forme de gouvernement, mais encore du soin avec lequel il obsédait cette princesse, avant le rétablissement de la souveraineté, pour empêcher que personne pût approcher d'elle.

«Pour ce qui est des autres exilés, il est vraisemblable que leur crime est d'avoir pris part et témoigné trop de vivacité pour l'exécution de la nouvelle forme de gouvernement projetée.»

C'était là véritablement le crime de ces victimes de la vengeance de la czarine et des rancunes d'Yagusinski et d'Ostermann; mais, comme on n'osait pas l'a-

vouer, on sut bien leur en trouver d'autres. Alexis et Ivan Dolgorouki furent accusés de s'être appropriés sous le règne du feu czar des joyaux de la couronne et d'avoir puisé sans compter dans les coffres de l'état. Le père fut exilé à Yakoutzk, et le fils et tout le reste de sa famille furent transportés à Beresowa. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que leurs biens furent confisqués. Le prince Wasili fut enfermé dans un cloître à Archangel; et peu de mois après le feld-maréchal Dolgorouki était arrêté et conduit dans la citadelle de Schlusselburg.

On s'attendait que les représailles des vainqueurs ne s'en tiendraient pas là, et que tous ceux qui avaient conspiré pour l'établissement de ce qu'on appelait un gouvernement républicain seraient prochainement exilés. L'émotion causée par ces rigueurs, que rien ne justifiait, fut telle qu'on jugea plus prudent d'attendre un temps plus opportun. M. Magnan terminait cette dépêche du 24 avril par les réflexions qu'on va lire:

«Les premières démarches de fermeté de la czarine, dès l'entrée de son règne, donnent lieu ici à différents raisonnements. Quelques-uns, à la vérité, semblent approuver la conduite de cette princesse, comme le meilleur moyen d'assurer la liberté de son gouvernement; mais un plus grand nombre, qui connaissent le génie de cette nation-ci, et qui ont encore présentes à la mémoire les peines immenses que le czar Pierre Ier s'est données pour corriger les inclinations séditieuses de ses sujets, sans en pouvoir venir entièrement à bout, nonobstant l'extrême sévérité de son gouvernement, sont d'opinion qu'on doit appréhender de fâcheuses suites du mécontentement de tant de personnages recommandables, surtout parce qu'on attribue moins leur expulsion au tempérament naturellement doux et bienfaisant de

le champ les ordres qu'il plairait à sa Majesté czarienne de lui donner pour contenir quiconque oserait opposer un sentiment contraire.»

Une relation jointe à la lettre d'un autre agent français, M. de Bussy, du 9 mars (n. st.), rapporte les mêmes détails en les termes suivants:

«Les officiers des gardes et autres, qui étaient en grand nombre devant la czarine, se mutinèrent et commencèrent à crier qu'ils ne voulaient pas qu'on imposât des lois à leur souveraine, qui devait être aussi absolue que ses prédécesseurs. L'émente alla si loin, que la czarine se vit obligée de les menacer. Mais, se prosternant tous à ses pieds, ils lui dirent: «Madame, nous sommes de fidèles sujets de votre Majesté; nous avons fidèlement servi vos prédécesseurs, et nous sacrifierons nos vies pour le service de votre Majesté; mais nous ne pouvons souffrir qu'on la tyrannise. Que votre Majesté ordonne, et nous mettrons à ses pieds la tête des tyrans.» Alors la czarine leur ordonna d'obéir au lieutenant-général Soltykow, lieutenant-colonel des gardes, lequel, à leur tête, salua sa Majesté czarienne comme souveraine absolue.»

Le résident français termine le réçit de cet incident par ces mots: «Ce coup a été terrible pour le grand conseil.» En effet, les Dolgorouki et les Galitsyn, qui ne s'attendaient à rien moins qu'à cette pièce adroitement concertée, pris à l'improviste, manquèrent tout-à-fait de présence d'esprit. Ils ne surent à quoi se déterminer dans une conjoncture qui exigeait une prompte résolution. Ce n'étaient pas pourtant des hommes timides. Plusieurs avaient fait leurs preuves de courage en maintes circonstances et sur le champ de bataille. Tous étaient vieillis dans l'intrigue et la lutte. Néanmoins, ils ne trouvèrent, à ce qu'il semble, pas une parole, et laissèrent l'initiative au jeune Wasili Dol-

gorouki, qui, n'étant pas membre du conseil, n'avait pas qualité pour se mettre en avant. La vérité est qu'ils étaient intimidés. Ils avaient raison de l'être, si nous devons croire toutes les relations qui nous sont parvenues de cette journée à jamais mémorable dans les annales de la Russie. M. Magnan écrivait le 2—13 mars:

«Ils ont été heureux de n'avoir pas remué; car, s'ils avaient fait quelque opposition à la résolution des nobles, eux et les officiers des gardes étaient déjà convenus de jeter le grand conseil par les fenêtres.»

Le même agent écrivait encore quelques jours après, le 16 mars (n. st.):

«Il parait que la petite noblesse témoigne généralement une haine implacable contre les deux familles de Galitsyn et de Dolgorouki, leur attribuant d'avoir eu des desseins pernicieux à leur patrie en s'emparant injustement de l'autorité souveraine; et l'on prétend que c'est principalement la crainte qu'en a eue cette noblesse, qui l'a portée à se réunir pour requérir de la czarine qu'il lui plût reprendre l'autorité absolue. Pour y déterminer d'autant mieux cette princesse, plus de huit cents personnes du corps de la noblesse se trouvèrent à cet effet à la cour ce jour-là, toutes résolues d'en venir aux mains, si les membres du haut conseil eussent fait quelques démonstrations de résistance. Il s'en est peu fallu, à ce qu'on prétend, que les choses n'en soient venues à une fâcheuse extrémité, et qu'il ne se soit passé une scène des plus tragiques, ce qui n'a dépendu que d'un seul instant, par le refus de la czarine d'entrer dans son cabinet, comme le prince Wasili Dolgorouki l'en sollicitait, pour examiner la requête que la noblesse lui présentait, ce dont elle fut principalement détournée par la duchesse de Mecklembourg, qui lui dit dans cet instant: «Non, Madame, il n'est pas question de délibérer, voilà une plume, ayez agréable de signer.» La czarine, en effet, signa cette requête de la noblesse, disant en même temps à un capitaine de ses gardes: «Je vois bien que je ne suis pas ici

en sûreté; ainsi obéissez aux seuls ordres que vous donnera de ma part le major-général Soltykow, sans en recevoir d'autres de qui que ce soit.» Les ministres du haut conseil, se voyant alors entourés de tous côtés de gens armés, restèrent immobiles.»

Tout n'était pas fini là: ce n'était en quelque sorte que le premier acte de la comédie; en voici la suite telle que nous la fait connaître la même dépêche du 2—13 mars de M. Magnan:

«La noblesse se retira, et s'étant assemblée dans le salon du palais, elle résolut de donner à la czarine la souveraineté absolue, comme l'avaient eue ses prédécesseurs, en reconnaissance de la bonté avec laquelle elle avait signé leur requête; et ils demandèrent une autre audience pour le soir, qui leur fut accordée sur le champ par la czarine, laquelle retint à dîner avec elle tous les ministres du grand conseil, pour qu'ils ne s'en allassent pas. A trois heures après-midi la noblesse revint. Le prince Tcherkaski présenta une autre requête, que la czarine fit lire tout haut.»

Voici la traduction de cette pièce:

«Très haute et très bénigne dame et impératrice! La bonté inexprimable avec laquelle votre Majesté a répondu à notre très humble requête exige que nous lui donnions toutes les marques possibles de notre reconnaissance; et nous croyons ne pas pouvoir lui en donner de meilleures preuves qu'en nous présentant devant elle pour la prier d'accepter la souveraineté, et d'en jouir de la même manière que ses prédécesseurs; et, à cet effet, d'annuler les conditions qui lui ont été présentées de la part du grand conseil et auxquelles votre Majesté a consenti. Nous la supplions aussi très humblement qu'au lieu du grand conseil et du grand sénat, elle veuille établir un sénat de régence dans la même forme qu'il était sous le règne de Pierre Ier, oncle de votre Majesté, et qu'il soit composé de vingt-et-un membres ou personnes; et qu'à l'avenir les emplois vacants dans le sénat de régence, les gouvernements des provinces, les places dans les collèges, soient ré-

partis par votre Majesté à la noblesse, suivant l'établissement qui en a été fait par Pierre Ier, oncle de votre Majesté. C'est pourquoi nous prions votre Majesté, en conséquence de ce qu'elle a bien voulu répondre à notre requête, de déterminer dès à présent la forme qu'elle voudra donner dorénavant au gouvernement; et nous espérons, comme bons et fidèles sujets de votre Majesté, que, par la forme qu'elle y donnera et par la diminution des impôts, nous serons soulagés de manière à pouvoir finir nos jours sans inquiétude et heureusement. »

La czarine remercia la noblesse, et il y avait bien de quoi. Elle dit ensuite « que, puisqu'il en était ainsi, on eut à lui apporter les articles qu'elle avait signés à Mittau, pour être biffés et rayés. Le grand chancelier Golowkin, qui en était dépositaire, les apporta sur le champ, et les présenta à la czarine, qui les mit en pièces en présence de tout le monde, et en conséquence, » ajoute M. Magnan en terminant sa relation, « l'autorité souveraine est maintenue dans toutes les prérogatives des prédécesseurs de sa Majesté czarienne. »

Le résident anglais finit son récit par ces mots:

« Toute la noblesse présente baisa la main de la czarine. Les membres du grand conseil firent de même, et se conduisirent comme s'ils étaient satisfaits, quoiqu'ils parurent foudroyés par tout ce qui venait de se passer. »

Il restait à la czarine un devoir à remplir: elle n'y faillit pas. Aussitôt qu'elle eut déchiré de sa propre main les engagements qu'elle avait volontairement signés en acceptant la couronne, elle ordonna l'élargissement d'Yagusinski. Il fut immédiatement mis en liberté, et vint recevoir sa récompense. La czarine lui rendit publiquement dans l'assemblée son épée, ainsi

que le cordon de l'ordre de Saint-André, et le loua comme le défenseur de ses droits. Ce n'était pas assez: Yagusinski rentra en possession de la charge de procureur-général du sénat, ce qui était un poste de confiance.

Le lendemain de cette journée, le 9 mars (n. st.), M. Magnan écrivait:

«Il a été ordonné de faire ce soir des illuminations dans toutes les rues.»

Et quelques jours après, le 13:

«Maintenant tout est tranquille, et la czarine est très gaie et très contente.»

III.

Conformément aux voeux exprimés par la noblesse russe, le gouvernement fut rétabli sur le même pied qu'il était sous le règne de Pierre Ier. Le conseil suprême fut aboli, et on rétablit le sénat de régence, composé de vingt-et-un membres (15 mars n. st.). Mais la czarine, ou plutôt ses conseillers eurent soin que cette assemblée ne fut pas en état de causer à l'autorité souveraine les embarras que lui avait fait éprouver le conseil suprême. On y fit naturellement entrer le chancelier, Ostermann, Yagusinski, Tcherkaski, Simon Soltykow, Troubetzkoi, Youssoupow, en un mot tous ceux qui avaient eu le plus de part aux derniers évé-

nements. Comme on gardait encore les apparences de modération et d'impartialité qu'il était nécessaire d'observer dans ces premiers moments, ceux-là même qui avaient le plus désiré de borner l'autorité de la czarine, les feld-maréchaux Galitsyn et Dolgorouki, et les princes Wasili Dolgorouki et Dimitri Galitsyn furent compris dans la liste des sénateurs. Le reste se composait de créatures de la cour sur le dévouemet et la bassesse desquelles on pouvait compter. D'ailleurs les attributions du sénat de régence étaient nulles, ou peu s'en faut.

Dans les premiers jours Yagusinski parut avoir seul toute la confiance de la czarine. Mais, comme il sentait sa faiblesse, il s'était étroitement uni à Ostermann, dont l'appui lui parut nécessaire. Fidèle à son système d'attendre à l'écart le résultat des événements, ce ministre s'était mis au lit pendant que se décidait la crise dont dépendait le rétablissement de l'autorité souveraine. Quand tout fut terminé au gré de ses voeux, il garda la même réserve, et il attendit tranquillement le prix de ses services. Sur les instances d'Yagusinski, si nous en devons croire le résident anglais, la czarine alla lui faire une visite et lui demander ses conseils. A partir de ce jour Ostermann devint le véritable chef du gouvernement, et toutes choses rentrèrent dans l'ordre accoutumé. C'est ce qu'il était facile de prévoir: aussi M. Magnan écrivait-il dès le 9 mars (n. st.):

« Il n'y a point à douter que M. Ostermann, réconcilié par cet événement-ci avec M. Yagusinski, le plus vindicatif de tous les hommes, ne rentre en possession d'un crédit supérieur, et qu'on ne voie bientôt arriver d'étranges scènes en ce lieu-ci. »

Ces étranges scènes ne se firent pas longtemps attendre. M. Magnan écrivait six semaines plus tard, le 24 avril (n. st.):

« Il paraissait que la czarine ne conservait aucun ressentiment contre ceux qui, pendant l'interrègne, avaient projeté de changer la forme du gouvernement; mais l'on a lieu présentement de s'apercevoir que ce n'a été que pour prendre d'autant mieux ses mesures qu'elle différait de rompre à cet égard le silence, puisque jeudi dernier, 20 de ce mois, cette princesse, après avoir, pendant plusieurs jours de suite, entretenu secrétement M. Ostermann dans son cabinet, fit expédier différents ordres pour éloigner de sa cour six des principaux de la famille Dolgorouki et quelques autres personnes de distinction. Peut-être arrivera-t-il, selon que plusieurs le pensent, qu'on apprendra incessamment que leur sort sera encore plus fâcheux; mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils sont déjà tous partis de Moscou, où il ne leur a pas été permis de demeurer au delà de vingt-quatre heures, et qu'on leur a fait prendre des routes tellement différentes, qu'il leur sera comme impossible d'avoir entre eux aucune liaison ni relation...

« L'on ne peut encore parler que par conjectures des causes de la disgrâce de tant de personnes; aussi ce que j'aurai l'honneur de vous dire aujourd'hui ne sera que par rapport au prince Wasili Dolgorouki. On l'attribue à deux motifs principaux: le premier est que la czarine s'est trouvée offensée, non seulement de la part qu'il a prise au projet pour la forme de gouvernement, mais encore du soin avec lequel il obsédait cette princesse, avant le rétablissement de la souveraineté, pour empêcher que personne pût approcher d'elle.

« Pour ce qui est des autres exilés, il est vraisemblable que leur crime est d'avoir pris part et témoigné trop de vivacité pour l'exécution de la nouvelle forme de gouvernement projetée. »

C'était là véritablement le crime de ces victimes de la vengeance de la czarine et des rancunes d'Yagusinski et d'Ostermann; mais, comme on n'osait pas l'a-

vouer, on sut bien leur en trouver d'autres. Alexis et Ivan Dolgorouki furent accusés de s'être appropriés sous le règne du feu czar des joyaux de la couronne et d'avoir puisé sans compter dans les coffres de l'état. Le père fut exilé à Yakoutzk, et le fils et tout le reste de sa famille furent transportés à Beresowa. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que leurs biens furent confisqués. Le prince Wasili fut enfermé dans un cloître à Archangel; et peu de mois après le feld-maréchal Dolgorouki était arrêté et conduit dans la citadelle de Schlusselburg.

On s'attendait que les représailles des vainqueurs ne s'en tiendraient pas là, et que tous ceux qui avaient conspiré pour l'établissement de ce qu'on appelait un gouvernement républicain seraient prochainement exilés. L'émotion causée par ces rigueurs, que rien ne justifiait, fut telle qu'on jugea plus prudent d'attendre un temps plus opportun. M. Magnan terminait cette dépêche du 24 avril par les réflexions qu'on va lire:

«Les premières démarches de fermeté de la czarine, dès l'entrée de son règne, donnent lieu ici à différents raisonnements. Quelques-uns, à la vérité, semblent approuver la conduite de cette princesse, comme le meilleur moyen d'assurer la liberté de son gouvernement; mais un plus grand nombre, qui connaissent le génie de cette nation-ci, et qui ont encore présentes à la mémoire les peines immenses que le czar Pierre Ier s'est données pour corriger les inclinations séditieuses de ses sujets, sans en pouvoir venir entièrement à bout, nonobstant l'extrême sévérité de son gouvernement, sont d'opinion qu'on doit appréhender de fâcheuses suites du mécontentement de tant de personnages recommandables, surtout parce qu'on attribue moins leur expulsion au tempérament naturellement doux et bienfaisant de

la czarine qu'à la violence des conseils de quelques-uns de ses plus intimes confidents, qui, étant étrangers, s'attirent d'autant plus par là la haine et les désirs de vengeance des opprimés...

« C'est sans doute la crainte des grands inconvenients qui peuvent en résulter pour M. Ostermann personnellement, qui porte ce ministre à engager la czarine, d'aller faire son séjour à Pétersbourg, où il serait plus à l'abri des cabales qu'à Moscou. C'est ce qu'il n'a pu ci-devant obtenir du feu czar, par l'opposition qu'y apportaient les vieux Russes, et principalement les Dolgorouki; mais aujourd'hui que ces obstacles ne paraissnt plus subsister, il n'y a aucun lieu de douter qu'il n'y détermine aisément la czarine. »

Ce n'était pas seulement Ostermann, ni même Munnich, ou Lœwenwolde, que le résident français avait en vue, lorsqu'il parlait des « étrangers qui étaient les plus intimes confidents de la czarine »: il fesait évidemment allusion à l'homme qui avait la confiance exclusive de la nouvelle czarine, c'est-à-dire, au trop fameux Biren.

On a soupçonné, et peut-être avec raison, que la czarine avait contre la cabale aristocratique des Dolgorouki et des Galitsyn un sujet de mécontentement bien autrement grave que leurs projets de limiter son autorité: c'était l'engagement secret qu'on lui avait fait prendre de ne pas conduire avec elle en Russie un favori qui était depuis bien des années auprès de sa personne et qu'elle avait comblé de tous les témoignages imaginables de son affection. Dès qu'elle fut véritablement la maîtresse, elle s'était empressée de l'appeler à sa cour, et l'avait fait d'abord chambellan; puis, bientôt après, trouvant que les Russes, ses courtisans et ses ministres surtout, étaient devenus sans peine les très

humbles valets de son favori, elle l'avait fait grand chambellan. Les Courlandais n'avaient pas été de si bonne composition, car malgré l'appui déclaré de la duchesse, Biren avait vainement tenté de se faire admettre dans la noblesse de ce duché. Les papiers qu'il avait produits à l'appui de ses prétentions, avaient été déclarés faux, et lui-même, entaché d'infâmie. Ce Biren, ou Bühren, comme on voudra l'appeler, était de basse extraction; son père et son grand pére avaient occupé de petits emplois dans la maison des ducs de Courlande. Quant à lui, c'était un garçon d'esprit, qui sut tirer bon parti de sa jolie figure. Il était devenu, jeune encore, secrétaire de la duchesse, lui avait plu, et alors il avait pris le nom et les armes des Biron de France. Aussitôt qu'il fut avéré qu'il conservait auprès de la czarine de Russie la position qu'il avait eue auprès de la duchesse de Courlande, les marques de distinction les plus flatteuses lui arrivèrent en foule de la part de toutes les cours de l'Europe. Le résident anglais, M. Rondeau, écrivait le 22 juin 1730:

«L'Empereur a envoyé à M. Biren, grand chambellan et favori de la czarine, son portrait, entouré de diamants qui valent au moins cinq mille livres st. (125,000 f.); et il lui a donné en même temps une patente de comte de l'Empire.»

La hauteur, l'insolence de Biren, qui jouissait en véritable parvenu de son crédit, et qui en abusait pour lui et les siens par toutes les voies imaginables, n'étaient pas capables de réconcilier les Russes à la domination

d'un favori étranger. Dès le 20 avril M. Rondeau pouvait écrire:

«La noblesse semble être très mécontente que sa Majesté emploie tant d'étrangers auprès de sa personne. M. Biren, un courlandais qui est venu avec elle, a été fait grand chambellan, et plusieurs autres individus de ce pays sont en grande faveur. Les vieux Russes, qui s'attendaient à leur être préférés par la czarine, en sont très fâchés.

On a vu que les Dolgorouki et les Galitsyn n'avaient échoué dans leurs projets que parce qu'ils avaient soulevé la grande et la petite noblesse par leur esprit d'exclusion. Mais leurs vues étaient partagées par la plupart de ceux qui leur avaient été le plus hostiles et qui avaient travaillé le plus efficacement à rendre de potique l'autorité de la czarine. Quand leur haine, leur jalousie eurent reçu satisfaction, ils s'aperçurent qu'en croyant travailler pour eux-mêmes, ils avaient seulement travaillé au profit d'une clique de méprisables étrangers, et que leur maîtresse était peu disposée à leur tenir compte des services qu'ils lui avaient rendus. Car, ce qu'ils haïssaient le plus dans Biren, dans Ostermann, dans Munnich, dans Lœwenwolde, c'était surtout leur qualité d'étrangers, d'allemands; et la czarine les aimait, les affectionnait principalement à ce titre. Elle-même était devenue, durant son séjour de dix-huit années en Courlande, presque une étrangère par ses goûts, par ses manières, par ses habitudes. Tous les Russes, qui avaient paru avoir dans les premiers jours du règne quelque crédit, s'étaient bientôt aperçus qu'ils n'avaient qu'une ombre de faveur, et que la clique allemande en

avait le solide, et en recueillait les fruits. Il fallait la complaisance, la servilité infatigables du chancelier, et l'abnégation du prince Tcherkaski, pour leur rendre acceptable la situation qui leur était faite. Biren à la cour, Ostermann dans le gouvernement, et Munnich à la tête du département de la guerre, avaient tout accaparé; il n'y avait pas de place même à côté d'eux. Ceux qui avaient le plus de titres à la gratitude de la czarine, n'avaient pas tardé à murmurer et à se plaindre. La manière dont leurs réclamations furent accueillies leur imposa silence. Seul, Yagusinski ne sut pas se contenir, et, s'il faut en croire l'envoyé saxon Lefort, il n'évita le sort des Dolgorouki, et de partager leur exil en Sibérie, qu'en partant en toute hâte pour Berlin, où il avait été nommé ambassadeur par Ostermann qui voulait l'éloigner.

Il résulta de cet état des choses que le parti de ceux qu'on appellait les vieux Russes, c'est-à-dire, la majorité de la grande et de la petite noblesse, en vint à regretter plus vivement que jamais le temps passé et les anciennes mœurs. Ils se repentirent de la faute qu'ils avaient faite, et ils se promirent bien de la réparer à la prochaine occasion. Cette occasion était l'avénement au trône de la princesse Elisabeth. C'est sur elle que se portèrent toutes les espérances, sur cette princesse qui, par toutes les raisons qu'on a vues énumérées dans les extraits des dépêches de M. Magnan, avait été jusque là comptée pour rien, négligée, méprisée, oubliée dans l'obscurité où elle s'ensevelissait volontairement et par goût. Mais elle avait une qualité

qui lui fesait tout pardonner: elle était russe de cœur et de mœurs. On lit dans une dépêche écrite vers ce temps par un agent anglais:

« Les nobles qui étaient d'avis de limiter l'autorité de la czarine se tiennent très tranquilles. Pourtant ils ne laissent pas de cabaler secrètement entre eux en faveur de la princesse Elisabeth, envers laquelle un grand nombre d'officiers sont très portés, par amour pour la mémoire du czar Pierre Ier. Le principal projet de cette cabale est d'obliger la czarine à désigner pendant sa vie la princesse Elisabeth pour lui succéder, tandis que la czarine incline à lui préférer sa nièce, la fille de la duchesse de Mecklembourg. »

Il n'est pas douteux que dans les premiers moments, alors que l'autorité de la czarine était encore mal établie, qu'on était si peu éloigné de l'agitation qui avait tant remué les esprits et remis tant de choses en question, devant le mécontentement universel que causaient la faveur de Biren et le crédit donné exclusivement à des étrangers, il est vraisemblable, dis-je, que la princesse Elisabeth eut pu causer de grands embarras à la czarine et mettre peut-être sa couronne en péril. Mais cette princesse ne songeait en ce moment à rien moins que cela, ainsi que l'écrivait M. Rondeau le 28 mai 1730:

«La princesse Elisabeth est malade, ou feint de l'être, depuis quelque temps. Les uns disent que c'est parce qu'on lui a préféré la czarine, et d'autres croient que c'est un prétexte pour ne pas se trouver au couronnement, parce qu'on soupçonne qu'elle est grosse du fait d'un grenadier, dont elle est amoureuse, et qu'elle ne peut pas se montrer en grand habit sans découvrir son état. Si c'est la raison ou non, je ne saurais

l'affirmer; mais ce qui est certain, c'est qu'elle mène une vie très irrégulière, et la czarine paraît n'être pas fâchée qu'elle se perde dans l'opinion; car, au lieu d'éloigner le grenadier favori, qui est, il est vrai, un gentilhomme, sa Majesté l'a dispensé de tout service, afin qu'il puisse être toujours à la disposition de la princesse. Quand je considère l'esprit et la beauté de cette jeune femme, je ne peux m'empêcher d'être chagrin de la voir se compromettre à ce point, car avec le temps cela finira par être connu. Cela m'a été dit en grande confidence par son chirurgien, M. Lestocq, qui est né à Hanovre. »

Cependant, comme on pouvait craindre que la princesse Elisabeth sortit un jour de son apathie, et qu'elle ne devînt un instrument dans les mains des mécontents, si quelqu'un d'entre eux était maître de son affection, Biren eut secours, en habile homme qu'il était, à un expédient qui mettait la czarine à l'abri de tout péril de ce côté-là. M. Rondeau écrivait le 3 janvier 1731:

« Il y a eu ici une grande intrigue pour se débarrasser du favori de la princesse Elisabeth, le grand grenadier, et lui substituer le major Biren (le frère du favori), qu'elle n'aime pas. Néanmoins, il est constamment avec elle, et le grenadier a été dépouillé de tout ce qu'elle lui a donné et envoyé en Sibérie. Cela a beaucoup chagriné la duchesse de Mecklembourg, qui craint que, grâces au crédit de la famille Biren, la princesse Elisabeth ne soit plus caressée par la czarine qu'elle-même et sa fille. La duchesse de Mecklembourg continue d'être très malade, et on pense qu'elle aura beaucoup de peine à en échapper, à cause de la quantité d'eau-de-vie qu'elle a bu dans ces dernières années. »

On peut juger par ces détails de ce que devait être l'intérieur de cette cour. C'était véritablement un tableau peu capable de réconcilier les mécontents avec l'autorité despotique et arbitraire dont ils avaient si

étourdiment gratifié leur souveraine. Le résident anglais écrivait encore dans cette même dépêche du 3 janvier 1731 :

«Vous ne pouvez pas vous imaginer combien cette cour est magnifique depuis le nouveau règne, quoiqu'il n'y ait pas un shelling dans le trésor, et que par conséquent personne ne soit payé, ce qui contribue beaucoup au mécontentement général. Malgré ce manque d'argent, tous les courtisans dépensent de grandes sommes pour se faire faire des habits magnifiques pour la mascarade que nous allons bientôt avoir. On attend chaque jour une troupe de comédiens que le roi de Pologne envoie de Varsovie pour divertir sa Majesté, qui ne songe à rien autre chose, et à accumuler des richesses et des honneurs sur le comte Biren, et à enrichir aussi son frère.»

Ces quelques lignes résument tout ce qu'on peut raconter des dix années de règne de la czarine Anne Ivanowna. A quoi bon s'étendre sur ses profusions, ses prodigalités, et les désordres de tout genre dans le gouvernement intérieur de son empire, ne les devine-t-on pas? Les entreprises de son favori méritent plus d'attention, car Biren n'était pas un homme ordinaire, ni d'une ambition vulgaire. Il forma le dessein de devenir le souverain de ce même duché, où il était né simple particulier et dans une médiocre condition, et de le devenir par l'élection de cette même noblesse arrogante et altière qui l'avait repoussé et noté d'infamie. A son instigation, la Russie envoya une armée de soixante mille hommes pour soutenir les prétentions de l'électeur de Saxe à la couronne de Pologne; et, en récompense de ce service, son élection faite à l'unanimité fut ratifiée par la république de Pologne, dont le duché de Cour-

lande relevait (mai 1737.). Biren eut bien voulu se rendre à Varsovie pour recevoir en personne l'investiture, mais les larmes de la czarine l'en empêchèrent, écrivait M. Rondeau le 16 decembre 1737: elle ne voulut consentir à aucun prix à son éloignement momentané; elle craignait de le perdre de vue; et Biren, à son grand regret, dût se contenter d'envoyer un représentant recevoir l'investiture et prendre possession du duché de Courlande.

Ce n'était pas assez pour satisfaire Biren. Devenu duc de Courlande, il osa aspirer à faire épouser à son fils la nièce de la czarine, la fille de la duchesse de Mecklembourg, morte en 1733, et que, sur ses avis, joints à ceux d'Ostermann et de toute la clique allemande, la czarine avait en quelque sorte désignée pour monter sur le trône après elle. M. Rondeau écrivait le 23 septembre 1738:

«On dit que le duc de Courlande a le dessein de marier son fils avec la jeune duchesse Anne de Mecklembourg, nièce de l'impératrice. Il faut avouer que c'est une entreprise audacieuse, eu égard à ce qu'il était il y a très peu d'années; mais à présent qu'il est devenu prince souverain, et tout puissant par la faveur de sa Majesté, personne ne peut prévoir où le portera son ambition sans bornes, s'il continue à plaire à sa Majesté. Un des plus grands obstacles à ce projet est l'âge des parties, car la princesse est déjà dans sa vingtième année, et le prince Pierre de Courlande vient à peine d'entrer dans ses quinze ans; il est par conséquent trop jeune pour être marié. Mais ce grand obstacle peut être surmonté avec le temps. La princesse est, sinon très jolie, au moins passable.»

A ce projet de Biren, il y avait un obstacle encore plus difficile à surmonter que l'âge de son fils, c'était l'intention bien arrêtée de la czarine de marier sa nièce

au prince Ulrich Antoine de Brunswick-Bevern, neveu de l'impératrice d'Allemagne et beau-frère du prince royal de Prusse, et qui avait été en quelque sorte désigné au choix de la czarine par la cour de Vienne. Le résident anglais écrivait dans sa dépêche du 12 mai 1739:

« Il fut convenu en 1732 que le prince Antoine Ulrich de Bevern serait envoyé ici dans la vue, disait-on, de le marier, quand il serait d'âge, à la princesse Anne, qui a toujours été regardée comme héritière présomptive de la czarine depuis le jour que cette princesse est montée sur le trône de Russie. En conséquence, il arriva à Pétersbourg le 3 février 1733. J'étais présent lorsqu'il fut présenté au duc de Courlande, alors comte Biren. Il me fut aisé de remarquer qu'il parut très surpris de voir ce prince si petit pour son âge, ce qui me fit conjecturer que la cour de Vienne avait représenté son altesse sous un meilleur jour qu'il ne paraissait. Néanmoins, la czarine l'accueillit avec beaucoup de politesse, et prit le plus grand soin qu'il fut pourvu de toutes choses conformément à sa qualité, et elle a toujours depuis continué à le défrayer de tout. Pendant quelques années il a été peu considéré, ce qui fesait croire à tout le monde, que cette cour aurait été bien aise de trouver un prétexte honorable pour se débarrasser de lui. Ensuite le prince a montré du courage dans la guerre contre les Turcs, et le maréchal Munnich a fort loué sa bravoure. »

La princesse Anne n'ignorait pas qu'elle était destinée à épouser le prince de Bevern; mais elle avait pour lui un éloignement marqué, et ne s'en cachait pas. C'est sur cette circonstance que reposaient les espérances de Biren. Il connaissait assez la czarine pour savoir que, quelque désireuse qu'elle fut, de voir ce mariage s'accomplir, elle aimait trop sa nièce pour la contraindre, et, qu'après s'être fait prier, elle lui laisserait épouser qui il lui plairait. Sur ce fondement, et assuré

comme il l'était de l'affection de sa souveraine et de l'empire qu'il avait sur elle, Biren pensait que, s'il pouvait obtenir le consentement de la princesse Anne, la czarine ne s'opposerait pas à son mariage avec le prince de Courlande. L'aversion qu'il avait toujours fait paraitre pour cette princesse fit place à une vive amitié. Il la flattait et la caressait; son fils ne la quittait pas, et cherchait à gagner ses bonnes grâces. En même temps, Biren, tout en laissant pénétrer son dessein, qui devint bientôt de notoriété publique, évitait de paraitre vouloir imposer son fils à la princesse; et, à l'entendre, il semblait se peu soucier de cette union que ses créatures prônaient bien haut. M. Rondeau écrivait, par exemple, le 13 janvier 1739:

«Il y a une quinzaine de jours, le duc de Courlande est allé trouver la duchesse de Mecklembourg, et lui a dit, que quelques personnes s'imaginaient qu'il empêchait la czarine de consentir à la conclusion du mariage de son altesse avec le prince de Bevern, parce qu'il avait le dessein de lui faire épouser son fils ainé, qu'il ne songerait jamais à marier contre son inclination, quelqu'avantage que sa famille pourrait en retirer; que l'empereur lui avait récemment proposé une princesse allemande pour son fils, qui avait 200,000 écus de revenu; mais qu'il n'avait pas jugé à propos d'accepter cette offre, étant décidé à laisser son fils faire lui-même son choix. Alors son altesse demanda à la princesse ce qu'elle pensait du prince de Bevern, à quoi elle répondit, qu'elle était entièrement à la disposition de sa Majesté, et qu'elle était toujours prête à obéir à ses ordres; mais, dans le cas où son goût serait consulté, elle avouait que le prince ne lui plaisait pas.

«Je n'ai pas ouï dire que cette démarche du duc ait été faite par l'ordre de la czarine, ce qui me fait croire, qu'il voulait d'abord connaître les vues de la princesse avant d'arrêter son plan, qui est, si je ne me

trompe, de marier son fils, s'il peut, à la princesse, et de donner sa fille au prince de Bevern, qui, à ce que croit son altesse, serait satisfait, si en même temps on le faisait feld-maréchal. »

La princesse Anne resta sourde à toutes les insinuations. Elle avait toujours dans le fond de son cœur le plus vif éloignement pour Biren, dont les caresses intéressées n'effacaient pas la mémoire des mauvais traitements qu'il lui avait fait autrefois éprouver. Après tout, elle préférait au prince de Courlande, qui était encore un enfant, le prince de Bevern, qui était du moins son égal par la naissance. D'ailleurs, l'opinion publique aurait vu de mauvais œil le mariage de sa future souveraine avec le fils de Biren. Celui-ci n'osa lutter contre tant d'obstacles, et il parut se soumettre à la volonté de la czarine. M. Rondeau écrivait le 24 avril 1739:

« Le duc de Courlande m'a informé que sa Majesté était résolue à donner sa nièce, la princesse Anne, au prince de Bevern. »

Il écrivait encore le 12 mai suivant:

« Comme tous les Russes, qui souhaitent le bien de leur pays, pensaient qu'il était grand temps de marier la princesse, qui est portée à prendre de l'embonpoint, on croit que le duc de Courlande n'a pas osé se mettre en opposition aux vœux de la nation entière, d'autant plus que la princesse préférait épouser le prince de Bevern, puisqu'il ne se présentait pas d'autre parti convenable, plutôt que d'attendre son fils trois ou quatre ans.

« Quelques uns croient que sa Majesté a commandé à sa nièce de choisir un de ces deux princes, et qu'elle s'est prononcée en faveur du prince de Bevern, car il est certainement le parti le plus convenable, et par la naissance et par l'âge; et je dois ajouter que, durant les deux dernières campagnes, son altesse a beaucoup grandi, et que l'on peut dire sans flatterie qu'il est un

joli homme. Je crois que le duc de Courlande a eu la plus grande part dans cette affaire importante, et que par là il a assuré à jamais à sa famille le duché de Courlande, car on ne doute pas qu'il n'ait obtenu du duc de Bevern la promesse de donner une de ses sœurs au prince de Courlande. »

La princesse Anne et le prince de Bevern furent unis le 3 juillet 1739.

Tandisque se fesaient les préparatifs de ce mariage, la joie de la czarine fut étrangement troublée par la découverte d'une conspiration qui lui montra sur quelle base fragile reposait son trône. Malgré la soumission apparente qui accueillait les actes de son gouvernement, il était manifeste que le nombre des mécontents était considérable, surtout dans les plus grandes familles, et qu'il augmentait de jour en jour. En 1733, un des princes Tcherkaski, gouverneur de Smolensk et cousin du ministre de ce nom, fut convaincu d'avoir conspiré en faveur du duc de Holstein, et condamné à une prison perpétuelle dans le Kamschatka. Trois ans après, le vieux prince Dimitri Galitsyn, qui, jusque-là avait été épargné, eut ses biens confisqués et fut, malgré son grand âge, enfermé dans la forteresse de Schlusselburg. C'étaient là des symptômes sur la portée desquels il était difficile de se tromper. Aussi, les conseillers de la czarine usaient-ils sans discrétion de leur autorité pour comprimer et étouffer à tout prix les germes de révolte. M. Rondeau écrivait le 15 janvier 1737:

« Tous ceux qui étaient soupçonnés d'appartenir à ce qu'on appelle le parti républicain, ont été transportés en Sibérie, ou dans d'autres lieux éloignés; et ceux

qui avaient d'abord échappé, sont envoyés en exil toutes les fois qu'on peut en trouver le plus léger prétexte. »

Lorsqu'il devint évident par la déclaration du mariage de la princesse Anne avec le prince de Bevern, que la czarine comptait laisser la couronne à sa nièce, tous ceux qui avaient pris patience et s'étaient contenus dans l'espérance de voir monter sur le trône la princesse Elisabeth, furent comme réduits au désespoir. Le feu qui couvait sous la cendre, et que la cour croyait avoir éteint par l'exil de tous les mécontents, se ralluma avec violence. Une conspiration s'organisa sur des bases plus larges, et en apparence plus solides que les tentatives de soulèvement qui avaient précédemment avorté. Selon toutes les probabilités, elle avait pour chefs ces mêmes princes Dolgorouki qui se trouvaient, les uns en Sibérie, les autres dans les cachots de Schlusselburg. Comme il arrive toujours, des traîtres se trouvèrent parmi les conjurés, et cette tentative n'eut pas plus de succès que les autres. On n'a sur cette conspiration que des renseignements incertains. Les dépêches du résident anglais sont à peu près muettes. Mais heureusement, à la dépêche du 1er août 1740 du résident anglais en Suède se trouve jointe une lettre d'un officier russe, qui jette une vive lumière, quoique encore incomplète, sur les plans et les intentions des promoteurs de cette entreprise désespérée; la voici:

« A l'égard des conspirations et des exécutions qui ont eu lieu dernièrement en Russie, je tiens les détails suivants de bon lieu, et vous pouvez compter sur leur exactitude. Il est certain que toute la nation, et surtout la classe supérieure, est très mécontente du gou-

vernement présent. Depuis les cinq ou six dernières années on se plaint: premièrement, de l'attachement aveugle de l'impératrice pour le duc de Courlande; secondement, de la conduite hautaine et insupportable de ce favori, qui traite les personnes de distinction, dit-on, comme des vagabonds; troisièmement, du favori du duc, le juif Liepman, banquier de la cour, qui ruine le commerce; quatrièmement, de la perception de sommes immenses, qui sont gaspillées, en partie dans des follies de femme, en partie à payer les hypothèques qui pèsent sur les terres du duc, et à lui bâtir de magnifiques palais; cinquièmement, de la levée de trois hommes sur quatre pour en faire des soldats et les sacrifier comme du bétail, par laquelle les terres de la noblesse sont dépeuplées et mises hors d'état de payer les impôts; sixièmement, de la ruine totale de la flotte, que Pierre Ier avait formée à si grands frais.

« Pour rémédier à ces maux, et servir leur intérêt particulier, les princes Dolgorouki se mirent à la tête de beaucoup d'autres pour exécuter le plan suivant. Ils étaient d'ailleurs encouragés par le mauvais succès de la campagne de 1738, le misérable état de l'armée, et l'espérance que le comte Munnich périrait dans la Moldavie, qui avait été si fatale à Pierre Ier; mais surtout, par le mécontentement universel du peuple. Ils s'entendirent avec la Suède et la France, et il fut convenu qu'aussitôt que l'armée russe aurait été détruite ou dispersée, la Suède déclarerait la guerre à la Russie, et ferait marcher une armée de 30,000 hommes. Dans le même temps, les mécontents devaient se soulever, enfermer l'impératrice dans un couvent, traiter le duc encore plus mal, et mettre la princesse Anne et son mari à bord d'un bâtiment et les renvoyer en Allemagne. On se proposait également de chasser tous les allemands, après avoir fait périr quelques uns d'entre eux, et de proclamer la princesse Elisabeth, fille de Pierre Ier, impératrice.

« Tel était le plan de la conspiration. Toutes les mesures étaient prises, et on n'attendait que la défaite du comte Munnich pour commencer un soulèvement général. Cependant, comme les entreprises de ce genre,

lorsque l'exécution en est différée, ne restent jamais entièrement secrètes, la cour fut informée de ces projets. Les personnes soupçonnées furent arrêtées; leurs plans avaient déja été déjoués par la bonne fortune du comte Munnich, et la paix conclue avec les Turcs à des conditions aussi favorables que possible, et contrairement aux vues de la France. Mais lorsque cette puissance vit la résolution de l'impératrice, elle mit la main à l'œuvre, afin d'en recueillir l'honneur et de détourner les soupçons. Sur cela, les Suédois ne remuèrent pas; les prisonniers firent des aveux et furent exécutés.

« Rien de tout cela n'a été mentionné dans les papiers publiés par la cour. Le crime attribué aux personnes exécutées est un testament que l'on prétend avoir été fabriqué par les Dolgorouki du temps de Pierre II. Ce n'a été qu'un prétexte. »

Cette fois la czarine et ses conseillers furent sans pitié. L'exil, même en Sibérie, ne leur parut plus une peine suffisante pour punir tant d'audace. Les princes Dolgorouki, reconnus coupables ou soupçonnés, furent ramenés de leur lointain exil et tirés de prison pour expier leur faute sur l'échafaud. Wassili, Serge et Ivan Gregoriewitz Dolgorouki furent décapités à Novogorod. Ivan, celui-là même qui avait été le favori de Pierre II, expira sur la roue avant de perdre la tête. La vie des deux feld-maréchaux Dolgorouki fut épargnée: on se contenta de les condamner à une prison perpétuelle, ce qui ne changea rien à leur sort. Apparemment on n'avait pas même trouvé contre eux l'ombre d'une preuve. Tout cela se passa dans le mois de novembre 1739.

Les dépêches anglaises sont également muettes sur une conspiration bien autrement étonnante. Celle-ci avait pour chef le comte Wolinski, que, deux années au-

paravant, Biren avait fait entrer dans le ministère. On peut lire son histoire et les détails de son entreprise dans les extraits des lettres de Petzold publiés par Herrmann. (1)

IV.

Cependant la czarine était gravement malade. Selon toutes les probabilités, sa vie touchait à son terme, et pourtant rien n'avait encore été décidé à l'égard de son successeur. On se demandait avec inquiétude qui règnerait après elle. D'après la loi de Pierre Ier, qui était toujours en vigueur, il appartenait à la czarine de désigner son héritier. Si les vœux de la nation eussent été consultés, écrivait à ce moment le nouveau ministre d'Angleterre, M. Finch, le choix de la czarine aurait dû se porter sur la princesse Elisabeth, qui était très populaire par elle-même et en sa qualité de fille de Pierre Ier, dont la mémoire devenait de jour en jour plus chère au peuple russe. Mais on croyait généralement qu'elle appellerait à lui succéder sa nièce, la princesse Anne de Mecklembourg. Ce n'était pourtant qu'une simple conjecture, comme il ressort de la dépêche de M. Finch, du 1 octobre:

« Ce que les médecins croyaient être un ulcère dans les reins de la czarine se trouve être seulement

(1) Gesch. des Russischen Staates, B. IV, S. 607—625.

la grande époque critique de son sexe; mais elle est accompagnée par des symptômes hystériques si violents, que l'on doit la considérer comme en grand danger.

« Hier, le comte Ostermann, qui, à cause du mauvais état, vrai ou feint, de sa santé, n'a pas passé le seuil de sa maison depuis bien des années, s'est fait porter au palais; il y est resté jusqu'à la nuit, et il y est retourné ce matin de bonne heure. Dans le courant de la journée, il a tenu conseil avec les ministres et le duc de Courlande. Vers le soir, la czarine a envoyé quérir la princesse Anne, quoiqu'elle soit encore indisposée, et a déclaré à son Altesse son intention de nommer le jeune prince Ivan pour son successeur, ce qui a grandement surpris et désappointé cette princesse. Cette disposition a été rendue publique ce matin, et tous les régiments, et les gardes, et les employés des différents ministères, ont immédiatement prêté le serment de défendre et de maintenir cet ordre de succession; le clergé est assemblé dans la cathédrale pour le même objet. Les étrangers prêteront serment demain. »

La succession était donc fixée sur la tête précaire d'un enfant au berceau. Mais qui serait son tuteur, qui gouvernerait durant sa longue minorité? C'est ce que la czarine n'avait pas dit, et sur quoi même elle paraissait peu désireuse de s'expliquer. Le lendemain de ce jour, le 2 octobre, si nous en devons croire M. Finch, le duc de Courlande réunit au palais Bestuchew, le prince Tcherkaski, Munnich, Golowkin, le prince Kourakin, Uschakow, le prince Troubetzkoi, et quelques autres, en un mot, les ministres et les premiers en charge et en dignité, et il leur fit part de l'intention de la czarine de nommer Ivan pour son successeur. On pria le duc de demander à la czarine d'exprimer ses intentions plus positivement. Là dessus, ils furent appelés devant le lit de leur souveraine, qui leur fit la

même déclaration qu'elle avait faite la veille au soir à la princesse Anne, ni plus, ni moins.

On pouvait croire que le duc de Courlande en savait, au sujet de la tutelle et de la régence du futur czar, plus qu'il n'en disait, car il protestait de son ignorance. Quelque invraisemblable que cela paraisse, le fait pouvait être vrai. Il désirait et la tutelle et la régence; la czarine n'était peut-être pas éloignée de les lui donner; mais, soit que le duc voulut que ces fonctions parussent lui avoir été confiées sur le vœu de la nation, soit que la czarine, incertaine comme le sont presque toujours les mourants, eut besoin d'être pressée et sollicitée, le duc imagina la comédie suivante, et il en confia le premier rôle à son confident, le ministre Bestuchew.

Bestuchew, à qui on verra jouer un si grand rôle, était russe de naissance — il avait vu le jour à Moscou en 1693, — mais il était entré en 1712 au service de l'électeur de Hanovre qui, aussitôt après son avénement à la couronne d'Angleterre, l'avait nommé son représentant à Pétersbourg. En 1718, il rentra au service de son pays, et fut désigné par Pierre Ier pour accompagner à Mittau la duchesse de Courlande en qualité de son grand chambellan. On a cru que Biren lui devait sa grande fortune, et que c'était lui qui l'avait fait secrétaire de la duchesse. Bestuchew ne fit pas un long séjour dans cette petite cour. En 1720, il avait été nommé ministre de Russie à Copenhague, et il y était demeuré jusqu'au moment où Biren l'avait rappelé pour lui donner la succession de Wolinski dans

le cabinet. Bestuchew était un habile homme, et le duc de Courlande, qui avait en lui la plus entière confiance, ne pouvait remettre ses intérêts en meilleures mains.

Le 5 octobre, nous dit M. Finch dans une dépêche écrite trois semaines après, mais qui n'en est peut-être que plus exacte, tandis que les ministres et les grands fonctionnaires étaient réunis au palais, Bestuchew s'ouvrit à son collègue le prince Tcherkaski, qui avait une grande autorité dans le conseil, et lui exposa nettement son opinion sur la situation. Mais laissons parler le résident anglais qui nous a conservé ces précieux détails:

« Touchant la question de la tutelle, Bestuchew exprima son opinion en ces termes: il est très difficile, dit-il, de choisir des tuteurs dans la famille d'Ivan, ou de confier le gouvernement à plusieurs personnes. Si on veut confier la tutelle à la mère d'Ivan, il vaut mieux la proclamer immédiatement impératrice, parce que, dans le premier cas, elle serait investie de l'autorité souveraine, et en état de renverser le nouvel ordre de succession. En outre, il était à craindre que cette princesse fût d'un caractère vindicatif, et qu'elle eût hérité de l'humeur capricieuse de son père, lequel pourrait immédiatement revenir en Russie, et, par son influence sur sa fille, engager ce pays dans ses querelles particulières, et le brouiller avec la cour de Vienne et avec la plupart des princes de l'Empire, dont il était de l'intérêt de la Russie de cultiver l'amitié dans la situation présente; et il était également à craindre, d'un autre côté, que, par le crédit de son mari, les cours de Vienne et de Berlin, — le duc de Brunswick étant neveu de l'empereur et beau-frère du roi de Prusse, — n'exerçassent une trop grande influence sur le gouvernement de la Russie, car il y avait une grande différence entre se laisser diriger par ces cours et se quereller avec elles; d'ailleurs la princesse Anne n'avait aucune connaissance des affaires du pays, soit étrangères, soit domestiques, et par toutes

ces considérations elle lui paraissait entièrement incapable d'entreprendre ou de conduire à bonne fin une tâche si pesante. La dernière partie de ces objections s'adressait aussi fortement au prince de Brunswick, de sorte que ce prince devait également être mis hors de cause. A l'égard d'un conseil de régence, tout le monde savait qu'une pareille institution était contraire en théorie à la nature du gouvernement de la Russie, et au génie de la nation, et l'expérience l'avait démontré il y avait onze ans, lorsque la czarine était montée sur le trône; et il croyait que ce point était si évident qu'il n'était pas nécessaire de s'étendre là-dessus. Après s'être exprimé ainsi, Bestuchew entreprit de prouver la convenance de remettre la tutelle d'Ivan au duc de Courlande. Il était instruit de toutes choses, attaché aux véritables intérêts de la Russie, dans une situation élevée, prudent et intrépide. Quant à lui, Bestuchew, il avait la conviction qu'il leur fallait un homme, et cet homme était le duc de Courlande. Si son collègue le ministre Tcherkaski partageait son opinion, ils tenteraient, de concert avec quelques autres seigneurs, de persuader à l'impératrice de remettre au duc de Courlande la tutelle d'Ivan. Le prince Tcherkaski y consentit, et le plan fut soumis aux autres membres du conseil, qui donnèrent leur assentiment.

« Là dessus, Bestuchew alla immédiatement communiquer au duc de Courlande la résolution du conseil, et lui demander, s'il accepterait la régence, dans le cas où sa Majesté, se rendant à leurs humbles représentations, consentirait à la lui confier. Le duc parut d'abord se défendre d'accepter une charge si lourde, et qui était au-dessus de ses forces. Bestuchew envoya quérir le prince Tcherkaski pour joindre ses instances aux siennes, afin de décider le duc. Bestuchew parla en apparence très rudement à son Altesse, lui disant, que tout ce qu'il avait au monde il le devait à la Russie, et que, ne fût-ce que par gratitude, il ne devait pas l'abandonner dans sa détresse, lorsqu'il pouvait lui rendre un service si signalé et si important, et lorsqu'il y était invité par tant de personnes, et les plus considérables du pays; que la conservation de la prospérité

de la Russie, et celle de ses propres états, étaient inséparables, et qu'il ne pouvait pas rendre service à la Russie, ou l'abandonner dans cette crise, sans se sauver ou se perdre aussi lui-même. Enfin le duc de Courlande consentit que le conseil, ce furent ses expressions, suivit la marche qu'ils croyaient la plus avantageuse aux intérêts de leur pays.

« Les choses en restèrent là le 5. Sa Majesté se trouva plus mal le lendemain; le comte Ostermann fut mandé de bonne heure au palais, et le conseil lui fit part de tout ce qui s'était passé le jour précédent relativement à la régence, et le prièrent d'en dire librement son opinion, puisqu'on n'avait encore fait aucune démarche. Son Excellence, à ce que j'ai ouï dire, aurait bien voulu se dispenser de donner son avis, prétendant que le sujet était trop grave pour lui, qui était étranger, et que la question devait être laissée entièrement à la délibération des Russes. Bestuchew lui répondit immédiatement, — car il ne règne pas entre eux la meilleure intelligence, — qu'il était surpris d'entendre le comte Ostermann parler ainsi de lui-même et se regarder comme étranger, après avoir été depuis si longtemps en possession d'une des premières charges de l'état, et ayant presque à lui seul la direction de toutes les affaires publiques; et qu'il pensait que par cette raison le comte était non seulement Russe, mais valait vingt-mille Russes; qu'on ne songeait pas à lui imposer l'opinion du conseil, mais bien connaître la sienne propre; que, s'il ne voulait pas l'exprimer, le conseil de régence ne voyait pas de quelle utilité sa présence pouvait être dans leurs délibérations.

« Le comte Ostermann ne s'aperçut pas plutôt par ces discours du point où en étaient les choses qu'il changea de langage. Il expliqua sa première réponse, qu'on l'avait mal compris, et qu'il croyait que la régence ne pouvait pas être mieux placée que dans les mains du duc de Courlande, et qu'on ne pouvait pas prendre une mesure plus sage dans l'intérêt de la Russie. On le pria alors de dresser l'instrument qui nommerait le grand duc Ivan successeur de la czarine, et un autre acte par lequel la régence serait donnée au

duc de Courlande. Cela fut bientôt fait, et on le pria de les porter l'un et l'autre à sa Majesté, et de présenter le second au nom de tout le conseil, et comme l'expression de leurs vœux.

« Le comte Ostermann exécuta cette commission le même jour. Sa Majesté signa sur le champ en sa présence l'instrument relatif à la succession, et il y apposa le sceau de l'empire. Quant à l'autre, relatif à la régence, elle lui commanda de le lui laisser.

« Cependant l'état de la czarine empirait de jour en jour. Le 11, elle eut une faiblesse qui fit craindre que ses derniers moments ne fussent venus, et le conseil demanda à Ostermann de se rendre de nouveau auprès de la czarine, pour tâcher de découvrir, s'il était possible, si elle avait apposé sa signature à l'instrument relatif à la régence. Elle lui dit que tout ce qui concernait sa volonté et son bon plaisir serait trouvé après sa mort. Le conseil proposa alors que tous les ministres et tous ceux, jusqu'au grade de colonel, qui partageaient leurs sentiments au sujet de la régence, signassent un acte, par lequel ils déclareraient que, dans le cas où la czarine n'aurait pas fait une disposition contraire, ou n'aurait laissé aucune disposition, ils reconnaîtraient le duc de Courlande en qualité de régent durant la minorité d'Ivan.

« Je crois que cette proposition ne fut pas tant faite par précaution, car le duc devait certainement savoir ce que sa Majesté avait fait en sa faveur, que par politique, et pour montrer par là que la régence lui avait été conférée, autant en vertu des vœux exprimés par les personnages les plus considérables du pays que par la volonté formelle de la czarine.

« Ce même jour, le 11 octobre, les trois principaux ministres et le feld-maréchal Munnich se rendirent, au nom du conseil, auprès de la princesse Anne, et lui demandèrent quelle était, selon elle, la personne la plus propre pour la régence. Elle aurait bien voulu n'avoir pas à donner son avis, mais comme elle était exactement instruite de la résolution prise par le conseil, elle laissa à la fin entendre que c'était le duc de Courlande, ou du moins sa réponse fut interprétée dans ce sens. »

Voilà ce qu'écrivait M. Finch le 1 novembre, sans doute d'après les renseignements les plus exacts et les plus précis. Dans l'intervalle il avait écrit le 18 octobre:

« L'impératrice est morte hier 17, dans la nuit. La fin de sa vie a été accompagnée par des souffrances si horribles que ceux-mêmes qui avaient le plus grand intérêt à sa conservation, ne pouvaient que prier Dieu de la délivrer de tant de misère. La princesse Elisabeth et la princesse Anne ont pris congé d'elle deux heures avant sa mort; le duc de Courlande est resté avec elle jusqu'à la fin. »

Dans sa dépêche du 1 novembre, dont on a déjà lu un si long extrait, M. Finch donnait d'amples détails sur ce qui s'était passé dans les premiers moments:

« Le lendemain matin qui suivit la mort de sa Majesté, Ostermann et tous les grands personnages se rendirent au palais. La princesse Anne et le prince de Brunswick y étaient aussi. On proposa de mettre les scellés dans l'appartement de sa Majesté. Lorsqu'on en vint au cabinet où elle tenait ses joyaux, une de ses femmes de chambre, qui a été bien des années à son service, et qui était sa grande favorite et sa confidente, déclara que sa Majesté avait en sa présence signé un papier qui lui avait été apporté au commencement de sa maladie par Ostermann, et qu'elle lui avait donné l'ordre de le serrer dans ce cabinet et de lui en apporter les clefs, qui depuis ce moment étaient constamment restées sous son chevet; et que sa Majesté lui avait dit en même temps, que ce papier était de la plus grande conséquence, et qu'elle ne devait pas en ouvrir la bouche jusqu'à ce que sa Majesté fut morte, et alors de déclarer que ce papier serait trouvé dans ce cabinet: elle ne savait pas ce qu'il contenait. On le trouva en effet; il fut ouvert, lu, rendu public, et l'authenticité en fut constatée dans les formes. »

M. Finch terminait sa dépêche du 18 octobre par ces mots:

« Dans la matinée Ostermann a proclamé le testament de la feue czarine, qui institue le duc de Courlande régent, jusqu'à ce que Ivan ait atteint sa dix-septième année. Tout est tranquille, ce qui est le résultat de la déclaration de cette régence, car tout le monde dans le pays sent qu'on ne peut rien avoir à craindre sous l'administration d'un prince, qui a donné tant de preuves de son intrépidité et de sa sagesse. On a prêté serment et souscrit à la régence, et elle est aussi parfaitement établie que peut l'être une chose si récente. »

M. Finch, nouveau venu en Russie, se fiait un peu trop aux apparences, et il portait évidemment un jugement trop favorable en général sur la situation. Ce qu'il y a de certain, c'est que la volonté de la feue czarine ne rencontra aucune opposition. On n'entendit pas un seul murmure de désapprobation. Il est pourtant aisé de comprendre que la princesse Anne avait été cruellement désappointée, et peut-être se repentit-elle alors, mais trop tard, de n'avoir pas épousé le prince de Courlande. Elle avait compté d'abord que la couronne lui reviendrait à elle-même, et ensuite elle s'était consolée en pensant qu'en qualité de tutrice de son fils, elle aurait la régence durant sa longue minorité. Mais, quelle que fut sa haine pour Biren, qu'elle avait toujours détesté, quelque fut son ressentiment du tort qu'il venait de lui causer, elle prit le sage parti de dissimuler, d'autant plus que Biren évitait avec soin de lui donner des prétextes de se plaindre. M. Finch écrivait le 1 novembre :

« Le duc de Courlande, depuis qu'il a été établi régent, se conduit avec la plus grande politesse envers la princesse Anne : il lui a assigné un douaire de 200,000 roubles. La princesse, de son côté, n'est pas

moins polie. Pourtant elle et son mari ont toujours regardé le duc comme leur ennemi, et à présent leurs sentiments ne peuvent qu'être augmentés à cet égard. »

La prudence de la princesse Anne n'était pas imitée par son mari qui ne dissimulait guère son mécontentement. Leur petite cour ne cachait nullement des regrets faciles à comprendre. Le régent n'avait assurément rien à craindre de ce côté-là, ni de la princesse qui était naturellement indolente et incapable d'aucune résolution hardie, ni du prince de Brunswick qui avait un très petit esprit et ne jouissait d'aucune espèce de considération; tandis qu'au contraire il avait pour lui tout ce qu'il y avait en Russie d'hommes importants, du moins il le croyait, et rien ne lui prouvait le contraire. Néanmoins, enivré de sa bonne fortune, emporté par la violence naturelle de son caractère, accoutumé à ne pas supporter de contradiction, ni l'ombre même de la résistance, Biren s'irrita des velléités d'opposition qu'il crut apercevoir dans le prince de Brunswick et dans son entourage. Laissons parler le résident anglais qui écrivait dans sa dépêche du 1 novembre:

« Le régent ayant été informé que l'aide-de-camp du prince de Brunswick et quelques autres officiers du second régiment des gardes, dont le prince est un des lieutenant-colonels, avaient tenu des propos très libres, en présence de son Altesse, disant qu'il aurait dû être régent, et laissant entendre que les dispositions de sa Majesté à ce sujet avaient été obtenues subrepticement, et peut-être fabriquées après coup, et qu'il serait aisé de les anéantir par un acte de vigueur; le régent ayant été aussi informé que le prince n'avait pas imposé silence à ces officiers, et n'avait pas blâmé ces discours téméraires et factieux, se rendit le 22

chez le prince de Brunswick pour lui faire part de ce qu'il avait appris et lui en demander des explications. Il lui dit, entre autres choses, que, quoiqu'il fut le père de l'empereur, il ne laissait pas d'être son sujet aussi bien que tout autre individu, et qu'il lui devait la même fidélité; et qu'il serait fâché d'avoir, en sa qualité de régent, et chargé du soin de l'empire, à convaincre son Altesse qu'elle était tenue à la même fidélité et obéissance envers l'empereur son fils, que pouvait l'être tout autre individu dans l'empire. Le prince fut stupéfait à ce discours prononcé d'un ton ferme et sévère. Il chercha à s'excuser d'avoir écouté les propos oiseux de jeunes officiers, auxquels, dit-il, il n'avait fait aucune attention, quoiqu'il eût été peut-être imprudent de ne pas leur imposer silence, et qu'il en demandait humblement pardon, assurant le régent que sa conduite à l'avenir serait plus réservée, et ne donnerait lieu désormais à aucune plainte ou reproche.

« Le régent, en quittant le prince, alla tout droit chez la princesse Anne et lui fit part de ce qui venait de se passer. Son Altesse se défendit d'avoir la moindre connaissance de la chose, beaucoup moins aucune part dans ce qu'elle désapprouvait très fort, et elle suivit immédiatement le régent au palais, et elle resta avec lui près de deux heures, probablement pour adoucir les choses et les arranger autant qu'elle pourrait.

« Néanmoins le prince fut mandé le lendemain matin, 23, au palais, où les ministres du cabinet, le sénat et les généraux étaient assemblés, et le prince fut obligé de subir une sorte d'interrogatoire; comme disent les Français: il fut mis sur la sellette. Le régent exposa toute l'affaire depuis le commencement jusqu'à la fin, et il demanda ensuite au prince, quelle pouvait avoir été son idée, et où il en voulait venir? On m'a conté qu'il avait eu la faiblesse de répondre en pleurant, qu'il songeait à un soulèvement (je me sers de termes plus doux qu'il ne fit) pour se saisir de la régence. Sur quoi le général Uschakow, président de l'inquisition secrète, lui dit: Prince de Brunswick, tout le monde, si votre conduite ne s'y oppose pas, vous regardera comme le père de notre em-

pereur; mais si votre conduite nous y oblige, vous serez traité comme le sujet de notre empereur. Votre jeunesse, — le prince est dans sa vingt-sixième année, — et votre inexpérience ont pu être surprises et égarées; mais, si vous aviez été d'un âge plus mûr, et d'un esprit et avec des talents capables d'entreprendre et d'exécuter un tel dessein, qui aurait troublé et mis dans le plus grand péril la paix et la tranquillité, le bien-être et la prospérité de ce grand empire, je dois vous déclarer que, bien qu'avec le plus profond regret, j'aurais dirigé des poursuites contre vous, comme coupable de haute trahison envers votre fils et souverain, avec la même rigueur que j'aurais pu le faire contre tout autre sujet de sa Majesté.

« Là dessus le régent exposa, comment il avait été nommé, et par quels motifs, de sorte qu'il ne pouvait pas y avoir le moindre doute sur la validité de l'acte de la feue czarine. Sa Majesté, continua-t-il, m'a par cet acte institué régent, et je tiens de sa faveur ces hautes fonctions, et je crois les tenir aussi de la bonne opinion et de la confiance des personnes les plus considérables du pays, ici réunies. Mais, comme sa Majesté m'a laissé le pouvoir de me démettre de ce grand emploi, je déclare que, si cette assemblée juge que votre Altesse y est plus propre que moi, ou est capable de le mieux remplir, je suis prêt à m'en démettre à l'instant. Si, au contraire on désire que je conserve la régence, les obligations que j'ai contractées envers feue sa très gracieuse Majesté, et envers la Russie, me détermineront à garder ce dépôt, et j'espère qu'avec les conseils des personnes ici présentes, je m'en acquitterai d'une manière conforme à ma reconnaissance et pour l'avantage de ce grand empire. Sur quoi quelques uns déclarèrent que, de même qu'ils avaient, avant la mort de sa Majesté, désiré que le duc pût être chargé de la régence, ils insistaient à présent pour qu'il la conservât dans l'intérêt et pour le bien du pays. Le régent pria alors le comte Ostermann de déclarer au prince, si l'acte que l'on mettait maintenant en question, et dont on semblait contester la validité, n'était pas le même qu'il avait porté à feue sa Majesté. Le comte fit la décla-

ration qu'on lui demandait. Il fut alors proposé que toutes les personnes présentes, et dans le nombre se trouvaient tous les majors-généraux, contresignassent cet acte et y apposassent leur cachet, reconnaissant sa validité et s'engageant à en maintenir les dispositions. Cela fut fait sur le champ, et le prince de Brunswick signa comme les autres. »

Le duc de Courlande, trompé par les flatteries de ses courtisans et par la bonne opinion qu'il avait de lui-même, s'imaginait qu'il était universellement adoré: il prenait la soumission à ses volontés pour un attachement inaltérable à sa fortune. Il ne se croyait pas d'ennemis, et il était convaincu qu'il n'y avait personne, dans tout l'empire, qui songeât seulement à lui contester l'autorité sans bornes dont il jouissait. M. Finch n'avait pas une moins bonne idée de la situation du régent, car il écrivait dans sa dépêche du 1 novembre:

« Il n'y a personne qui soit en état de lui tenir tête. Il est d'ailleurs généralement aimé, ayant obligé beaucoup de gens, et n'en ayant désobligé que peu: ces derniers seulement par une certaine rudesse de caractère, que les Français appellent brusquerie. Mais ce ne sont que des boutades qui ne durent pas longtemps, et il ne s'est jamais montré irréconciliable. De sorte que, si sa régence a été aussi bien accueillie à Moscou qu'elle l'a été ici, je ne vois rien jusqu'à présent qui puisse la troubler; et, si elle continue comme elle a commencé, elle fera un bien infini à ce pays, et ne sera pas moins avantageuse à la gloire du duc. Il est pourtant heureux pour lui que les desseins de Wolinski aient été découverts, car, s'il eut vécu jusqu'au jour de la mort de sa Majesté, et si sa conspiration n'avait pas été éventée, il aurait, selon toutes les probabilités, mis en cette conjoncture le feu aux quatre coins de la Russie, et aurait donné le signal du massacre de tous les étrangers en masse. L'avenir reste néanmoins encore très incertain. L'empereur peut mourir; la princesse

Anne peut avoir d'autres enfants. Elle a dit qu'elle était bonne à autre chose qu'à continuer sa race. L'ambassadeur de France est favorable à la princesse Elisabeth, ceux de Prusse et d'Autriche à la princesse Anne. »

Le duc de Courlande avait bien compris que c'était seulement du côté de la princesse Elisabeth qu'il pouvait avoir quelque chose à craindre. Mais cette princesse ne fesait rien qui pût lui faire ombrage, et, en cherchant à se la concilier, à la gagner à ses intérêts, il croyait uniquement servir sa propre popularité. Le résident anglais écrivait encore dans sa dépêche du 1 novembre:

« De même qu'il a toujours rendu à la princesse Elisabeth tous les services en son pouvoir, durant le règne de la feue czarine, lorsqu'elle était dans une sorte de disgrâce, ainsi à présent parait-il désireux de l'attacher à ses intérêts, sachant qu'elle est très aimée, tant pour elle-même qu'à cause de son père. Il lui a donné de l'argent pour payer ses dettes, et une somme de 50,000 roubles. Cet acte est très populaire. »

A l'égard du prince de Brunswick, Biren n'avait aucune inquiétude, et il se souciait peu de son ressentiment. D'ailleurs, il croyait être dans les meilleurs termes avec la princesse sa femme. Quant à lui, il n'en parlait qu'avec dédain et mépris, comme l'indique le passage suivant d'une dépêche du résident anglais:

« Le régent s'applique avec beaucoup d'assiduité à l'expédition des affaires. Il est décidé à connaitre l'état exact des affaires tel qu'il l'a trouvé, afin de montrer comment il les laissera. La princesse Anne est en apparence en bons termes avec lui; ils se voient fréquemment, mais son mari n'a paru nulle part depuis son interrogatoire. Il ne sort pas des appartements de la

princesse Anne, et le duc de Courlande disait hier à un de mes amis, que l'aveu de ce prince, de son dessein de se révolter un peu, méritait plus de pitié que de colère, car il n'avait que huit complices, dont trois ont été relâchés: l'un était le bouffon du cocher de la cour, l'autre un apprenti, et le troisième un garçon de cabaret. »

Voilà ce qu'écrivait M. Finch le 8 novembre, et voici ce qu'il écrivait le 11 du même mois:

« Le 9 novembre, entre trois et quatre heures du matin, le feld-maréchal Munnich, à la tête d'un détachement de quarante grenadiers de la garde du Palais d'hiver, s'est rendu au Palais d'été, et, en vertu d'un ordre verbal de la princesse Anne, il a arrêté le régent dans son lit, qui a été amené prisonnier au corps-de-garde du Palais d'hiver. Toute la famille du duc de Courlande a été arrêtée. Aussitôt après, le général Biren et le nouveau ministre du cabinet Bestuchew ont été faits prisonniers et conduits au Palais d'hiver. Après quoi tous les grands personnages ont été sur le champ convoqués au palais. La princesse Anne, au nom de son fils, a été proclamée grande duchesse, avec le titre d'altesse sérénissime impériale, et chargée de l'administration du gouvernement durant la minorité de son fils. Les personnes arrêtées ont été conduites dans diverses forteresses; on a chanté un Te Deum; des décorations ont été distribuées; on a fait droit à quelques pétitions; les dettes des nobles ont été payées; et le prince de Brunswick a été déclaré généralissime. Munich a refusé cette charge, voulant, disait-il, que l'armée eut l'honneur d'être commandée par le père de son souverain. Il a été nommé premier ministre; Ostermann, grand amiral et ministre des affaires étrangères; Tcherkaski, grand-chancelier; et Golowkin vice-chancelier.

« Le duc de Courlande a été dépouillé de tout son argent et de tout ce qu'il possédait, même de sa montre d'or et de ses habits. »

Une lettre du ministre de France, le marquis de la Chétardie, adressée à son collègue à Berlin, M. de

Valory, et écrite le 21 novembre (n. st.), c'est-à-dire, le lendemain de cette singulière révolution, nous en présente un tableau plus complet, et, disons-le, plus animé.

« M. le duc de Courlande fut arrêté hier à deux heures du matin, et conduit au corps-de-garde des officiers qui sont de service au Palais d'hiver. On s'assura en même temps de madame la duchesse de Courlande, de sa fille et de ses deux fils. Le général Gustave Biren et le ministre du cabinet Bestuchew furent menés au même moment au corps-de-garde du Palais d'hiver. En conséquence du conseil qui se tint chez madame la princesse Anne, les gardes rassemblés dans la plaine qui est vis-à-vis, les personnes que je viens de nommer furent mises, l'après-midi vers les trois heures, dans des schlafwagen de la cour, à l'exception de M. Bestuchew qui n'avait qu'un traineau de paysan. La maison de Courlande a été transférée au couvent de St. Alexandre-Newsky, où elle a passé la nuit, et d'où elle a été conduite aujourd'hui à la forteresse de Schlusselburg, près le lac de Ladoga. On ignore où messieurs de Biren et Bestuchew ont été envoyés. La maladie du prince héréditaire de Courlande a obligé de le laisser ici dans la maison qu'occupaient les personnes de la cour de son père. On y a posé une garde qui le constitue prisonnier. On a dépêché enfin un courrier à Moscou pour y arrêter le général Charles Biren, qui y commande: c'est le frère ainé du duc de Courlande.

« Les gardes ont été de nouveau rassemblés ce matin à cinq heures vis-à-vis du Palais d'hiver, et ne sont retournés qu'à quatre heures cet après-midi à leurs quartiers. Leur joie a été aussi grande que leur tristesse lorsque le duc de Courlande fut nommé régent. Dès que le serment a été prêté par madame la princesse Elisabeth et les premiers du pays en charge et en dignité, chaque bataillon a formé un cercle et l'a également prêté sous les drapeaux. Madame la princesse Anne, par cette formalité, a été reconnue grande princesse de Russie et régente pendant la minorité de son fils.

«Il n'y a point d'exemple ici que la cour ait été aussi nombreuse, et ait marqué une gaieté semblable à celle qui était ce matin répandue sur tous les visages. Elle s'est encore fortifiée par les grâces qui ont été faites. M. le prince de Brunswick a été nommé généralissime; M. le feld-maréchal Munnich, premier ministre et lieutenant-colonel des gardes à cheval, à la place du prince héréditaire de Courlande; madame la feld-maréchale Munnich, la première de la cour après la princesse; M. le comte d'Ostermann, grand amiral, sans quitter cependant les affaires étrangères; et M. le prince Tcherkaski, ministre du cabinet, grand chancelier: M. le grand chancelier a eu une pension sur les salines de 16,000 écus. On en a distribué plusieurs autres moins considérables. Madame la princesse Anne finalement a conféré l'ordre de St.-André à M. le grand-écuyer, prince Kourakin, au vice-amiral comte de Golowkin, à M. de Naryschkin, et au général Uschakow; et l'ordre de St. Alexandre-Newsky, au président du collège du commerce le baron de Mengden, neveu du feld-maréchal Munnich, et à M. de Streschnow, sénateur et beau-frère de M. le comte d'Ostermann.»

Cette révolution si soudaine, si imprévue, avait duré moins de temps à accomplir qu'à raconter. Dans la stupéfaction où elle le plongea d'abord, le résident anglais pouvait à peine en croire ses yeux. Il regretta sans doute la régence du duc de Courlande, dont il paraissait faire le plus grand cas, et il s'accommoda bientôt à merveille de ceux qui prirent sa place. Revenu de son premier étonnement, il eut la curiosité de savoir comment avait été préparée cette catastrophe, et par quels moyens elle avait été menée à bonne fin. C'est ce qu'il a pris le soin de consigner pour notre édification dans sa dépêche du 28 novembre, et on ne peut la lire sans être convaincu que tous les détails en sont

parfaitement exacts: il est évident que M. Finch avait puisé ses renseignements à une bonne source.

« Le duc de Courlande, par une étrange fatalité et par un aveuglement qu'augmentaient les flatteries de tous ceux qui l'entouraient, était fermement persuadé qu'il était populaire au suprême degré, et en pleine possession de l'affection de tout le monde, de tout rang, condition ou profession, prenant la soumission implicite à son autorité pour un ferme attachement à sa personne.

« Le prince de Brunswick avait renoncé à toutes ses places et charges, afin de n'être pas sous les ordres du duc, mais il ne pouvait pas éviter de se trouver sous sa surveillance. Le régent voyait souvent la princesse Anne, d'où l'on concluait qu'ils étaient en bons termes, tansdis qu'au contraire ils se querellaient sans cesse. Ainsi, il lui dit le 7 novembre: je peux vous envoyer, vous et votre mari, en Allemagne; et il y a dans le monde un duc de Holstein que je pourrais faire venir en Russie, et je le ferai, si on m'y force. Après un pareil propos la rupture était irréparable. Le lendemain, 8 novembre, le feld-maréchal Munnich, après avoir présenté quelques cadets à la princesse, resta seul avec elle, et des explications sur l'état présent des affaires eurent lieu. Elle se plaignit du traitement qu'elle et son mari éprouvaient de la part du régent, et elle ajouta qu'il ne leur restait d'autre parti à prendre que de quitter la Russie. En conséquence, elle priait le feld-maréchal d'user de tout son crédit et de toute son influence auprès du duc de Courlande, pour qu'il leur fut permis d'emmener avec eux leur enfant, afin de le préserver de tous les dangers qui menacent les souverains Russes, et auxquels il n'échapperait pas, s'il restait entre les mains de l'homme qui était son ennemi mortel aussi bien que celui de ses parents. Munnich demanda à la princesse, si elle s'était ouverte à quelqu'un sur ce sujet? Elle répondit: non, à pas une âme. Après bien des hésitations la princesse s'était résolue à se confier à lui seul.

« Quoique Munnich eut contribué à l'élévation du régent, il régnait entre eux des soupçons et de la ja-

lousie, et le duc de Courlande avait l'intention, si l'occasion s'en présentait, de se défaire du feld-maréchal, qui avait en conséquence raison d'appréhender sa perte.

« Conformément à ce qui avait été convenu entre Munnich et la princesse Anne, le prince de Brunswick sortit de son palais pour la première fois, et il alla faire une visite au régent dans le Palais d'été. Le prince et le duc allèrent ensemble voir le jeune czar, et se rendirent ensuite chez la princesse Anne. De là, ils allèrent encore ensemble au manège du duc qui était dans le voisinage. Après, le prince retourna au Palais d'hiver; et le duc s'arrêta sur son chemin chez son frère, le général Biren, et revint chez lui au Palais d'été, où il donnait à dîner à Munnich, au président Mengden, et à leur famille.

«On dit que le duc ce matin-là remarqua, et, comme cela fit une grande impression sur lui, il en fit part à ses convives, qu'il y avait très peu de monde dans les rues, et que tous les passants avaient une figure triste, abattue et sombre, comme des gens qui n'étaient pas contents Il fut assez faible pour attribuer cela à leur désapprobation de la conduite du duc de Brunswick, ne soupçonnant nullement que sa régence y eut quelque part. La compagnie, comme il est aisé de l'imaginer, dit que probablement il n'y avait rien d'extraordinaire dans la physionomie des gens qu'il avait rencontrés, ou que peut-être cela venait du chagrin de la mort de sa Majesté. Néanmoins, le duc demeura très pensif et silencieux durant le dîner.

« En se levant de table, le feld-maréchal prit congé, laissant sa famille. Il se rendit chez lui, et dans la soirée il se présenta chez la princesse Anne, et lui demanda, si elle avait quelque ordre à lui donner, car son plan était fait et il l'exécuterait dans cette même nuit. La princesse fut stupéfaite d'une résolution si soudaine et si grave, et voulut savoir comment il comptait s'y prendre. Le feld-maréchal la pria de l'excuser s'il ne lui expliquait pas ses projets, et aussi de n'être pas surprise, s'il l'éveillait et la fesait sortir de son lit vers les trois heures du matin. Après avoir quelque peu réfléchi, son Altesse lui dit: je remets, et moi-même, et

mon époux, et mon enfant, entièrement entre vos mains, et je compte sur vous. Puisse la providence de Dieu vous conduire et nous garder tous.

« En quittant la princesse, Munnich retourna avec le comte Lœwenwolde chez le duc de Courlande pour y souper, et ils le trouvèrent encore inquiet, se plaignant de l'accablement de son esprit, d'une grande pesanteur, qu'il n'avait jamais sentie de sa vie. Ils lui dirent tous deux que ce pouvait être une légère indisposition qu'une bonne nuit ferait passer. Néanmoins, et à souper et dans le reste de la soirée, le duc, qui était ordinairement assez communicatif, dit à peine un mot. Sur quoi, pour animer, ou au moins pour entretenir la conversation, le feld-maréchal commença à parler de ses campagnes et des diverses actions où il avait assisté durant plus de quarante années de service. A la fin le comte Lœwenwolde lui demanda très innocemment, s'il ne s'était jamais trouvé à une action de nuit. L'étrangeté d'une question si déplacée dans cette conjoncture frappa le feld-maréchal, mais revenant à lui, et gardant une bonne contenance, il répondit avec une grande indifférence apparente, qu'assurément dans le grand nombre d'actions où il s'était trouvé, il devait y en avoir eu à toutes les heures du jour et de la nuit.

« Son Excellence m'a dit qu'il remarqua que le duc, qui était étendu sur son lit, au moment qu'il prononça ses mots, se leva un peu, et, s'appuyant sur le coude et reposant sa tête sur sa main, resta très pensif dans cette position pendant plus d'un quart d'heure.

«Vers les dix heures ils se séparèrent, et Munnich se mit au lit, mais, comme il disait, sans fermer les yeux. A deux heures du matin, il se leva, envoya quérir son aide-de-camp, le général Manstein, et fit ses arrangements avec lui. Ils se rendirent tous deux au palais de la princesse Anne, où Munnich parla aux officiers et aux soldats, et choisit quelques uns d'entre eux qu'il conduisit auprès de la princesse. Elle se plaignit de sa malheureuse situation, et leur donna l'ordre d'arrêter le régent, et d'obéir en tout au feld-maréchal. Personne ne résista. La garde du Palais

d'hiver laissa tout faire sans s'y opposer. Manstein se rendit aussitôt à la chambre du duc, qui était endormi, et, comme il résistait, il le fit lier et baillonner, et l'entraîna avec sa femme, n'ayant sur le corps que leurs vêtements de nuit. On arracha deux couvertures de leur lit et on les jeta sur eux. Lorsque la duchesse apprit qui avait dirigé leur arrestation, elle s'écria avec une expression extraordinaire, qu'elle aurait plutôt cru que le Dieu tout puissant pût mourir que le feld-maréchal se serait conduit ainsi à leur égard.»

Munnich avait seul conçu et exécuté le coup de main qui avait donné la régence à la princesse Anne. Il n'avait point eu de confident dans cette audacieuse entreprise, où il risquait sa tête: tout l'honneur lui en revenait. Il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il n'avait travaillé que pour des ingrats. Le duc de Brunswick, poussé par Ostermann, qui était jaloux de la toute puissance de Munnich et ne pouvait s'accoutumer à l'idée d'avoir un supérieur dont les talents l'effaçaient, se plaignait amèrement de n'avoir que le vain titre de généralissime, d'être peu consulté et considéré, tandisque Munnich fesait tout et était en réalité le véritable et l'unique chef de l'armée. M. Finch écrivait le 10 février 1741:

«Le prince a dit qu'il avait de grandes obligations au feld-maréchal, mais qu'il ne s'en suivait pas qu'il dût jouer le rôle de grand-visir; et, s'il continuait à n'écouter que son ambition désordonnée et la violence naturelle de son caractère, il pourrait bien se perdre par sa propre folie.»

Quelques semaines après, moins de trois mois après cette révolution dont il avait été l'unique artisan, Munnich était dépouillé de sa place de premier ministre

et de toutes ses charges militaires: il tombait dans le néant, lui qui depuis tant d'années avait été si puissant et si compté. M. Finch écrivait le 3 mars:

« Le feld-maréchal Munnich a été renvoyé. Lorsque Lœwenwolde est venu le lui annoncer, il a répondu qu'il regardait cette destitution comme la faveur la plus signalée que lui pût accorder la régente, et qu'il la recevait avec la plus parfaite reconnaissance et soumission. Sa famille n'était pas aussi tranquille que lui; et lorsque la comtesse Munnich prit congé du prince de Brunswick avec des larmes dans les yeux, son mari lui dit: Madame, j'espère que vous ne faites paraître aucun signe de chagrin pour cette marque insigne de la grâce et de la faveur de son Altesse, qui doit vous donner autant de joie et de satisfaction qu'elle m'en cause à moi-même. »

A certains égards Munnich avait raison de parler ainsi, quoiqu'il le fit par un autre motif, car, dans cette circonstance, la princesse Anne fit preuve d'une modération dont il n'y avait pas encore eu d'exemple en Russie. Si la régente eut été d'un autre caractère, Munnich aurait bien pu être récompensé des services qu'il lui avait rendus par l'exil en Sibérie et la confiscation de ses biens. Il ne fut ni emprisonné ni exilé. Il ne fut pas même question de lui faire son procès, et assurément l'inquisition d'état n'aurait pas eu grand peine à trouver dans la conduite de Munnich matière pour une condamnation à mort, si tel eût été le bon plaisir de la régente. Sa famille ne fut pas enveloppée dans sa disgrâce; tout au contraire elle garda ses charges dans le gouvernement et à la cour, et demeura très en faveur auprès de la régente. Quant à lui, il demeura tranquillement à Pétersbourg, inquiétant ses

ennemis par sa présence, et sans doute aussi par sa hauteur et par ses railleries, et on le laissa vivre en paix, quoique surveillé de près.

A l'entendre, la régente ne manquait pas de bonnes raisons pour se dispenser de toute gratitude à l'égard de Munnich. On disait dans son entourage que du procès du duc de Courlande allaient sortir des révélations accablantes contre lui, qu'il ressortirait avec la dernière évidence qu'il avait eu la première idée de la régence du duc de Courlande, que c'était lui qui en avait suggéré la pensée au duc; que, non content de cela, il l'avait animé à l'accepter et s'était engagé à le soutenir dans cette entreprise. Le fait n'a rien d'invraisemblable, et M. Finch, qui nous a conservé ces détails dans sa dépêche du 10 mars 1741, paraissait convaincu de leur exactitude. Nous devons croire qu'il était également bien informé lorsqu'il écrivait le 7 mars:

»La régente a dit que Munnich avait renversé le duc de Courlande plus par ambition que par attachement pour elle, et qu'en conséquence, encore qu'elle recueillit le fruit de la trahison, elle ne pouvait pas estimer le traître. Il était impossible, a-t-elle ajouté, d'endurer plus longtemps l'humeur arrogante du feld-maréchal, qui ne tenait aucun compte de ses ordres formels et réitérés, et avait l'audace de contredire sans cesse son époux; il a trop d'ambition et un caractère trop inquiet pour qu'on puisse se fier en lui; il devrait aller s'établir dans ses terres en Ukraine et y finir en paix ses jours, si cela lui convenait.»

La disgrâce de Munnich parut devoir apporter quelque soulagement aux rigueurs inhumaines dont était accablé Biren. Son procès se poursuivait, quoique len-

tement, devant l'inquisition d'état, et le principal témoin à charge était ce même Bestuchew, qui avait été son plus intime confident, qui avait été, par cette raison, arrêté en même temps que lui, mais qui avait échangé sa position de complice et de co-accusé pour celle d'accusateur. Il espérait, non seulement obtenir son pardon, mais encore se faire un titre à la reconnaissance de la régente et de Munnich, s'il parvenait à faire condamner son ancien ami. En effet, il n'oubliait rien pour le charger des crimes les plus atroces. Après la disgrâce de Munnich, qui parait avoir été le plus ardent persécuteur de Biren, Bestuchew s'aperçut qu'une espèce de réaction s'opérait en sa faveur, et que la régente et le duc de Brunswick inclinaient à la clémence. Alors Bestuchew changea subitement de langage, et il trouva une manière assez neuve de faire volte-face. Laissons parler M. Finch qui écrivait le 14 mars:

« Bestuchew et le duc de Courlande ont été confrontés ensemble. Le duc nie tout, et, plutôt que de se laisser mettre à la torture, il a dit qu'il était prêt à avouer ce dont il est accusé et à en reconnaître la vérité, si Bestuchew persistait dans ses affirmations, comme il en répondrait à Dieu au jour du jugement. En parlant ainsi, le duc avait un accent si solemnel et une contenance si assurée, que toute la commission en fut frappée. Bestuchew alors fut saisi d'un tremblement convulsif, il tomba à genoux, et s'écria qu'il ne pouvait résister à cette épreuve, qu'il était obligé de confesser la vérité, et de demander pardon au duc et à Dieu. Il affirma que toutes ses accusations étaient mensongères, et qu'il ne les avait portées qu'à l'instigation du feldmaréchal Munnich, et sur l'assurance que c'était le seul moyen de sauver sa propre vie, son honneur et sa famille. L'affaire a pris un tel tour que le duc de

Brunswisk a dit, que le duc de Courlande n'était pas plus coupable qu'il ne l'était lui-même, que ce qu'il avait fait, tout autre à sa place l'aurait fait.»

Néanmoins le procès fut continué, et Biren n'en fut pas moins condamné à mort. La régente eut la clémence de lui faire grâce de la vie, mais elle le condamna à être pour le reste de ses jours exilé à Pelim, petite bourgade de la Sibérie orientale, à 600 werstes au-delà de Tobolsk. Toute sa famille, sa femme, ses enfants partagèrent son sort. Les grands biens qu'il avait en Russie furent confisqués, et les revenus de ses domaines allodiaux de Courlande saisis.

La princesse Elisabeth n'avait pas hésité à reconnaître la régence de la mère d'Ivan, et à lui prêter le serment de fidélité. Elle ne pouvait pourtant pas ignorer que la plupart des soldats qui, sous le commandement de Munnich, avaient arrêté le duc de Courlande, croyaient travailler pour elle et lui donner la couronne, mais elle paraissait plus que jamais exempte d'ambition, et semblait satisfaite, pourvu qu'elle ne manquât pas d'argent, et qu'on ne contrariât pas ses goûts. Sur ces deux points, elle eut sujet d'être contente. Ainsi M. Finch écrivait le 20 décembre 1740:

«Avant-hier était le jour anniversaire de la naissance de la princesse Elisabeth. La grande-duchesse Anne lui a fait présent de bracelets; le czar au berceau lui a envoyé une tabatière en or avec l'aigle russe sur le couvercle; et l'administration des salines a reçu l'ordre de lui payer 40,000 roubles.»

C'en était assez pour elle, qui ne demandait qu'à vivre tranquille, mais ce n'était pas le compte de quel-

ques personnes, qui avaient tout à gagner à la voir sur le trône, du marquis de la Chétardie, par exemple, qui avait ordre de faire intervenir à tout prix la Russie dans la guerre que le roi de Prusse fesait à Marie-Thérèse. La régente ne se souciait nullement d'envoyer une armée soutenir les prétentions de Frédéric II, et M. de la Chétardie espérait être plus heureux auprès de la princesse Elisabeth, devenue czarine. Le ministre de Suède le secondait dans cette politique. M. Finch, au contraire, s'efforçait de persuader à la régente d'embrasser la cause de la reine de Hongrie. Il soupçonna les sourdes manœuvres de M. de la Chétardie, et il s'efforça de les déjouer. Il s'exprimait ainsi dans sa dépêche du 21 juin 1741:

« J'ai fait diverses communications au comte Ostermann touchant les intrigues des envoyés de France et de Suède. Il a joué l'ignorant, car c'est son habitude de se tenir sur la réserve dans les circonstances difficiles. C'est ainsi, par exemple, qu'il avait la goutte à la main droite lorsque, à la mort de Pierre II, il dût signer le document qui limitait le pouvoir de son successeur. C'est un pilote de beau temps, qui se cache sous les écoutilles pendant la tempête. Il se met toujours à l'écart lorsque le gouvernement est vacillant.

« Le prince de Brunswick a été plus ouvert. Il a avoué, qu'ils avaient de violents soupçons que l'ambassadeur de France et le ministre de Suède tramaient quelque chose. Son Altesse m'a confessé, qu'on avait remarqué l'étroite liaison de M. de la Chétardie avec le Hanovrien Lestocq, chirurgien de la princesse Elisabeth, qui était censé lui donner ses soins; que cet ambassadeur se rend souvent la nuit, et déguisé, chez la princesse Elisabeth; et que, comme rien n'indique qu'il y ait entre eux de la galanterie, il doit y avoir de la politique en jeu. Le prince a ajouté, que si la con-

duite de cette princesse devenait clairement équivoque, elle ne serait pas la première femme en Russie qui aurait été enfermée dans un couvent. Ce serait, je crois, la chose du monde qui lui plairait le moins, et ce pourrait être un expédient dangereux, car elle n'a aucune disposition à la vie religieuse, et elle est extrêmement aimée et très populaire.

« Le prince m'a dit encore, qu'il était grand temps de destituer l'insupportable Munnich, qui avait déjà fait des avances à la princesse Elisabeth, et songeait à une nouvelle révolution. Il m'a conté, qu'il avait fait rigoureusement surveiller le maréchal pendant plusieurs nuits après sa destitution, et qu'il avait donné l'ordre, dans le cas où il sortirait le soir et dirigerait ses pas vers la maison de la princesse Elisabeth, de se saisir de lui mort ou vif.

« A la fin pourtant Ostermann s'est décidé à entrer en matière, et il est allé jusqu'à me demander, si je conseillais de faire arrêter Lestocq. Je lui ai répondu, qu'il devait savoir mieux que moi ce qu'il y avait à faire, et avoir plus de preuves en main; car, si on manquait de preuves décisives, et étant, comme il est, si étroitement attaché à la princesse Elisabeth, dont il est le médecin ordinaire, cette mesure serait une mortification très sensible pour son Altesse, et pourrait conduire à une découverte trop prématurée des motifs de cette arrestation. Ostermann est convenu de tout cela, et j'ai ajouté qu'afin de ne pas donner ombrage, j'avais évité toute relation intime avec Lestocq, mais que j'avais été quelquefois chez lui. Sur quoi, le comte Ostermann m'a engagé à l'inviter à dîner, qu'il aimait le bon vin, et qu'il pourrait peut-être s'ouvrir. A cela, je n'ai fait aucune réponse, car je crois que si les ambassadeurs sont considérés comme des espions pour le service de leur maître, ils ne doivent pas faire ce métier pour d'autres. D'ailleurs, ma santé ne me permet pas *torquere vino.*

« L'avenir est plein d'incertitude. La régente paraît avoir de l'intelligence, de la pénétration, un bon naturel, et de l'humanité, mais elle a certainement un caractère trop réservé, elle aime trop la retraite. Elle

souffre lorsqu'elle se trouve en public, et elle passe la plus grande partie de son temps dans l'appartement de sa favorite, mademoiselle Mengden, et dans la société de la famille de cette dame. La sœur de mademoiselle Mengden a épousé le fils de Munnich. Quant à elle, elle n'a ni grand esprit ni malice. La régente lui est si attachée, que la passion d'un amant pour une nouvelle maîtresse n'est rien en comparaison. Tout irait mieux, si la régente se montrait plus souvent en public, et qu'elle eût un peu plus de cette affabilité, à laquelle les gens de cette cour ont été accoutumés par les derniers souverains, et qui produirait à présent les meilleurs effets. D'un autre côté, la princesse Elisabeth est extrêmement obligeante, affable, et par conséquent personnellement très aimée. Elle a, en outre, l'avantage d'être la fille de Pierre Ier. Si le jeune empereur mourait, et qu'une lutte s'engageât entre Anne et Elisabeth, les affaires seraient dans une situation très critique; et, comme on peut croire que cette dernière princesse n'aura jamais d'enfant, tous les yeux se tourneraient vers son neveu Pierre. A tout événement, la prudence commande de traiter Elisabeth avec égard, de ne l'offenser en aucune manière, et de lui donner tout l'argent dont elle a besoin. Car, comme elle est adonnée à ses plaisirs, elle dépensera pour les satisfaire tout celui qu'elle pourra recevoir, ce qui ne peut qu'amoindrir sa réputation, et par suite diminuer sa popularité.

«Les nobles, qui ont quelque chose à perdre, sont pour la plupart favorable à ce qui est, et suivent le courant. Un grand nombre d'entre eux sont russes invétérés, et la violence et la force peut seules les empêcher de revenir à leurs anciennes mœurs. Il n'y a pas un d'entre eux qui ne souhaite de voir Pétersbourg au fond de la mer, et toutes les provinces conquises au diable, afin de pouvoir retourner à Moscou, où, étant dans le voisinage de leurs terres, ils pourraient vivre dans une plus grande splendeur, et avec moins de dépense. Ils ne veulent avoir rien à démêler avec l'Europe. Ils haïssent les étrangers: tout au plus voudraient-ils les employer dans la guerre, et ensuite se débarrasser d'eux. Ils ont en égale abomination les

voyages sur mer, et ils préféreraient être envoyés dans les plus horribles endroits de la Sibérie qu'à bord d'une flotte. Le clergé a beaucoup d'influence; et on peut juger à certains indices, qu'il donnera de l'inquiétude et des embarras au gouvernement présent.

« Quant au prince de Brunswick, il manque d'une certaine dignité dans ses manières, et il n'a aucune expérience des affaires. Pourtant il gagne à l'école d'Ostermann. »

Il est facile de conclure des renseignements de toute sorte contenus dans cette dépêche que la situation était très critique. Personne, à commencer par Ostermann, le seul homme capable employé par la régente, n'avait foi dans la durée du gouvernement. M. Finch écrivait le 16 septembre 1741:

« En m'entretenant avec Ostermann, j'ai encore amené la conversation sur les intrigues de l'ambassadeur de France, et il m'a répondu, que les sentiments d'amour et d'affection de la princesse Elisabeth pour la Russie sont trop grands pour lui permettre d'entrer dans de tels projets. »

En même temps, et comme pour compliquer à plaisir une situation déjà si pleine de périls, la cour était pleine de divisions. L'envoyé d'Angleterre écrivait le 13 octobre:

« La régente est jalouse de son autorité, et ne veut pas en abandonner la moindre parcelle à son mari. De sorte que la discorde règne parmi ceux qui sont à la tête des affaires: Golowkin est contre Ostermann et les étrangers, Elisabeth est contre Ostermann, la régente est contre Ostermann, etc. »

Et encore, le 14 novembre suivant:

« Il se forme ici un parti russe sous la direction de l'ambassadeur d'Autriche, le marquis de Botta, et du

comte Golowkin, contre Ostermann et le duc de Brunswick. La régente se met du côté des premiers. »

L'orage grossissait, et on ne prenait aucune précaution pour le conjurer. On comblait de présents la princesse Elisabeth, mais c'était un pauvre palliatif contre l'ambition qui s'éveillait en elle. Il était aisé de s'apercevoir à de légers symptômes que son humeur n'était plus la même. Ainsi, par exemple, M. Finch écrivait le 13 octobre:

« La princesse Elisabeth a pris en très mauvaise part que l'ambassadeur de Perse ne lui ait pas fait une visite: elle en a rejeté la faute sur Ostermann, mais en même temps elle proteste de son attachement pour le czar et la régente. La chaleur et la vivacité, avec lesquelles elle s'est exprimée à cette occasion, ont frappé et surpris tout le monde; et on suppose que la visite que la grande duchesse a faite à son Altesse, il y a deux jours, était destinée à l'apaiser. »

Après tout cela, on ne sera pas étonné de lire la dépêche suivante de M. Finch à la date du 26 novembre 1741:

« Hier, à une heure du matin, la princesse Elisabeth s'est rendue à la caserne du régiment des gardes Preobasinski, accompagnée seulement d'un de ses chambellans, M. Woronzow, de M. Lestocq, et de M. Schwarz, qui est, je crois, son secrétaire; et, se mettant à la tête de trois cents grenadiers, la bayonnette au bout du fusil et des grenades dans leurs poches, elle s'est rendue directement au palais, où, après avoir pris les dispositions convenables et s'être rendue maîtresse des diverses avenues, elle s'est saisie du jeune czar et de sa petite sœur qui étaient dans leur lit, de la grande duchesse et du duc de Brunswick, qui étaient également couchés, et les a envoyés, ainsi que la favorite Julie Mengden, à sa propre maison. La princesse a immédiatement

après donné l'ordre d'arrêter Munnich et son fils, Ostermann, Golowkin, et plusieurs autres.

« Tous ces ordres furent exécutés avec la plus grande célérité, et la princesse est retournée chez elle, où presque toute la ville s'est rendue. Devant étaient rangés en ligne le régiment de cavalerie de la garde et les trois régiments d'infanterie. Elle a été à l'unanimité proclamée souveraine de la Russie, et on lui a prêté le serment de fidélité. A sept heures du matin, elle a pris possession du Palais d'hiver, et on a tiré le canon.

« Cette révolution a été suivie par une série de nominations et d'arrestations, de libérations, d'exils et de confiscations. Il n'est pas possible de décrire l'insolence des gardes, surtout de ceux qui ont été acteurs dans cet évènement. On leur fait la cour comme s'ils étaient les maîtres ici: ils croient eux-mêmes l'être, et peut-être avec trop de raison. »

V.

Le véritable auteur de cette révolution avait été Lestocq. Mikhaïla Woronzow était un très jeune homme; et Schwarz, un musicien allemand qui, après bien des aventures, avait fini par obtenir un petit emploi: ce fut de lui que Lestocq s'était servi pour gagner les grenadiers. M. de la Chétardie avait donné l'argent nécessaire. Tous furent récompensés selon leurs mérites. Schwarz reçut de grands biens, la dépouille de quelque proscrit, et le grade de colonel. Woronzow, outre le titre de comte, dont le gratifia l'électeur de Saxe, entra dans le mini-

stère. M. de la Chétardie eut dans les premiers jours le plus grand crédit. Le ministre d'Angleterre, quelque peu jaloux de l'influence de son collègue, écrivait le 15 décembre:

« L'ambassadeur de France continue à être premier ministre. On lui fait beaucoup la cour. Les janissaires et lui se font de grandes embrassades au cercle de la cour. »

Quant à Lestocq, il fut comblé par la nouvelle czarine. M. Finch écrivait le 19 décembre:

« L'impératrice a donné à M. Lestocq une pension de 7000 roubles par an, et le titre de conseiller intime actuel, qui lui donne le rang de général-en-chef. Il reste médecin ordinaire de sa Majesté, et il va avoir la direction du département de la médecine en Russie. Sa Majesté lui a donné aussi son portrait entouré de pierres précieuses de la valeur de 20,000 roubles, qu'il porte autour du cou, attaché à un ruban bleu. Le jour anniversaire de la naissance de l'impératrice, sa femme était à la cour le matin, et le soir au bal, où tout le monde s'estimait très heureux d'avoir l'honneur de danser avec elle. »

Les trois cents grenadiers reçurent aussi leur récompense. Elisabeth en forma une compagnie de gardes-du-corps, dont les simples soldats avaient le rang de lieutenant; les corporaux et les sergents, celui de capitaine et de major; et les six, qui avaient eu le plus de part à la révolution, celui de lieutenant-colonel; et ainsi de suite. L'impératrice prit le titre de capitaine de cette compagnie, et elle en portait l'uniforme, car, ainsi que nous l'apprend M. Finch, elle aimait à s'habiller en homme.

Cette révolution fut marquée par un caractère, qui la distingua de toutes celles qui l'avaient précédée à

si peu d'intervalle: elle fut le signal de la réapparition de l'esprit national si longtemps comprimé, et par là on peut dire qu'elle ouvre une ère nouvelle dans l'histoire de la Russie. Au dedans, elle fut le point de départ d'une politique qui s'inaugura par l'expulsion de cette foule d'étrangers de tout état, de toute condition, qui avaient été appelés des diverses parties de l'Europe pour éclairer, civiliser la Russie, y apporter les arts de la paix et de la guerre. Dans le nombre se trouvaient, avec beaucoup d'aventuriers, des hommes du plus rare mérite. La plupart n'échappèrent à la mort, dont les menaçait une populace égarée, que par une prompte fuite. C'était leur qualité d'étranger qui fesait le plus grand crime du duc de Brunswick et de sa femme, de Munnich, d'Ostermann, et de tant d'autres qui avaient rendu de si grands services à leur pays d'adoption. Non pas qu'Elisabeth fut naturellement cruelle, ou animée contre eux par une haine personnelle; mais elle ne savait pas la valeur des mots de justice, d'humanité, qu'elle avait sans cesse à la bouche; elle était incapable d'un sentiment de pitié; et, tout en parlant, nous dit M. Finch, de la providence de Dieu et de ses divins jugements, elle commettait de sang froid les actions les plus coupables. Elle croyait nécessaire de flatter les passions d'une noblesse qu'elle voulait gagner, et de donner des victimes à la soldatesque effrénée, à qui elle devait sa couronne. Sa première intention parut être de faire conduire à la frontière le duc de Brunswick et sa femme, ainsi que le jeune Ivan. Ils n'allèrent pourtant pas plus loin que Riga. A l'égard

de Munnich, d'Ostermann, et de ceux que l'on appelait prisonniers d'état, Elisabeth se montra plus rigoureuse. Une commission spéciale fut chargée de leur procès: elle se composait du procureur-général du sénat le prince Troubezkoi, du président de l'inquisition le général Uchakow, du général Lewachew, du grand écuyer Kourakin, du conseiller intime Narychkin, de l'ancien ministre Michel Galitsyn, qui venait d'être rappelé de l'exil, et de quelques autres sur la complaisance desquels on pouvait tout autant compter.

M. Finch écrivait le 19 décembre 1741:

« La commission des prisonniers d'état tient ses séances dans le palais de l'impératrice. Sa Majesté se tient constamment dans une tribune, d'où elle peut tout voir et entendre sans être vue, afin, dit-elle, d'empêcher la faveur ou l'injustice. Cette déclaration, et la confiscation générale des biens des prévenus avant même qu'ils aient été entendus, ne peuvent se justifier que par la pratique de cette cour en pareilles circonstances. On dit aussi que le knout a été donné au prisonniers. »

M. Finch ajoute dans un autre passage de la même dépêche:

« Le feld-maréchal Munnich a comparu devant l'inquisition, car il n'y a rien dans ce pays qui mérite le nom de cour de justice. »

Il écrivait encore le 2 janvier 1742:

« On continue le procès. Il est impossible de se faire une idée de l'inhumanité des commissaires à l'égard des malheureux pris nniers: elle augmente de jour en jour, et c'est, dit-on, par les ordres formels de ceux qui sont présents, afin d'empêcher l'injustice.

« Un des soldats, qui ont été nommés lieutenants, a affirmé que le feld-maréchal Munnich lui avait dit, lors de l'attaque de nuit contre le duc de Courlande, qu'il s'agissait de placer la princesse Elisabeth sur le

trône. Munnich a nié avoir tenu aucun propos dans ce sens; et, lorsqu'il a été confronté avec lui, le lieutenant a offert de recevoir le knout, à la condition que, s'il maintenait cette assertion après avoir subi cette torture, le vieux feld-maréchal la subirait à son tour. Plutôt que d'être exposé à cet indigne traitement Munnich a avoué tout ce qu'on a voulu, mais ses explications ont rendu évident que dans cette circonstance la grande duchesse elle-même avait désiré que les officiers et les soldats, qui accompagnaient Munnich, obéissent à ses ordres. »

Tant d'iniquités révoltaient l'honnête anglais, et lui arrachaient dans sa dépêche du 5 janvier ce cri d'indignation:

« Je ne connais personne ici qui passerait dans un autre pays pour un homme médiocrement honnête. »

Et il ajoutait:

« Les nouveaux conseillers de l'impératrice ne sont pas d'accord entre eux, et elle a une mauvaise opinion de leur esprit, et une pire encore de leur cœur. »

Un fait que M. Finch rapportait dans cette même dépêche donne une idée de ce qui se passait alors en Russie:

« Un officier subalterne a été envoyé à la poursuite du czar détrôné et de ses parents pour donner le knout à une des femmes-de-chambre de la grande duchesse, sans dire pourquoi, et il est retourné immédiatement après. »

Enfin le procès fut terminé au gré de l'impératrice, et ici nous allons encore laisser parler l'envoyé anglais, qui écrivait le 19 février (n. st.):

« Hier, le comte Ostermann, Munnich, Golowkin, le président Mengden, Lœwenwolde, et le secrétaire Jacoblitz furent conduits à l'échafaud. Vers dix heures du matin arriva Ostermann, que l'impératrice haït le plus. Il fut apporté sur une chaise, car il était incapable de

marcher. On lui lut son acte d'accusation, qui remplissait cinq feuilles de papier. Il l'entendit debout, la tête nue, avec une contenance ferme et attentive. Ensuite sa sentence lui fut signifiée: elle le condamnait à être brisé sur la roue; mais la clémence de l'impératrice l'avait commuée en la peine de la décapitation. Des billots et des haches étaient préparés. Des soldats le trainèrent auprès d'un de ces billots; il y posa la tête, le bourreau s'approcha, déboutonna le col de sa chemise et de la robe de chambre dont il était vêtu, et lui découvrit le cou. Cette cérémonie dura environ une minute. Alors, il lui fut déclaré que sa Majesté lui fesait grâce de la vie, et le condamnait à un exil perpétuel. Ostermann fit une inclination de tête, et dit aussitôt (ce furent les seules paroles qu'il prononça): «Je vous prie, rendez moi ma perruque et mon bonnet;» il les mit sur sa tête, et boutonna le col de sa chemise et de sa robe de chambre, sans que son visage trahit la plus légère émotion. Les cinq autres victimes, qui étaient au bas de l'échafaud entendirent ensuite leur sentence. Munnich avait été condamné à être écartelé, et les autres à perdre la tête; comme pour Ostermann, leur peine fut commuée en un exil pour le reste de leurs jours. Tous avaient laissé pousser leur barbe, à l'exception de Munnich, qui était rasé, bien vêtu, avec une contenance ferme, intrépide, insouciante, comme s'il eut été à la tête d'une armée, ou à une parade. Depuis le commencement du procès jusqu'à ce dernier instant, on ne l'a jamais vu témoigner la moindre crainte ou inquiétude. Durant le trajet de la citadelle à l'échafaud, il affectait de plaisanter avec ses gardes, et il leur disait, que lorsqu'il avait eu l'honneur de les conduire au feu, ils l'avaient jugé brave, et qu'ils le trouveraient tel jusqu'à la fin.»

Munnich fut transporté à Pelim en Sibérie, où il reçut pour prison la maison qui avait été élevée, sur ses plans, dit-on, pour Biren. Ostermann fut exilé à Beresowa, où Mentchikow était mort, et où il mourut lui-même sept ans après, en 1747. On ignore le nom du

lieu, où fut relegué Golowkin. Mengden fut détenu à Jaroslaw.

Les exilés des deux derniers règnes furent rappelés, et le nombre en était grand. La plupart furent accueillis par la nouvelle impératrice avec une faveur marquée. De toute la famille Dolgorouki, il ne restait plus que le feld-maréchal qui était trop vieux pour être encore quelque chose. Le prince Michel Galitsyn eut, comme a vu, la satisfaction de siéger dans la commission qui exerça de si terribles représailles contre ses anciens persécuteurs. Elisabeth se souvint aussi d'un exilé qui avait souffert à cause d'elle, et qu'elle n'avait pas oublié malgré le nombre d'années qui s'étaient écoulées depuis: je veux parler de Schubin, le grand grenadier, qu'elle avait aimé et que Biren lui avait enlevé. On le chercha longtemps en vain, et ce ne fut qu'après deux ans que le hasard le fit retrouver. Elisabeth ne lui rendit pas son amour; elle se contenta de lui donner un grade dans ses gardes avec le rang et le titre de major-général. Dans un accès de clémence, Elisabeth, qui avait gardé un bon souvenir de Biren, voulut le faire revenir à la cour, et le remettre en possession du duché de Courlande. Elle en fut détournée, sans doute par Bestuchew, qui craignait de se retrouver en présence de l'ancien ami qu'il avait si odieusement trahi. Biren reçut pourtant quelque adoucissement à ses peines. Il put quitter sa dure prison dans le rigoureux climat de Pelim, et jouir d'une sorte de liberté à Jaroslaw, chef-lieu du gouvernement de ce nom, où il fut interné; et

il lui fut permis de toucher une partie des revenus de ses biens de Courlande. Ses deux frères Charles et Gustave reçurent leur grâce pleine et entière.

Dans les premiers temps Lestocq avait le plus grand crédit auprès de la nouvelle impératrice; il disposait de toutes choses de concert avec M. de la Chétardie; et nul doute qu'en général il ne donnât de très bons conseils, car, malgré certains ridicules auxquels échappent rarement les parvenus, il avait du sens et de l'esprit. Mais, indépendamment de sa qualité d'étranger, qui était un obstacle à toute prétention de jouer un rôle politique, Lestocq ignorait l'art du gouvernement, et il eut été parfaitement incapable de tenir sa place dans un conseil de ministres. L'un des chefs du parti des vieux Russes, le prince Tcherkaski, qui avait conservé sa place de grand chancelier, était âgé et indolent; l'autre, le prince Troubetzkoi, était bon tout au plus, en sa qualité de procureur-général du sénat, à trouver des crimes imaginaires aux innocents que l'impératrice voulait perdre. Woronzow était trop jeune, et n'avait véritablement aucune sorte de mérite. Elisabeth n'était pas femme à gouverner elle-même son empire, car, pour être assise sur le trône, elle n'en continuait pas moins le genre de vie auquel elle était accoutumée. Lestocq lui désigna Bestuchew pour prendre la place d'Ostermann, et conduire les relations de la Russie avec les puissances étrangères. Dans les circonstances présentes, tandisque l'Europe était en feu, il fallait un ministre expérimenté, ayant la pratique des affaires. Bestuchew avait assurément ces qualités, et

surtout il connaissait mieux qu'aucun autre Russe les cours et les cabinets. Malheureusement la reconnaissance n'était pas une vertu à l'usage de Bestuchew, et Lestocq, qui aurait dû le savoir, l'apprit à ses dépens. Le grand crédit de Lestocq, à qui ses fonctions de médecin donnaient à toute heure accès auprès de l'impératrice, lui fit ombrage, et il travailla sourdement à lui nuire. Le départ de M. de la Chétardie, qui quitta la Russie avec des présents évalués à un million de francs, porta le premier coup à Lestocq. Peu de semaines après le chancelier mourut (nov. 1742). Bestuchew lui succéda, et fit nommer ensuite Woronzow vice-chancelier, bien certain de ne pas trouver en lui un collègue incommode. Désormais la lutte fut ouverte entre Lestocq et Bestuchew, et elle ne pouvait finir que par la ruine complète de l'un ou de l'autre. Lestocq, uni au procureur-général Troubetzkoy, tenta de faire impliquer Bestuchew dans la prétendue conspiration attribuée au marquis de Botta-Adorno, ministre de la reine de Hongrie. Bestuchew prit sa revanche l'année suivante, en 1744, et avec plus de succès. M. de la Chétardie revenait en Russie avec la mission d'engager résolument la czarine dans la guerre générale. Bestuchew, qui avait ses vues particulières, était un obstacle à cette politique; et, autant pour servir les intérêts de son maître que pour être utile à Lestocq, et raffermir son crédit auprès de l'impératrice, M. de la Chétardie annonça à son arrivée l'intention de culbuter le grand chancelier. Il avait un allié dans la princesse de Zerbst, mère de la future grande du-

chesse, et dévouée à la Prusse, alors unie à la France. Bestuchew agit avec la décision naturelle à son caractère. La correspondance de M. de la Chétardie fut volée, déchiffrée, et mise sous les yeux de l'impératrice, qui y trouva des choses désagréables. Le résultat de ce tissu d'intrigues, où il est difficile de démêler le vrai et le faux, fut que M. de la Chétardie, qui n'avait pas encore remis ses lettres de créance, fut conduit à la frontière, après avoir souffert d'indignes traitements, et que Lestocq demeura perdu dans l'esprit de l'impératrice. Le cabinet de Versailles, au lieu de trouver mauvais de pareils procédés, fit taire ses justes ressentiments, comme avait fait la cour de Vienne l'année précédente; et, pour se rendre favorable Elisabeth, lui accorda le titre d'impératrice auquel elle prétendait, et que n'avaient pas eu ses prédécesseurs. A l'égard de Lestocq, il languit dans la disgrâce, jusqu'à ce qu'enfin, en 1749, Bestuchew trouva un prétexte pour consommer sa ruine. Accusé de haute trahison, traduit devant l'inquisition secrète, dont le président, le général Schouvalow, était une créature de Bestuchew, Lestocq ne survécut à la torture, où il fut mis à plusieurs reprises, que pour être exilé à Uglitsch, petite ville sur le Volga, dans le gouvernement de Jaroslaw, et ensuite, en 1753, à Usting-Weliki, près d'Archangel. Il est inutile d'ajouter que les grands biens, qu'il tenait de la gratitude d'Elisabeth, furent partagés entre ses persécuteurs.

Elisabeth était selon toutes les apparences solidement assise sur son trône. Il ne restait pas, en Rus-

sie, un seul membre de la famille impériale qui pût lui disputer la couronne. L'infortuné Ivan était tenu dans une étroite captivité. Ses partisans, s'il en avait, se cachaient avec le plus grand soin, et se dérobaient à toutes les recherches de la plus sevère inquisition. On avait été jusqu'à défendre, sous les peines les plus cruelles, de prononcer son nom, et même de conserver une seule des pièces de monnaie frappées sous son règne. Pourtant Elisabeth vivait dans des angoisses incroyables. Ses ministres, ses courtisans ne parvenaient pas à la rassurer. Elle ne se croyait pas à l'abri d'un de ces revers de fortune dont elle avait vu en peu d'années tant d'exemples. Elle savait trop, par sa propre expérience, avec quelle facilité on renverse en Russie le pouvoir le plus solidement établi. Peut-être avait-elle raison de trembler ainsi sans cesse. Le ministre anglais, lord Hyndford, écrivait le 7 juin 1745:

« Un homme a été trouvé caché derrière un rideau, qui voulait assassiner l'impératrice. Les plus cruelles tortures n'ont pu lui arracher un mot. Elisabeth est en proie à une telle terreur qu'elle reste rarement plus de deux jours dans le même lieu, et peu de gens savent où elle dort. »

Cependant ces transes continuelles, qui étaient entretenues par la fréquente découverte de prétendus complots, n'empêchaient pas Elisabeth de s'occuper uniquement de ses plaisirs. Au début de son règne elle avait un favori en titre, qui a tenu une large place dans son histoire. Alexis Rasumowsky était le fils d'un paysan de l'Ukraine. Sa belle voix l'avait fait ad-

mettre jeune encore dans les chœurs de l'église d'une petite ville de sa province. Plus tard il entra dans la chapelle impériale. C'est là qu'Elisabeth le vit, et, quoique Schubin parut posséder son affection, elle le prit à son service, et lorsque le beau grenadier lui eut été enlevé, Rasumowsky fut en quelque sorte son successeur. Il acquit promptement sur le cœur et l'esprit de sa maîtresse un empire tel qu'on put les croire mariés. Il faut rendre cette justice à Rasumowsky qu'il usa toujours de son influence avec modération, et qu'il sut se concilier l'estime et la considération de tous ceux qui approchaient de la princesse Elisabeth. Après la mort de l'impératrice Anne, il devint un des chambellans de sa maîtresse; et, lorsqu'elle fut montée sur le trône, le jour de son couronnement, elle le nomma grand veneur, lui donna le titre de comte, et l'ordre de St. André; plus tard enfin, sans avoir jamais porté les armes, Rasumowsky devint feld-maréchal. Les richesses qu'il reçut d'Elisabeth étaient immenses. Tant qu'elle vécut, il conserva, sinon son affection exclusive, du moins sa confiance. Dans l'intérieur du palais impérial et aux yeux de toute la cour, ils vivaient comme s'ils eussent été mari et femme; leurs appartements étaient contigus, et en quelque sorte communs. Rasumowsky était d'ailleurs complaisant. Il ne génait nullement Elisabeth par sa jalousie, et elle put toujours satisfaire ses goûts. La faveur particulière dont elle honora Ivan Schouvalow, la seule qui lui put faire ombrage par sa persistance, ne parut en aucun temps inquiéter Rasumowsky. Il vivait dans la meilleure intel-

ligence avec son rival, qu'il considérait plutôt comme un collègue. En effet, on ne vit jamais entre eux de querelles: ils étaient sur le pied de la plus parfaite intimité, toujours unis par les mêmes vues, par les mêmes sympathies, et ne se contrariant jamais. L'impératrice leur accordait une égale confiance, et ne trouvait son plaisir que dans leur société. Un pareil spectacle a rarement été donné dans une cour. Il est vrai que Rasumowsky était peu exigeant, et d'ailleurs ne se souciait pas d'intervenir dans les affaires du gouvernement. Mais ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que son frère Cyrille qui, grâces à lui, était devenu à l'âge de dix-neuf ans hetman des Cosaques, et qui exerçait un grand empire sur lui, n'était pas plus jaloux que lui-même du crédit de Schouvalow et de sa cabale.

Ivan Schouvalow était, au contraire de Rasumowsky, d'une noble et ancienne famille, mais pauvre. Son parent le général Pierre Schouvalow, qui était en grand crédit et dont la femme était une espèce de favorite, l'avait fait admettre au nombre des pages de l'impératrice. Sa figure le fit remarquer, et, en 1750, il régnait déjà sur le cœur d'Elisabeth. Il fit preuve de la même modération que Rasumowsky, et il n'aspira qu'à jouir en paix de l'affection de sa souveraine. Il avait peu d'esprit et un caractère faible et timide, qui l'empêcha toujours de prétendre au gouvernement de l'empire. Jusqu'à un certain point il était désintéressé, et s'il entra plus que Rasumowsky dans des intrigues politiques, on peut croire qu'il y fut engagé par son entourage, et par l'adresse de ceux qui

savaient flatter sa vanité. Ivan Schouvalow fut peut-être le premier Russe qui comprit de quelle importance pouvaient être les éloges et les complaisances des beaux-esprits français. Il rechercha l'amitié de Voltaire, et il eut l'heureuse idée de persuader à ce grand génie d'écrire l'histoire, ou plutôt l'éloge de Pierre Ier. C'est lui qui mit en honneur à la cour de Pétersbourg le goût des modes de Paris, et qui y introduisit l'influence de la langue et des mœurs françaises, qui depuis y ont régné exclusivement. Entre autres innovations, il établit à Pétersbourg un théâtre français.

Ces détails ne représentent qu'une des faces de la situation intérieure de la Russie durant cette époque, et sous laquelle on s'est trop souvent contenté de l'envisager. Pour les contemporains, pour les témoins oculaires, le règne d'Elisabeth offrait un horrible spectacle qui a fait dire à un des plus récents historiens de la Russie, à Herrmann, que l'on n'accusera certes pas de préventions défavorables, qu'on peut seulement lui comparer le despotisme des souverains de l'Orient qui se sont le plus fait un jeu de tout ce qu'il y a de sacré dans l'humanité. C'est, en effet, la conclusion qui ressort des extraits des dépêches allemandes publiés par Herrmann. Les rapports des ministres et agents anglais sont plus modérés, peut-être parce qu'ils approfondissaient moins les désordres de tout genre qui frappaient les regards des observateurs plus exercés. Il est de fait que la corruption régnait à visage découvert dans toutes les régions du gouvernement et de la société, surtout dans la classe supérieure; tous les vices

s'y donnaient libre carrière, et il n'en pouvait être autrement. Les étrangers, accoutumés à un gouvernement régulier, ne pouvaient imaginer qu'un pareil état de choses pût durer longtemps. M. Wich écrivait le 29 avril 1743:

» Ce gouvernement n'est pas fermement établi ni solide, et il sera toujours sujet à des agitations et à des révolutions soudaines; et si la czarine ne change pas de conduite, et ne s'applique pas plus qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, au gouvernement intérieur de l'empire et aux affaires étrangères, elle déchoira dans l'opinion de son peuple, et fera une médiocre figure chez elle, et aucune au dehors. Jamais princesse en Europe n'est montée sur le trône en promettant de faire un plus glorieux personnage, et la providence l'a suffisamment douée de toutes les qualités et de tous les talents nécessaires pour se faire aimer et respecter par ses sujets et les autres nations. Mais son goût pour les plaisirs gâte tout, et finira par causer des malheurs irréparables. »

Quatorze ans plus tard, cette prédiction s'était en partie réalisée; tous les maux, qui devaient résulter d'un pareil début, s'étaient produits au grand jour, et un ministre des Provinces-Unies, M. du Swart, pouvait écrire sans exagération en 1757:

« La société présente en Russie un effrayant tableau de licence, de désordre, et une dissolution de tous les liens de la société civile. L'impératrice n'entend et ne voit que les Schouvalow; elle ne s'enquiert de rien, et continue sa manière de vivre accoutumée: elle a littéralement abandonné l'empire au pillage. Jamais il n'y a eu en Russie un état de choses plus désordonné, plus dangereux et plus déplorable. Il n'y reste pas la moindre trace de bonne foi, d'honneur, de confiance, de pudeur et de justice. »

Nul doute que tant de témoignages, si unanimes, si conformes, ne soient dignes de foi, et quand on voit que, loin de péricliter, la puissance russe a sans cesse grandi, n'est-il pas permis de supposer que cette situation, qui serait anormale dans tout autre état, est régulière dans ce pays singulier.

VI.

Ce ne fut pas seulement à l'intérieur que l'avènement au trône d'Elisabeth ouvrit une ère nouvelle. Sous son règne, la Russie entra véritablement pour la première fois, et définitivement, dans la sphère des grandes puissances de l'Europe. Jusque là cet empire, à peine sorti de la barbarie, et qui n'avait pas conscience de l'emploi qu'il pouvait faire de ses ressources formidables, était resté comme en dehors du monde civilisé. Les questions d'équilibre européen ne le touchaient pas. Il se contentait de défendre son indépendence, ou de s'agrandir en se querellant avec ses plus proches voisins, avec la Suède, avec la république de Pologne et avec la Porte Ottomane. L'empereur Charles VI, en obtenant de la czarine Anne la garantie de la pragmatique-sanction. qui assurait sa succession à sa fille Marie-Thérèse, lui fit faire un premier pas dans cette voie.

Mais, trop occupés chez eux par ces révolutions de palais, qui se succédèrent si rapidement, les Russes ne songeaient nullement à tirer parti de cette conjoncture si favorable pour la grandeur de leur pays. Il fallut en quelque sorte les forcer à sortir de cette inconcevable apathie, car, comme l'écrivait M. Finch en 1741, les nobles Russes ne voulaient rien avoir à démêler avec le reste de l'Europe.

Ce fut l'Angleterre qui pensa la première à apporter le poids de la Russie dans la balance de l'Europe. Les instructions de M. Finch (29 février 1740) lui enjoignaient spécialement de lier d'étroites relations d'amitié entre la Russie et la Grande Bretagne, et de resserrer l'alliance qui existait déjà entre la czarine Anne et la maison d'Autriche. Frédéric II eut la même pensée. Immédiatement après son avènement à la couronne, il travailla à se mettre en bonne intelligence avec le cabinet de Pétersbourg. Son envoyé, M. de Mardefeldt, fesait une cour assidue à Ostermann, qui, étant chargé des affaires étrangères, décidait à peu près exclusivement des rapports de la Russie avec les puissances étrangères. Ce ministre était très favorablement porté pour Frédéric II, et il ne consentit à faire un traité avec l'Angleterre, qu'à la condition que la Prusse, le Danemark et la Pologne y seraient compris: ce qui ne convenait nullement au cabinet anglais, comme nous l'apprend M. Finch dans sa dépêche du 1 octobre 1740.

Sur ces entrefaites l'empereur Charles VI vint à mourir (20 octobre). La nouvelle en arriva à Pétersbourg peu de jours après le décès de l'impératrice Anne;

et si l'on considère quelle était en ce moment la situation intérieure de la Russie, et l'engagement que cette puissance avait pris de garantir la pragmatique-sanction, on reconnaitra que jamais événement n'arriva plus mal à propos. M. Finch écrivait le 1 novembre 1740:

« Cette nouvelle a extrêmement alarmé et troublé le comte Ostermann. Il pense que tous les princes de l'Europe doivent à présent mûrement prendre en considération, si la maison d'Autriche doit être maintenue dans son intégrité, ou si elle doit être abandonnée, car il n'y a pas de moyen terme entre ces deux partis. Par dessus toutes choses, il est important de savoir si la France persistera dans la garantie de la pragmatique-sanction, ou non; car, si elle prend le dernier parti, il pense que toutes les puissances de l'Europe doivent unir leurs forces et leur coopération pour mettre la garantie à exécution. Un autre sujet d'appréhention pour Ostermann, c'est que le roi de Prusse semble jusqu'ici être lui-même son propre ministre, et agir seulement à son idée. Toute négociation entre l'Angleterre et la Russie suppose l'adhésion du roi de Prusse au traité. Dans le cas contraire, je comprends moi-même dans quels embarras cette cour se trouverait, et à quels ménagements elle serait obligée. »

Ce rapport dut grandement étonner le cabinet anglais, car il avait supposé un peu légèrement que la Russie prendrait plus au sérieux ses engagements. Ainsi Lord Harrington, un des secrétaires d'état pour les affaires étrangères, écrivait le 31 octobre à M. Robinson, ministre d'Angleterre à Vienne:

« L'Angleterre et la Hollande demeureront dans une étroite alliance avec l'Autriche, et le roi prendra les mesures les plus efficaces pour s'assurer du concours du roi de Prusse et de la czarine. »

Quant au roi de Prusse, il avait déjà pris son parti, et c'était de préférer son intérêt particulier aux

engagements solennels contractés par le feu roi son père; et, comme il connaissait mieux les Russes que ne fesaient les ministres anglais, il comptait bien que, s'ils ne suivaient pas son exemple, ils n'auraient guères plus à cœur le maintien de la pragmatique-sanction. Il est vrai que Frédéric avait une pauvre opinion des Russes. « L'esprit de la nation, a-t-il écrit, est un mélange de défiance et de fourberie; paresseux, mais intéressés, ils ont l'adresse de copier, mais non le génie de l'invention. Les grands sont factieux; les gardes, redoutables aux souverains; le peuple est stupide, ivrogne, superstitieux et malheureux. » D'ailleurs, dans les circonstances présentes, Ostermann l'eut-il voulu sincérement, la Russie n'était guères en état de s'occuper des affaires de ses voisins et alliés. Frédéric dit très nettement que, ce qui acheva de le déterminer à envahir la Silésie, ce fut la mort d'Anne. « Les apparences, dit-il, étaient que, durant la minorité du jeune empereur, la Russie serait plus occupée à maintenir la tranquillité dans son empire, qu'à soutenir la pragmatique-sanction. »

La neutralité de la Russie ne suffisait pas à Frédéric. Il voulait l'attirer de son côté, et la faire intervenir contre la reine de Hongrie. Tant qu'Ostermann restait chargé de la direction des affaires étrangères, toute tentative aurait été inutile, et Biren était naturellement porté vers la maison d'Autriche. Lorsque la princesse de Brunswick eut été déclarée régente, Frédéric commença à espérer, car le prince était son beau-frère et Munnich, premier ministre, pouvait être gagné. « Sous le prétexte de cette révolution, a-t-il écrit dans

son Histoire de mon temps, le roi envoya le baron de Winterfeldt en ambassade en Russie, pour féliciter le prince de Brunswick et son épouse de l'heureux succès de cette entreprise. Le vrai motif, l'objet caché de cette mission était de gagner Munnich, beau-père de Winterfeldt, et le rendre favorable aux desseins qu'on était sur le point d'exécuter: à quoi Winterfeldt réussit aussi heureusement qu'on le pouvait désirer.» M. Finch annonçait dans sa dépêche du 20 décembre 1740 l'arrivée du major Winterfeld, et quelques jours après, le 30 du même mois, il écrivait: «Munnich penche à croire que l'Autriche devrait d'une manière ou d'autre donner satisfaction à la Prusse et la gagner.» Si nous en croyons le ministre anglais, Frédéric ne tarda pas à récompenser de si bons sentiments: il donna à Malzahn, gendre de Munnich, une commission de colonel dans ses troupes, au feld-maréchal lui-même une bague de diamants, qu'il avait portée, et à son fils une terre sur l'Oder. Une telle générosité reçut bientôt le prix qu'elle méritait. Frédéric nous l'apprend lui-même. «M. de Winterfeldt, écrit-il, parvint, par le crédit du maréchal Munnich à conclure avec la Russie une alliance défensive: c'était tout ce qu'on pouvait désirer de plus avantageux dans ces circonstances critiques.» Peu de temps après Munnich fut destitué, et ce traité allait être anéanti par une alliance entre la reine de Hongrie, la Russie, les Etats-Généraux de Hollande et le roi de Pologne, qui eut accablé le roi de Prusse, lorsqu'éclata la révolution qui mit Elisabeth sur le trône.

Il était difficile de prévoir quelle politique sui-

vrait la Russie. Si l'influence de M. de la Chétardie eut été aussi grande qu'on l'a dit, nul doute qu'Elisabeth ne se fut alliée immédiatement à la France, et elle aurait envoyé au secours de Frédéric les troupes qui avaient été réunies en Livonie pour marcher contre lui. Lestocq était porté pour la France, mais Bestuchew, chargé, en sa qualité de vice-chancelier, de la direction des affaires étrangères, penchait vers l'Angleterre, et par conséquent vers la cour de Vienne. Quant à l'impératrice, « elle n'avait, dit Frédéric, de prédilection pour aucune des puissances; mais elle se sentait de l'éloignement pour la cour de Vienne et pour celle de Berlin. Antoine-Ulrich, le père de l'empereur qu'elle avait détrôné, était cousin-germain de la reine de Hongrie, neveu de l'Impératrice-douairière, et beau-frère du roi de Prusse; et elle appréhendait que les liens du sang ne fissent agir ces puissances en faveur de la famille sur la ruine de laquelle elle avait établi sa grandeur. » Néanmoins, à la longue, Bestuchew aurait surmonté les répugnances d'Elisabeth, et la Russie, alliée à l'Angleterre et au cabinet de Vienne, se serait déclarée contre la Prusse qu'elle aurait pris à dos. De jour en jour l'influence anglaise gagnait du terrain; l'éloignement de l'impératrice pour les affaires était mis adroitement à profit par Bestuchew, qui restait maître d'engager la Russie à son gré, pourvu qu'il y mît du temps. A ce propos M. Wich, le nouveau résident anglais, écrivait le 21 octobre 1742:

« Comme l'impératrice aime beaucoup la chasse et

qu'elle est très lasse le soir, les ministres ont rarement l'occassion de l'entretenir d'affaires.»

Pour combattre le cabinet de Versailles par ses propres armes, et contrebalancer les effets de sa libéralité dans une cour où l'argent disposait de toutes choses, le cabinet anglais avait autorisé son ministre à acheter à deniers comptant les consciences rebelles à reconnaitre la justice de la cause de la reine de Hongrie. C'était là la raison du zèle de Bestuchew pour l'alliance britannique, mais ce ministre prétendait être impuissant tant qu'il serait contrecarré par Lestocq, dont le crédit était encore considérable. M. Wich chercha à y mettre bon ordre. Il écrivait le 15 décembre 1742:

«J'ai amené une réconciliation entre Lestocq et les deux frères Bestuchew, et j'ai décidé le premier à accepter une pension de 600 liv. st. de sa Majesté le roi d'Angleterre. Il a été très content, et il m'a fait de grandes promesses, mais il est en même temps payé par la France.»

Cependant Elisabeth ne pouvait se résoudre à prendre aucun parti. L'union de Lestocq avec Bestuchew ne fut pas longue, et quoique, comme le dit le résident anglais, « l'impératrice haït et craignit le roi de Prusse, » elle ne pouvait se décider à s'engager dans une étroite alliance avec l'Angleterre, qui équivalait à une alliance avec la cour de Vienne. La fortune qui se plaisait à combler Frédéric de ses faveurs, vint encore à son aide en cette circonstance.

Le marquis de Botta-Adorno était ambassadeur de la reine de Hongrie, et il employait tous ses soins à

gagner la Russie à la cause de sa maîtresse. Ses efforts n'aboutissaient à rien, et il s'imaginait sans doute que, si Ivan remontait sur le trône, il aurait meilleur marché du cabinet russe, et que son appui serait acquis à la cause de Marie-Thérèse. Que tels fussent ses sentiments, cela est vraisemblable et naturel, mais que, sur ce principe, il ait trempé dans une conspiration pour renverser Elisabeth, c'est ce qui n'est pas démontré. Tout au plus encouragea-t-il les dispositions de quelques mécontents de ses amis. Quoiqu'il en soit, beaucoup de personnes, et de la première qualité, furent accusées d'être entrées dans un complot ourdi par l'ambassadeur d'Autriche, qui était parti depuis plusieurs mois pour Berlin, où il venait d'être accrédité. Rien ne prouve que tous ceux qui furent condamnés par l'inquisition secrète fussent coupables. Il est permis de supposer que cette conspiration ne fut qu'une des péripéties de la lutte engagée entre deux cabales opposées, entre Lestocq et Bestuchew. Le premier échoua à renverser le chancelier, et un grand nombre de victimes, et dans le nombre plusieurs femmes de la première distinction, expièrent dans les supplices ou dans l'exil, le mauvais succès du parti des vieux Russes uni à Lestocq.

La reine de Hongrie eut le tort de n'avouer ni de désavouer son ministre. Frédéric refusa de recevoir le marquis de Botta coupable d'un si grand crime, et il s'efforça de mettre à profit la colère d'Elisabeth contre le cabinet de Vienne. Après bien des longueurs, M. de Mardefeldt, son ministre, ne put obtenir qu'une garantie

des états prussiens, qui, selon le témoignage de Frédéric, était conçue en termes si vagues, qu'il ne valait pas la peine de l'avoir. Le roi de Prusse attribuait à Bestuehew ses mauvais succès diplomatiques à Pétersbourg. Le cabinet de Versailles n'était pas moins mécontent de ce ministre, qui avait mis obstacle aux avantages que la France comptait retirer des services rendus à l'impératrice par M. de la Chétardie. Cet ambassadeur fut renvoyé en Russie avec la mission de faire renvoyer Bestuchew. Comme la France et la Prusse étaient unies, et qu'elles avaient les mêmes intérêts à Pétersbourg, M. de Mardefeldt reçut l'ordre de seconder M. de la Chétardie.

Frédéric, mettant à profit les loisirs que lui fesait la paix de Breslau, venait de donner de sa main une femme au grand duc héritier d'Elisabeth. Frédéric s'en vante comme d'un grand succès, et il parle de ce mariage comme d'un des fondements de la sûreté de la Prusse. « Une grande duchesse de Russie, disait-il, élevée et nourrie dans les terres prussiennes, devant au roi sa fortune, ne pouvait le desservir sans ingratitude. » Qu'on ne s'étonne pas d'entendre Frédéric donner tant d'importance à cette alliance indirecte avec Elisabeth. N'a-t-il pas écrit ces paroles dans ses admirables mémoires qu'on peut regarder comme son testament politique: « De tous les voisins de la Prusse, l'empire de Russie mérite le plus d'attention, comme le plus dangereux: il est puissant, et il est voisin; ceux qui a l'avenir gouverneront la Prusse seront également dans la nécessité de cultiver l'amitié de ces barbares. »

Elisabeth n'avait que trente trois ans à son avénement au trône, mais elle était décidée à ne pas se marier. « Cette princesse, dit Frédéric, préférant sa liberté aux lois du mariage, trop tyranniques selon sa façon de penser, pour affermir son gouvernement appela son neveu, le jeune duc de Holstein, à la succession. » Il arriva à Pétersbourg le 5 février 1742, et le 7 novembre suivant, après qu'il eut embrassé la religion grecque, l'impératrice le déclara son successeur, et lui conféra le titre de grand duc de Russie. Le duc de Holstein-Gottorp n'avait encore que treize ans, — il était né le 21 février 1728, — et déjà Elisabeth songeait à lui trouver une femme, afin de s'assurer d'une lignée. « Quoique son choix ne fut pas fixé, dit Frédéric, son penchant la portait à donner la préférence à la princesse Ulrique de Prusse, sœur du roi. La cour de Saxe avait dessein de donner la princesse Marianne, seconde fille d'Auguste, au grand duc, pour gagner du crédit, à la faveur de cette alliance, auprès de l'impératrice. Rien n'était plus contraire au bien de l'état de Prusse, que de souffrir qu'il se formât une alliance entre la Saxe et la Russie, et rien n'aurait paru plus dénaturé que de sacrifier une princesse du sang royal pour débusquer la saxonne. On eut recours à un autre expédient. De toutes les princesses d'Allemagne en âge de se marier, aucune ne convenait mieux à la Russie et aux intérêts prussiens que la princesse de Zerbst.... Nous n'entrerons pas dans les détails minutieux de cette négociation; il suffit de savoir qu'il fallut employer plus de peine pour

lui faire prendre de la consistance, que s'il se fut agi de la chose la plus importante. Le père de la princesse même y répugnait.... En Russie, M. de Mardefeldt cacha si bien au chancelier Bestuchew les ressorts qu'il mettait en jeu, que la princesse de Zerbst arriva à Pétersbourg au grand étonnement de l'Europe, et que l'impératrice la reçut à Moscou avec toutes les marques de satisfaction et d'amitié.» La princesse Sophie d'Anhalt-Zerbst, car elle ne prit le nom de Catherine, sous lequel elle est devenue si célèbre, qu'en embrassant la religion grecque, était née le 2 mai 1729 à Stettin, dont son père était gouverneur. Par sa mère, née princesse de Holstein, elle était parente du grand duc. Son mariage avec l'héritier de la couronne fut déclaré aussitôt après son arrivée à Pétersbourg dans le mois de février 1744, et célébré le 1 septembre de l'année suivante.

En attendant que la future grande duchesse de Russie fût en état de rendre à Frédéric les services qu'il attendait d'elle, et que, soit dit en passant, il attendit toujours en vain, il eût vu avec satisfaction la chûte du ministre qui était, à ce qu'il croyait, le principal obstacle à une étroite union entre la Prusse et la Russie. M. de Mardefeldt, en digne serviteur de son maître, fut assez adroit pour ne pas être compromis par l'échec de M. de la Chétardie, et il put rester à Pétersbourg; mais Bestuchew ne lui pardonna pas, non plus qu'à son souverain, d'avoir trempé dans des manœuvres qui tendaient à le renverser.

En revanche, le ministre d'Angleterre se trouva presqu'en faveur, et il travailla plus que jamais à per-

suader à la cour de Russie d'entrer dans une plus étroite alliance avec le roi George II, sans pouvoir vaincre l'indifférence de l'impératrice, et aussi celle de la nation. M. Tyrawly écrivait le 10 septembre 1744:

«La noblesse russe, le clergé et le peuple entier pensent réellement qu'ils sont trop puissants pour qu'on les attaque sur leur propre territoire; et ils sont d'avis que ce qui se passe dans le reste de l'Europe ne les regarde pas, et n'importe en rien à cet empire. C'est une erreur que nous devons nous attacher à détruire, si nous le pouvons, quoiqu'elle soit fort enracinée; c'est sur ce fondement, et sur les assurances que lui donne M. de Mardefeldt qu'il est immuable, que le roi de Prusse base tous ses projets présents.»

Ce n'était pas l'opinion de Bestuchew. Tout entier à ses rancunes contre le roi de Prusse, il imagina un projet qui devait, à ce qu'il imaginait, décider sa maîtresse à sortir de son indifférence. Voici ce qu'écrivait M. Tyrawly le 8 octobre 1744:

«Je dois dire à votre seigneurie dans la plus grande confidence que le plan de Bestuchew est de persuader à l'impératrice d'enlever la Prusse à son souverain présent, et de la donner aux Polonais, qui abandonneraient en échange à la Russie les provinces de Pleskow et de Smolensk. Nous espérons que l'impératrice pourra être amenée à approuver ce plan par un motif de religion, car elle fait une grande montre de ses sentiments religieux, et par cette mesure elle mettrait sous sa domination un grand nombre de chrétiens grecs. Le clergé approuvera sûrement ce projet, et je crois que c'est le seul qui puisse entraîner l'impératrice à faire la guerre.»

Contre l'attente de Bestuchew et du résident anglais, ce plan insensé, ridicule, ne séduisit pas Elisabeth, et ne réussit pas à la tirer de son apathie. Il y avait d'ailleurs une bonne raison pour qu'elle ne se je-

tât pas dans des projets si vastes. Ses profusions de toute sorte avaient mis à sec le trésor public, et M. Tyrawly finissait par arriver à la conclusion que ses embarras d'argent étaient si pressants qu'il n'y avait que l'appât de subsides énormes qui pût influencer l'impératrice et la résoudre à faire la guerre, n'importe à qui.

Frédéric le savait bien, et, comme il n'était pas assez riche pour acheter l'alliance et les secours de la Russie, il se contenta de bien payer les ministres d'Elisabeth, et de se concilier par là, sinon leurs bons offices, du moins leur inaction et leur neutralité. Dans cette vue, il fit remettre vingt cinq mille écus à partager entre Bestuchew et le vice-chancelier Woronzow. De son côté, Marie Thérèse, qui n'avait pas moins besoin de l'amitié des ministres russes, mais qui avait moins d'argent que Frédéric, leur envoya des bagues de prix. Il est vrai que la reine de Hongrie et le roi de Prusse se trouvaient de nouveau dans une situation à ne négliger l'appui d'aucune puissance. Frédéric, inquiet des avantages que la cour de Vienne avait remportés depuis qu'il avait posé les armes, et craignant toujours qu'elle ne lui réclamât la Silésie, malgré la cession qui lui en avait été faite par le traité de Breslau, venait de s'allier étroitement avec la France; et, sans déclarer la guerre, sans en avoir le plus léger prétexte, il avait recommencé les hostilités en entrant en Bohême, où il se trouvait dans une position périlleuse. Le moment était favorable pour se tourner contre lui. Bestuchew qui, malgré l'argent qu'il avait reçu, n'avait pas oublié ses ressentiments, pressait vivement

Elisabeth de lui déclarer la guerre. Le résident anglais ne s'y épargnait pas non plus, et il recommandait chaudement l'exécution du beau plan du chancelier. Il écrivait le 2 février 1745:

« L'impératrice devrait bien se décider à partager la peau de l'ours, car l'occasion pourrait bien ne plus se présenter. Bestuchew se complait dans cette idée, mais il trouve que les arguments prussiens ont fait une trop forte impression sur Woronzow. »

Elisabeth demeura inébranlable, et le cabinet anglais, qui ne perdait pas l'espérance de l'entraîner, lui envoya lord Hyndford qui avait quitté Berlin depuis la rupture de la Prusse avec la reine de Hongrie. Cet ambassadeur, malgré ses magnifiques promesses et l'offre d'un subside immédiat, ne fut pas plus heureux que ne l'avait été M. Tyrawly. Peu de temps après son arrivée à Pétersbourg, lord Hyndford écrivait le 13 mai 1745:

« Je crains que la France n'offre à cette cour autant d'argent pour rester neutre que nous pouvons lui en donner pour la décider à agir; et vous pouvez bien penser laquelle des deux propositions sera acceptée de préférence. »

Et quelques jours plus tard, le 21 mai:

« L'impératrice ne consentira jamais à agir directement contre le roi de Prusse de concert avec les troupes de l'Autriche ou de la Saxe, et moins encore seule; car quelques personnes vont jusqu'à dire qu'elle le lui a promis en secret, qu'elle en a même fait le serment; et que c'est à son escient et avec son consentement qu'il a envahi la Bohême l'année dernière. Quoique l'impératrice montre tant de tendresse pour le roi de Prusse, seulement par dépit contre la reine de

Hongrie, pourtant elle est disposée à se déclarer et à agir ouvertement contre la France. »

Ce n'était pourtant pas par estime pour Frédéric qu'Elisabeth ne voulait pas prendre les armes contre lui, car elle disait, s'il faut en croire la dépêche de l'ambassadeur anglais du 3 novembre 1745:

« Le roi de Prusse est certainement un mauvais prince, qui n'a pas la crainte de Dieu devant les yeux; il tourne toutes les choses saintes en ridicule, et il ne va jamais à l'église: c'est le Nadir shah de la Prusse.»

Cette pieuse princesse ne disait pas tout. Ce n'était pas seulement les choses saintes que Frédéric avait le tort de tourner en ridicule. Ce mécréant n'épargnait rien, pas même les faiblesses de l'impératrice de Russie. Quelques années plus tard le ministre de Saxe, Lynar, écrivait:

« Il est bien vrai que cette princesse est fort estomaquée contre la cour de Berlin, surtout après que quelques heyduckes qui ont été au service du roi de Prusse, ont conté à leur retour que ce prince parlait d'elle sans aucun ménagement et d'une manière fort méprisable et déshonorante pour sa personne. Ces discours ont été rapportés par des femmes de chambre à sa Majesté impériale, qui n'aime déjà guères le roi de Prusse, parce que, suivant ses idées, et comme elle s'explique, ce prince n'a point de religion, qu'il ne fait aucun cas de la reine, qu'il ne veut pas vivre avec elle, qu'il n'a pas été sacré, défaut qu'on regarde ici comme très essentiel, et qu'il a encore d'autres qualités qui déplaisent souverainement. »

Lord Hyndford qui savait le respect qu'on doit aux femmes, surtout quand elles sont souveraines d'un grand empire, et qu'on a besoin de leur alliance, ne tombait pas dans le travers de Frédéric. Tout au con-

traire, il écrivait, le 30 novembre 1745, dans une dépêche qu'il savait sans doute devoir être ouverte en Russie:

« Votre seigneurie peut difficilement s'imaginer comme l'habit d'officier sied bien à l'impératrice. Je suis persuadé que les gens qui ne l'auraient pas connue l'auraient prise pour un officier, si ce n'avait été sa jolie figure. En effet, sa Majesté a le cœur d'un homme et la beauté d'une femme, et elle mérite l'admiration du monde entier. »

Cependant Frédéric se tirait merveilleusement des pas les plus difficiles. La campagne de 1745 prouva qu'il était le plus habile capitaine de son temps, et les victoires de Hohenfriedberg et de Sorr lui permirent de faire une paix tout à la fois avantageuse et honorable, d'abord avec l'Angleterre, puis quelques mois après, à Dresde, avec l'Autriche. Alors, comme s'il ne devait plus jamais avoir besoin de l'alliance de la cour de Russie, il acheva, par un trait qui révéle un des plus laids côtés de son caractère, de s'aliéner Bestuchew. Le chancelier n'avait pas encore pardonné à M. de Mardefeldt, et par conséquent au roi son maître, d'avoir été d'intelligence avec M. de la Chétardie. « A ce sujet de haine s'en joignait un autre, dit Frédéric dans l'histoire de la guerre de sept ans. L'an 1745, lorsqu'en automne le Roi entra en Saxe, avant que la bataille de Kesseldorf se donnât, M. de Mardefeldt eut ordre d'offrir quarante mille écus à M. de Bestuchew, pour que la Russie ne se mêlât point de cette guerre, et après la paix de Dresde, par une économie déplacée, ou soit par un effet d'inimitié person-

nelle, M. de Mardefeldt se dispensa de payer cet argent au grand chancelier; ce qui fit que ce ministre comprit dans la haine qu'il avait pour M. de Mardefeldt tout ce qui avait le nom prussien. Pour se venger de ces offenses personnelles, il engagea l'impératrice à conclure une alliance avec les cours de Vienne et de Londres.»

Bestuchew avait d'autant plus de sujet d'être fâché de n'avoir pas reçu ce qui lui avait été promis, lorsque le roi de Prusse avait besoin de lui, qu'il se trouvait en ce moment dans les plus pressants embarras d'argent. Il demandait à l'ambassadeur anglais, sinon une gratification, tout au moins un prêt à longue échéance et sans intérêts. Lord Hyndford qui rapporte sérieusement cette demande dans sa dépêche du 27 septembre 1746, ajoute: «mon ami est certainement dans la plus grande détresse imaginable: il doit à tout le monde.» Mais, depuis que le roi de Prusse avait fait la paix avec l'Autriche et s'était retiré de la lutte, l'Angleterre se souciait moins de l'alliance du cabinet de Pétersbourg, et Bestuchew dût trouver un autre expédient pour payer ses dettes.

La guerre générale tirait à sa fin. Les grandes puissances, qui y avaient pris part, étaient lasses, quelques unes étaient épuisées, toutes soupiraient après le repos; et la paix fut conclue à Aix-la-Chapelle en 1748. Si peu satisfaite qu'eut été l'Angleterre de l'impératrice Elisabeth, on tenait néanmoins à ne pas se l'aliéner; on voulait au contraire lui être agréable, et cette considération fut cause que pour la première fois

cet empire prit place au rang des grandes puissances. Le duc de Newcastle, secrétaire d'état pour les affaires étrangères, écrivait le 2 février 1748 à Lord Sandwich, un des plénipotentiaires anglais :

« Vous connaissez l'aversion de la czarine pour tout ce qui touche le roi de Prusse; combien elle a été, et elle est encore offensée de l'article qui a été inséré dans les préliminaires relativement à la garantie de la Silésie et de Glatz. Et si le roi de Prusse est invité à accéder au traité, et que l'on n'y invite pas la czarine, elle usera de toute son influence et de son crédit à Vienne, et ils y sont très grands, pour nous créer de nouveaux embarras.

La Russie fut donc une des puissances signataires du traité d'Aix-la-Chapelle, et elle se trouva par là avoir beaucoup gagné à une guerre, dans laquelle elle n'avait pris en réalité aucune part. Pour la cour de Vienne cette paix n'était qu'une trève. Elle n'avait posé les armes que par l'impuissance de continuer la guerre, avec la pensée de la recommencer aussitôt qu'elle serait en état de le faire. Marie-Thérèse était femme, et par conséquent vindicative et vaine. Elle avait, en perdant la Silésie, reçut une offense qu'elle ne pouvait ni oublier ni pardonner, et pour elle la paix n'avait qu'un avantage, celui de pouvoir se préparer à loisir à reconquérir une province à laquelle elle tenait par une foule de considérations. Toujours occupée à se mettre en état de reprendre la lutte avec avantage contre la Prusse, la cour de Vienne mit tout en mouvement pour rendre son union avec la Russie plus étroite, et pour brouiller l'impératrice Elisabeth avec le roi de Prusse. Cela ne lui fut pas difficile, d'autant plus que Bestuchew, qui lui

non plus n'avait pas oublié ses sujets de ressentiment contre Frédéric, ne cherchait que des prétextes pour troubler la bonne intelligence entre la Russie et la Prusse. L'occasion s'en présenta bientôt. Une triple alliance venait d'être conclue entre la France, la Prusse et la Suède. Le cabinet de Pétersbourg en prit ombrage, et les choses en vinrent au point que les Russes, non contents de rassembler des troupes en Finlande, établirent des camps considérables en Livonie vers la frontière de la Prusse. Comme l'ascendant de la cour de Vienne augmentait de jour en jour à Pétersbourg, il fut aisé à Marie-Thérèse de faire rompre toute correspondance entre la Russie et la Prusse. Les ménagements que Frédéric gardait soigneusement dans ses relations avec l'impératrice n'empêchèrent pas que les choses en vinssent bientôt à un éclat. A la fin de 1750 le ministre de Russie à Berlin quitta son poste sans prendre congé, et Frédéric dut rappeler son chargé d'affaires à Pétersbourg.

Quelques années se passèrent sans amener d'évènement marquant, mais tout annonçait que la paix générale ne serait pas de longue durée. Quoique les relations de l'Angleterre et de la cour de Vienne d'un côté, et de l'autre celles de la Prusse et de la France se fussent singulièrement refroidies; qu'il y eut de part et d'autre de sérieux sujets de mécontentement, on restait néanmoins des deux côtés sur le même pied. Le cabinet de St. James n'était pas resté en arrière de la cour de Vienne pour gagner l'appui de la Russie. A la demande de l'Angleterre, et sur la promesse d'un subside;

la Russie devait dans la prévision d'une nouvelle et prochaine guerre avec la Prusse, rassembler en Livonie une armée de 60,000 hommes pour faire une diversion par terre, en même temps qu'une flotte jetterait des forces considérables par mer. Ce plan semblait sourire à la cour de Pétersbourg. Il avait été accueilli avec empressement; les conditions et les articles en avaient été longuement débattus, et il semblait qu'il ne restait plus qu'à y apposer la signature de l'impératrice. Pourtant la conclusion de cette convention était retardée de jour en jour sur les prétextes les plus frivoles. Aux pressantes instances du cabinet anglais, M. Guy Dickens, son représentant à Pétersbourg, répondait dans les premiers jours du mois de mars 1755:

«L'aversion du grand chancelier pour les affaires est aussi grande que celle de l'impératrice sa maîtresse. Si le grand chancelier suivait mes avis, au lieu d'écrire des mémoires, qui ne sont pas lus, il ne resterait pas dans son lit jusqu'après midi, mais il se trouverait à dix heures du matin dans l'appartement de l'ancien favori, le comte Alexis Rasumowski, où l'impératrice va et vient souvent, et il aurait assez d'occasions de presser sa décision sur les affaires qui restent en suspens. Depuis plusieurs mois elle n'a pas trouvé un moment de loisir pour s'occuper d'affaires.»

Et encore dans sa dépêche du 11 mars:

«Depuis mercredi passé nous n'avons pas eu moins de trois bals masqués et d'un opéra, et il n'y a pas un jour de cette semaine qui ne soit marqué par un divertissement d'une espèce ou d'une autre. La semaine prochaine commence le carême, où tout le monde priera et jeûnera; et la semaine d'après la moitié de la ville sera malade, comme d'habitude, pour avoir passé sans transition d'une vie de plaisir à une excessive abstinence: de sorte que d'ici à trois semaines il ne faut pas s'at-

tendre que l'on fasse ici le moindre usage de plume, de papier, ou d'encre. J'espère qu'ensuite les choses iront mieux, car l'impératrice ne peut pas passer sa vie à genoux, et d'autres divertissements auront leur tour.»

Néanmoins M. Guy Dickens écrivait le 25 mars:

«Rien ne marche. Cela vient de la diminution du crédit du grand chancelier, ou de l'aversion croissante de l'impératrice pour les affaires, ou de l'un et de l'autre, ce qui est plus vraisemblable. Le grand chancelier ne voit jamais l'impératrice et ne lui parle jamais en particulier. Tout se fait par écrit: le grand chancelier adresse des mémoires au jeune favori Ivan Schouwalow, qui les présente à l'impératrice lorsqu'elle se trouve d'humeur à s'occuper d'affaires.»

Ces détails sont sans doute exacts, mais Bestuchew trouvait trop son compte à cet état de choses pour le faire changer. Par le fait il conduisait les affaires comme il l'entendait, et il n'était pas fâché d'avoir de pareils prétextes pour couvrir son jeu et tromper le ministre anglais, qui écrivait le 4 avril:

«Le grand chancelier lui-même se plaint de cet état des affaires et de ces délais. Une telle manière de procéder, m'a-t-il, était une prostitution de leur crédit et de leur réputation aux yeux de leurs amis et de leurs ennemis, mais il n'y connaissait pas de remède; car, depuis ma dernière dépêche, le jeune favori, par les mains duquel passent à présent toutes les affaires grandes et petites, a été très malade pour s'être trop échauffé dans la vie de bacchanale que l'on a menée ici dans l'avant-dernière semaine. De sorte que, jusqu'à ce qu'il soit parfaitement rétabli, il ne faut pas s'attendre que l'impératrice songe à aucune affaire.

Et le jour suivant, le 5 avril:

«L'indisposition du jeune favori s'est changée en un rhumatisme qui occupe entièrement les soins et les pensées de la cour.»

M. Guy Dickens comprenait la juste impatience de son gouvernement; il comprenait aussi qu'il y avait un peu de sa faute si les affaires de l'Angleterre n'étaient pas mieux faites à Pétersbourg. Les raisons qu'il en donne, en demandant à être rappelé, méritent d'être rapportées, car elles peignent incidemment la cour de Pétersbourg. M. Guy Dickens écrivait donc le 18 février 1755:

« Sa Majesté devrait avoir à cette cour un ministre dans toute la force de l'âge, car, dans la manière de penser de ce pays-ci, il ne faut pas qu'un ministre étranger manque à une réception à la cour, à un bal, à une mascarade, à une comédie, à un opéra, ou à tout autre divertissement public. Il semble que ce soit à leurs yeux le principal objet de sa mission. A mon âge, je ne peux mener ce genre de vie, et pourtant je reconnais que cela est absolument nécessaire. »

Le successeur que le cabinet anglais donna à M. Guy Dickens était véritablement fait par ses goûts et par le tour de son esprit pour briller et réussir dans une cour comme celle de Pétersbourg, et par sa capacité éprouvée il pouvait autant qu'homme du monde y servir les intérêts de son pays. Sir Charles Hanbury Williams venait de résider plusieurs années à la cour de l'électeur de Saxe, roi de Pologne. C'était un homme d'un esprit éminent, et qui, avant d'entrer dans la carrière diplomatique, avait joué un rôle dans le parlement où il était au nombre des plus fermes adhérents de sir Robert Walpole, son ami intime. Ses instructions, à la date du 11 avril 1755, ne laissent aucun doute sur le but de sa mission. Elles lui enjoignaient de décider à tout prix la Russie à entrer résolument en campagne,

aussitôt que la guerre éclaterait. A ce propos, on lui disait :

« Il n'est pas probable que les différends entre l'Angleterre et la France s'arrangent à l'amiable, et par conséquent, comme l'affirment ouvertement les ambassadeurs français à Londres et à la Haye, une guerre générale s'en suivra. Par cette raison, et par ce que le traité conclu avec la Russie en 1742 expire en 1757, il faut en faire promptement un autre. A cette occasion, il sera convenable de convaincre les Russes qu'ils resteront une puissance asiatique, s'ils demeurent en repos et s'ils laissent le roi de Prusse mettre à exécution ses plans ambitieux, dangereux, et, depuis longtemps concertés, d'agrandissement. Sa Majesté vous a autorisé, par vos pleins-pouvoirs et vos instructions, à faire ce qui sera nécessaire de sa part pour prévenir un tel malheur. »

Le cabinet anglais tenait d'autant plus à entrer dans une étroite alliance avec la Russie que la cour de Vienne en fesait en quelque sorte la condition *sine qua non* de sa coopération à la guerre que l'Angleterre allait infailliblement avoir avec la France. Le premier ministre autrichien déclarait nettement à M. Keith que Marie-Thérèse « assisterait le roi d'Angleterre en Flandre et dans le Hanovre, où devait se porter vraisemblablement tout l'effort de la guerre continentale, seulement dans le cas où elle serait assurée de l'appui de la Russie contre la Prusse, — mais pas avant.» En effet, la cour de Vienne se souciait peu d'intervenir dans une lutte, où elle n'avait rien à gagner: ce qu'elle voulait uniquement, c'était écraser le roi de Prusse et lui arracher la Silésie. Pour arriver à ce résultat tant désiré, il lui fallait le concours de la Russie; Marie-

Thérèse y eut échoué, si elle était réduite à ses seules forces. Ainsi, disait Kaunitz, il fallait s'assurer à tout prix des Russes: c'était le seul moyen d'accabler l'ennemi commun, c'est-à-dire le roi de Prusse. L'Angleterre devait donc, si elle voulait pouvoir compter sur l'appui du cabinet de Vienne, avoir immédiatement à sa disposition l'armée russe cantonnée en Livonie, et lui faire faire une diversion contre le roi de Prusse dans le moment où les armées autrichiennes marcheraient contre lui. C'est ce que Kaunitz ne cessait de faire entendre sur tous les tons à l'ambassadeur anglais. Il s'exprimait encore plus nettement dans une note à la date du 1 juin 1755. «L'Angleterre, y disait-il, n'imagine pas sans doute que nous ne comprenions pas la grande différence qu'il y a entre un traité à faire et un traité conclu, entre soixante mille Russes sur le papier, cantonnés dans des lieux fort éloignés les uns des autres, et quatre-vingt mille Prussiens qui peuvent être rassemblés en quinze jours, et fondre sur les états de l'impératrice-reine.» La portée de ces raisonnements était trop claire pour n'être pas saisie par le cabinet anglais. La cour de Vienne ne songeait qu'à ses propres intérêts, et se souciait peu de ceux de son allié. Cependant la rupture entre la France et la Grande Bretagne était imminente; la guerre avait déjà commencé dans les mers de l'Amérique du Nord, et le cabinet anglais qui ne pouvait guères se passer de l'appui de l'Autriche sur le continent, en était réduit à presser la cour de Russie. Sir Charles Hanbury Williams ne s'y épargnait pas, mais sans plus de succès

apparent que n'en avait eu son prédécesseur. Néanmoins il avait bon espoir: il écrivait le 4 juillet 1755:

« Non seulement Bestuchew est favorable à une alliance avec l'Angleterre, mais Woronzow aussi a reconnu son erreur, et il est à présent convaincu que le roi de Prusse est la puissance dont la Russie doit être le plus jalouse, parce qu'il est son plus naturel et son plus redoutable ennemi. »

Sir Charles Hanbury Williams nous fait connaitre dans cette même dépêche, quelle était la nature des arguments dont il croyait qu'il fallait se servir avec les Russes; car il ajoutait:

«M. Olsufiow est l'âme de Woronzow, qui ne parle que comme il lui plait. Pour 500 ducats d'argent comptant et une pension de 500, je peux m'assurer de lui, et j'imagine que j'en tirerai bon parti. Funk, l'ambassadeur de Saxe, a la même influence; il sert sa cour fidèlement, mais il n'a pas touché ses appointements depuis neuf trimestres, et il se trouve souvent dans une grande détresse. Il servira fidèlement le roi pour la même somme que je propose de donner à Olsufiow. La troisième personne qu'il faut gagner est Wolkow, le secrétaire intime de Bestuchew. Un présent de 500 ducats et une pension de 250 me le livreront. Jusqu'à présent, je n'ai fait d'ouvertures qu'à Olsufiow.»

Le cabinet anglais approuva ces dispositions, et, quelques jours après, le 9 août, sir Charles Hanbury Williams eut la satisfaction d'annoncer à sa cour « qu'une convention venait enfin d'être signée avec la Russie, dont le principal objet était un appui contre la France et la coopération avec l'Autriche.» En conséquence, Bestuchew reçut, outre les cadeaux diplomatiques d'usage, 10,000 liv. st. A l'égard d'Olsufiow, il avait accepté avec reconnaissance ce qui lui avait été

offert. L'impératrice elle-même avait eu pour donner cette signature si longtemps différée des raisons personnelles que le ministre anglais n'ignorait pas, car il écrivait dans cette même dépêche:

« Il est certain que tout l'argent que cette cour doit recevoir par le premier article secret entrera dans la cassette privée de l'impératrice; et, comme elle bâtit à présent deux ou trois grands palais, elle a besoin d'argent pour les achever: c'est ce qui a considérablement contribué à terminer sitôt cette convention. »

Cela n'empêchait pas le trop confiant sir Charles Hanbury Williams d'ajouter ces lignes:

« L'aversion de l'impératrice pour la France et la Prusse devient chaque jour plus forte, et son attachement pour le roi d'Angleterre, et son allié la cour de Vienne, s'accroît au point que je m'engagerais, faible comme je suis, à l'aide de ces petits secours que j'ai demandés au roi, à mettre cette cour dans les mains de sa Majesté plus qu'elle n'a encore été dans celles d'aucun autre souverain, et que rien ne se fera ici de contraire au désir de sa Majesté, ou différent de ce qu'elle ordonnera.

« Le grand chancelier s'est très bien conduit. Il a montré une grande joie sur son visage, lorsque son avarice s'est trouvée satisfaite par les offres que je lui ai faites. Woronzow aussi a fait de son mieux. Sa Majesté devrait bien lui donner quelque chose de plus que les gratifications d'usage pour s'acheter une bague. Cinq cents liv. st. employées de cette manière auraient les meilleures conséquences pour le bon succès des affaires qu'on aura à traiter plus tard avec cette cour. »

Deux jours après, le 11 août, sir Charles Hanbury Williams écrivait:

« Le grand chancelier m'a assuré dans les termes les plus forts que toute augmentation du premier paye-

ment stipulé par le premier article secret serait extrêmement agréable, et imposerait une sorte d'obligation personnelle à sa Majesté impériale. Cette augmentation mettrait cette cour et l'impératrice entièrement à la disposition de sa Majesté. Cinquante mille liv. st., plus ou moins, pour l'usage particulier de l'impératrice, feraient un grand effet. En un mot, tout ce qui a été donné jusqu'ici est pour acheter l'appui des troupes de la Russie, mais cette dernière somme, si on la donne, achetera l'impératrice. »

L'ancien ami de Sir R. Walpole était bien l'ambassadeur qui convenait à la Russie. Malheureusement, le cabinet anglais n'était pas satisfait de la convention qu'il avait conclue, et pour le fonds et pour la forme. En premier lieu, sir Charles H. Williams avait consenti que cette convention fut d'abord signée par le roi d'Angleterre, et que son nom y fut placé le premier, ce qui était contraire au protocole en usage. En second lieu, il avait accepté, pour en finir, que les conditions relatives au mouvement des troupes, à l'époque du payement du subside, etc. fussent modifiés à l'avantage de la Russie. Le cabinet anglais avait d'autant plus sujet d'être mécontent de cette convention, qui ne liait à son égard l'impératrice de Russie que si cela lui convenait, qu'en réalité elle avait déjà pris les mêmes engagements, et sans restriction aucune, depuis plusieurs années avec la cour de Vienne. Par le quatrième article secret de son traité avec l'Autriche, la Russie s'obligeait à tenir 60,000 hommes en Livonie prêts à marcher aussitôt que la guerre éclaterait entre la Prusse et l'Autriche. Mais le cabinet anglais se préoccupait moins de la valeur réelle de cette convention

que de sa portée aux yeux du cabinet de Vienne qui, comme on a vu, l'avait en quelque sorte exigée. Le prince de Kaunitz en parut très satisfait. Peu importaient au cabinet de Vienne les conditions de cette convention; elle ne pouvait que déplaire au roi de Prusse et le détourner de se rapprocher de l'Angleterre, et cela lui suffisait.

Le cabinet anglais consentit donc à approuver la convention conclue par son représentant à Pétersbourg, mais il eut soin d'empêcher que Frédéric en prît ombrage: en la lui communiquant, sans être forcé par rien à le faire, il lui laissait une porte ouverte, s'il voulait se lier avec l'Angleterre. Quoique le cabinet de St. James attachât un grand prix à l'alliance de l'Autriche, et à sa coopération contre la France, il n'était nullement disposé à se sacrifier pour satisfaire les ressentiments de la vindicative Marie-Thérèse. Le secrétaire d'état pour les affaires étrangères, lord Holderness, définissait clairement la situation réciproque des deux cours, et la divergence de leur politique, quand il écrivait le 10 octobre 1755 au ministre anglais à Berlin: « Notre objet est la France; celui de l'Autriche est la Prusse. Elle ne nous aidera contre la France que si nous nous fesons un ennemi de la Prusse, et si nous l'aidons à reprendre ce qu'elle a perdu dans la dernière guerre. Assurément, dans notre situation présente, il y aurait de la folie à entrer dans de tels projets. » Ces sentiments du gouvernement anglais n'étaient pas un secret pour la cour de Vienne. L'impératrice-reine et son ministre Kaunitz prévoyaient que tôt ou tard la froideur,

qui n'avait pas cessé de régner entre les deux cours depuis le rétablissement de la paix, ferait place à une mésintelligence réelle. Pour se mettre en garde contre toutes les éventualités possibles, le cabinet de Vienne s'apprêtait à trouver des amis plus complaisans que n'étaient les Anglais, et qui auraient moins de répugnance à servir ses desseins contre le roi de Prusse. Ce fut du côté de Pétersbourg qu'il tourna d'abord ses regards. La meilleure harmonie régnait entre les deux impératrices qu'unissait une haine commune contre Frédéric. Comme jusque-là l'ambassadeur d'Autriche en Russie avait marché d'accord avec le ministre anglais, et l'avait même secondé dans la négociation de la convention qui avait été conclue, le cabinet de Vienne se servit d'un autre intermédiaire. Il envoya à Pétersbourg le comte de Zinzendorf sans mission apparente, et l'ambassadeur ordinaire parut jaloux, et inquiet de l'objet de son voyage. Sir Charles H. Williams ne l'était pas moins, et plus sincèrement, car dès les premiers jours il soupçonna qu'il se négociait entre l'Autriche et la Russie une alliance que l'on avait intérêt de tenir secrète à l'Angleterre.

Pendant ce temps-là le cabinet britannique avait communiqué à Frédéric la convention qu'il venait de conclure avec la Russie, et à laquelle il ne manquait plus que la ratification de l'impératrice. Le roi de Prusse n'avait pas attendu ce moment pour apercevoir la portée de cet acte, uniquement dirigé contre lui, et, avec la décision qui caractérisait toutes ses résolutions, il avait répondu à cette communication par des ouver-

tures qui ne tendaient à rien moins qu'à intervertir les rôles, et à le rendre l'allié de l'Angleterre, au lieu d'en être l'ennemi. En effet, le 16 janvier 1756, il signait un traité de garantie réciproque pour les états des deux puissances sur le continent.

Les négociations entre la Prusse et l'Angleterre n'avaient pu être tenues si secrètes qu'il n'en transpirât quelque chose. Le cabinet de Vienne en prit ombrage, car il soupçonnait déjà l'Angleterre de n'avoir qu'une très médiocre aversion pour le roi de Prusse, et il éveilla les susceptibilités de l'impératrice Elisabeth. Sir Ch. H. Williams écrivait le 17 février 1756 à lord Holderness:

«Je pense, et je peux sérieusement assurer à votre seigneurie, que le traité avec la Prusse n'aura pas de mauvaises conséquences dans cette cour. Je travaille jour et nuit à l'empêcher, et j'espère que mes peines ne seront pas inutiles.»

Cependant Elisabeth ne se pressait pas de ratifier la convention, et sir Ch. H. Williams écrivait deux jours après, le 19 février:

«La ratification attend depuis cinq semaines sur la table de l'impératrice, et je suis fâché d'avoir à ajouter que les deux chanceliers ont une si grande peur d'elle, qu'ils ne sont pas sur le pied de pouvoir rappeler à sa Majesté qu'elle a une signature à donner.»

Enfin, le 14—25 février la convention fut ratifiée par l'impératrice, mais il y fut ajouté une clause portant que «le traité qui venait d'être signé n'aurait de valeur que dans le cas où le roi de Prusse attaquerait les états du roi de la grande Bretagne, ou ceux de ses

alliés», ce qui le rendait tout à fait illusoire depuis l'alliance de l'Angleterre avec la Prusse. Bestuchew et Woronzow jurèrent que cette clause avait été ajoutée à leur insu, et que cela s'était fait dans l'appartement de Schouvalow. Le ministre anglais avait la faiblesse de croire ces excuses, et bien d'autres de la même force, et il écrivait:

«Bestuchew s'est querellé avec Ivan Schuvalow, ce qui a considérablement modifié l'état des choses dans cette cour. Le pouvoir d'Ivan augmente de jour en jour, et il faut absolument, dans l'intérêt de sa Majesté, gagner Pierre Schouvalow.

«Après avoir reçu le traité avec la Prusse, j'allai trouver Bestuchew qui me fit compliment sur cette nouvelle alliance; mais il ajouta, que l'impératrice trouverait certainement mauvais que ce traité eut été communiqué à l'ambassadeur d'Autriche à Londres avant de l'être à son ministre; et que toute nouvelle union entre le roi d'Angleterre et la Prusse ne pouvait qu'être très désagréable à sa Majesté impériale. A quoi je répondis, qu'un pareil traité ne pouvait blesser que la France, et les puissances qui seraient déjà disposées à se croire blessées. Il me répliqua: que dira à cela la cour de Vienne? Je répondis que, si le cabinet autrichien désirait réellement le maintien de la paix, il ne pouvait y trouver à dire. Je ne jugeai pas à propos de dire au chancelier que la conduite de l'Autriche avait été une des principales raisons qui avaient porté sa Majesté à cette alliance.

«Là dessus Bestuchew me donna très clairement à entendre qu'il n'avait pas encore reçu l'argent que je lui avais promis. Je l'assurai qu'il le recevrait certainement; mais, dans le cas où il en aurait besoin, et qu'il voulut servir de bon cœur le roi dans cette dernière affaire, et empêcher la jalousie que d'autres cours voudraient exciter dans le cœur de l'impératrice, je prierais le baron Wolff de lui avancer immédiatement ce que je lui avais promis. Il s'engagea à faire tout ce

que je désirerais; et, conformément à cette promesse, il envoya les dépêches du prince Galitsyn, qui étaient arrivées de Londres la nuit précédente et qui venaient seulement d'être déchiffrées, à l'impératrice, avec un commentaire que je lui dictai, dans lequel il disait que la convention de Pétersbourg avait déjà eu pour résultat les dispositions pacifiques du roi de Prusse, et, qu'en conséquence, il avait été obligé de faire des démarches vis-à-vis le roi qui avaient amené ce traité; et qu'il était aussi glorieux pour l'impératrice de maintenir la paix de l'Europe par un trait de plume que de la rétablir par une victoire. »

Woronzow se contenta de dire au ministre anglais avec une ironie, que sir Ch. H. Williams ne parait pas avoir sentie, « qu'il pouvait compter que si le roi de Prusse tentait de troubler la paix, l'impératrice remplirait dans ce cas tous ses engagements. »

Dans cette même dépêche, sir Ch. H. Williams se louait fort du concours et de l'appui que lui avait prêtés l'ambassadeur d'Autriche; et il la terminait en disant qu'il fallait, à tout événement, et quoiqu'il n'y eut rien à craindre, gagner Pierre Schouvalow, qui était très dangereux par son empire sur son parent le favori, et envoyer au général Apraxin un sabre que lui avait promis lord Hyndford. « Apraxin, dit-il, est capable de nuire, et il crie beaucoup dans une cour où tous les ministres sont d'une vénalité notoire et publique. »

Il semble en effet qu'Esterhazy n'était pas dans le secret des manœuvres du cabinet de Vienne, ou qu'il n'avait pas reçu d'instructions à ce sujet, car lorsque l'impératrice Elisabeth lui parla du traité de la Prusse, il répondit qu'il ne pouvait s'exprimer à ce sujet que

comme une personne privée, et qu'il croyait que ce traité pouvait maintenir la paix. C'est du moins ce qu'il raconta lui-même à sir Ch. H. Williams, et il ajouta, «que l'impératrice paraissait un peu piquée; elle lui dit qu'elle s'était attendue que le roi d'Angleterre et la cour de Vienne auraient formé quelque plan pour réduire la puissance du roi de Prusse, et qu'elle serait en tout temps disposée et désireuse d'y contribuer.»

Il est permis de douter de la sincérité de l'ambassadeur autrichien, mais assurément Elisabeth était de bonne foi dans sa haine pour le roi de Prusse. La convention qu'elle avait si récemment conclue avec l'Angleterre était pour elle comme non avenue; Frédéric était dans sa pensée formellement exclu de la catégorie des alliés de George II. Une seule chose rassurait complètement sir Ch. H. Williams, c'était le mauvais état de la santé de l'impératrice: on ne croyait pas qu'elle put encore vivre six mois, et la grande duchesse, qui régnerait assurément sous le nom de son mari, était tout-à-fait favorable à l'alliance de la Russie avec l'Angleterre, et elle insistait pour l'exécution de la convention. C'est ce que Williams écrivait le 19 février, et ce n'est pas la première fois que le nom et les opinions de la grande duchesse se présentent dans les dépêches.

Sir Ch. H. Williams ne s'était pas contenté d'acheter les services des ministres d'Elisabeth; il avait cherché un appui à l'alliance anglaise dans ce qu'on appelait à Pétersbourg la jeune cour, c'est-à-dire, dans le grand duc et la grande duchesse. Le premier n'était

pas compté pour beaucoup, et son hostilité ouverte contre Ivan Schouvalow et sa cabale ne lui permettait pas d'avoir grand crédit. Il n'en était pas de même de la grande duchesse, vers laquelle tous les regards se tournaient déjà. Bestuchew surtout s'attachait à lui être agréable. Ce n'est pas ici le lieu de raconter les singulières relations de sir C. H. Williams avec Catherine: ce qu'il nous suffit de savoir, c'est que, tout en étant très hostile à Frédéric, elle se montrait très favorable à l'Angleterre. Il écrivait le 2 octobre 1755:

«La grande duchesse s'est dernièrement ouverte à moi de ses sentiments à l'égard du roi de Prusse. Elle n'est pas seulement convaincue qu'il est l'ennemi naturel de la Russie, et le plus à redouter, mais il parait qu'elle a pour lui une haine personnelle. Elle m'a dit récemment, en parlant du prince de Prusse, qu'il n'a pas l'esprit du roi, mais quant à son cœur, il ne pouvait pas être aussi mauvais que celui de son frère, parce que le roi de Prusse était certainement le pire homme qui fût au monde.

«Elle ne parle jamais du roi d'Angleterre que dans les termes du plus profond respect et de la plus haute estime. Elle est entièrement persuadée de l'utilité d'une étroite union entre l'Angleterre et la Russie; elle appelle toujours sa Majesté le meilleur et le plus grand allié de l'impératrice, et elle se flatte que le roi accordera aussi son amitié et sa protection au grand duc et à elle-même.»

La grande duchesse était-elle sincère en s'exprimant ainsi sur le compte du roi de Prusse? Plus tard changea-t-elle d'avis, car l'exécution de la convention avec l'Angleterre équivalait à une alliance de la Prusse avec la Russie: peu importe. Dans ce moment, Catherine avait de tout autres préoccupations que les inté-

rêts politiques de son pays d'adoption, et on verra dans un autre endroit qu'elle n'avait rien à refuser à un ministre aussi disposé à la servir que l'était sir Ch. H. Williams. Aussi pouvait-il écrire le 11 avril 1756:

«La grande duchesse persiste dans ses sentiments, et elle cherche toutes les occasions de rendre au roi d'Angleterre tous les services qui sont en son pouvoir. Elle m'a avoué qu'elle fut frappée lorsqu'elle entendit parler pour la première fois du traité avec la Prusse; mais que, depuis qu'il lui a été expliqué par le chancelier et par moi, elle n'avait rien à dire contre; et qu'elle espérait que l'alliance entre l'Angleterre, l'Autriche et la Russie demeurerait ferme et resterait la politique des trois cours....

«L'activité de la grande duchesse est très grande. Elle a déclaré que quiconque tenterait de détruire l'union entre l'Angleterre, l'Autriche et la Russie n'était pas un ami de cet empire. Elle est aimée et déjà redoutée; et ceux qui sont sur le meilleur pied avec l'impératrice cherchent toutes les occasions de faire secrètement leur cour à son Altesse impériale.

«La santé de l'impératrice est loin d'être bonne. Elle aspire à la paix et au repos; elle est devenue très mélancolique, et elle mène une vie très retirée; et, tandis qu'autrefois elle ne laissait pas passer un jour sans se promener à cheval ou en voiture, elle n'est sortie qu'une seule fois pendant tout le dernier hiver.»

Déjà, quelques mois auparavant, sir C. H. Williams avait écrit le 2 octobre 1755:

«La santé de l'impératrice est mauvaise. Elle crache le sang; elle est asthmatique; elle tousse sans cesse; ses jambes sont enflées, et elle a une hydropisie de poitrine; néanmoins elle a dansé un menuet avec moi.»

Cependant une grande révolution se préparait dans le système politique de l'Europe; et le contre-coup s'en

fesait sentir sourdement à Pétersbourg. Sir C. H. Williams, aveuglé par ses mesquines préoccupations et par son excessive confiance en lui-même, persistait à fermer ses yeux à l'évidence. Il écrivait le 16 mars 1756:

« L'Autriche n'a rien fait ici contre le traité avec la Prusse. Esterhazy a toujours avec moi les mêmes manières amicales, et il me rapporte toutes les nouvelles qu'il peut recueillir. Wolkow, le secrétaire intime de Bestuchew, m'a dit que l'alarme que l'impératrice avait prise au sujet du traité avec la Prusse commence à s'effacer. »

Néanmoins, neuf jours après, le 27 mars, sir C. H. Williams apprenait qu'il y avait eu de longues délibérations dans le conseil, et qu'il y avait été mis en question, si la convention conclue avec l'Angleterre serait déclarée nulle en conséquence du traité fait par cette puissance avec la Prusse. Aucune résolution ne fut prise. Bestuchew avait fait des merveilles, fesait-il dire à Williams, mais il s'excusait de le voir, et lui promettait que tout finirait bien. C'était aussi l'opinion de ce dernier, et il la fondait sur le caractère d'Elisabeth. Il écrivait dans sa dépêche du 11 avril:

« L'aversion de l'impératrice pour la personne et la puissance du roi de Prusse éclate très souvent. Mais les passions de l'impératrice ne durent jamais longtemps; et quoique ce soit une rude tâche que de décider sa Majesté à quoi que ce soit, il est pourtant très aisé de l'empêcher de prendre une résolution. Tout son ministère réuni peut à peine faire la première chose, et le plus faible d'entre eux réussit facilement à faire la seconde. »

Le cabinet anglais savait mieux à quoi s'en tenir sur la situation présente, mais trompé par la confiance

de sir Ch. H. Williams, lord Holderness lui écrivait le 30 mars:

«Je peux vous dire en confidence que, si nous devons ajouter foi à des renseignements dignes de créance, la France a formé le projet, qui a été adopté à Vienne, d'attaquer avec de grandes forces le roi de Prusse dans le duché de Clèves, et le roi d'Angleterre dans le Hanovre; en même temps les Autrichiens feraient une diversion dans la partie de la Silésie qui a été cédée au roi de Prusse. Dans ce cas, l'Angleterre serait obligée de réclamer l'appui de la Russie, et une déclaration de l'impératrice de ce qu'elle ferait le cas échéant.»

En réponse à cette dépêche, sir Ch. H. Williams écrivait le 11 avril:

«Esterhazy a reçu, il y a trois jours, de nouvelles instructions, qui ont donné lieu à une grande consultation pour décider, si le traité avec l'Angleterre devait être tenu ou non. Woronzow a proposé de l'annuler; mais les deux Schouvalow, Ivan et Pierre, avaient été gagnés par la grande duchesse qui, à mon instante prière, s'est donné beaucoup de mal dans cette affaire, et ils ont combattu cette proposition. Bestuchew a parlé si fortement pour le maintien du traité, que l'impératrice lui en a fait des reproches qui ne l'ont pas fait faiblir. Six voix contre quatre ont prononcé en notre faveur; ce sont: le grand duc Pierre, Bestuchew, les deux Schouvalow, Apraxin, et Galitsyn; nous avons eu contre, Woronzow, le frère de Bestuchew, Troubetzkoy et Boutourlin.»

Rien ne pouvait désiller les yeux de Williams qui ajoutait dans la suite de cette dépêche:

«La cour de Vienne s'est plainte ici très fortement au sujet de l'abandon que le roi d'Angleterre fait de ses intérêts, et elle a été jusqu'à laisser entendre qu'elle pourrait être obligée de chercher d'autres alliés. Dans un billet que le chancelier a écrit à la grande duchesse, il lui dit que l'Autriche est si irritée contre

l'Angleterre, que cette cour était obligée de calmer et de flatter l'impératrice-reine, dans la crainte qu'elle ne fut entrainée à prendre des engagements avec la cour de Versailles. »

Le 1 mai suivant la France et l'Autriche signaient le traité de Versailles, et le 27 du même mois l'Angleterre déclarait en forme la guerre à la France. Quelle conduite tiendrait la cour de Pétersbourg dans cette occurrence? c'est ce qui préoccupait surtout Frédéric, qui demandait sans cesse, et avec anxiété, à l'envoyé anglais: Etes-vous sûrs, absolument sûrs des Russes? Il revenait toujours sur ce point avec insistance, non pas qu'il supposât que cette puissance pût se joindre à la France et à l'Autriche; il craignait seulement qu'elle restât neutre, et pour l'exécution du plan de campagne qu'il avait formé, il avait besoin de 30,000 Russes. «Je soupçonne, écrivait M. Mitchell en rapportant ses entretiens avec Frédéric, à voir l'inquiétude et les doutes que le roi laisse paraître, lorsqu'il s'enquiert de l'état de nos affaires à la cour de Russie, qu'il a été informé qu'elle ne nous est pas aussi favorable que j'avais sujet de croire qu'elle l'était, lorsque j'ai quitté l'Angleterre.» Sir Ch. H. Williams ignorait encore ce que ferait le cabinet russe, et ce n'était pas sans trouble qu'il écrivait le 29 mai 1756:

« Des troupes se rendent de toutes parts en Livonie. L'ordre a été donné de porter le chiffre de l'armée à 140,000 hommes: trente six régiments d'infanterie, trois de cavalerie, cinq de hussards, vingt mille cosaques, et un train d'artillerie en proportion. Plusieurs généraux sont déjà partis pour Riga. «

Quelques jours après, le 5 juin, il écrivait encore:

« L'inimitié personnelle de l'impératrice contre le roi de Prusse est si peu dissimulée qu'elle éclate en toute occasion, et les traits qui sont directement dirigés contre ce monarque, sont vivement relevés par la czarine et ses ministres. »

Cependant M. Keith mandait de Vienne qu'il avait raison de croire que l'Autriche et la Russie étaient liées de la manière la plus forte, et qu'elles agissaient de concert en toute chose. Elles voulaient seulement tromper l'Angleterre et l'endormir dans une fausse sécurité, jusqu'à ce que leurs préparatifs fussent terminés. Nous savons par une autre source qu'à ce moment la cour de Vienne avait déjà fait passer un million de florins en Russie. Sir Ch. H. Williams se contentait de se reposer dans la fidélité de Bestuchew, qui fesait le malade et se retirait à la campagne, sous prétexte de rétablir sa santé: et, comme les mouvements de troupes avaient été interrompus, parce que la cour de Vienne ne voulait rien entreprendre cette année, il espérait que tout s'évanouirait en fumée. C'est ce qu'il mandait à son gouvernement: il était plus sincère en écrivant à son collègue de Berlin, « que la situation était entièrement changée à Pétersbourg, et qu'on avait répondu aux Suédois que les armements de la Russie n'étaient pas dirigés contre eux.» Dans le même temps l'ambassadeur russe à Londres, le prince Galitsyn, persistait maintenir que le *casus fœderis* n'existait que dans le cas où le roi de Prusse attaquerait les états du roi d'Angleterre ou de ses alliés, et Frédéric croyait savoir

qu'Elisabeth s'était engagée à assister l'impératrice-reine dans le cas où elle serait attaquée par la Prusse.

Ce n'était pas seulement contre l'Autriche que l'Angleterre avait à lutter à Pétersbourg; la France y avait insensiblement repris depuis peu de temps une grande influence. Quelques années auparavant, M. du Chatelet, ambassadeur de France à Londres, ne voulant pas souffrir que le comte Tchernichew lui disputât la préséance, l'avait violemment chassé de la place qu'il avait prise dans une fête. Ce ministre avait humblement supporté cette insulte; mais sa maîtresse, l'impératrice Elisabeth, avait rompu avec la France, et avait rappelé son ministre accrédité à Paris. Lorsque le cabinet de Versailles commença à négocier une alliance avec l'Autriche, il voulut rétablir ses relations avec la cour de Pétersbourg. Un certain chevalier Douglas, accompagné du fameux chevalier d'Eon, se rendit en Russie comme simple voyageur, avec ordre de ne présenter ses lettres de créance, que dans le cas où il trouverait l'impératrice disposée à le bien accueillir. Douglas s'acquitta de sa mission avec beaucoup d'adresse, et les relations aussitôt rétablies entre les deux cours, devinrent bientôt très étroites. Sir Ch. H. Williams écrivait le 7 octobre 1755:

« Un M. Douglas est arrivé ici de Paris. Le soupçonneux ambassadeur d'Autriche lui a demandé, ce qu'il comptait faire en Russie? Il a répondu: je suis venu par le conseil de mon médecin qui m'a recommandé d'essayer pour ma santé d'un climat froid. »

Le 15 juin de l'année suivante sir Ch. H. Williams écrivait à M. Mitchell à Berlin, «que les intrigues secrè-

tes de Douglas avaient tout autant contribué que les efforts de l'Autriche à éloigner la cour de Russie de l'alliance anglaise »; et, le 9 juillet, il écrivait à lord Holderness:

« Bestuchew m'a dit: notre malheur est que nous avons à présent un jeune favori qui sait parler français, et qui aime les français et leurs modes. Il veut voir une grande ambassade française arriver dans cette cour. Son pouvoir est si grand que parfois il est impossible de lui résister.

« Ce qu'il y a de plus surprenant, c'est qu'il est certain que la résolution de faire des démarches pour être dans une meilleure intelligence avec la cour de Versailles a été prise ici longtemps avant qu'il fût question d'un traité entre l'Angleterre et la Prusse, et uniquement pour contenter le jeune comte Schouvalow, qui est décidé à avoir un ambassadeur français à cette cour. Bestuchew ne savait rien de cette démarche, ou il a seulement exécuté les ordres formels de l'impératrice. »

C'était en effet par l'influence d'Ivan Schouvalow que la France avait pris quelque crédit à la cour de Pétersbourg et auprès d'Elisabeth. Douglas avait préféré faire sa cour aux puissances du jour, tandisque le ministre anglais s'en tenait à espérer la mort prochaine de l'impératrice et à être agréable aux futurs souverains de la Russie. Il écrivait le même jour, le 3 juillet:

« Le dévouement de la grande duchesse pour le roi d'Angleterre, la probabilité de son prochain avénement au trône, et la certitude qu'elle agira parfaitement bien lorsqu'elle sera sur le trône, donnent de l'importance à toutes ses paroles. Elle est très inquiète des bruits qui courent d'une alliance avec la France, et de l'arrivée d'un ambassadeur français. Elle m'a offert de

faire tout ce que je pourrais lui suggérer pour l'empêcher. J'ai appelé son attention sur les dangers qui en résulteraient pour elle et pour son mari, car, sans l'assistance de la France, ses ennemis, les Schouvalow, ne seraient pas assez forts pour troubler la succession à la couronne. Elle m'a remercié plus de dix fois pour ces avis. Elle m'a dit qu'elle voyait le danger, et qu'elle animerait le grand duc à faire tous ses efforts dans cette affaire; qu'elle pourrait faire beaucoup plus si elle avait de l'argent, car ici rien ne se fait sans cela; qu'elle était obligée de payer jusqu'aux femmes de chambre de l'impératrice; qu'elle n'avait personne à qui s'adresser dans cette conjoncture; mais que, s'il plaisait au Roi de lui prêter gracieusement et généreusement une somme d'argent, elle en ferait son billet à sa Majesté, et la lui rendrait aussitôt qu'il serait en son pouvoir de le faire; et qu'en même temps je pourrais donner sa parole d'honneur au Roi, que tout, jusqu'au dernier sou, serait employé à ce qu'elle croyait être leur cause commune, et pour l'avantage des deux côtés; et elle désirait que je me rendisse garant auprès de sa Majesté pour sa manière de penser et d'agir. Elle demande vingt mille ducats. »

Sir Ch. H. Williams écrivait encore le même jour:

« Bestuchew se plaint que l'impératrice lui donne seulement 7000 roubles par an, ce qui n'est pas assez pour le rendre indépendant. Si le roi d'Angleterre veut lui faire une pension de 2,500 liv. st., il le servira à l'avenir, et lui sera entièrement dévoué. »

Le cabinet anglais consentit à pensionner Bestuchew, et à donner 20,000 ducats à la grande duchesse. La générosité de sir Ch. H. Williams, et la facilité avec laquelle il se laissait duper, étaient si bien connues à Pétersbourg, que l'un des plus ardents adversaires de l'alliance anglaise n'eut pas honte de s'adresser à lui, pour avoir part aussi à ses gratifications.

Voici en quels termes Williams s'exprime à ce sujet dans cette même dépêche du 9 juillet:

« Un émissaire de Woronzow m'a dit, que le passé devait être oublié, et que les choses n'étaient pas en si mauvais état, qu'elles ne pussent être aisément réparées; que je ne m'étais jamais adressé au vice-chancelier de la manière qu'il convenait; que la maison qu'il bâtissait en ville avait été commencée avec de l'argent anglais; qu'il n'était plus en état depuis cinq ou six ans de la continuer; et qu'elle devait être achevée avec de l'argent anglais. J'ai répondu, que le vice-chancelier s'était jusqu'à présent conduit de telle sorte, qu'il devait donner quelque preuve de sa sincérité, avant que je pusse avoir confiance en lui. Son émissaire a répliqué à cela, que si je ne donnais pas de l'argent, d'autres en donneraient, et qu'à sa connaissance M. Douglas en avait déjà beaucoup donné à plusieurs personnes. J'ai répondu, que je ne pouvais pas en dire davantage. Le lendemain le même émissaire est revenu, et il m'a dit que le vice-chancelier serait très content d'avoir un entretien particulier avec moi. J'ai répliqué, que j'espérais que Woronzow avait quelque proposition à me faire, parce que j'attendrais qu'il m'en fit pour m'ouvrir à lui. »

C'était avec ces petits moyens que l'Angleterre espérait se rendre maître du cabinet de Pétersbourg, comme s'ils n'eussent pas été également à la portée de l'Autriche et de la France. En même temps son ministre à Berlin s'efforçait d'obtenir de Frédéric qu'il ne prit aucune mesure, qu'il ne fit aucune démarche de nature à augmenter la jalousie de l'impératrice de Russie, d'autant plus qu'il était vraisemblable que la guerre ne commencerait pas encore cette année. Cependant la cour de Vienne pressait ses préparatifs, et se mettait en état d'entrer en campagne le plus promptement possible. Le roi de Prusse était, au contraire, convaincu et avec rai-

son, que l'Angleterre ne devait plus compter sur l'alliance de la Russie, et, prêt à faire la guerre, il voulait profiter des avantages de sa situation, et prendre l'initiative. Sir Ch. H. Williams continuait à égarer le cabinet anglais en nourrissant ses trompeuses espérances. Il écrivait le 14 aout:

«Les apparences sont bonnes, quoique personne ne puisse répondre du résultat. Les délais et l'indolence sont le propre de cette cour.»

Et encore le 17:

«Le crédit de Bestuchew l'emporte certainement à présent. S'il tient ses promesses, tout ira bien; sinon, il nous tiendra en suspens, ce qui est sa manière de faire.»

Il n'était pas même détrompé par le refus de la cour de Russie de recevoir le subside stipulé par la convention faite avec l'Angleterre, et par l'envoi d'un ministre en France. A ses offres, à ses remontrances, on répondait qu'il fallait faire un nouveau traité, et qu'il recevrait prochainement des propositions.

Cependant, au commencement du mois de septembre, Frédéric était entré sur le territoire saxon, et quelques jours après il était maître de Dresde. Le 1 octobre il remportait sur les Autrichiens une victoire signalée à Lowositz, et le 15 du même mois l'armée saxonne, retranchée dans le camp de Pirna, mettait bas les armes. Tant d'activité et de si éclatants succès jetèrent la consternation parmi les confédérés. La reine de Pologne envoya un de ses chambellans, nous dit sir

Ch. H. Williams, pour se plaindre de l'inaction des Russes, et exciter la colère de l'impératrice, en lui disant que, si elle ne se hâtait pas de déclarer la guerre à la Prusse, Frédéric s'avancerait avec une armée pour replacer Ivan sur le trône. A quoi Elisabeth répondit, que si jamais elle avait connaissance d'un pareil dessein, elle ferait aussitôt couper la tête à Ivan. L'ambassadeur de la cour de Vienne se plaignait non moins hautement de l'inaction des troupes qui devaient marcher au secours de sa souveraine. Il est vrai que l'armée cantonnée dans la Livonie avait reçu l'ordre d'entrer en campagne, et qu'on lui avait donné un général. Mais ce choix n'était pas des plus heureux pour la cause des alliés de la Russie, s'il faut en croire sir Ch. H. Williams qui écrivait le 18 septembre 1756:

«Apraxin doit commander l'armée russe: il a été fait récemment feld-maréchal. Il est le plus paresseux des hommes, et lâche à l'excès: il a été, il y a peu de jours, grossièrement insulté, et presque battu par l'hetman des Cosaques (Cyrille Rasumowski), et il n'en a montré aucun ressentiment.»

Et encore dans sa dépêche du 28:

«Apraxin est d'une corpulence énorme, indolent, débauché, et certainement pas brave. Il n'a jamais vu une armée ennemie, et il n'a pas même servi dans les campagnes de Munnich en Turquie. Je sais qu'il est dégoûté de son commandement; et on commence déjà à trouver ici que ce n'est une chose si facile qu'on le disait de faire marcher une si grande armée.»

Sir Ch. Hanbury Williams pouvait écrire le 11 novembre:

«Le départ d'Apraxin a encore été retardé, et le grand chancelier nous a franchement avoué, que c'était

grâces à lui, et qu'il ferait encore davantage pour servir ses amis. Apraxin lui-même s'est laissé persuader de mettre en avant tous les obstacles possibles, et d'éloigner son départ, dont l'époque n'est pas encore fixée; jusqu'à présent il n'en est pas question. Le roi de Prusse peut être certain, que le grand chancelier ne touchera pas un denier de son argent, qu'il n'ait rendu tous les services essentiels que j'exige de lui.»

Ces derniers mots méritent une explication. Au moment d'entrer en Saxe, Frédéric avait cru qu'il pouvait être utile à ses intérêts de se ménager la bienveillance que Bestuchew lui devait porter depuis qu'il était devenu l'allié de l'Angleterre. En conséquence, il fit prier sir C. H. Williams d'offrir cent mille écus à ce ministre, bien sûr qu'une pareille commission ne pouvait pas être en meilleures mains. Sir C. H. Williams écrivait à ce sujet le 28 septembre 1756:

«J'ai travaillé à gagner le grand chancelier à la cause du roi de Prusse. Je l'ai d'abord trouvé inflexible, mais, à mesure que j'ai augmenté le chiffre de la somme, il a commencé à faiblir. A la fin, il m'a donné sa main, en me disant: à partir de cette heure je suis son ami quoique je ne voie pas comment je peux le servir à présent. Si j'avais su cela il y deux mois, j'aurais pu faire beaucoup; mais il a commencé la guerre, et rien ne peut empêcher l'impératrice d'assister l'Autriche. Tout est déjà décidé. Il est vrai qu'il nous a pris un peu au dépourvu, et vous savez que nos mouvements sont lents. Je ne peux pas promettre de rien faire à présent, parce que cela n'est pas en mon pouvoir; mais assurez le roi de Prusse que j'ai entièrement oublié tout ce que Mardefeldt a pu faire contre moi, et que je suis disposé, lorsque l'occasion s'en présentera, et autrement qu'en paroles, à montrer que je veux le servir. Il a fini en me disant qu'il espérait que ce changement et cette déclaration seraient tenus dans le plus grand secret.

« Il me faut aussi de l'argent pour d'autres personnes. J'espère que le roi de Prusse m'enverra les 10,000 ducats le plus tôt possible. »

Dans l'intervalle, Frédéric était entré dans Dresde, où son premier soin avait été de s'emparer des papiers de l'électeur. Il y trouva le moyen de mettre Bestuchew à sa discrétion sans avoir à débourser une si grosse somme. Voici ce qu'il a écrit dans l'histoire de la guerre de sept ans: « Bestuchew s'était fait un principe d'être l'ennemi juré des Prussiens. Deux raisons, ayant altéré ces sentiments de haine, avaient influé sur son changement de conduite: l'une était sa forte pension, que les Anglais continuaient de lui payer, et l'autre, la possession où le Roi se trouvait des archives de Dresde. On avait trouvé dans ces archives une lettre où il conseille au comte de Bruhl de se défaire par le poison d'un résident russe à Varsovie, dont ces deux ministres étaient également mécontents, comme lui, disait-il, s'était défait du sieur de Castéras, dont il craignait l'esprit délié. M. de Bestuchew n'avait point de répugnance pour commettre des crimes, mais il ne voulait pas qu'on le sût; et la crainte que cette lettre odieuse ne fût publiée, l'engagea de promettre au Roi de lui rendre des services importants, pour qu'il consentît à la supprimer. C'est à quoi le Roi fut facile à disposer, et le ministre fut exact, de son côté, à remplir son engagement: car il dressa l'instruction du maréchal Apraxin d'une manière aussi favorable aux intérêts du Roi que les conjectures le permettaient. »

On voit que Frédéric ne fait aucune mention des cent mille écus offerts d'abord à Bestuchew, et, d'un autre côté, sir Ch. H. Williams ne parait pas avoir été surpris de n'avoir jamais reçu la remise de cette somme. Quoiqu'il en soit, Bestuchew fut fidèle à la cause du roi de Prusse, et il le servit autant qu'il le put, c'est-à-dire, peu, car son crédit était déjà bien affaibli et ne pouvait balancer l'influence d'Ivan Schouvalow et de sa cabale. Frédéric avait heureusement de meilleurs patrons à Pétersbourg: ce n'étaient rien moins que les héritiers du trône, le grand duc et la grande duchesse. Sir Ch. H. Williams écrivait le 28 septembre:

«La grande duchesse Catherine condamne la conduite de la cour de Vienne à l'égard de l'Angleterre, et elle pense qu'une alliance entre l'Angleterre, la Russie, la Hollande, la Prusse, et quelques autres princes allemands peut seule sauver l'Europe.»

Et encore le 9 novembre suivant:

«Le grand duc et la grande duchesse sont favorables à la Prusse, et se plaignent des intrigues des tout puissants Schouvalow en faveur de la France. La grande duchesse m'écrivait, il y a deux jours: j'ai reçu aujourd'hui un émissaire des Schouvalow qui a été envoyé pour me dire combien ils sont en colère d'apprendre que la nouvelle alliance entre la Russie et la France déplaît au grand duc et à moi. Ils l'appellent leur système, et le croient bon. Ils m'offrent de m'appartenir entièrement, de me mettre sur le meilleur pied avec l'impératrice, et de me procurer tout ce qui peut m'être agréable durant sa vie, si je veux leur promettre ma protection pour l'avenir, et adopter et protéger leur système de politique. Ma réponse a été qu'autant que je me mêlais de politique, je désapprouvais entièrement leur nouveau système, que j'avais toujours été pour l'alliance anglaise, et contre celle de la France, quoi-

que mon opinion dans ces affaires n'eut pas beaucoup de poids. Pourtant, je voulais être assez sincère avec eux pour leur déclarer que le grand duc, non seulement n'adopterait jamais ce système, mais que, lorsque cela serait en son pouvoir, il en punirait sévèrement l'auteur. On blâme votre partialité pour le roi de Prusse. Ce n'est pas moi qui vous blâme, parce qu'à présent nous pensons de la même manière, et j'espère qu'il en sera toujours ainsi. »

Sir Ch. Hanbury Williams rapporte dans sa dépêche du 25 décembre, que dans le conseil le grand duc avait combattu avec force l'alliance de la Russie avec la France, et désapprouvé le traité de Versailles, auquel l'impératrice allait accéder. Elisabeth l'avait interrompu, en disant que ce qui avait été fait l'avait été par son ordre, et qu'elle n'entendait pas qu'on discutât sa volonté. Sur quoi le grand duc avait répliqué, qu'il ne lui restait qu'à obéir et à se taire. Le grand duc était un chaud partisan de la Prusse, et surtout de Frédéric, qui avait eu le bon esprit de le gagner et de l'attacher à ses intérêts. « Le grand duc, a-t-il écrit dans l'histoire de la guerre de sept ans, prince de Holstein par sa naissance, avait puisé dans l'histoire de ses ancêtres une haine implacable contre les Danois, causée par les injustices criantes que les rois de Danemark avaient faites à sa famille. Le grand duc, craignant alors que les affaires du Roi ne prissent une tournure qui l'obligeât à se lier avec les Danois, lui offrit son crédit et tous les services qu'il pourrait lui rendre en Russie, pourvu qu'il n'entrât en aucun engagement avec ces ennemis constants du Holstein. Le Roi accepta l'offre; il promit de ne faire aucun traité

avec le Danemark, et quoique cette condescendance ne lui valût pas d'avantages récents, on verra que cette liaison étroite avec le grand duc de Russie bouleversa les grands projets des Autrichiens.» Dans un autre passage Frédéric ajoute que «ce fut le grand duc qui contribua le plus à la retraite du maréchal Apraxin en l'année 1757, lorsqu'après avoir battu le maréchal Lehwaldt, il se replia en Pologne. Durant tous ces troubles, ce prince s'était même abstenu d'aller au conseil, où il avait place, pour ne point participer aux mesures que l'impératrice prenait contre la Prusse, et qu'il désapprouvait.»

Cependant Frédéric continuait à se préoccuper beaucoup, et non sans raison, de l'attitude de la cour de Russie. Les succès qui avaient signalé l'ouverture de la guerre ne le rassuraient pas sur le résultat final. «Il ne s'agit de rien moins, disait-il à l'envoyé anglais Mitchell, que de l'existence de la maison de Brandebourg. N'ai-je pas sujet d'être inquiet? j'ai sur les bras la France et l'Autriche, que deviendrai-je s'il faut que je me défende encore contre la Russie? Si l'impératrice Elisabeth, ajoutait-il, voulait mourir ou se tenir tranquille, je ne craindrais rien de mes ennemis.» Les lettres de sir C. H. Williams lui donnaient quelque espoir, et il le fesait presser de persévérer dans ses efforts pour obtenir tout au moins l'inaction des troupes russes. Mitchell écrivait le 26 décembre à son collègue: «Le roi n'est jamais découragé; il pense que nous ne devons pas désespérer; et comme il impute le changement survenu dans les dispositions du cabinet

russe à l'argent distribué par l'Autriche, il croit que, lorsque cet argent aura été dépensé, vous ferez bien de revenir à la charge.» Les hostilités, suspendues par les rigueurs de l'hiver, ne tarderaient pas à être reprises. Ce qu'il fallait empêcher à tout prix, c'était que l'armée russe entrât en campagne. M. Mitchell écrivait en conséquence, le 8 janvier 1757, à sir C. H. Williams:

«Le général Apraxin est, ou du moins prétend être entièrement à la dévotion de la grande duchesse. Il n'est pas militaire, et il a une très médiocre opinion de l'armée qu'il commande; et on croit qu'il se soucie peu de rencontrer les Prussiens en rase campagne. Apraxin est, d'ailleurs, très dépensier et très besogneux, malgré les grandes largesses qu'il a reçues de sa maîtresse. D'après tout cela, le roi de Prusse pense que, dans la conjoncture présente, il pourrait être utile de lui donner une somme d'argent, afin qu'il retardât la marche des troupes, ce qu'un général-en-chef peut faire sous divers prétextes. La grande duchesse doit être chargée de cette affaire, si elle veut l'entreprendre.»

Deux mois après sir C H. Williams écrivait à son collègue de Berlin, le 22 mars:

«Apraxin a envoyé un aide-de-camp à Pétersbourg pour lui rapporter douze habits complets, ce qui peut faire croire qu'il compte faire sa campagne cet été parmi les dames de Riga, car, quoiqu'il soit un des hommes les plus gros et les plus disgrâcieux qui se puissent voir, il est un aussi grand fat dans sa toilette que le comte Bruhl lui-même.»

Apraxin n'eut assurément pas mieux demandé que de rester inactif, mais les ordres de l'impératrice étaient si pressants qu'il dût faire marcher son armée forte de 83,000 hommes. La frontière de Prusse était presque sans défense du côté de la Russie. Le 30 juin Apra-

xin se présenta devant Memel, qui dût capituler au bout de cinq jours. Le 30 août suivant, le maréchal Lehwald était complétement battu par Apraxin, qui, au lieu de profiter de cet avantage pour s'avancer et pénétrer jusqu'au cœur de la Prusse, se replia comme s'il eût été battu, et il alla prendre ses quartiers en Pologne.

Tandisque ces choses se passaient, sir C. H. Williams quittait Pétersbourg, rappelé par le cabinet anglais qui fesait retomber sur lui l'échec que la politique de l'Angleterre avait éprouvé en Russie. La veille de son départ, qui eut lieu le 19 août, sir C. H. Williams reçut deux lettres qui devaient le consoler de sa disgrâce. L'une était du grand duc; elle était fort courte, et ne contenait qu'une phrase qui mérite d'être citée: «je ne doute pas, lui écrivait ce prince, de votre attachement à mes intérêts qui sont unis par plus d'un côté à ceux du roi d'Angleterre. J'espère que l'ennemi commun aura sujet de le ressentir un jour.» La lettre de la grande duchesse était plus explicite; elle lui écrivait:

«J'ai résolu de vous écrire, puisque je n'ai pu vous voir pour vous dire adieu. Mes plus sincères regrets accompagnent celui que je regarde comme un de mes meilleurs amis, et dont la conduite a gagné mon estime et mon amitié. Je n'oublierai jamais combien je vous suis obligée. Pour vous récompenser d'une manière qui soit conforme à la noblesse de vos sentiments, je vous dirai ce que je veux faire: je saisirai toutes les occasions imaginables de ramener la Russie à ce que je reconnais être ses véritables intérêts, c'est-à-dire, à être intimement unie à l'Angleterre; à lui donner tous

les secours qui soient au pouvoir des hommes, et la supériorité qu'elle doit avoir pour le bien de toute l'Europe, et surtout pour celui de la Russie, sur la France, leur commun ennemi, dont la grandeur est la honte de la Russie. Je m'étudierai à mettre ces sentiments en pratique; c'est sur eux que je veux édifier ma gloire, et je prouverai leur solidité au roi votre maître. Soyez assuré qu'une des choses que je souhaite le plus au monde, c'est de vous voir revenir ici en triomphe. J'ai la confiance qu'un jour le roi votre maître ne me refusera pas la faveur que je demande, de vous revoir encore. Elle ne peut que tourner à son avantage. »

L'éloignement de sir Ch. H. Williams laissa le champ libre à l'influence de l'Autriche et de la France. Depuis le mois de juillet, M. Douglas, qui n'avait que le titre de ministre, avait été remplacé par le marquis de l'Hospital en qualité d'ambassadeur. Ce dernier, de concert avec le comte Esterhazy, se plaignit vivement de la conduite d'Apraxin, qui était si étrange qu'elle ne pouvait s'expliquer que par un parti pris de faire le moins de mal possible au roi de Prusse. Les deux ambassadeurs, soutenus par la cabale des Schouvalow, n'eurent pas de peine à obtenir de l'impératrice la destitution d'Apraxin, et son remplacement par le général Fermor. Apraxin fut sommé de revenir en toute hâte à Pétersbourg pour rendre compte de sa conduite. Ses papiers furent saisis, et ils compromirent gravement Bestuchew, et aussi la grande duchesse. Non pas qu'il faille admettre, comme on l'a dit, que Bestuchew ait conspiré pour renverser l'impératrice et placer sur le trône Catherine et son fils, à l'exclusion du grand duc. Il est plus vraisemblable que l'on trouva des lettres dans lesquelles Bestuchew, se servant du nom de la

grande duchesse, exhortait Apraxin à ménager le roi de Prusse.

Il était évident, par ce qui s'était passé dans la dernière campagne, que le salut de la Prusse dépendait du rôle plus ou moins actif, et surtout de la neutralité de la Russie. Frédéric ne pouvait tenir tête aux armées de l'Autriche, de la Saxe et de la France qu'à la condition de n'être pas inquiété snr ses derrières. Il persistait à croire que tout n'était pas désespéré à Pétersbourg, et qu'il était encore temps, sinon pour détacher Elisabeth de la coalition formée contre lui, au moins pour obtenir, d'une manière ou d'une autre, qu'elle restât inactive. Le cabinet anglais partageait aussi cette trompeuse espérance, et Pitt, qui voulait à tout prix sauver la Prusse, crut qu'il fallait faire de nouvelles tentatives à Pétersbourg. A cet effet, il donna un successeur à sir C. H. Williams. Son choix tomba malheureusement sur M. Keith, qui avait rempli jusqu'à la rupture l'ambassade de Vienne. Cette nouvelle remplit d'inquiétude les ambassadeurs de France et d'Autriche. Ils s'imaginèrent qu'on leur envoyait un autre sir C. H. Williams, c'est-à-dire, un habile intrigant qui dérangerait toute leur politique. Ils se trompaient fort: M. Keith était au-dessous du médiocre, et offrait, par ses qualités comme par ses défauts, le plus frappant contraste avec son prédécesseur. Bestuchew attendait, au contraire, avec impatience l'arrivée de ce représentant de l'Angleterre, car il espérait se relever, grâces à son appui: ce fut précisement ce qui le perdit.

Depuis longtemps le grand chancelier sentait toutes

les approches d'une disgrâce. L'impératrice ne le laissait plus venir jusqu'à elle, et, quand elle le voyait, elle lui montrait un visage glacé qui ne promettait rien de bon. Les deux Schouvalow avaient juré sa ruine, mais ils hésitaient encore, car Bestuchew, comme son prédécesseur Ostermann, avait eu l'art de se rendre indispensable. Cependant, comme on attendait de jour en jour le nouveau ministre d'Angleterre, les représentants de la France et de l'Autriche résolurent de précipiter la perte de Bestuchew. M. Keith écrivait le 30 mars 1758:

« Aussitôt que l'on reçut la nouvelle de mon arrivée à Varsovie, l'ambassadeur de France alla trouver le vice-chancelier Woronzow, et lui représenta la nécessité de ne pas perdre de temps, et d'unir leurs efforts pour porter immédiatement le dernier coup à Bestuchew; lui disant que, s'il n'y consentait pas, il se rendrait directement chez Bestuchew et lui découvrirait tout ce qui s'était passé, et se joindrait à lui pour lui rompre le cou. Alarmé de ce discours, Woronzow entra dans la ligue, et l'ambassadeur de France eut l'adresse d'exciter les soupçons de l'impératrice contre Bestuchew. Ce dernier, dit-on, supporte son malheur avec beaucoup de courage, et il met ses ennemis au défi de rien prouver contre lui à son désavantage. »

Bestuchew fut arrêté le 24 février, accusé d'avoir conspiré pour détrôner l'impératrice, et donner la couronne à la grande duchesse. Ce n'était qu'un prétexte, et, quoiqu'il fut sûrement entré dans des intrigues, dans lesquelles avait part la grande duchesse, et qui nous échappent aujourd'hui, rien ne put être prouvé. Bestuchew, déclaré coupable de haute trahison, fut condamné

à mort. L'impératrice commua cette peine en un exil dans une de ses terres, à cent vingt verstes au delà de Moscou. Le comte Mikhaïla Woronzow reçut le prix de ses services, et devint grand chancelier.

M. Keith ne tarda pas à s'apercevoir qu'il n'y avait rien à faire à Pétersbourg, surtout depuis la chûte de Bestuchew. Ce que l'on appelait le parti français, car la cour de Versailles avait bientôt dominé par son influence en Russie la cour de Vienne, c'est-à-dire, la cabale d'Ivan et de Pierre Schouvalow était toute puissante, et il ne fallait pas songer à entrer en lutte avec elle. Le comte Esterhazy et le marquis de l'Hospital fesaient la loi à la ville comme à la cour, écrivait M. Keith à son collègue de Berlin. On avait trouvé le moyen de brouiller le grand duc avec sa femme, et de le soustraire par-là à son influence, et la grande duchesse était dans une sorte de disgrâce qui la rendait impuissante à défendre la cause de l'Angleterre et du roi de Prusse. M. Keith, réduit à ses propres ressources, ne put rien obtenir, d'autant plus que l'impératrice, enflée par les succès de la dernière campagne, se regardait désormais, non plus comme l'alliée de l'Autriche et de la France, mais comme partie principale dans la guerre. La campagne de cette année ne ressembla guères à celle de l'année précédente. Les Russes, traversant le territoire de la Pologne, sans s'inquiéter de ses protestations, étaient entrés en Prusse sans coup férir, et ils s'y conduisaient comme peuvent le faire des troupes barbares et à peine disciplinées, pillant et dévastant le pays. Une nouvelle défaite à

Zorndorf (25 août 1758) leur prouva que le roi de Prusse n'était pas si près de sa ruine qu'on s'en flattait à Pétersbourg. Il est vrai que les Russes prirent une éclatante revanche l'année suivante à Kunersdorf (12 août 1759), où, malgré des pertes énormes, le général Soltykow battit si complètement Frédéric en personne, que ce prince se crut perdu et songea sérieusement à un suicide comme à son dernier refuge contre le déshonneur. Si les Russes eussent été mieux commandés et qu'ils eussent su profiter de leurs succès, c'en était fait de Frédéric et de la Prusse, qui se seraient bientôt trouvés à la merci de l'Autriche et de ses alliés. Il n'y a aucune exagération dans cette parole. M. Mitchell, pour qui Frédéric n'avait pas de secrets, écrivait le 16 janvier 1760: «Le roi fera tout ce qu'un homme peut faire; mais son pays est épuisé, les instruments lui manquent pour agir; ses meilleurs officiers sont morts ou prisonniers; et je suis forcé d'avouer que le découragement règne dans toute l'armée. Sa Majesté ne désespère pas. Mais si l'Angleterre ne trouve pas le moyen de détacher la France de la coalition, et d'abaisser la puissance des Russes, le roi de Prusse sera, je le crains, irrévocablement perdu.» Il ne fallait pas compter que la France abandonnât Marie-Thérèse; la seule voie de salut était donc du côté de la Russie, qui n'était qu'indirectement interessée dans la guerre. Frédéric était prêt à tous les sacrifices pour arriver à ce résultat. Il essaya de se concilier les Russes en flattant leur vanité, portant jusqu'aux nues leurs succès militai es, chose nouvelle pour eux, et qui chatouillait

d'autant plus l'amour-propre de la nation; il irritait, par ses malignes insinuations, la jalousie qui régnait entre eux et les Autrichiens. Enfin, malgré sa profonde détresse, Frédéric mit à part 150,000 écus pour être distribués entre les ministres et les principaux conseillers d'Elisabeth. Il savait, par les dépêches de M. Keith, que les Russes commençaient à se lasser de la guerre, que Rasumowski désapprouvait l'alliance avec la France et l'Autriche patronnée par Ivan Schouvalow. Le grand duc lui était resté fidèle. Il le supplia de ne pas l'abandonner. Mais ce prince, tenu dans une étroite tutelle, peu compté, sans considération, n'avait aucune influence. Déjà, l'année précédente, il avait tenté, mais sans succès, de faire acte d'indépendance, comme M. Keith l'écrivait le 5 janvier 1759:

« Le grand duc Pierre a envoyé un message à l'impératrice pour lui représenter qu'il était à présent arrivé à un âge, où on pouvait le croire capable de juger par lui-même. Il ne pouvait se soumettre plus longtemps à la contrainte et à la gêne, où il avait plu à sa Majesté de le tenir, et il demandait la permission de se retirer dans son propre domaine d'Oranienbaum. L'impératrice fut d'abord extrêmement offensée de cette démarche, et lui demanda de lui donner ses raisons par écrit; mais j'entends dire que cette affaire est finie et étouffée. L'impératrice est souvent souffrante, et on dit qu'elle a des attaques d'épilepsie. »

Le grand duc ne pouvait en rien servir le roi de Prusse, surtout depuis que brouillé avec sa femme, il n'était plus dirigé par son esprit supérieur. Cette année, comme les précédentes, ses efforts pour changer la politique de la Russie furent inutiles, car plus que jamais Elisabeth était implacable dans sa

haine contre Frédéric, dont les revers la comblaient de joie. L'Autriche et la France, qui savaient combien une coopération efficace de la Russie pouvait leur être utile, avaient pris leurs mesures pour attacher irrévocablement cette princesse à leur alliance. Frédéric nous dit lui-même, qu'après la bataille de Zorndorf, « les cours de Vienne et de Versailles employèrent leur commun crédit à la cour de Pétersbourg pour ranimer la haine de l'impératrice Elisabeth contre le roi de Prusse; elles lui représentèrent qu'il fallait laver la tache que ses troupes avaient reçue, en mettant, le printemps prochain, une armée plus nombreuse en campagne. Son favori Schouvalow ne cessait de lui répéter que, pour changer en terreur le mépris où les Russes étaient chez les Prussiens, il fallait ordonner aux généraux qui commanderaient ces troupes, d'agir avec la plus grande vigueur, et de suivre en tout les impulsions qu'ils recevraient des puissances alliées. Les ministres de Vienne et de Versailles jugèrent que, pour resserrer plus indissolublement leur alliance avec l'impératrice de Russie, il fallait lui garantir le royaume de Prusse, comme une conquête désormais incorporée dans sa vaste monarchie. Cette proposition fut favorablement reçue par l'impératrice, et le traité fut conclu et signé en conséquence.» Ces arrangements étaient ignorés de l'Angleterre et du roi de Prusse, et ils expliquent le peu de succès des tentatives de M. Keith. Ce ministre écrivait le 1 janvier 1760:

«Toutes les espérances de paix que font naître les ministres russes, et toutes leurs paroles n'aboutissent à

rien. L'impératrice a dit à l'ambassadeur d'Autriche que, quoiqu'elle fut très lente à prendre une résolution, elle s'y tenait ferme, et qu'elle était décidée à poursuivre la guerre, à tout événement, de concert avec ses alliés, dût-elle être forcée de vendre ses robes et ses bijoux.»

Frédéric ne se laissa pas décourager par l'échec de M. Keith. Il envoya à Pétersbourg, au mois de mars, M. de Pechlin, gentilhomme holsteinois. qui avait été au service du grand duc; mais, comme il a pris soin de nous l'apprendre lui-même, cet envoyé «n'eut pas même occasion d'expliquer de quoi il était chargé.» Et il ajoute: «L'esprit de l'impératrice Elisabeth était trop rempli de préjugés et trop aigri contre le Roi pour qu'on pût la désabuser facilement sur son sujet. Elle était gouvernée par son favori, qui l'était par la cour de Vienne. Tous ses entours étaient à la dévotion de la France et de l'Autriche. Cette princesse, flattée d'ailleurs par l'acquisition du royaume de Prusse, qu'elle envisageait comme annexé à la Russie, aurait cru perdre tous ces avantages, si elle était entrée dans la moindre négociation avec le Roi; aussi trouva-t-on tous les canaux bouchés pour les insinuations qu'on aurait voulu lui faire parvenir.»

L'impératrice Elisabeth et ses plus intimes conseillers étaient si bien persuadés que les cabinets de Vienne et de Versailles assureraient à la Russie, à la fin de la guerre, la paisible possession, sinon de tout le royaume, du moins de la province de Prusse, que le favori Ivan Schouvalow crut pouvoir faire des ouvertures à ce sujet à M. Keith, et sonder les dispositions

de l'Angleterre. On imaginera sans peine quelles furent la surprise, la stupéfaction de M. Keith en entendant parler d'une idée si folle, si absurde, et il chercha en vain à faire comprendre à Ivan Schouvalow que le cabinet de St. James ne consentirait jamais, et à aucun prix, à l'exécution du traité conclu entre la Russie et les cours de France et d'Autriche. Voici en quels termes s'expliqua le ministre anglais:

«Je dis à M. Schouvalow que je pouvais l'assurer que dans ce cas la guerre n'était pas près de finir, car je me trompais fort sur le caractère du roi de Prusse, si ce prince ne préférerait pas s'ensevelir sous les ruines de la dernière ville de son royaume plutôt que de se soumettre à ces conditions ignominieuses. J'ajoutai, que la prise de possession par la Russie de cette province serait un constant objet de jalousie pour les autres puissances, et une source de troubles en Europe, car il n'y avait pas un seul état qui n'eut un intérêt essentiel à l'empêcher; ou, si par une grande fatalité, on ne pouvait pas y mettre obstacle présentement, tous saisiraient la première occasion de l'arracher des mains de la Russie. M. Schouvalow me répondit, qu'il ne concevait pas que la possession d'une si petite province dût donner de la jalousie au reste de l'Europe; et il a fini par me dire, qu'elle pouvait du moins être laissée en dépôt entre leurs mains, jusqu'à ce qu'on eût trouvé un autre moyen d'indemniser la Russie. Je répliquai, qu'il ne fallait pas plus songer à une prise de possession qu'à la garder en dépôt; et que, si la Russie proposait sérieusement l'une ou l'autre de ces alternatives, elle souleverait les susceptibilités du monde entier, car elle montrerait clairement par là le dessein de se rendre maîtresse de la navigation de la Baltique, et par conséquent d'accaparer tout le commerce du nord, et j'ajoutai, en souriant, que c'était là évidemment ce qu'indiquait le projet qu'ils avaient eu récemment de se saisir de Dantzig.»

Dans la campagne de 1760, les Russes, dont le

zèle et l'ardeur guerrière s'étaient fort refroidis, arrivés tard sur le territoire prussien, se contentèrent d'occuper le pays et de le piller, puis, l'hiver approchant, ils se retirèrent dans leurs quartiers, presque sans avoir aperçu les troupes de Frédéric. Ce prince crut voir dans cette conduite un indice de dispositions plus favorables à son égard, et, dans le mois de décembre, il chargea d'une nouvelle mission secrète le conseiller Badenhaupt, « dont le frère, nous dit M. Mitchell, était médecin d'Ivan Schouvalow, pour tâcher de gagner ce favori. » La cour de Russie, prévenue à temps, ne laissa pas arriver cet émissaire jusqu'à Pétersbourg. Arrêté à Mittau, il fut reconduit à la frontière. L'impératrice Elisabeth était si peu revenue à de meilleurs sentiments pour Frédéric que, dans le même moment, elle accédait aux propositions de paix que la France, l'Autriche et la Saxe fesaient à l'Angleterre, afin de pouvoir tourner toutes leurs forces réunies contre le roi de Prusse. Pitt venait de sortir du ministère anglais, et son successeur, lord Bute, résolu de faire la paix à tout prix, consentait à l'acheter par le sacrifice de Frédéric. Tandisque ces négociations trainaient en longueur, les hostilités recommencèrent au printemps, et cette année, comme la précédente, les généraux russes se contentèrent de faire vivre leurs troupes aux dépens des Prussiens, et satisfaits des lauriers de la campagne de 1759 et de la prise de Colberg, ils ne cherchèrent pas l'occasion d'une bataille. Cependant les ressources de Frédéric s'épuisaient; il était à la veille d'être abandonné par son unique allié et d'être privé de ses subsides,

lorsqu'enfin la mort d'Elisabeth si longtemps, si impatiemment attendue, lui ouvrit une voie de salut.

VII.

Catherine aimait à répéter qu'en entrant en Russie, et avant d'avoir vu le grand duc, elle s'était dit: je régnerai seule ici. Elle dût assurément en concevoir la pensée, quand elle connut le caractère et la portée d'esprit de son mari. La nature ne l'avait pas traité favorablement, et son éducation, abandonnée à des mercenaires, avait été plus que négligée. La grande duchesse, au contraire, avait beaucoup d'agrément dans l'esprit et dans les manières, une beauté peu commune, de la grâce, de l'insinuation, de la complaisance, avec un caractère ferme et résolu, audacieux et contenu, en un mot, tout ce qu'il faut pour prendre de l'ascendant sur les hommes et le garder. Le grand duc et sa femme vécurent d'abord dans la plus parfaite intelligence, mais ils paraissaient peu disposés à remplir les espérances d'Elisabeth, qui voulait voir de ses yeux, avant de mourir, une longue ligne de succession. Après neuf années de mariage, ils n'avaient pas encore d'enfant.

Le comte Soltykow était un des chambellans du grand duc, et pouvait passer pour son favori. Il était jeune, bien fait de sa personne, hardi, entreprenant au-

près des femmes, et accoutumé à avoir ce qu'on appelle des succès. Il paraissait fort épris de la grande duchesse. S'il faut en croire la chronique scandaleuse de la cour de Pétersbourg, on fit entendre à Soltykow qu'il ne tenait qu'à lui de faire agréer ses hommages, et que personne ne le trouverait mauvais. En même temps, dans la crainte que la grande duchesse ne repoussât Soltykow, le grand chancelier Bestuchew fut chargé de la prévenir. Il lui fit clairement sentir la nécessité pour elle d'avoir des enfants, et de donner ce contentement à l'impératrice. «Je vous entends, répondit-elle; amenez le moi ce soir.» Que les choses se soient passées exactement ainsi, ou que Soltykow n'ait pas eu besoin d'être encouragé, ni la grande duchesse de la permission tacite de l'impératrice, peu importe. Le fait est que Catherine accoucha le 1 octobre 1755 d'un fils, qui régna depuis sous le nom de Paul Ier, et que Soltykow en était le père. Sur ce dernier point le doute n'est pas permis, comme on le verra bientôt. Soltykow reçut la commission de porter au roi de Suède la notification de l'heureuse délivrance de la grande duchesse, et, lorsqu'il revenait en toute hâte de Stockholm, un courrier le joignit en route et lui remit l'ordre de se rendre à Hambourg, et d'y résider en qualité de ministre plénipotentiaire, avec la défense de revenir à Pétersbourg. Cette brusque séparation surprit autant Catherine que Soltykow. Ce dernier ne s'attendait à rien moins qu'à être récompensé par un exil honorable du service qu'il venait de rendre à la famille impériale; et la grande duchesse, qu'elle aimât ou non Soltykow, dût d'autant

plus le regretter que désormais sa conduite fut surveillée avec une sévérité qui ne s'accordait, ni avec la licence générale, ni avec les mœurs de l'impératrice.

Sir C. H. Williams était déjà depuis quelques mois à Pétersbourg, et, en habile homme qu'il était, il avait bien vite aperçu le mérite de Catherine, et il s'était attaché à se faire bien venir d'elle. Voici en quels termes il parlait de la grande duchesse dans sa dépêche du 2 octobre 1755:

« Comme son Altesse impériale est la personne qui, en cas d'accident, gouvernera ce pays, je crois de mon devoir d'informer le roi de mes observations sur son compte, et je suis d'autant mieux en état de le faire, que j'ai souvent avec elle des conversations qui durent des heures, parce que mon rang me place à souper auprès d'elle. Depuis son arrivée dans ce pays, elle s'est efforcée, par tous les moyens en son pouvoir, de gagner l'affection de cette nation. Elle s'est appliquée avec soin à étudier la langue russe, et elle la parle à présent, me dit-on, avec une grande perfection. Elle a aussi réussi à se faire estimer et aimer au plus haut degré. Sa personne est très remarquable, et ses manières charmantes. Elle a une grande connaissance de cet empire, et en fait son unique étude. Elle a des talents, et le grand chancelier Bestuchew, avec lequel elle est en bons termes, me dit que personne n'a plus de fermeté et de résolution.

« Quant au grand duc, il est faible et violent, mais sa confiance dans la grande duchesse est si grande, qu'il dit parfois que, quoiqu'il ne comprenne pas les choses lui-même, sa femme comprend tout. »

On croyait Elisabeth plus proche de sa fin qu'elle l'était réellement, et sir C. H. Williams, avec la bonne opinion qu'il avait de la grande duchesse, n'oublia rien pour gagner sa confiance et entrer dans sa familiarité.

Il y réussit sans peine, et plus qu'un autre peut-être fut-il témoin de ce qui se passa dans l'esprit de cette princesse, lorsqu'elle se vit enlever Soltykow, et succéder à une facile tolérance une surveillance jalouse qui la suivait jusque dans son plus étroit intérieur. S'il faut en croire Rulhière, qui a sans doute été aussi bien informé sur ce point que sur tant d'autres qui n'ont jamais été contestés, sir C. H. Williams osa dire à la grande duchesse « que la douleur est le mérite des victimes; que des intrigues sourdes, des ressentiments cachés n'étaient dignes ni de son rang, ni de son génie; que la plupart des hommes étant faibles, les caractères décidés imposent toujours; qu'en cessant de se contraindre, en déclarant hautement ceux qu'elle honorerait de ses bontés, en fesant voir qu'elle se tiendrait personnellement offensée de tout ce qu'on oserait contre eux, elle vivrait comme il lui plairait. » La conclusion de ces sages conseils fut d'encourager la grande duchesse à s'abandonner à son goût naissant pour un jeune polonais qui était arrivé à Pétersbourg avec sir C. H. Williams. Ce n'était autre que le comte Stanislas Poniatowski, qui fut depuis roi de Pologne, par la grâce de cette même grande duchesse devenue impératrice de Russie. Sir C. H. Williams l'avait connu à Varsovie; il le rencontra à Londres au moment de son départ et lui proposa de l'emmener avec lui en Russie. Poniatowski y fut très bien accueilli, non moins à cause de sa proche parente avec les Czartoriski que sur la recommandation du ministre anglais, qui le présentait comme un de ses secrétaires. Il se recommandait d'ail-

leurs assez par lui-même, car il était d'une beauté remarquable, spirituel, élégant, et il apportait les dernières modes de Paris, où il avait fait récemment un assez long séjour. Il avait plu tout d'abord à la grande duchesse, et sir C. H. Williams eut peu de peine à la persuader et à la décider. Les premiers rendez-vous de Catherine avec Poniatowski eurent lieu dans la maison du consul anglais, M. Wroughton (1), et ensuite chez un confident subalterne, comme l'indique le passage suivant d'une dépêche de M. Durand, qui écrivait de Pétersbourg le 19 avril 1774:

« Le sénateur Yelaguin, confident des amours de l'impératrice, disait à une femme avec laquelle il vit: Vous l'avez vue arriver chez moi la nuit, déguisée en homme, pour venir chercher son roi de Pologne. C'était pure débauche, car je lui ai entendu dire qu'elle ne l'aimait pas, qu'elle se servait des hommes tant qu'ils valaient quelque chose, mais qu'après cela elle voudrait pouvoir les jeter au feu comme de vieux meubles. »

Les amours de Catherine et de Poniatowski ne

(1) La complaisance du consul anglais dans cette circonstance explique la lettre suivante, que la grande duchesse adressait le 3 août 1759 à M. Pitt, alors secrétaire d'état:

« Monsieur, je suis bien aise d'avoir une occasion de vous témoigner la part que je prends à tout ce qui regarde votre nation, et l'inclination que j'ai de procurer ses avantages, surtout en Russie, le pays le plus naturellement intéressé à la prospérité du vôtre. Ayant reconnu la probité et le zèle du sieur Wroughton, qui vous remettra cette lettre, Monsieur, pour sa patrie, je vous prie de lui obtenir du Roi la survivance de la charge de consul général, et je vous le recommande très particulièrement. Monsieur, vous m'obligerez par là assurément, mais vous n'ajouterez rien à la considération distinguée avec laquelle je suis, Monsieur, de votre Excellence, la très affectionnée

Catherine. »

demeurèrent pas longtemps secrets; mais, comme l'avait prédit sir C. H. Williams, l'impératrice ne les troubla pas. Pourtant, comme Poniatowski pouvait craindre que, si jamais il plaisait à Elisabeth, ou à ses favoris, de traverser sa liaison avec la grande duchesse, l'appui du ministre d'Angleterre ne fût pas suffisant à le protéger, Bestuchew, qui était toujours dans les meilleurs termes avec Catherine, et qui, d'ailleurs, comme on a vu, n'avait rien à refuser à sir C. H. Williams, se chargea de procurer à Poniatowski une position, qui le rendit inviolable, et servit de prétexte à sa présence assidue dans les cercles de la cour. En effet, dans les premiers mois de l'année 1757, Poniatowski fut nommé ministre plénipotentiaire de la république et du roi de Pologne auprès de l'impératrice de Russie, et en même temps il recevait, en outre, la charge de grand pannetier de Lithuanie et l'ordre de l'Aigle blanc. Cette précaution n'était pas inutile, car à peu de temps de là sir C. H. Williams quittait Pétersbourg.

Cependant la santé de l'impératrice déclinait rapidement, et sir C. H. Williams pouvait croire, aussi bien que la grande duchesse, qu'elle touchait au trône. Il n'en était rien, et dans ce même moment, alors que l'avenir le plus brillant semblait s'ouvrir pour l'ambitieuse Catherine, alors que les politiques les plus perspicaces se tournaient vers elle, comme vers le soleil levant, un abîme se creusait à son insu sous ses pas.

Ivan et sa famille se trouvaient encore à Riga, où ils paraissaient avoir été oubliés, lorsque Frédéric,

après avoir fait le mariage du grand duc avec la princesse de Zerbst, demanda à Elisabeth que « la famille de Brunswick fut transférée dans quelque autre lieu de la Russie. » Ce sont les expressions dont il se sert dans l'histoire de mon temps. Et il ajoute: «La sûreté de l'impératrice demandait qu'elle éloignât du voisinage de Pétersbourg ces personnes, qu'une révolution avait renversées du trône, et qu'une autre révolution pouvait y replacer.» Elisabeth s'empressa d'accéder à cette requête. Le duc et la duchesse de Brunswick furent conduits dans une île de la Dwina, située au dessous d'Archangel, et appelée Cholmogori. La princesse Anne y mourut en couches en 1746, laissant trois fils et deux filles en bas-âge; son mari y prolongea sa misérable existence jusqu'à l'année 1775. Ivan séparé de sa famille fut mis, à ce qu'on croit, dans un couvent sur la route de Moscou à Pétersbourg. Frédéric prétend qu'on lui donna un philtre qui le rendit idiot. Quoiqu'il en soit, M. du Swart, ministre des Provinces-Unies en Russie, écrivait le 17 octobre 1757 à sir A. Mitchell, ministre d'Angleterre à Berlin:

«Au commencement de l'hiver dernier, Ivan a été amené à Schlusselburg, et ensuite à Pétersbourg, où il a été placé dans une bonne maison, appartenant à la veuve d'un secrétaire de l'inquisition secrète, où il est étroitement surveillé. L'impératrice l'a fait conduire au Palais d'hiver, et l'a vu, étant habillée en homme. On doute si le grand duc et la grande duchesse monteront sur le trône, ou si ce sera Ivan; et on se demande si Schouvalow, qui a acquis un grand pouvoir et une immense fortune, ne travaillerait pas pour lui-même.»

Avec le temps cette nouvelle se répandit, et boule-

versa la cour. On s'interrogeait avec anxiété sur les intentions possibles d'Elisabeth. Plus que personne, Catherine dût se préoccuper de ce caprice inexplicable de l'impératrice. Elle savait, le fait était de notoriété publique, qu'Elisabeth avait pour le grand duc son neveu le plus souverain mépris, et qu'elle ne lui pardonnait pas son hostilité contre les Schouvalow et leur cabale. Elle n'ignorait pas que l'amitié que lui avait autrefois témoignée l'impératrice s'était effacée, et qu'elle était en butte aux attaques incessantes du favori, qui lui fesait un crime de ses amours avec Poniatowski, et qui avait persuadé à l'impératrice, que c'était une insulte et un défi portés à son autorité. Il est de fait, que la présence de Poniatowski gênait les ambassadeurs de France et d'Autriche, parce qu'il servait avec quelque succès les intérêts de l'Angleterre et de la Prusse. Aussi, au moment qu'il s'y attendait le moins, Poniatowski reçut la lettre suivante de son maître, le roi de Pologne, à la date du 30 octobre 1757:

« J'ai tout lieu d'être satisfait de la manière dont vous vous êtes acquitté jusqu'ici de votre ministère à la cour de Russie, ayant marqué toute l'application et le zèle possibles pour l'avancement de mes intérêts, et je saurai vous en tenir compte en temps et lieu. Mais le roi de France, vous soupçonnant un penchant particulier pour l'Angleterre, et d'entretenir des intelligences secrètes aussi favorables aux intérêts de cette couronne que préjudiciables aux siens, et au bien de la cause commune en général, m'a fait demander très instamment, et comme une pierre de touche de la cordialité de mon amitié pour lui, que j'eusse à vous rappeller incessamment. Or, vous jugez bien que, dans les circonstances présen-

tes surtout, il m'a été impossible de refuser une telle complaisance. Je vous envoie donc ci-joint votre rappel, dont vous aurez à faire usage le plus tôt possible; et accélérez votre départ, tout délai ne pouvant donner lieu qu'à de nouveaux sujets de plainte et de mécontentement. Sur ce, etc.»

Catherine ne perdit pourtant pas son amant. Grâces à l'intervention de Bestuchew, toujours disposé à obliger la grande duchesse, Poniatowski demeura à Pétersbourg en qualité de commissaire extraordinaire, pour régler les différends pendant entre la Russie et la république de Pologne. Dans ce moment, la grande duchesse était grosse pour la seconde fois, et elle accoucha, dans le mois de février 1758, d'une fille qui ne vécut que quinze mois.

Le départ de sir C. H. Williams, le rappel de Poniatowski n'avaient été que les coups d'essai de la puissante cabale qui s'était rendue maîtresse de l'esprit de l'impératrice, et disposait en conséquence de toutes choses. La disgrâce de Bestuchew acheva d'empirer la situation de la grande duchesse, car elle eut pour conséquence le départ de Poniatowski, dont le rappel fut formellement demandé au roi de Pologne par l'impératrice. Pour comble de malheur, on réussit à la brouiller avec son mari.

M. Keith écrivait le 14 mars 1758:

«J'ai trouvé, à mon arrivée, le parti français en possession de tout le crédit à la cour, et les deux ambassadeurs, le comte Esterhazy et le marquis de l'Hospital, donnant la loi à la cour et à la ville. Ils ont à

présent en leur pouvoir le grand duc et ils en disposent absolument. Pour arriver à ce résultat, ils ont commencé par aliéner son affection de la grande duchesse, qui exerçait une grande influence sur lui. On croit qu'on s'est servi pour cela d'un certain Brockdorf, qui s'est mis dans les bonnes grâces de son Altesse impériale en le poussant à toutes sortes de débauches. La grande duchesse a voulu se plaindre de lui à l'impératrice, il y a déjà quelque temps, voyant bien où l'on en voulait venir, mais ses ennemis avaient pris les devants, et avaient rempli l'esprit de sa Majesté de mauvaises impressions à l'égard de son Altesse impériale, par des calomnies et des mensonges, de sorte que ses plaintes n'ont malheureusement pas été écoutées, et cette princesse est loin d'être à présent dans une bonne situation à la cour.»

Il suffit de bien peu de temps pour changer la position de Catherine. Quand l'appui de Bestuchew lui manqua auprès de l'impératrice, quand on la vit en mauvais termes avec son mari, la grande duchesse cessa d'être comptée pour quelque chose; et, comme il ne manquait pas de gens à la cour et dans le plus étroit entourage de l'impératrice, qui redoutaient son crédit, son influence, et surtout son avénement au trône, on se ligua de toutes parts pour achever de la perdre dans l'esprit faible et jaloux d'Elisabeth. Ainsi exposée sans défense à toutes les calomnies, à toutes les fâcheuses interprétations, auxquelles sa conduite et ses paroles avaient pu donner prétexte, Catherine tomba dans le plus profond isolement. M. Keith écrivait le 12 avril 1758:

«La pauvre grande duchesse est toujours dans la détresse. Le comte Poniatowski s'est trouvé enveloppé dans les dernières intrigues, et on croit qu'il ne demeurera pas longtemps à cette cour.»

Et le 18 avril suivant:

«Les affaires de la grande duchesse ne sont pas en bon état. Pourtant, on dit que le favori Schouvalow lui a envoyé un message pour l'assurer que l'impératrice la recevrait bientôt, et que si son Altesse voulait faire quelque petite soumission, tout serait effacé dans son esprit.»

Et encore le 28 avril:

«Quant à la grande duchesse, elle a été tous ces derniers temps dans une grande détresse, mal avec l'impératrice, et pire encore avec le grand duc. Elle a reçu l'autre jour un affront qui lui a été très sensible. Sa femme de chambre favorite lui a été enlevée, et mise en prison. A cette occasion, à ce que j'entends dire, elle a eu, il y a quatre jours, une entrevue avec l'impératrice, dans laquelle, après de vifs reproches d'un côté et d'ardentes prières de l'autre, son Altesse impériale est tombée aux genoux de l'impératrice, et lui a dit que puisqu'elle avait eu le malheur d'encourir sa disgrâce, quoique innocente, et de s'être attiré par là tant de mortifications blessantes, qui, jointes aux querelles de son intérieur, lui rendaient la vie un fardeau, il ne lui restait qu'à demander une faveur, c'était que sa Majesté lui permit de quitter la Russie et de se retirer pour le reste de ses jours auprès de sa mère; assurant l'impératrice que, si sa Majesté croyait que, dans l'intérêt de l'empire, le grand duc dût prendre une autre femme, ni elle ni personne de sa famille n'y mettrait le moindre obstacle. L'impératrice fut, dit-on, très affectée de ces discours, et parla à la grande duchesse avec beaucoup plus de douceur qu'avant, entrant dans de petits détails avec plus de tendresse qu'elle n'avait fait depuis bien longtemps. Et lorsque, dans la conversation, son Altesse impériale commençait à se plaindre de la dureté du grand duc, qui était présent, l'impératrice lui fit signe de retenir sa langue, et, à voix basse, lui dit qu'elle voulait s'entretenir seule avec elle, et que ce serait bientôt. On croyait que ce serait pour mercredi passé, car sa Majesté, dont le cœur est bon et tendre au fond, devait communier ce jour-là. On es-

père qu'une réconciliation aura suivi cette entrevue, et assurément presque tout le monde le désire très sincèrement, car la grande duchesse a beaucoup d'amis parmi les personnes du premier rang. »

Elisabeth était plus faible que méchante, et elle revint bientôt à de meilleurs sentiments pour sa nièce, dont l'adresse et la supériorité d'esprit lui imposaient. Le ministre anglais écrivait le 23 mai 1758:

« La grande duchesse s'était depuis quelque temps entièrement retirée du monde, mais l'impératrice a désiré qu'elle reparût en public, et sur l'assurance, dit-on, que tout désormais irait bien entre elles. L'ambassadeur de France s'efforce d'intervenir en toutes choses, mais son Altesse impériale l'a toujours repoussé. »

Et le 30 mai:

« Dimanche soir, il y a eu une réception à la cour, où l'impératrice s'est montrée pour la première fois depuis mon arrivée à Pétersbourg. L'impératrice est restée assez longtemps auprès de la grande duchesse qui était au jeu, et s'est beaucoup entretenue avec elle d'une manière très gaie et cordiale. »

Et encore le 14 juillet:

« J'apprends que le grand duc et la grande duchesse sont parfaitement réconciliés aux dépens de l'ambassadeur de France, dont les mauvais offices pour désunir leurs altesses ont été à cette occasion mis au grand jour. »

Tout cela ne dura pas. Ce ne fut qu'un répit de courte durée. La cabale contraire à la grande duchesse reprit bientôt le dessus; l'impératrice revint à ses premières impressions de malveillance; le grand duc s'éloigna plus que jamais, et irrévocablement, de sa femme; et Catherine retomba dans une plus profonde disgrâce.

Elle en prit bravement son parti et s'enferma dans une obscurité impénétrable. C'est ainsi qu'elle passa les trois dernières années de la vie de l'impératrice.

VIII.

M. Keith écrivait le 5 janvier 1762:

« L'impératrice est morte cette après-midi à deux heures (25 décembre v. st.). Elle fut prise, dimanche passé dans la soirée, d'une violente hémorrhagie, et depuis ce moment on a désespéré de sa vie. Pourtant, quoique faible, elle avait l'usage de tous ses sens. Hier, sentant qu'elle s'en allait, elle envoya chercher le grand duc et la grande duchesse, et leur fit ses adieux avec beaucoup de tendresse, et s'exprima avec une grande présence d'esprit et beaucoup de résignation.

Le ministre de France, M. de Breteuil, qui avait, depuis 1760, remplacé le marquis de l'Hopital, écrivait dans sa dépêche du 11 janvier:

«L'impératrice fit appeler le grand duc et la grande duchesse. Elle recommanda au premier de la bonté pour ses sujets et la recherche de leur amour. Elle le conjura de vivre en bonne intelligence et en union avec sa femme, et finit par s'étendre beaucoup sur sa tendresse pour le jeune duc, et dit au père, qu'elle lui demandait comme la marque la plus sensible et la plus sûre de sa reconnaissance pour elle de chérir son enfant. M. le duc, dit-on, promit tout cela.»

Aussitôt que l'impératrice eut rendu le dernier soupir, nous dit M. Keith, les sénateurs, les ministres, et les autres grands fonctionnaires de l'état, qui étaient

assemblés dans le palais à cet effet, prêtèrent serment de fidélité à l'empereur Pierre III, et ensuite les régiments des gardes, qui étaient en ligne devant les fenêtres. « Tout s'est passé dans le plus grand ordre et tranquillement », ajoutait le ministre anglais. M. de Breteuil écrivait quelques jours après, le 11 janvier:

« Le plus grand nombre avait la douleur, la haine et le mépris dans l'âme pour le futur empereur, mais la faiblesse et la crainte étaient plus avant. Tout le monde a tremblé et s'est empressé de se soumettre, avant même que l'impératrice eut les yeux fermés. »

Le premier acte de Pierre III, en montant sur le trône, fut de changer brusquement la politique extérieure de la Russie. On a vu que, dans les dernières années, Elisabeth avait pris la part la plus active et la plus décidée dans la guerre que la France et l'Autriche fesaient au roi de Prusse. Le nouvel empereur avait au contraire pour Frédéric des sentiments qui touchaient à l'adoration: c'était son idole, et il avait la sottise de croire qu'il pouvait le prendre pour modèle et lui ressembler. Ses intentions ne restèrent pas longtemps un mystère. M. Keith écrivait le 8 janvier (n. st.):

« Le soir même de la mort de l'impératrice, le baron Lefort, grand maître des cérémonies, vint chez moi, comme il alla chez tous les autres ministres étrangers, pour nous faire savoir que le lendemain matin l'empereur et l'impératrice recevraient nos félicitations dans la galerie du palais, sans cérémonie. Je me rendis en conséquence à la cour le lendemain matin, et leurs Majestés, paraissant ensemble, nous reçurent très gracieusement; et nous eûmes ensuite l'honneur de dîner avec elles à une table de cent couverts, où tout le monde, sans en excepter l'empereur et l'impératrice, tira sa place au sort. Le dîner fini, l'empereur, qui m'a tou-

jours honoré de ses bonnes grâces, vint à moi dans le cercle, et me dit à l'oreille qu'il espérait que je serais content de lui, car, la nuit précédente, il avait dépêché des courriers aux différents corps de son armée, avec l'ordre de ne pas entrer plus avant sur le territoire prussien, et de cesser toute hostilité. J'ai appris depuis que cet ordre était accompagné d'instructions, qui autorisaient les généraux à conclure un armistice, si les Prussiens en fesaient la proposition. On dit, en outre, que le général Tchernichew a reçu l'ordre particulier de séparer son corps des Autrichiens, et, avant de se mettre en marche, d'envoyer un trompette au quartier-général autrichien, pour les informer qu'il se retirait avec les troupes qui sont sous son commandement, et de ne pas commettre le plus petit acte d'hostilité. »

Pendant les dernières années du règne d'Elisabeth, l'influence française avait dominé à Pétersbourg, et tout ce qui était français y avait été en grand honneur. Pierre III s'empressa de faire voir qu'il n'en serait plus ainsi à l'avenir, dans les grandes comme dans les plus petites choses. Dès le 12 janvier, M. Keith écrivait:

« Sa Majesté impériale saisit toutes les occasions de marquer son aversion pour la France, et pour tout ce qui vient de France; et pour en donner une preuve, la troupe des comédiens français vient d'être renvoyée du service de la cour. »

A l'intérieur, le nouveau règne s'ouvrait, au moins en apparence, sous les meilleurs auspices; et, bien qu'il faille tenir compte des dispositions plus que bienveillantes de l'envoyé anglais pour Pierre III, on doit reconnaitre que M. Keith avait quelque raison d'écrire dans cette même dépêche:

« Sa Majesté impériale ne pouvait pas se conduire plus sagement, ou avec plus de dignité, qu'il ne l'a fait

jusqu'à présent, dans tous les actes de son gouvernement. Les faveurs qu'il a accordées sont, en général, tombées sur des personnes qui en étaient dignes. Personne n'a été maltraité en aucune façon, et le petit nombre de ceux qui ont perdu leurs emplois ont été renvoyés de la manière la moins rigoureuse. »

Le chancelier Woronzow resta en place, et eut un grand crédit, malgré ses liaisons passées avec les Schouvalow et les autres ennemis du grand duc. Le prince Galitsyn fut nommé vice-chancelier. Sous l'impulsion du nouvel empereur, le gouvernement parut devoir prendre une activité et une vie auxquelles on n'était guères accoutumé en Russie. M. Keith écrivait le 26 janvier:

« Les affaires de toute nature s'expédient plus promptement qu'avant. L'empereur s'occupe lui-même de tout, et, pour la plupart des affaires, il donne les ordres nécessaires, toutefois après avoir pris l'avis des chefs du département dont elles ressortissent, ou conformément aux pétitions de simples particuliers. Il s'intéresse aussi aux affaires étrangères, et rien ne s'y fait à son insu.

« Mardi passé, il s'est rendu en grande pompe pour la première fois au sénat, et il y a déclaré que les nobles et les gentilshommes de la Russie étaient libres, et, à tous égards, sur le même pied que la noblesse des autres royaumes de l'Europe, pouvant entrer ou non, à leur gré, dans le service militaire, et sans restriction aucune; seulement ils ne pourront se mettre au service d'une puissance étrangère qu'avec la permission de l'empereur. Il est facile de s'imaginer avec quel étonnement et avec quel plaisir la noblesse a reçu cette faveur inattendue, et quelle satisfaction intérieure ils ont dû éprouver en devenant libres d'esclaves qu'ils étaient, c'est-à-dire, de véritables gentilshommes. L'empereur, en favorisant cette classe de ses sujets, n'a pas oublié le reste de son peuple, car il a, en même temps,

réduit à un taux modique le prix du sel; et, par une pragmatique sanction irrévocable, il a décidé que le prix de cet article ne pourrait jamais être plus élevé que celui qu'il a fixé. Cela occasionnera une diminution considérable dans ses revenus; mais sa Majesté impériale ne pouvait rien faire d'aussi important pour le bien-être et le soulagement des pauvres gens.»

Quelques jours après, le 29 janvier, M. Keith écrivait encore:

«L'empereur continue à faire du bien aux particuliers et à rendre les plus grands services à son peuple. Son dernier acte a été l'abolition de la chancellerie secrète, autrement dite l'inquisition d'état. C'est un des plus signalés bonheurs qui pouvaient arriver à cette nation: ce tribunal abominable étant sous tous les rapports aussi mauvais, et, à quelques égards, pire que l'inquisition d'Espagne.»

Une des premières mesures de l'empereur avait été d'ouvrir les prisons d'état, et de rappeler les nombreux exilés du dernier règne. Le soir même du jour de son avénement à la couronne, nous apprend M. Keith, il donna l'ordre de faire revenir Lestocq, et, un mois après, le 12 février, M. Keith écrivait:

«Le comte Lestocq, malgré ses soixante et quatorze ans, et ses quatorze années de prison et d'exil, est revenu avec la vivacité d'un jeune homme.»

Munnich et son fils furent aussi rappelés, et bientôt après Biren. La cour revit avec étonnement ces deux rivaux reparaître sur la scène du monde, l'un et l'autre, malgré leur âge avancé et les souffrances et les privations de toute sorte, et les plus dures, pleins de force et de vigueur. Laissons encore parler le ministre anglais:

« Le duc de Courlande et sa femme sont arrivés de leur exil. Il a paru dans le cercle de la cour avec le cordon bleu de l'ordre de Saint-André, que l'empereur lui a remis, et sa Majesté impériale a marqué de grandes distinctions à toute la famille. Je suis allé, hier l'après-midi, présenter mes respects à ce prince, et au feld-maréchal Munnich, qui était arrivé, la nuit précédente, en très bonne santé, et avec toutes ses facultés intactes, quoiqu'il soit resté plus de vingt ans en exil, ou plutôt en prison, car durant tout ce temps-là il ne lui a été permis de communiquer qu'avec sa femme et avec quelques domestiques, et très rarement avec les soldats qui le gardaient.

«Le maréchal Munnich a été présenté à l'empereur, et le soir le duc de Courlande et lui ont paru ensemble à la cour; et tous deux ont été traités avec de grandes marques de distinction par l'empereur. C'était réellement un spectacle touchant de voir ces deux personnages illustres, après avoir survécu à tant et de si longues infortunes, reparaître à leur âge dans une cour, où ils ont fait autrefois une si grande figure; et de les voir, se retrouvant ensemble après tant d'années, s'entretenir avec beaucoup de politesse et sans la moindre trace de cette jalousie et de cette animosité, qui ont été la cause de leurs malheurs. Les deux fils du duc de Courlande ont été faits majors-généraux, et le comte Munnich a été déclaré premier feld-maréchal. »

Biren avait alors soixante et douze ans, et Munnich soixante et dix-neuf. Ce dernier mourut cinq ans après à Riga, gouverneur de l'Esthonie et de la Livonie. Biren prolongea son existence jusqu'en 1772, après avoir été remis par Catherine en possession du duché de Courlande.

Toutes les mesures de Pierre III n'étaient pas accueillies avec une égale faveur. M. Keith écrivait le 9 mars:

«L'empereur a réuni à la couronne toutes les terres appartenant aux couvents dans toute l'étendue de son empire, et il a assigné en échange aux archevêques et aux abbés un certain revenu fixe, et une certaine somme pour l'entretien des moines.»

Cette mesure, qui comblait de joie Voltaire, parce qu'elle mettait dans la dépendance du gouvernement tous les moines de la Russie, et qu'elle affranchissait en quelque sorte cent mille serfs, excita, nous dit M. Keith dans sa dépêche du 4 mai suivant, «un grand mécontentement dans tout l'empire,» et il écrivait encore le 7 juin:

«Les plaintes qu'a fait naître la réunion des biens des couvents au domaine de la couronne, augmentent, surtout depuis que l'empereur a donné l'ordre d'exiger le service militaire des fils de prêtres: tout le clergé, tant séculier que régulier, est unanime à se plaindre.»

On se tromperait fort, si on jugeait le règne de Pierre III seulement d'après les dépêches de M. Keith. Ses appréciations doivent être reçues avec défiance, car, outre qu'il avait un esprit peu étendu et peu perspicace, il était tout-à-fait ébloui par la confiance et la familiarité avec lesquelles le traitait le nouvel empereur. Ainsi, par exemple, Pierre III venait le visiter sans s'être fait annoncer, et s'invitait à diner à sa table. En même temps, il maltraitait le ministre d'Autriche, et aussi celui de France, qui avaient joui de la plus grande considération sous le règne d'Elisabeth. «Faut-il que les Anglais se moquent partout de nous? écrivait Voltaire à Argental. Il y a un Keith, qui sait boire, qui a captivé l'empereur, et votre Breteuil n'a captivé personne.»

Voltaire, si bien instruit en général de ce qui se passait à Pétersbourg, ne savait pas tout, et M. de Breteuil se consolait sans peine des dédains de l'empereur.

Néanmoins, si prévenu que fût M. Keith en faveur de Pierre III, il ne pouvait fermer les yeux, et se refuser à voir le singulier spectacle que présentait la cour. Comme l'a écrit Rulhière, témoin oculaire, Pétersbourg avait pris, depuis l'avénement de l'emperenr, «l'air et le ton d'un corps-de-garde en joie.» M. Keith ne pouvait s'empêcher de reconnaitre et de déplorer les habitudes d'intempérance de l'empereur, mais ce n'est qu'à regret qu'il touche à ce sujet délicat. M. de Breteuil, qui n'était pas tenu à tant de ménagements, était plus explicite. Il écrivait dès le 18 janvier (n. st.):

«La vie que l'empereur mène est la plus honteuse. Il passe les soirées à fumer, à boire de la bière, et ne cesse ces deux exercices qu'à cinq ou six heures du matin, et presque toujours îvre-mort.»

C'est avec la même réserve que M. Keith fait tout au plus allusion à la liaison publique de l'empereur avec la nièce du chancelier, Elisabeth Woronzow. Il attribue tout ce qu'il ne peut s'empêcher de blâmer dans la conduite de l'empereur à son entourage. C'est ainsi qu'il écrivait le 23 avril:

«Il y a bien sujet de regretter l'influence des indignes favoris que l'empereur a malheureusement autour de lui.»

Et encore le 6 juin:

« Sa Majesté s'est jetée dans les mains des pires espèces. »

Il y a un autre sujet sur lequel M. Keith n'est pas moins retenu, et qu'il n'aborde qu'incidemment, et comme à son corps défendant: c'est celui de l'impératrice.

En effet, quelle était la situation de Catherine devenue impératrice? Elle n'était qu'un peu plus malheureuse, un peu plus isolée, et plus que jamais en proie à la haine et aux insultes de son mari. M. Keith, dans son aveugle partialité pour Pierre III, se contentait de dire dans sa dépêche du 30 janvier (n. st.):

« Il ne parait pas que l'impératrice ait été jusqu'à présent beaucoup consultée, ni qu'elle ait un grand crédit. La comtesse Elisabeth Woronzow, nièce du chancelier, ne s'occupe pas, je crois, des affaires. »

Il racontait du même ton, et sans exprimer plus de surprise, dans sa dépêche du 23 février (n. st.):

« L'anniversaire de la naissance de l'empereur a été célébré avec beaucoup de magnificence. L'impératrice n'assistait pas à la fête: elle avait un peu de fièvre. »

Et encore le 4 mai:

« L'impératrice s'est montrée le jour anniversaire de sa naissance, et elle a reçu, mais le soir elle n'a pas paru à la fête chez l'empereur. »

Précédemment, le 19 mars, M. Keith avait écrit ces paroles très significatives:

«L'impératrice a peu d'influence. Personne n'ignore à présent que, non seulement elle n'est pas consultée sur les affaires publiques, mais que, même dans les affaires privées, ce n'est pas le plus prompt moyen de réussir que de s'adresser à sa Majesté. »

Le roi de Prusse avait une meilleure idée de l'impératrice que ne paraissait avoir son mari. Il lui écrivait: « Consultez l'impératrice; elle n'est capable que de vous donner de bons conseils, et je vous exhorte à les suivre. » (1)

C'est dans les dépêches du ministre de France qu'il faut chercher une peinture exacte de la situation de Catherine. M. de Breteuil écrivait peu de jours après l'avénement au trône de Pierre III, le 11 janvier (n. st.):

« L'impératrice, le jour de ses félicitations, avait l'air du plus grand abattement. Jusqu'à ce jour, il est clair qu'elle ne sera de rien, et je sais qu'elle cherche à s'armer de philosophie. Mais son caractère n'est pas formé à ce genre, quoiqu'elle m'ait fait souvent l'honneur de m'assurer le contraire. »

Quelques années auparavant, Pierre III avait pris une maîtresse, ou plutôt ceux qui s'étaient emparés de lui pour le gouverner, la lui avaient donnée, et cette maîtresse était une des filles d'honneur de Catherine. Dans cette même dépêche du 11 janvier, M. de Breteuil ajoutait:

« L'empereur a redoublé d'égards pour mademoiselle Woronzow. Il l'a créée maîtresse des filles d'honneur. Elle a son appartement à la cour, avec des distinctions sans fin. Il faut avouer que c'est un goût bizarre. Elle est sans esprit: quant à la figure, c'est tout ce qu'on voit de pis. Elle ressemble de tout point à une servante d'auberge de mauvais aloi. »

(1) Dép. de M. Durand. Pétersbourg, 1 janv. 1773.

Il écrivait encore le 18 janvier (n. st.):

« L'impératrice est dans l'état le plus cruel, et traitée avec le mépris le plus marqué. Elle supporte très impatiemment la conduite de l'empereur envers elle et les hauteurs de mademoiselle Woronzow. Je ne saurais me figurer que la tête de cette princesse, dont je connais le courage et la violence, ne se porte tôt ou tard à quelque extrémité. Je connais des amis qui tâchent de l'apaiser, mais qui risqueraient tout pour elle, si elle l'exigeait. »

Il était déjà évident que Catherine comptait mettre un jour à l'épreuve le dévouement de ses amis, car M. de Breteuil, qui était fort avant dans sa confiance, écrivait le 15 février (n. st.):

« L'impératrice gagne dans tous les esprits. Personne n'est plus assidu à rendre à la feue impératrice les devoirs qui, suivant la religion grecque, sont multipliés, et pleins de superstitions, dont elle rit assurément, mais le clergé et le peuple l'en croient très touchée et lui en savent gré. Elle observe, avec une exactitude remarquable pour ceux qui la connaissent, les fêtes, les jeûnes, les jours maigres, toutes choses que l'empereur traite légérement, et qui cependant ne sont pas indifférentes dans ce pays. Enfin, elle ne néglige rien pour plaire en général et en particulier; et elle pousse un peu trop loin l'attention sur tout ce qui peut remplir cet objet, pour que l'amour-propre en soit l'objet. Elle n'est pas plus femme à oublier qu'à pardonner la menace que l'empereur lui a souvent faite, étant grand duc, de la faire tondre et enfermer comme Pierre Ier fit à sa première femme. Tout cela, joint aux humiliations journalières, doit fermenter dans une tête comme la sienne, et n'a besoin que d'une occasion pour éclater. »

M. de Breteuil ajoutait dans la même dépêche:

« Un mouvement de jalousie de la part de la fraile Woronzow a occasionné une querelle entre elle et l'empereur au milieu d'un souper nombreux chez le grand

chancelier, où se trouvait aussi l'impératrice. L'aigreur des reproches de la demoiselle et la douceur du vin ont animé la colère du souverain russe au point de lui faire ordonner, à deux heures du matin, qu'on la reconduisît chez son père. Le temps d'exécuter cet ordre a rappelé la tendresse de son sentiment, et tout est redevenu calme à cinq heures du matin. Mais il y a quatre jours qu'il y eut une scène encore plus vive, et des injures dites de part et d'autre que nos halles fournissent rarement. L'humeur du prince subsiste, ainsi que ses soins pour une mademoiselle Schaglikow fraile de la cour, agée de dix-sept ans, assez jolie, quoique bossue.»

Tout cela devait révolter l'âme fière et ambitieuse de Catherine: ce n'était pas là la destinée qu'elle avait rêvée, et que tout semblait autrefois lui promettre. Si fortement trempé que fût son caractère, il dut paraitre succomber dans cette dure épreuve, d'autant plus qu'elle se compliquait des circonstances les plus embarrassantes. M. de Breteuil qui, quelque bien informé qu'il fût sur certains points, était fort ignorant sur d'autres non moins importants, écrivait le 14 avril (n. st.):

«L'impératrice s'abandonne si fort au chagrin et à ses réflexions que le petit nombre de gens qui la voient disent qu'elle n'est pas reconnaissable, et que sa santé dépérit au point de la réduire bientôt au tombeau. Elle a depuis trois semaines une fièvre lente.»

Catherine était gravement indisposée, mais cette indisposition avait des causes qui étaient tout autres que morales. Ce n'était ni l'inquiétude ni le chagrin, qui la condamnaient à s'enfermer, et à ne pas laisser approcher de sa personne des observateurs indifférents, s'il est vrai, comme on l'a dit, que Catherine accoucha le 18—29 avril 1762 de cet enfant, qui parut depuis dans le monde sous le nom de comte de Bobrinskoy.

Quoiqu'il en soit, il était manifeste qu'une lutte devait tôt ou tard s'engager entre l'empereur et l'impératrice. Pierre III n'avait pas su se faire aimer ni considérer, lorsqu'il n'était que grand duc, et, depuis qu'il était monté sur le trône, il s'était fait haïr et mépriser. Dès le lendemain de son avénement à la couronne, le 11 janvier (n. st.), M. de Breteuil écrivait:

« Le caractère de l'empereur est plus fougueux que courageux. Il s'emportera souvent dans le discours, mais je pense qu'il aura facilement peur dans l'âme. »

Pierre affectait un éloignement pour les mœurs et les coutumes nationales qui blessait les Russes; il s'était aliéné le clergé, qui était alors très puissant; il mécontentait les gardes en voulant les astreindre à la discipline allemande: en un mot, on le voyait de jour en jour davantage tel qu'il était, d'un esprit borné, étroit, obstiné, incapable d'entendre les conseils de la raison, en proie aux plus vils flatteurs, et on tremblait pour le jour où ses vices se donneraient libre carrière. C'est ce qui fesait écrire à M. de Breteuil le 25 avril:

« Tout le monde est plus que mécontent du czar; mais, à la vérité, tout ce monde est lâche et esclave. »

Dans cette situation, tous les regards se portaient vers l'impératrice, et M. de Breteuil ne fesait sans doute que rendre le sentiment de l'opinion publique, quand il écrivait le 18 juin:

« L'impératrice a du courage dans l'âme et dans l'esprit: elle est aimée et respectée aussi généralement que le czar est haï et méprisé. »

Elle le savait. Elle savait aussi, non pas seulement par les injures publiques dont il l'accablait, mais par des faits plus inquiétants et plus significatifs, que son mari méditait à son égard quelque mesure funeste. Catherine pouvait et devait craindre que l'empereur ne désavouât son prétendu fils, le grand duc Paul, et ne la répudiât. Que Pierre III aît eu cette pensée, qu'il y fût encouragé par son plus étroit entourage, cela est d'autant plus vraisemblable que, s'il faut en croire la dépêche du 5 janvier 1762 de M. de Breteuil, il y avait eu à la cour, au moment de la mort de l'impératrice Elisabeth, un parti qui voulait faire divorcer le grand duc, déclarer son fils bâtard, et lui faire épouser mademoiselle Woronzow. Mais si, à son avènement à la couronne, Pierre III n'avait pas eu le courage nécessaire pour prendre cette résolution, il est évident qu'il ne cessa jamais d'y songer, et que l'idée s'en représenta plusieurs fois à son esprit. La manière dont il traitait le grand duc ne laissait aucun doute à cet égard. M. de Breteuil écrivait le 15 février:

« L'empereur n'a vu son fils qu'une fois depuis qu'il est sur le trône. S'il parvenait à avoir quelque enfant mâle d'une maîtresse, bien des gens croient qu'il en ferait sa femme, et de l'enfant son successeur. Mais les épithètes que mademoiselle Woronzow lui a données publiquement dans leur dispute sont très rassurantes à cet égard. »

Peut-être Pierre III espérait-il être plus heureux avec mademoiselle Schaglikow. Il y avait pour Catherine quelque chose de plus inquiétant encore que ces inutiles tentatives de son mari, sur le compte duquel

elle savait parfaitement à quoi s'en tenir. M. de Breteuil écrivait dans sa dépêche du 14 avril:

«Vous n'ignorez pas que M. de Soltykow est le véritable père du jeune grand duc. Ce M. Soltykow a été mandé par le czar aussitôt après son avénement au trône, et en est très bien traité. Après son retour de Paris, on dit que l'empereur l'a fait venir plusieurs fois dans son cabinet, et a eu avec lui de longues conversations, que les personnes les plus attachées à la czarine croient avoir pour objet de lui faire avouer les bontés de cette princesse.»

Quelques jours après, le 25 avril, M. de Breteuil écrivait encore:

«Le czar continue à traiter avec des bontés singulières M. Soltykow. La czarine n'a pas encore voulu le voir sous prétexte de sa santé: cependant je crois qu'elle le recevra demain.»

Dans le même temps, Pierre III se rendait à la forteresse de Schlusselburg, où l'infortuné Ivan était détenu. M. de Breteuil se contente d'énoncer le fait dans sa dépêche du 14 avril. M. Keith écrivait le 16 du même mois:

«L'empereur a vu Ivan, et l'a trouvé un homme fait, mais dans un état d'imbécillité. Sa conversation a été étrange et désordonnée; entre autres choses, il a dit qu'il n'était pas la personne pour laquelle il passait, ce prince ayant été enlevé au ciel depuis longtemps, mais que, néanmoins, il soutiendrait toutes les prétentions de la personne dont il porte le nom.»

Après cette entrevue, l'empereur fit amener ce malheureux à Pétersbourg, on ignore dans quelle intention, et il y était encore au moment de la révolution.

Catherine était trop clairvoyante pour ne pas comprendre combien sa situation était critique, et trop ambitieuse et résolue tout à la fois, pour ne pas prendre hardiment un parti extrême, et prévenir, en prenant l'initiative, les coups dont elle était menacée. L'état de l'opinion était de tout point favorable et propice à ses desseins. « Déjà, dit un témoin oculaire et digne de foi, toutes les conversations n'étaient que plaintes, murmures, mots coupés de gens qui cherchent à se sonder mutuellement. On remarquait parmi le peuple des bruits séditieux semés avec artifice pour le disposer au soulèvement. C'était l'agitation sourde qui précède les tempêtes; et le public attendait avec inquiétude qu'un événement vint tout changer, entendant dire de tous côtés que la perte de l'impératrice était certaine, mais sentant aussi de toutes parts qu'une révolution se préparait. » Cela était évident pour tout le monde, et dans l'empire il n'y avait peut-être que l'empereur et M. Keith qui ne se doutassent pas du véritable état des choses. Dans ce moment, Pierre III songeait seulement à tirer vengeance du Danemark, qui avait à plusieurs reprises tenté de le dépouiller de la partie du Holstein qu'il possédait encore.

Personne n'était plus inquiet que le roi de Prusse de cet état de choses qu'il n'ignorait pas, et dont il mesurait avec effroi l'étendue et les conséquences pour lui-même. « Les lettres de Pétersbourg, a-t-il écrit dans l'histoire de la guerre de sept ans, fesaient trembler pour la personne de l'empereur; elles annonçaient toutes un germe de conspiration qui était prêt à éclore.

L'amitié, la reconnaissance, l'estime que le Roi avait pour les excellentes qualités de ce prince, le portèrent à lui écrire et à entamer cette manière scabreuse. Il y avait à ménager l'extrême délicatesse que tous les souverains ont de vouloir qu'on croie leur autorité affermie; et il fallait s'expliquer avec une réserve infinie au sujet de ce qui touchait les Danois. Pour le dissuader d'entreprendre d'abord la guerre contre le Danemark, le Roi lui détaillait toutes les raisons pour en renvoyer l'exécution à l'année prochaine; il insistait, sur toutes choses, sur ce qu'avant que l'empereur sortit de ses états et s'engageât dans une guerre étrangère, il devait se faire couronner à Moscou, pour rendre par son sacre sa personne d'autant plus inviolable aux yeux de sa nation. Il fesait ensuite mention des révolutions arrivées en Russie durant l'absence de Pierre I; mais il ne fesait que glisser sur cette matière, et il finissait en conjurant l'empereur, d'une manière affectueuse, de ne point négliger des précautions essentielles pour la sûreté de sa personne. Cette lettre fit peu d'impression sur l'empereur; il y répondit en propres termes: « Ma gloire exige que je tire raison des outrages que les Danois ont fait à ma personne, surtout à mes ancêtres. Il ne sera pas dit que les Russes font une guerre pour mes intérêts où je ne me trouve pas à leur tête; d'ailleurs, la cérémonie de mon couronnement exige une trop grande dépense; cet argent sera mieux employé contre les Danois. A l'égard de l'intérêt que vous prenez à ma conservation, je vous prie de ne vous en point inquiéter: les soldats m'appellent leur père; ils

disent qu'ils aiment mieux être gouvernés par un homme que par une femme; je me promène seul, à pied, dans les rues de Pétersbourg; si quelqu'un me voulait du mal, il y a longtemps qu'il aurait exécuté son dessein; mais je fais du bien à tout le monde, et je me confie uniquement à la garde de Dieu; avec cela je n'ai rien à craindre.» Cette réponse n'empêcha pas que le Roi ne continuât à travailler pour éclairer ce prince sur les dangers qui le menaçaient. MM. de Goltz et de Schwerin eurent ordre de mettre cette matière sur le tapis dans des conversations familières qu'ils avaient avec ce monarque; mais ce fut en pure perte qu'on lui dit que dans un pays où régnaient des mœurs aussi féroces qu'en Russie, un souverain ne pouvait prendre assez de précautions pour la sûreté de sa personne. «Ecoutez, répondit-il enfin, si vous êtes de mes amis, ne touchez plus cette matière, qui m'est odieuse.» Il fallut alors garder le silence, et abandonner ce pauvre prince à la sécurité qui le perdit.»

C'était cette sécurité qui avait permis à l'impératrice et à ses amis de prendre à l'aise les mesures nécessaires pour préparer et accomplir une révolution. Malgré les apparences, Catherine n'était pas restée inactive. Depuis longtemps elle s'était fait des serviteurs prêts à tout, capables de tout entreprendre, par ambition autant que par dévouement. Si elle les avait laissé faire, à ce que nous apprend M. de Breteuil dans sa dépêche du 5 janvier 1762 (n. st.), ils auraient tenté, au moment de la mort d'Elisabeth, de placer sur le trône son fils le grand duc Paul et de lui donner la

régence. Ce dessein convenait médiocrement à Catherine, et il n'eut pas de suite. Jusque-là ses partisans appartenaient surtout à la grande noblesse. Depuis l'avénement de Pierre III à la couronne, elle s'y fit de nouveaux adhérents, et plus considérables, et, chose singulière, ce fut, dit-on, par l'entremise d'une jeune femme de dix-neuf ans, la princesse Daschkow, nièce du chancelier et sœur cadette de cette Elisabeth Woronzow, qui passait pour la maîtresse de l'empereur. C'est par elle, assure Rulhière, que Catherine gagna le gouverneur du grand duc Paul. Son intérêt semblait commander au comte Panin de se ranger du côté de l'impératrice, car si Pierre désavouait son prétendu fils, comme tout annonçait que telle était son intention, il tombait dans le néant. Mais c'était un homme prudent, timide à l'excès, qui, dans une alternative aussi embarrassante, où il y allait de sa tête, hésitait à écouter son intérêt et son ambition, les seuls guides ordinaires de sa conduite. La princesse Daschkow réussit à le persuader et à le décider. Il avait été autrefois l'amant de sa mère, et elle passait pour être le fruit de cette liaison. Panin avait pour elle une vive tendresse, mais cette tendresse n'était rien moins que paternelle. La princesse Daschkow que les scrupules n'arrêtaient pas, lorsqu'il s'agissait d'atteindre un but, en passa, dit-on, par où il plut au comte Panin, et il s'engagea à servir l'impératrice. Il est de fait que la princesse Daschkow, quoique séparée de son mari qui vivait à Moscou, accoucha peu de mois après la révolution. Ce fut encore la princesse Daschkow, dit-on, qui porta les premières pa-

roles à l'hetman des Cosaques, Cyrille Rasumowsky colonel d'un des trois régiments des gardes, au prince Wolkonski, major-général du même corps, à Glebow, procureur général du sénat, à l'archevêque de Novogorod, et aux principaux chefs du clergé. L'agent de la princesse dans ces intrigues, où il fallait autant d'adresse que de courage, était un piémontais nommé Odart, qui disait un jour à M. de Breteuil: «Je suis né pauvre; j'ai vu qu'il n'y avait dans le monde que l'argent de considéré; j'en veux avoir; j'irais, pour en avoir, mettre ce soir le feu au palais: quand j'en aurai, je me retirerai dans mon pays, et je vivrai honnête homme tout comme un autre.» Ainsi fit-il: la révolution accomplie, Odart se retira à Nice, sa ville natale, comblé des bienfaits de Catherine, et il y mourut quelques années après, frappé de la foudre. Tous ces partisans de l'impératrice croyaient seulement conspirer en faveur du grand duc Paul, et dans ce cas Catherine aurait dû se contenter de la régence durant la longue minorité de son fils. (1) Heureusement pour son ambition, elle avait trouvé des instruments tout à la fois plus actifs, plus résolus, et uniquement dévoués à sa personne, et

(1) «Ce n'était pas l'intention du comte Tchernichew, de M. Panin et de quelques autres, qui étaient à la tête de la révolution, de placer l'impératrice sur le trône. Ils voulaient seulement qu'elle fut régente durant la minorité de son fils.» — Dép. de M. Shirley, 10 mars 1768.

»M. Panin s'est plaint de l'ingratitude de l'impératrice, et a dit à une amie, qu'il était le maître au temps de la révolution de faire proclamer le grand duc empereur: c'était une des conditions convenues.» — Dép. de M. Durand, 7 septembre. 1773.

ce furent ces obscurs serviteurs qui seuls lui frayèrent la voie au trône.

Tandisqu'on vantait sa constance romanesque pour Poniatowski et son désespoir, Catherine se consolait à l'insu de tous, et sans beaucoup de regrets, de l'éloignement de son amant. L'objet de son choix était Grégoire Orlow, officier attaché à Pierre Schouvalow, noble si l'on veut, par cela seul qu'il n'était pas né dans la servitude, pauvre, et sans autre mérite qu'une constitution athlétique. Le plus grand mystère ne cessa pas de couvrir cette honteuse liaison, dont on n'a jamais connu exactement l'origine. Soit goût, soit habitude, Orlow ne cessa pas de continuer son genre de vie, n'ayant d'autre société que celle de ses camarades, les officiers subalternes des régiments de la garde, parmi lesquels étaient deux de ses frères, Alexis et Vladimir. La protection occulte de Catherine lui procura, à la mort de Pierre Schouvalow, l'emploi de trésorier de l'artillerie et le grade de capitaine. Cependant Orlow s'était fait remarquer, et avait acquis une sorte de notoriété, par sa persistance à suivre en tous lieux les pas de sa maîtresse, et Catherine était la première à se moquer de cet obscur adorateur, dont personne, sans exception, ne soupçonnait la bonne fortune. M. de Breteuil écrivait après la révolution, le 9 octobre:

« Orlow est un fort bel homme. Il était amoureux de la czarine depuis plusieurs années, et je me souviens qu'un jour elle me le montra comme un personnage ridicule, et me conta l'extravagance de ses sentiments. C'est au reste, dit-on, une très grande bête. »

Orlow, mieux que personne instruit des craintes de l'impératrice, convaincu qu'une révolution pouvait seule la sauver, animé par la passion la plus ardente, devint dans les mains de Catherine un instrument d'autant plus actif et d'autant plus puissant que, dans la sphère obscure où il se mouvait, les soupçons ne pouvaient l'atteindre. Au milieu de l'agitation qui mettait en émoi les régiments des gardes, ses propos séditieux trouvèrent facilement un écho. Ses frères, quelques amis, l'aidèrent à propager les rumeurs les plus alarmantes, et l'argent, qu'il puisait à pleines mains dans sa caisse, donnait du poids à leurs raisonnements. « La plus grande partie des conjurés, écrivait M. de Breteuil le 9 octobre, sont de pauvres diables, qui étaient lieutenants ou capitaines, et en général mauvais sujets habitant tous les tripots de la ville. » Tandisque Panin, Tchernichew, Rasumowsky, et les autres combinaient froidement et tranquillement les chances d'un changement, Orlow, ses frères et leurs camarades semaient l'esprit de révolte dans les troupes de la garnison de Pétersbourg; et les généraux et les colonels, qui étaient pour la plupart dans le secret des desseins de l'impératrice, autorisaient par leur aveuglement calculé une agitation, dont ils comptaient un jour tirer bon parti.

Dans ces menées, qui embrassaient toutes les classes de la société, depuis les plus élevées jusqu'aux plus infimes, il y avait assurément les éléments d'une révolution. Mais il faut placer en dehors de ces manœuvres la véritable cause de l'événement qui plaça Catherine sur le trône. La princesse

Daschkow était certainement dans le vrai, lorsque dans une conversation avec Diderot, elle « en réduisait pour sa part et celle des autres le mérite presqu'à rien; elle disait que cela s'était engagé par des fils imperceptibles qui les avaient tous conduits à leur insu; que, si quelqu'un avait poussé sérieusement à cette aventure, c'était Pierre III lui-même par ses extravagances, le mépris de sa nation, ses vices, son ineptie, le dégoût qu'il ne cessait d'inspirer, sa vie crapuleuse et publique; qu'ils avaient tous été entrainés vers le même but par le vœu général, et qu'il y avait si peu de concert, que l'affaire était fort avancée que ni elle, ni l'impératrice, ni personne ne s'en doutait: trois heures avant la révolution, il n'y avait personne qui ne s'en crût encore à trois ans. »

Cependant Catherine touchait à sa perte. Cela devenait tous les jours plus manifeste. Pierre était résolu à se débarrasser d'elle d'une manière ou d'une autre. Le jour où fut célébrée la fête pour la conclusion de la paix avec la Prusse, l'empereur ordonna, dans un moment d'ivresse, de l'arrêter, et de l'enfermer dans un couvent. Son oncle, le prince de Holstein, « d'un génie faible et borné, » dit Frédéric, l'en dissuada. Voici en quels termes M. Bérenger, chargé d'affaires de France en l'absence de M. de Breteuil, s'exprimait dans sa dépêche du 29 juin:

« Il serait trop long et trop fastidieux de vous raconter tout ce qui s'est passé pendant les fêtes de la paix. On y a vu le monarque russe noyé dans le vin, ne pouvant se soutenir ni articuler, balbutiant au mi-

nistre de Prusse d'un ton d'ivrogne: «Buvons à la santé du roi notre maître. Il m'a fait la grâce de me confier un régiment à son service: j'espère qu'il ne me donnera pas mon congé. Vous pouvez l'assurer que, s'il l'ordonne, j'irai faire la guerre à l'enfer avec tout mon empire.» — «Votre Majesté peut être tranquille, reprit plaisamment la fraile Woronzow. Le roi de Prusse trouve en vous un trop bon serviteur pour que je me persuade qu'il vous congédie jamais.» Outre ce spectacle humiliant pour l'impératrice, elle essuie de la part du czar des personnalités fort désagréables auxquelles elle ne répond que par les propos les plus respectueux et par les larmes. La nation partage sa douleur et fait des vœux impuissants pour elle.»

Catherine a écrit depuis que ce ne fut «que depuis ce jour qu'elle prêta l'oreille aux propositions qu'on lui fesait depuis la mort d'Elisabeth.» Il y avait une autre circonstance qui ne la pressait pas moins de veiller à sa sûreté: elle était de nouveau grosse. Mais, quoique le mécontentement augmentât chaque jour, la conjuration n'était pas encore en état d'éclore, et on en renvoyait l'explosion après le départ de l'empereur pour le Holstein qui était proche. Sur ces entrefaites l'empereur se rendit à sa maison de campagne d'Oranienbaum. Son absence de Pétersbourg suffit pour causer une agitation fort inquiétante, s'il faut en croire M. Bérenger, qui écrivait le 6 juillet:

«Cela n'empêche pas l'empereur de vivre dans la plus parfaite sécurité. Il passe son temps à Oranienbaum à exercer ses soldats, à donner des bals et des opéras. Il a mené avec lui les plus jolies femmes, dont je vois les maris se promener tristement dans les jardins de la ville.»

Deux jours après, le 27 juin — 8 juillet, une révolution éclatait à Pétersbourg. Plusieurs relations ont

déjà été publiées de ce singulier événement; celle de Rulhière est sûrement la plus exacte, la plus authentique, car il ne raconte que ce qu'il a vu ou entendu, et elle est de tout point conforme aux dépêches de M. Bérenger et de M. de Breteuil. Le récit du ministre anglais en diffère pour quelques détails de peu d'importance. Voici ce qu'écrivait M. Keith le 2—13 juillet (1):

« Vendredi dernier, vers les neuf heures du matin, comme je me préparais à me rendre à Peterhof pour y rencontrer l'empereur, un de mes domestiques est entré en courant dans ma chambre, la figure bouleversée, et il m'a dit qu'il y avait un grand tumulte à l'autre extrémité de la ville, et que les gardes, s'étant mutinés, s'étaient ameutés et ne parlaient de rien moins que de détrôner l'empereur. Il ne put pas me donner d'autres détails, ni répondre à la seule question que je lui adressai, à savoir: si l'impératrice était en ville? Un quart d'heure après, un des négociants anglais établis ici vint et m'apprit que l'impératrice était dans la ville, que les

(1) En regard de la relation de Rulhière et de la dépêche de M. Keith, il n'est pas sans intérêt de jeter les yeux sur le récit que Catherine elle-même a écrit ou dicté de cette révolution. Il est en forme de lettre, et il parait avoir été adressé à Poniatowski. Quoiqu'il ait été imprimé, il est peu connu, et on aimera sans doute à le trouver ici:

«Pierre III avait perdu le peu d'esprit qu'il avait: il heurtait tout de front; il voulait casser les gardes; il allait les mener à la campagne pour cela, comptant les faire remplacer par celles d'Holstein, qui devaient rester en ville; il voulait changer la religion, se marier avec Elisabeth Woronzow, me répudier et m'enfermer.

« Le jour de la célébration de la paix avec le roi de Prusse, après m'avoir injuriée publiquement à table, il avait ordonné le soir de m'arrêter. Mon oncle, le prince Georges, fit rétracter cet ordre. Ce n'est que depuis ce jour que je prêtai l'oreille aux propositions qu'on me faisait depuis la mort de l'impératrice Elisabeth. Le dessein était de le pren-

gardes et les autres troupes de la garnison l'avaient proclamée impératrice et souveraine, et qu'elle se trouvait dans le moment à l'église de Kasan pour y entendre la messe et un Te Deum chanté à cette occasion. Il ajouta que le prince George de Holstein-Gottorp avait été arrêté comme il essayait de sortir de la ville. Ce récit fut bientôt confirmé d'autre part, et nous apprîmes que tous les fonctionnaires publics et toutes les personnes les plus considérables qui se trouvaient en ville prêtaient le serment de fidélité à l'impératrice, comme les gardes et les autres corps militaires avaient déjà fait.

« Cette révolution surprenante a été accomplie et terminée en moins de deux heures, sans qu'il ait été versé une goutte de sang, ou commis une acte de violence; et tous les quartiers de la ville un peu éloignés du Palais, surtout la rue où je demeure, ainsi que la plus grande partie des sujets de sa Majesté, étaient aussi tranquilles que si rien d'extraordinaire n'était arrivé. La seule chose nouvelle, c'étaient quelques piquets placés à la tête des ponts et aux coins des rues, et quelques patrouilles de cavalerie pour maintenir la tranquillité publique.

dre dans sa chambre, et de l'enfermer, comme autrefois la princesse Anne et ses enfants. Il s'en alla à Oranienbaum. Nous étions suivis d'un grand nombre de capitaines aux régiments des gardes. Le sort du secret était entre les mains des trois frères Orlow, dont Osten se souvient d'avoir vu l'aîné me suivre partout, et faire mille folies; sa passion pour moi était publique, et tout a été fait par lui dans cette vue. Ce sont des gens extrêmement déterminés, et forts aimés du commun des soldats, ayant servi dans les gardes. J'ai la plus grande obligation à ces gens-là: tout Pétersbourg en est témoin. Les esprits des gardes étaient préparés, et il y avait à la fin trente à quarante officiers, et près de dix mille hommes du commun dans le secret. Dans ce nombre il ne se trouva pas un traître, pendant trois semaines; il y avait quatre factions séparées, dont on réunissait les chefs pour l'exécution, et le vrai secret était entre les mains des trois frères. Panin voulait que ce fût en faveur de mon fils; mais ils n'y voulurent jamais consentir. J'étais à Péterhof, Pierre III vivait et buvait à Oranienbaum. On était convenu, qu'en cas de trahison, on n'attendrait point son retour, mais qu'on as-

« Aussitôt que les gardes se furent réunis le matin, plusieurs détachements furent envoyés sur la route de Peterhof, pour empêcher qu'aucune nouvelle ne fut envoyée à l'empereur, et ils exécutèrent cette commission si promptement et si exactement que pas une seule personne ne put passer outre, excepté Léon Alex. Naryschkin, grand écuyer, et le comte Roman Woronzow.

« Vers les huit heures du soir, l'impératrice est sortie de la ville à cheval, à la tête de douze à quatorze mille hommes d'infanterie avec beaucoup d'artillerie, et elle a pris la route de Peterhof, afin d'attaquer l'empereur dans ce palais, ou à Oranienbaum, ou partout où elle le trouverait; et le lendemain, dans l'après-midi, la nouvelle est arrivée que sa Majesté avait abdiqué sa couronne sans qu'un coup ait été frappé.

« Voici les détails que j'ai pu recueillir et qui paraissent exacts, quoique je ne garantisse pas l'authenticité de tous. Cette affaire se machinait depuis longtemps, mais l'exécution en a été précipitée par l'arrestation, deux jours avant, d'un des conspirateurs à cause de quelques paroles imprudentes qu'il avait laissé échapper. Dans la crainte que le complot ne fut découvert,

semblerait les gardes, et qu'on me proclamerait. Leur zèle pour moi fit ce que la trahison aurait effectué. Il se répandit un bruit, le 27, que j'étais arrêtée. Les soldats se mettent en mouvement; un de nos officiers les calma. Vient un soldat chez un capitaine nommé Pacik, chef d'une faction, et lui dit qu'assurément j'étais perdue. Il l'assura qu'il avait de mes nouvelles. Ce soldat, alarmé pour moi, va chez un autre officier, et lui dit la même chose; celui-ci n'était pas du secret: effrayé d'entendre qu'un officier avait renvoyé ce soldat sans l'arrêter, il s'en va au major: ce dernier fit arrêter Pacik, et envoya le rapport pendant la nuit à Oranienbaum: voilà tout le régiment en mouvement, et l'alarme parmi nos conjurés. Ils résolurent d'abord d'envoyer chez moi le deuxième frère Orlow, pour m'amener en ville, et les deux autres allèrent partout dire que j'y étais arrivée. Le hetman, Wolkonski et Panin étaient du secret.

«Je me trouvais presque seule, à Péterhof, avec les femmes qui me servaient, oubliée en apparence de tout le monde. Mes journées étaient très inquiètes cependant, parce que je savais régulièrement tout ce qui se tramait pour et contre

ceux qui y trempaient prirent la résolution de se mettre immédiatement à l'œuvre, et en conséquence un des trois frères Orlow, officier dans les gardes, fut envoyé pour faire connaitre cette circonstance à l'impératrice, et lui représenter la nécessité pour elle de revenir à Pétersbourg sans perdre de temps. Orlow arriva à Péterhof entre les trois et quatre heures du matin, et ayant pénétré jusqu'à la chambre à coucher de sa Majesté, il lui fit part du danger qu'elle courait, sur quoi, aussitôt qu'elle fut habillée, elle se glissa hors du palais par une porte de derrière, et, sous la conduite d'Orlow, sans un seul domestique de l'un ou de l'autre sexe, après bien des accidents, tels que la fatigue et la chute des chevaux, elle arriva à Pétersbourg vers six heures, et se rendit directement à la caserne du régiment des gardes Ismailowski, qu'elles trouva sous les armes prêts à la recevoir, avec son colonel en tête, l'hetman Rasumowsky. Sa Majesté se rendit de là à la caserne du régiment Simeonowski, et ensuite à celle du régiment Preobasinski, et escortée par eux elle fut conduite au Palais, où tout se passa de la manière que j'ai dit plus haut.

moi. Le 28, à six heures du matin, Alexis Orlow entre dans ma chambre, m'éveille, et me dit, avec une grande tranquillité: «Il est temps de vous lever; tout est prêt pour vous proclamer.» Je lui demandai des détails, il me dit: *Pacik est arrêté.* Je n'hésitai plus; je m'habillai au plus vite, sans faire de toilette; et je montai dans le carrosse qui l'avait amené. Un autre officier était en guise de valet à la portière; un troisième vint au-devant de moi, à quelques verstes de Péterhof. A cinq verstes de la ville, je rencontrai l'aîné Orlow avec le prince Baratinski, le cadet. Celui-ci me céda sa place dans sa chaise; car mes chevaux étaient rendus, et nous allâmes débarquer dans les casernes du régiment Ismailowski. Il n'y avait que douze hommes et un tambour qui se mit à battre l'alarme. Voilà les soldats qui arrivent, me baisent, m'embrassent les pieds, les mains, l'habit, me nomment leur sauveur. Deux amènent un prêtre sous les bras, avec la croix; les voilà qui se mettent à prêter le serment. Cela fait, on me prie de monter dans un carosse. Le prêtre, avec la croix, marchait devant. Nous allâmes au régiment de Simeonowski. Celui-ci vint au-devant de nous en criant: *Vivat!* Nous al-

«Je dois faire remarquer que le régiment de cavalerie de la garde, dont le prince George était colonel, a été des premiers à se révolter, et qu'il a montré la plus grande animosité contre son colonel et le dernier gouvernement; que toutes les troupes ont prêté serment sans hésiter, excepté quelques officiers du régiment des cuirassiers de l'empereur, qui l'ont d'abord refusé, et quelques uns d'entre eux, je crois, sont encore aux arrêts, parce qu'ils persistent dans leur refus.

«Quant à l'empereur, il n'eut pas la moindre nouvelle, ni le plus petit soupçon de cette affaire, jusque vers le milieu du jour. Tandisqu'il se rendait d'Oranienbaum à Péterhof, il rencontra un domestique envoyé par le grand écuyer Léon Naryschkin, qui l'informa de ce qui se passait dans la ville. Sa Majesté se rendit à Péterhof, où il apprit la fuite de l'impératrice: elle avait été jusqu'alors tenue cachée aux dames et aux autres courtisans par les femmes de chambre de sa Majesté, qui prétendaient que l'impératrice était indisposée et au lit. A partir de ce moment le malheureux empereur semble avoir perdu la tête, et il n'y eut plus que désespoir et confusion dans sa petite suite,

lâmes à l'église de Kasan, où je descendis: le régiment de Préobazinski arriva en criant: *Vivat!* en me disant: Nous vous demandons pardon d'être venus les derniers, nos officiers nous ont retenus; mais en voilà quatre que nous amenons arrêtés, pour vous montrer notre zèle: car nous voulons aussi ce que nos frères veulent. La garde à cheval arriva après; celle-ci était dans une fureur de joie que je n'avais jamais vue. Ils criaient en pleurant à la délivrance de leur patrie: cette scène se passait entre le jardin du hetman et la Kasanski. La garde à cheval était en corps, les officiers à la tête. Comme je savais que mon oncle, le prince Georges, à qui Pierre III avait donné ce régiment, en était horriblement haï, j'envoyai des gardes à pied chez mon oncle pour le prier de rester dans sa maison, de peur d'accident pour sa personne. Point du tout: son régiment avait détaché pour l'arrêter; on pilla sa maison, et on le maltraita; j'allai au nouveau Palais d'hiver, où le synode et le sénat étaient assemblés. On dressa à la hâte le manifeste et le serment. De là je descendis, et fis à pied le tour des troupes, il y avait plus de quatorze mille hommes, gardes et ré-

et aucune résolution ne fut prise que très tard dans la soirée. Alors sa Majesté avec toute sa suite, hommes et femmes, s'embarqua à bord d'une galère, qui était à l'ancre devant Péterhof, et il se rendit à force de rames devant Cronstadt, dans l'espérance d'y être reçu. Mais Taliesin, commissaire de l'amirauté, et le vice-amiral Mardison, qui y avaient été envoyés dans la matinée de Pétersbourg, avaient pris les devants sur lui, et lorsque l'empereur approcha du port, non seulement on refusa de l'y laisser entrer, quoiqu'il déclarât qui il était, mais on le menaça de faire faire feu sur lui. Cet incident augmenta la confusion et le désespoir, et la galère, ainsi que les bateaux qui l'accompagnaient, retournèrent vers l'autre rive, chacun prenant une direction différente, quelques uns vers Péterhof, les autres vers Oranienbaum. Parmi ces derniers était l'empereur avec quelques serviteurs. Le samedi matin, apprenant que l'impératrice s'approchait avec de si grandes forces, il envoya le prince Galitsyn, vice-chancelier, et le major-général Ismaïlow à l'impératrice avec quelques propositions ; et peu de temps après Ismaïlow revint porteur d'un acte d'abdication en forme que l'empereur

giments de campagne. Dès que l'on me voyait, c'étaient des cris de joie qu'un peuple innombrable répétait. J'allai au vieux Palais d'hiver, pour prendre les mesures nécessaires et achever. Là, nous consultâmes, et il fut résolu que j'irais à la tête des troupes à Péterhof, où Pierre III devait dîner. Il y avait des postes posés sur tous les chemins, et de moment en moment on nous amenait des langues. J'envoyai l'amiral Taliesin à Cronstadt. Arrive le chancelier Woronzow, pour me faire des reproches sur mon départ de Péterhof. On l'amena à l'église pour me prêter serment; ce fut ma réponse: ensuite arrivèrent le prince Troubetzkoy et le comte Alexandre Schouvalow, aussi venant de Péterhof, pour s'assurer des régiments et pour me tuer. On les mena aussi prêter serment sans aucune violence.

« Après avoir expédié tous nos courriers, et pris toutes nos précautions, vers les dix heures du soir, je me mis en uniforme des gardes, m'étant fait proclamer colonel avec des acclamations inexprimables. Je montai à cheval, et nous ne laissâmes que peu de monde de chaque régiment pour la garde de mon fils, qui était resté à la ville.

signa, et ensuite il monta dans une voiture avec ce général, prit la route de Péterhof, et depuis on ne l'a plus vu, et je n'ai pas pu apprendre où il a été conduit. On dit que, dans l'acte d'abdication, il y avait un article qui promettait à l'empereur la liberté de se retirer dans le Holstein.

« L'impératrice, après avoir passé la nuit dans une maison de campagne du prince Kourakin, est rentrée hier matin à cheval dans Pétersbourg, et, après avoir entendu la messe dans la nouvelle église de l'Amirauté, qui fut consacrée ce jour-là, elle alla directement au Palais d'été avec son fils le grand duc, où tout le monde sans distinction fut admis pendant plusieurs heures à lui baiser la main.

« J'entends dire que l'hetman Cyrille Rasumowsky, M. de Villebois, et le comte Panin, gouverneur du grand duc, ont eu la principale part dans cette révolution, et sous eux les frères Orlow ont été les plus actifs et ceux qui ont été le plus avant dans le secret. Ce qu'il y a de plus singulier dans tout cela, c'est que le lieu du rendez-vous était la maison de la princesse Daschkow, jeune femme de moins de vingt ans, fille du comte

«Je sortis ainsi à la tête des troupes, et nous marchâmes toute la nuit vers Péterhof. Arrivée au petit monastère, le vice-chancelier Galitsyn me vint apporter une lettre très flatteuse de Pierre III. J'oubliais de dire qu'en sortant de la ville, trois soldats envoyés de Péterhof, pour répandre un manifeste dans le peuple, me le donnèrent en me disant: Tiens, voilà ce dont Pierre III nous a chargés; nous te le donnons à toi, et nous sommes bien aises d'avoir cette occasion de nous joindre à nos frères. Après donc cette première lettre de Pierre III, il m'en arriva une seconde portée par le général Michel Ismaïlow, qui se jeta à mes pieds, et me dit: Me comptez-vous pour un honnête homme? Je lui réponds: Oui. Eh bien! dit-il, il y a plaisir d'être avec des gens d'esprit; l'empereur s'offre à résigner; je vous l'amènerai après sa résignation très libre; j'éviterai une guerre civile à ma patrie. Je le chargeai sans difficulté de cette commission, et il alla la faire.

«Pierre III renonça à l'empire à Oranienbaum en toute liberté, entouré de quinze cents Holsteinois, et vint avec Elisabeth Woronzow, Godowitz et Michel Ismaïlow à Péterhof,

Roman Woronzow, sœur de la favorite Elisabeth, et nièce du chancelier. Il est certain qu'elle a joué une grande rôle dans la conception et l'exécution de toute la conspiration depuis le commencement jusqu'à la fin.

« L'infortuné empereur paraissait n'aimer personne autant que l'hetman, et deux jours avant la révolution il dinait chez le maréchal Rasumowsky, et les deux frères le reçurent avec les plus grandes marques de respect, de zèle et d'attachement, et aussitôt qu'il fut parti pour retourner à Oranienbaum, l'hetman se rendit directement à Péterhof, pour concerter des mesures avec l'impératrice.

« A l'égard des causes de cette révolution, il est manifeste que la confiscation des biens de l'église a été la principale, et aussi le mépris du clergé. La seconde est la discipline sévère que l'empereur tentait d'introduire dans l'armée, surtout dans les régiments des gardes, qui avaient été accoutumés à beaucoup de licence. Leur mécontentement s'accrut par la détermination de l'empereur, d'emmener avec lui en Allemagne une grande partie de ce corps pour son expédition contre le Danemark. Cette guerre était d'ailleurs désa-

où, pour la garde de sa personne, je lui donnai cinq officiers et quelques soldats. C'était le 29 juin, jour de la Saint-Pierre, à midi. Tandis qu'on préparait à manger pour tout le monde, les soldats s'imaginèrent que Pierre III était amené par le feld-maréchal prince Troubetzkoy, et que celui-ci tâchait de faire la paix entre nous deux. Les voilà qui chargent tous les passants, entre autres le hetman, les Orlow et plusieurs autres, disant qu'il y a trois heures qu'ils ne m'ont vue, qu'ils meurent de peur que ce vieux fripon de Troubetzkoy ne me trompe, en faisant, me disaient-ils, une paix simulée entre ton mari et toi, et qu'on ne te perde, toi et nous aussi; mais nous les mettrons en pièces; c'étaient leurs expressions. Je m'en allai parler à Troubetzkoy, et lui dis: Je vous prie, mettez-vous en carrosse, tandis que je ferai à pied le tour de ces troupes. Je lui contai tout ce qui se passait: il s'en alla en ville tout effrayé, et moi je fus reçue avec des acclamations inouïes, après quoi j'envoyai, sous le commandement d'Alexis Orlow, suivi de quatre officiers choisis et d'un détachement d'hommes doux et raisonnables, l'empereur déposé à vingt-sept verstes de Péterhof, dans

gréable à toute la nation, qui se voyait à regret entrainée dans de nouvelles dépenses et dans de nouveaux dangers pour la conquête du duché de Schleswick, regardé comme un objet sans valeur en lui-même, et entièrement indifférent à la Russie, et cela après que l'empereur venait de sacrifier à son amitié pour le roi de Prusse les conquêtes faites par les armes russes, et qui pouvaient être d'une grande importance à l'empire, ce que pourtant le désir de la paix avait fait approuver.

« Plusieurs autres petites circonstances, grandement exagérées, défigurées et représentées sous un faux jour, ont contribué à la chute de ce malheureux prince, qui avait beaucoup d'excellentes qualités, et qui n'a pas commis une action violente ou cruelle dans le cours de son règne, mais qui, par son horreur pour les affaires, qu'il devait à une mauvaise éducation, et par le triste choix de ses favoris qui l'y encourageait, a laissé tomber toutes choses dans la confusion; et par l'erreur où il était, de se croire sûr de l'affection de la nation par les grands biens qu'il lui avait faits à son avénement au trône, il était tombé dans une indolence et une sé-

un endroit nommé Ropscha, très écarté, mais très agréable, tandis qu'on préparait des chambres honnêtes et convenables à Schlusselburg, et qu'on eut le temps de mettre des chevaux pour lui, en relais. Mais le bon Dieu en disposa autrement: la peur lui avait donné un cours de ventre qui dura trois jours et s'arrêta au quatrième. Il but excessivement ce jour-là, car il avait tout ce qu'il voulait, hors la liberté. Il ne m'a cependant demandé que sa maîtresse, son chien, son nègre et son violon; mais, crainte de scandale et d'augmenter la fermentation dans les esprits, je ne lui envoyai que les trois dernières choses. La colique hémorroïdale lui reprit avec le transport au cerveau; il fut deux jours dans cet état, d'où s'ensuivit une grande faiblesse, et, malgré les secours des médecins, il rendit l'âme en demandant un prêtre luthérien. Je craignis que les officiers ne l'eussent empoisonné, tant il était haï. Je le fis ouvrir, et il est certain qu'on n'en trouva pas la moindre trace: il avait l'estomac très sain, mais l'inflammation dans les boyaux; et un coup d'apoplexie l'avait emporté; son cœur était d'une petitesse extrême, et était flétri.

«Après son départ de Péterhof, on me conseilla d'aller

curité qui lui ont été fatales. Je ne peux m'empêcher d'ajouter que moi-même aussi bien que plusieurs autres personnes de discernement, nous avions cru apercevoir récemment dans ce prince un changement considérable par rapport à ce qu'il était quelques mois auparavant; le tourbillon incessant dans lequel il vivait, et les flatteries des vils courtisans qui l'entouraient, avaient jusqu'à un certain point altéré son intelligence. Pour en finir, je dois reconnaitre que je ne soupçonnais pas que cette révolution arrivât si tôt, mais j'ai toujours pensé que son éloignement de son empire lui serait fatal; et, pour cette raison, je m'efforçais par tous les moyens possibles de le détourner de l'expédition qu'il projetait, par des insinuations directes à lui-même aussi bien qu'en représentant le péril de cette mesure à ceux qui avaient un titre pour lui donner des avis.

« Le père et la sœur de la princesse Daschkow sont toujours prisonniers. On dit que l'empereur à désiré seulement trois choses: sa vie; et que sa favorite et son aide-de-camp Godowitz fussent bien traités.

« Hier soir, vers les dix heures, j'ai reçu un message qui m'invitait à me trouver ce matin à la cour à

tout droit à la ville; je prévis que les troupes s'en alarmeraient: j'en fis semer le bruit, sous prétexte de savoir à quelle heure elles seraient en état de se mettre en chemin. Après trois jours d'une aussi grande fatigue, ils donnèrent l'heure à dix heures du soir: Pourvu, ajoutèrent-ils, qu'elle vienne avec nous. Je partis donc avec eux; et, à moitié chemin, je vins me reposer à la maison de campagne de Kourakin, où je me jetai tout habillée sur un lit. Un officier m'ôta mes bottes. Je dormis deux heures et demie, et puis nous nous remîmes en chemin de Catherinhof: je me remis à cheval; un régiment de hussards marchait devant, puis mon escorte qui était la garde à cheval; puis venait immédiatement après moi toute ma cour; après moi marchèrent les régiments des gardes, selon leur ancienneté, et trois régiments de campagne. J'entrai en ville avec de grandes acclamations, et j'allai ainsi au Palais d'été, où m'attendaient la cour, le synode, mon fils, et tout ce qui m'approche. J'allai à la messe: puis on chanta le *Te Deum;* puis on vint me féliciter, moi qui, depuis vendredi, six heures du matin, n'avais presque ni bu, ni mangé, ni dormi. Je fus fort aise de me coucher le dimanche au soir.

onze heures. Je m'y suis rendu. J'y ai trouvé tous les ministres étrangers. Nous avons été bientôt introduits auprès de sa Majesté, et nous avons eu l'honneur de lui baiser la main. En le fesant, j'ai saisi cette occasion de lui faire un compliment convenable au nom du Roi; elle l'a bien accueilli et y a répondu en très bons termes. En somme, j'ai été très bien reçu. Les personnes qui fesaient là la plus grande figure étaient l'hetman, l'Orlow dont j'ai déjà parlé; il portait le cordon de l'ordre de St. Alexandre et la clef de chambellan. »

Les dépêches du chargé d'affaires de France contiennent quelques détails que ne connaissait pas encore M. Keith sur la conduite de Pierre. Ils prouvent ce qu'on savait déjà, qu'il est impossible de montrer plus de faiblesse que n'en fit voir ce prince dans la mauvaise fortune. Il avait avec lui, à Oranienbaum, quinze cents Holsteinois qui se seraient fait tuer pour lui, et il n'eut pas le courage de leur donner un ordre. Mun-

« A peine étais-je endormie, à minuit, que le capitaine Pacik entra dans ma chambre, et m'éveilla en me disant: Nos gens sont horriblement ivres: un hussard, dans le même état, a passé devant eux, il leur a crié: aux armes! trois mille Prussiens arrivent, et veulent nous enlever notre mère; là-dessus, ils ont pris les armes, et viennent pour savoir l'état de votre santé, disant qu'il y a trois heures qu'ils ne vous ont vue, et qu'ils iront tranquillement à la maison, pourvu qu'ils voient que vous êtes bien; ils n'écoutent ni leurs chefs, ni même les Orlow. Me voilà de nouveau sur pied; et, pour ne point alarmer ma garde de cour, qui était d'un bataillon, j'allai première à eux, et leur dis la raison pourquoi je sortais à pareille heure. Je me mis ensuite dans mon carosse, avec deux officiers, et j'allai aux troupes, et leur dis que je me portais bien, qu'ils allassent dormir, et me donnassent aussi du repos, que je ne faisais que de me coucher, n'ayant pas dormi depuis trois nuits; que je souhaitais qu'à l'avenir ils écoutassent leurs officiers. Ils me répondirent qu'on leur avait donné l'alarme avec ces maudits Prussiens; qu'ils voulaient tous mourir pour moi: Eh bien!

nich, qui lui resta fidèle jusqu'à la fin, conseillait à Pierre de s'échapper, de se rendre à l'armée qui était sur les frontières de Prusse, et de revenir à la tête de ces troupes éprouvées reconquérir sa couronne. Mais il n'était pas capable de suivre de pareils avis qui exigeaient une force et une fermeté d'esprit et de caractère qu'il n'avait jamais eues. Il se soumit passivement à son sort, sans même se plaindre des revers de la fortune qui le précipitait du comble des grandeurs dans la plus extrême misère. M. Bérenger écrivait le 13 juillet (n. st.):

«L'empereur se voyant absolument sans ressources, il écrivit une lettre à l'impératrice, par laquelle il reconnaissait ses torts, et offrait de se réconcilier avec elle et de partager l'autorité. L'impératrice n'y fit point de réponse. Il lui envoya peu de temps après une autre lettre, par laquelle il lui demandait pardon,

leur dis-je, je vous remercie; mais allez vous coucher. Là-dessus, ils me souhaitèrent le bon soir et beaucoup de santé, et s'en allèrent, comme des agneaux, à la maison, tournant toujours les yeux sur mon carosse, en se retirant. Le lendemain ils me firent faire des excuses, et regrettèrent beaucoup de m'avoir éveillée.

«Il faudrait un livre entier pour décrire la conduite de chacun des chefs. Les Orlow brillent par l'art de savoir régir les esprits, par une prudente hardiesse, par les grands et petits détails, par une grande présence d'esprit, et par l'autorité que cette conduite leur a donnée. Ils ont beaucoup de bon sens, un courage généreux; patriotes jusqu'à l'enthousiasme, et fort honnêtes gens; attachés avec passion à ma personne, et unis entre eux comme jamais frères ne l'ont été. Ils sont cinq, mais trois seulement étaient ici. Le capitaine Pacik s'est fort distingué en restant douze heures entières dans son arrêt, quoique les soldats lui ouvrissent portes et fenêtres; et cela pour ne point jeter l'alarme avant mon arrivée à son régiment, quoiqu'il s'attendît à tous moments d'être arrêté et amené à Oranienbaum, pour y être

une pension, et la permission de se retirer dans le Holstein. L'impératrice lui envoya par le général Ismaïlow un acte d'abdication, avec ordre de le lui faire signer et de lui déclarer qu'on ne pouvait lui répondre de sa vie, s'il entreprenait de se défendre. Cet officier se rendit à Oranienbaum, suivi seulement de son domestique, et lui présenta cet acte à signer, et, comme il tergiversait: « Vous êtes le maître de ma vie, lui dit M. Ismaïlow, mais, en attendant, je vous arrête de la part de l'impératrice. » Il lui ota son cordon, et le mena d'Oranienbaum à Péterhof. Il fut conduit dans l'appartement qu'il occupait étant grand duc, dépouillé de toutes les marques de la souveraineté, et mis en robe de chambre, d'où il ne sortit que pour disparaître entièrement. Ainsi finit cette tragédie le 10 juillet à sept heures du soir. Il a témoigné la plus grande lâcheté dans toute la suite de cet événement »

Et encore le 16 juillet (n. st.):

« L'empereur a demandé son chien mopse, son nègre Narcisse, son violon, des romans, et une bible allemande. »

mis à la question. Heureusement cet ordre de Pierre III n'arriva que lorsque je fus entrée à Pétersbourg. La princesse Daschkow, sœur cadette d'Elisabeth Woronzow, quoiqu'elle veuille s'attribuer tout l'honneur de cette révolution, était en très mauvaise odeur à cause de sa parenté, et son âge de dix-neuf ans n'en imposait à personne. Elle prétendait que tout passait par elle pour venir jusqu'à moi. Cependant, depuis six mois, j'avais des correspondances avec tous les chefs, avant qu'elle en connût seulement le premier nom. Il est vrai qu'elle a beaucoup d'esprit; mais il est gâté par sa prodigieuse ostentation, et l'humeur naturellement brouillonne; elle est haïe des chefs, et amie des étourdis qui la mettaient au fait de ce qu'ils savaient, qui étaient des menus détails. Ivan Schouvalow, le plus bas et le plus lâche des hommes a écrit, dit-on, à Voltaire, qu'une femme de dix-neuf ans avait changé le gouvernement de cet empire: détrompez, je vous prie, ce grand écrivain. Il fallait cacher à la princesse Daschkow les canaux des autres à moi, cinq mois avant qu'elle sût la moindre chose; et, les quatres semaines dernières, on ne lui disait que le moins qu'on pou-

La révolution s'était accomplie sans rencontrer la plus légère résistance. Les partisans de la régence, ceux mêmes qui l'avaient formellement stipulée en promettant leur concours, acceptèrent sans mot dire les faits accomplis. Ceux des conjurés, qui, s'il faut en croire la dépêche du 28 octobre de M. de Breteuil, songeaient à faire remonter Ivan sur le trône, s'abstinrent de faire entendre la moindre protestation. Catherine régnait sans contestation, mais ceux qui avaient eu le plus de part à son élévation, sentaient qu'elle pouvait difficilement, tant que Pierre vivait, jouir en paix de la couronne qu'un coup de main heureux venait de lui donner. On ne pouvait pas ignorer que ce prince, haï des nobles et des soldats, était très aimé du peuple, et, même en Russie, le peuple, si peu compté qu'il soit, se fait compter pour beaucoup dans un temps de révo-

vait. La force d'esprit du prince Baratinski qui cachait à un frère chéri, adjudant du ci-devant empereur, ce secret, parce que ç'aurait été un confident, non pas à craindre, mais seulement inutile, mérite louange. Dans la garde à cheval, un officier, nommé Chitrou(?), âgé de vingt-deux ans, et un bas officier de dix-sept, nommé Potemkin, ont dirigé toutes choses avec courage et activité.

« Voilà à peu près notre histoire. Le tout se faisait, je vous l'avoue, sous ma direction très particulière; et, à la fin, j'y jettai de l'eau, parce que le départ pour la campagne empêchait l'exécution, et que le tout était plus que mûr depuis quinze jours. Le ci-devant empereur, quand il apprit le tumulte de la ville, fut empêché par les jeunes femmes dont il composait sa suite, de suivre l'avis du vieux feld-maréchal Munnich, qui lui conseillait de se jeter dans Cronstadt, ou de s'en aller, avec peu de monde, à l'armée; et, quand il alla sur une galère, à Cronstadt, la ville était déjà à nous par la bonne conduite de l'amiral Talieszin, qui fit désarmer le général Lievers, qui y était déjà de l'empereur. Quand Talieszin y arriva, un officier du port, de son propre mouvement, me-

lution. On sentait déjà qu'il serait bien difficile, pour ne pas dire, impossible, de satisfaire les exigences et les prétentions de tous ceux qui, par ambition ou par amour de la nouveauté, avaient trempé dans la conjuration, et on remarquait dans les troupes une agitation, une turbulence qui pouvaient les porter à tous les excès. Non pas que l'infortuné Pierre, plongé dans un accablement stupide, vaincu, désarmé, abandonné de tous, fût en apparence bien redoutable. Il acceptait sans murmure la misérable condition où ses fautes et sa mauvaise fortune l'avaient jeté. Néanmoins, tant qu'il était de ce monde, Catherine avait quelque chose à craindre, car, fût-il dans la plus étroite prison, derrière les bastions de Schlusselburg, son nom pouvait servir de mot de ralliement. L'impératrice n'était sûrement pas inaccessible à ces considérations, et ses meilleurs amis résolurent de la délivrer de toute inquiétude à cet égard.

Pierre III avait été enlevé de Péterhof, comme on a vu plus haut, et d'Oranienbaum, où il avait été d'abord amené, on le conduisait à petites journées à la citadelle de Schlusselburg sur le lac Ladoga. Le 19 juillet au matin, tandisqu'il reposait dans une maison de campagne écartée, Alexis Orlow, qui commandait l'escorte, et un officier subalterne, du nom de Teplow,

naça ce prince malheureux de faire tirer à boulets sur sa galère. Enfin, Dieu a mené tout à la fin qu'il s'était proposée, et tout cela tient plus du miracle que des choses prévues et arrangées; car tant de combinaisons heureuses ne peuvent se rencontrer que par les ordres du Tout-Puissant.»

entrèrent dans sa chambre. Ce qu'ils y firent, on ne l'a jamais su exactement. Quand ils en sortirent, Pierre III était mort. M. Bérenger, dans sa dépêche du 21 août, dit formellement sur le témoignage d'un valet de chambre qui n'avait pas quitté l'empereur, qu'il fut d'abord empoisonné, et que, le poison n'agissant pas assez promptement, il fut étranglé. Neuf ans plus tard, M. Durand, chargé d'affaires de France, à Vienne écrivait le 4 mai 1771:

« Sans que personne se soit avisé de lui parler de la mort de Pierre III, le comte Alexis Orlow a de son propre mouvement touché cette horrible matière, et il a dit en plusieurs occasions, qu'il était bien triste pour un homme, qui avait tant d'humanité, d'avoir été contraint de faire ce qu'on avait exigé de lui. Ce général, qui a une force de corps extraordinaire, fut chargé d'étrangler son maître, et il semble que les remords le poursuivent. »

On publia que Pierre était mort d'une colique hémorrhoïdale. Son cadavre resta trois jours exposé à tous les regards dans une église de Pétersbourg, afin que des imposteurs ne pussent pas un jour, à l'exemple des faux Demetrius, prendre son nom, et chacun put voir sur son visage noirci et son cou déchiré les traces du crime qu'on avait vainement cherché à effacer. M. Keith se contentait d'écrire le 20 juillet (n. st.):

« J'ai reçu du ministère russe un papier ainsi conçu: « Le ministère impérial de Russie croit devoir informer les ministres étrangers que le ci-devant empereur, ayant eu une violente colique, dont il était fréquemment incommodé, est mort hier. » L'empereur est mort dans une petite maison de campapne ap-

partenant à la couronne, et son corps a été transporté de là, dans la nuit du dimanche au lundi, au couvent de Newsky, où il est maintenant exposé aux regards du public. Des milliers de personnes s'y pressent pour le voir. »

Et trois jours après, le 23:

« L'empereur a été enterré à Newsky mercredi matin, sans cérémonie. Les membres des cinq premières classes ont seuls reçu l'ordre d'assister aux funérailles. »

M. Bérenger, qui ne se croyait pas tenu à tant de réserve que M. Keith, écrivait à cette même date, le 23 juillet, ces mots qui sont comme la moralité du récit que l'on vient de lire:

« Quel tableau pour la nation elle-même, et jugeant de sang froid! d'un côté, le petit-fils de Pierre I détrôné et mis à mort; de l'autre, le petit-fils du czar Ivan languissant dans les fers: tandisqu'une princesse d'Anhalt usurpe la couronne de leurs ancêtres en préludant au trône par un régicide. »

Il est difficile de ne pas se demander quelle part a eue Catherine à la mort de son mari. L'a-t-elle exigé de ses séïdes, ou, comme fit son petit-fils Alexandre en pareille circonstance, se contenta-t-elle d'accepter les bénéfices d'un crime qu'elle n'avait pas ordonné, mais qu'elle avait laissé commettre? Dans les premiers moments, ceux-mêmes, qui étaient le moins disposés à la juger avec indulgence, la crurent innocente. M. Bérenger, par exemple, écrivait le 23 juillet:

« Je ne suppose pas à cette princesse l'âme assez atroce pour croire qu'elle ait trempé dans la mort du

czar. Mais, comme le mystère le plus profond dérobera vraisemblablement toujours à la connaissance publique, le véritable auteur de cet horrible attentat, le soupçon et l'odieux resteront sur le compte de l'impératrice qui en recueille directement le fruit.»

Pourtant, s'il faut en croire M. de Breteuil, et à en juger par les circonstances qu'il rapporte, il resterait peu de doutes sur la culpabilité de Catherine. Cet ambassadeur écrivait le 28 octobre:

«Le jour pris pour abréger les jours de Pierre III, l'impératrice reçut la nouvelle de cette horrible exécution à midi. C'était le moment de se montrer à la cour. Elle y parut avec le visage le plus serein. Elle assembla ensuite le conseil intime de ceux qui pouvaient être instruits de la fin de son mari, et l'on agita si l'on ferait part le même jour au sénat de la mort de Pierre III. La pluralité fut pour le cacher encore vingt-quatre heures au sénat et au public. Après cette résolution la czarine se fit voir à la cour le même soir comme à l'ordinaire. Mais le lendemain, jour fixé pour la publication de la mort de l'empereur, Catherine feignant de recevoir la triste nouvelle avec le public pleura, ne sortit pas, et afficha la douleur. Je sais toutes les affreuses raisons qui exigeaient cette grande scène, mais je ne sais si j'ai tort, elle me fait presque autant d'horreur que l'action qui l'a produite. Je sais depuis longtemps, et on me l'a confirmé depuis mon retour, que ses maximes sont, qu'il faut être ferme dans ses résolutions, qu'il vaut mieux mal faire que de changer d'avis, et surtout qu'il n'y a que les sots qui soient indécis.»

Pierre III ne fut véritablement regretté que par Frédéric qui a laissé dans plusieurs passages de l'histoire de la guerre de sept ans l'expression de ses sentiments. Evidemment la reconnaissance lui causait

à l'égard de ce prince des illusions que rien ne justifie. Il est vrai, qu'en le perdant, il perdait beaucoup, plus qu'un allié, plus qu'un ami, on peut dire, un serviteur dévoué. En apprenant la révolution, Frédéric écrivait au comte de Finckenstein:

«Voilà l'empereur de Russie détrôné par son épouse; on s'y attendait. Cette princesse a infiniment d'esprit, et les mêmes inclinations de la défunte. Elle n'a aucune religion, mais elle contrefait la dévote... C'est le second tome de Zénon, empereur grec, de son épouse Adriane, et de Marie de Médicis. Le pauvre empereur a voulu imiter Pierre Ier, mais il n'en avait pas le génie.»

IX.

Catherine n'était pas femme à avoir des remords et des scrupules de conscience. Eût-elle été capable d'en avoir, elle en eut été guérie promptement, car elle ne tarda pas à s'applaudir d'être débarrassée de son mari. Moins de six semaines après la révolution, le 20 août, M. Keith écrivait:

« L'esprit de mauvaise humeur et de mécontentement qui couvait et fermentait sourdement depuis la révolution dans les régiments des gardes, en est venu au point d'éclater ces jours passés en une sorte de révolte ouverte. Les soldats du régiment Simeonowski ont battu aux armes à minuit, et c'est avec une grande difficulté que leurs officiers les ont ramenés à la raison. Le même mouvement s'est reproduit deux nuits de suite, quoique moindre, et il a donné de graves inquiétudes au gouvernement. Un grand nombre d'officiers et de soldats ont été arrêtés, et on les a fait disparaître. Le danger semble passé pour le moment. »

Malgré les mesures prises par l'impératrice, qui employa tour à tour la douceur et la sévérité, la même agitation continua à régner dans la garnison de Pétersbourg. Il s'y forma des conspirations de toute sorte, les unes ayant pour objet d'exclure Catherine du trône et de donner la couronne à son fils le grand duc Paul; les autres, de rendre l'empire à Ivan. Ni les unes

ni les autres n'étaient véritablement dangereuses; elles n'aboutirent qu'à faire plus étroitement renfermer dans la forteresse de Schlusselburg l'infortuné Ivan, et à inspirer à Catherine une espèce de crainte, mêlée d'aversion, pour son fils, en qui elle s'accoutuma à voir un rival.

C'est ici qu'il nous faut prendre congé de M. Keith. Dès le lendemain de la révolution, il écrivait à M. George Grenville, secrétaire d'état pour les affaires étrangères:

« Vous pouvez aisément vous imaginer l'affliction que m'a causée cette révolution soudaine, d'autant plus que, outre la gratitude que je devais au malheureux empereur pour toutes les marques de bonté et de bienveillance qu'il m'a données, je ne suis pas sans appréhender qu'elle n'exerce une grande influence sur le système général des affaires.... Vous vous serez déjà aperçu que je n'ai pas le bonheur d'être dans les bonnes grâces de l'impératrice, et j'ai des raisons particulières d'être convaincu de cette vérité. Cela m'oblige, comme fidèle serviteur du Roi, à vous déclarer que je crois que les affaires de sa Majesté souffriraient à passer par mes mains. »

Deux jours après, M. Keith écrivait encore:

« Je suis de plus en plus convaincu que le service de sa Majesté exige à cette cour un autre ministre que moi; et, en conséquence, je renouvelle ma demande d'être rappellé. »

Le cabinet anglais comprit sans peine les raisons de l'insistance de M. Keith, et, aussitôt que cela fut possible, il lui donna un successeur: ce fut John Hobart, comte de Buckinghamshire, que nous appellerons, pour nous conformer à l'usage, lord Buckingham.

A son arrivée à Moscou, où la cour était alors pour le couronnement de l'impératrice, le nouvel envoyé d'Angleterre fut frappé de l'expression de mélancolie, qui paraissait empreinte sur le visage de Catherine. Lord Buckingham écrivait le 25 novembre 1762:

« L'impératrice m'a dit hier soir dans la conversation, que depuis quelque temps elle se sentait distraite en société, et qu'elle en prenait imperceptiblement l'habitude, elle ne savait pas pourquoi. »

Lord Buckingham attribuait cette disposition aux soucis et aux préoccupations que devait causer à l'impératrice la fermentation, qui continuait à régner dans l'armée, et particulièrement dans les régiments des gardes. Il écrivait peu de jours après, le 8 novembre:

« Six officiers des gardes, qui s'étaient exprimés un peu trop librement, ont été dégradés ce matin, et envoyés ensuite pour le reste de leur vie dans quelqu'une des provinces les plus reculées de l'empire. »

Hâtons-nous de dire que la tristesse et les distractions de l'impératrice trahissaient seulement une fatigue purement physique, s'il faut en croire M. de Breteuil, qui écrivait vers cette même date, le 28 octobre, que Catherine était en ce moment «occupée à rémédier aux désordres d'une fausse couche, de laquelle Pierre III était aussi innocent qu'ignorant. »

Le jugement que lord Buckingham porta d'abord sur Catherine était de tout point très favorable à cette femme extraordinaire, sur laquelle se fixaient les regards de l'Europe entière. On voit qu'il avait été séduit. Il écrivait le 25 novembre:

«D'après toutes mes observations, l'impératrice est, par ses talents, par son instruction et par son application, très supérieure à tout le monde dans ce pays. Gênée par les obligations qu'elle a contractées dans ces derniers temps, ayant la conscience des difficultés de sa position, et redoutant les périls dont elle a dû jusqu'ici se croire environnée, elle ne peut encore se hasarder à agir ouvertement par elle-même, et se débarrasser de plusieurs de ceux de son entourage, dont elle doit mépriser le caractère et les talents. Elle prend tous les moyens de gagner l'affection et la confiance de ses sujets. Si elle réussit, elle usera de l'autorité qu'elle acquiert pour l'honneur et le bien de son empire.»

M. de Breteuil écrivait à peu près vers le même temps, le 9 janvier 1763:

«Hors M. Panin, qui a encore plus l'habitude d'un certain travail que de grandes lumières ou connaissances, cette princesse n'a personne qui puisse servir à ses vues d'administration et de grandeur. Cependant il faut qu'elle écoute, et suive même en grande partie l'avis de ces vieux russes qui, sentant l'avantage de leur position, l'obsèdent sans cesse, soit pour le maintien de leurs préjugés par rapport à l'état, soit pour leurs intérêts particuliers. C'est une chose curieuse à observer que, les jours de cour, les soins pénibles que l'impératrice prend pour plaire à tous ses sujets, la liberté d'un grand nombre, et l'importunité pressante avec laquelle ils l'entreprennent, et lui parlent de leurs affaires ou de leurs idées. Pour moi, qui connais le caractère de cette princesse, et qui la vois se prêter avec une douceur et une grâce sans égales à tout cela, je puis me représenter combien il lui en coûte, et combien il faut qu'elle s'y croie obligée pour s'y soumettre. Un de ces derniers jours de cour, comme elle était plus fatiguée que de coutume des discours de plusieurs, et surtout de ceux de Bestuchew, qui était ivre-noyé, et dont elle avait tâché d'éviter la conversation qui fut longue et vive de part et d'autre, l'impératrice, en la finissant, s'approcha de moi et me demanda, si j'avais

jamais vu de chasse au lièvre? Sur ce que je lui répondis que oui, elle me dit: vous devez trouver que ce qui m'arrive ici y ressemble fort, car je suis levée partout et poussée vivement, quoique je fasse pour éviter des représentations ou des propos, qui n'ont pas toujours pour base la raison et l'honnêteté. Cependant je réponds à tous autant que je puis d'une manière satisfaisante, et, quand je ne le puis faire, je me donne la peine de dire pourquoi. »

Catherine avait bonne opinion de l'esprit de M. de Breteuil; elle aimait à s'entretenir avec lui: aussi est-ce dans les dépêches de cet ambassadeur, qu'on peut la juger le plus favorablement. On nous pardonnera donc de lui laisser si souvent la parole. Il écrivait encore le 23 février 1763, en rendant compte d'une longue conversation qu'il venait d'avoir avec Catherine:

« L'impératrice me témoigna de la confiance sur sa situation particulière, et m'entretint avec vanité de la haute opinion qu'elle a de sa grandeur et de sa puissance. Elle répéta peut-être trente fois: un empire aussi grand, aussi puissant que le mien. Elle me parla de plusieurs projets pour le bien de son intérieur. Elle s'étendit beaucoup sur le calcul ancien et le succès présent de son ambition. Elle me dit, qu'en mettant le pied en Russie elle avait toujours été occupée d'y régner seule. Elle fit entrer en tout cela la bénédiction du ciel et l'amour de ses sujets. Elle me dit, que, jusqu'à l'époque de son avénement au trône, elle n'avait pas cru au fanatisme, et son orgueil en avait cent preuves aussi agréables qu'utiles pour elle. Cependant, après toute cette belle description, l'impératrice m'avoua qu'elle n'était point heureuse, et qu'elle avait à conduire des gens impossibles à contenter; qu'elle cherchait avec soin le moyen de rendre ses sujets heureux; mais qu'elle sentait qu'il leur fallait plusieurs années pour s'accoutumer à elle. Enfin, en se pavanant de ses succès et de la beauté de sa position, cette princesse

me laissa voir bien de l'inquiétude et une âme bien peu à l'aise. . . . La tête lui tourne d'être impératrice, mais elle n'est pas moins troublée et agitée. Vous en seriez plus convaincu, si vous pouviez voir les tracasseries et les sentiments des personnes qui ont sa confiance en quoi que ce soit. Les intrigues, les manœuvres ne peuvent que lui donner de l'inquiétude, et le caractère national des Russes est fait pour les accroître. Jamais une cour n'a été dévorée par tant de divisions; elles ne font que croître tous les jours; et l'impératrice n'y fait voir que faiblesse et incertitude, défauts qui n'avaient jamais paru dans son caractère.»

M. de Breteuil écrivait encore un mois plus tard, le 19 mars:

«La crainte de perdre ce que l'impératrice a eu l'audace de prendre est si aisée à apercevoir dans le journalier de sa conduite qu'il n'y a personne d'un peu d'importance qui ne sente sa force vis-à-vis d'elle. Il est étonnant combien cette princesse, qui avait toujours passé pour courageuse, est faible et indécise, quand il s'agit de déterminer la plus légère question qui souffre quelque contradiction dans l'intérieur de son empire. Son ton altier et hautain ne se fait plus sentir que dans les choses de dehors, parce que, outre que le danger n'est pas personnel, elle espère plaire à ses sujets.»

Catherine avait bien raison d'être inquiète. Elle savait mieux que personne combien sa position était précaire. Elle affectait, il est vrai, ainsi que l'écrivait lord Buckingham le 3 février 1763, «de se conduire comme si elle se croyait parfaitement en sûreté. Elle sortait la nuit dans les rues de Pétersbourg dans un traîneau ouvert et avec une très petite suite; et, même lorsqu'elle se rendait au sénat, elle avait seulement deux laquais derrière sa voiture.» Mais elle n'ignorait pas

que les apparences de soumission et de servilité, qui frappaient ses regards partout où elle les portait, recélaient des ferments de révolte, dont la police la plus vigilante avait peine à découvrir les traces. M. de Breteuil écrivait le 19 mars: «L'on expédie pour la Sibérie le plus promptement que l'on peut une partie des mécontents, mais tous n'y vont pas.» Lord Buckingham, presque à la même date, s'exprimait ainsi dans sa dépêche du 21 février:

«La plus grande confusion règne dans l'intérieur du gouvernement. On ne voit plus le même air de satisfaction générale et de contentement qui paraissait il y a deux mois, et bien des gens se hasardent à laisser percer leur désapprobation des mesures de la cour.»

La cause, ou plutôt le prétexte de la sourde agitation qui se fesait remarquer en ce moment à la cour et dans l'armée, était la faveur déclarée dont l'impératrice honorait Grégoire Orlow. Aussitôt après la révolution elle lui avait donné le titre de comte, ainsi qu'à deux de ses frères, Alexis et Wladimir; elle l'avait nommé chambellan, et il ne se passait pas de mois qu'elle ne le comblât de nouveaux bienfaits, argent, dignités et charges. Lord Buckingham écrivait:

«La partialité de l'impératrice pour le comte Orlow, et les marques de distinction qu'elle lui donne, augmentent de jour en jour, et blessent bien des gens. Ce ne serait rien si, comme elle vient de le faire, elle se contentait de lui faire présent d'une montre ornée de diamants de la valeur d'environ 500 l. st., quoiqu'il y ait peu d'argent dans ce pays, et qu'on en dépense beaucoup.»

Ce dont les plus grands seigneurs, aussi bien que

les ministres, étaient jaloux, c'était qu'un parvenu du plus mince mérite, selon eux, jouît seul de la confiance de l'impératrice. Catherine sentait bien tout ce qui manquait à son favori. Aussi, surtout dans les premiers temps, plaisait-elle à surfaire les obligations qu'elle lui avait, ainsi qu'à ses frères, qu'elle affectait de ne pas distinguer de lui. On a vu en quels termes elle parlait d'eux dans la relation de la révolution écrite par elle, ou en son nom. Ces éloges étaient volontairement exagérés, et elle savait, aussi bien que qui que ce fût au monde, qu'ils n'étaient rien moins que justes. Mais dans cette pièce, qu'elle savait devoir être rendue publique, elle s'adressait pour ainsi dire à l'Europe entière, dont elle voulait mériter la bonne opinion, et dont elle désirait prévenir le blâme. Elle ne parlait pas ainsi à Pétersbourg, et elle était plus embarrassée à faire l'apologie de son favori. M. de Breteuil écrivait dans sa dépêche du 23 février 1763:

« L'impératrice me parla aussi de ses entours, et voulant me désigner les Orlow, et, je crois, s'en excuser, elle me dit: je ne mène pas une vie bien agréable, et je sais que les gens qui m'entourent, manquent d'éducation, mais je leur dois ce que je suis: ils sont pleins de probité et de courage, et je suis bien sûre qu'ils ne me vendront pas. »

Ce qui causait surtout le soulèvement général contre Grégoire Orlow, c'était moins sa faveur, qui excitait seulement l'envie et la jalousie, que ses prétentions plus ou moins déclarées. Orlow ne se contentait pas des bonnes grâces de sa souveraine, d'être comblé de biens et d'honneurs, d'avoir le plus grand crédit à la

cour: il voulait plus, n'aspirant à rien moins qu'à partager le trône de sa maîtresse. Chose étrange, et qu'on aurait peine à croire si elle n'était affirmée par des contemporains bien informés, l'altière Catherine n'était nullement éloignée de satisfaire l'ambition de son favori. Il y avait même une petite cabale à la cour qui l'y poussait ouvertement. Plus que personne Bestuchew encourageait l'impératrice à cet acte véritablement insensé. Il avait été rappelé avec éclat de son exil, mais, en récompense de ses services passés, il n'avait reçu qu'une place dans le conseil et une grosse pension. Catherine le connaissait trop pour lui confier une part active dans son gouvernement. Bestuchew ne pouvait se consoler de n'avoir pas été réintégré dans la charge de chancelier, qui avait été laissée à son successeur Woronzow, et il s'était surtout attaché au favori dans l'espoir de regagner par son appui son ancienne position. Si nous devons ajouter foi à ce qu'écrivait M. de Breteuil le 18 mai 1763, Bestuchew, avec le consentement de l'impératrice, persuada à plusieurs évêques de lui adresser une pétition, pour la supplier de prendre un mari parmi ses sujets, celui qu'elle jugerait le plus digne de cet honneur. Catherine consulta le conseil, et demanda quelle réponse elle devait faire à cette requête. Le chancelier, Panin, Rasumowski, et quelques autres s'élevèrent avec force contre l'idée même d'un mariage de l'impératrice, et lui exagérèrent les périls qu'elle courrait, si elle s'abaissait jamais à épouser Orlow. Sur ces entrefaites le bruit se répandit dans Moscou, où la cour se trouvait, que Catherine

allait associer son favori à l'empire, et aussitôt éclata un soulèvement populaire, dans lequel prirent part un grand nombre de soldats des régiments de la garde. Les uns avaient à la bouche le nom d'Ivan, d'autres demandaient à grands cris qu'on leur montrât le grand duc, dont la vie, disaient-ils, était en péril; tous maudissaient Orlow. Ce n'était qu'une émeute qui, n'ayant pas de chef ni de plan, fut aisément comprimée. Les plus exactes recherches ne réussirent pas à prouver qu'il y eut eu complot. L'ambassadeur anglais écrivait le 25 août 1763:

« Les individus qui ont pris part aux derniers troubles nient d'avoir eu aucun dessein contre sa Majesté. Ils avouent que leur seul objet était d'éloigner le comte Orlow de la faveur distinguée dont il jouit. On le considère tellement comme un parvenu dans cette cour, où il n'y a presque que des parvenus, qu'à l'exception de sa propre famille, il n'y compte que des ennemis. Les plus enragés contre lui sont ceux qui ont joué un rôle avec lui dans la dernière révolution, et qui croient avoir des droits supérieurs aux siens. »

Quand elle se fut un peu rassurée, Catherine se conduisit avec son adresse accoutumée. Un grand nombre de soldats furent punis avec rigueur, afin de rétablir la discipline, qui s'était fort relâchée, mais les véritables coupables furent épargnés. Peut-être craignit-elle d'avoir trop de personnes, et trop considérables à punir, ceux-là mêmes peut-être qui approchaient le plus près de sa personne. Il lui fallait pourtant une victime, et ce fut sur la princesse Daschkow que tomba toute sa colère.

On a vu quelle grande part cette jeune femme

avait prise à la révolution, ou tout au moins lui était attribuée. Personne n'y gagna moins; elle y perdit, au contraire, la confiance et l'amitié de sa souveraine, qui lui voua dès-lors, on ignore pour quels motifs, une haine implacable. Dans cette relation citée plus haut, Catherine lui refusait jusqu'au mérite d'avoir contribué en quelque chose aux événements qui avaient placé la couronne sur sa tête, et elle aurait voulu le persuader au monde entier. M. de Breteuil écrivait le 13 septembre 1762, peu de jours après son retour à Pétersbourg:

« La czarine m'a fait demander si je connaissais M. de Voltaire pour m'engager à rectifier ses idées sur le rôle qu'a joué la princesse Daschkow. »

Abreuvée de dégoûts, le cœur ulcéré par tant d'ingratitude, la princesse Daschkow accepta sans se plaindre sa disgrâce: elle se réconcilia avec son mari et alla le rejoindre à Moscou. Elle s'y trouvait lorsqu'éclata cette dernière émeute, et Catherine se persuada, à tort ou à raison, que la princesse Daschkow y avait trempé. Comme les preuves lui manquaient, l'impératrice fit mine de vouloir user de clémence à l'égard de son ancienne amie, et, avec une pitié insultante, elle lui offrit de lui tout pardonner, pourvu qu'elle voulût lui « révéler des propos, si elle en avait entendu, » lui écrivit-elle de sa propre main. M. Bérenger, resté chargé d'affaires de France depuis le départ de M. de Breteuil pour la Suède, nous a conservé, dans sa dépêche du 15 juillet 1763, la réponse de la princesse Daschkow; elle était conçue en ces termes:

« Madame, je n'ai rien entendu; mais si j'avais entendu quelque chose, je me garderais bien de le dire. Qu'exigez-vous de moi? Que j'expire sur un échafaud? je suis prête d'y monter. »

Catherine se contenta de l'éloigner de Moscou, où elle était un point de ralliement pour les mécontents, et il y en avait beaucoup dans cette antique capitale, qui a toujours été un foyer d'opposition. Lord Buckingham écrivait le 28 juin:

« La princesse Daschkow a été envoyée à Riga avec son mari. La conduite arrogante de cette dame a beaucoup contribué à lui aliéner l'estime de l'impératrice. Sa fierté était trop grande pour qu'elle cherchât à apaiser sa maîtresse, ou pour se soumettre à sa disgrâce; et, depuis la révolution, on l'a toujours soupçonnée d'exciter et d'encourager ceux qui étaient hostiles au gouvernement présent. »

Puisque nous sommes sur ce chapitre, ajoutons que, peu de temps après, Catherine, sur les instances du compte Panin, permit à la princesse Daschkow de revenir à Pétersbourg. Le successeur de lord Buckingham, sir G. Macartney, écrivait le 12 mars 1765:

« La princesse Daschkow, qui vivait ici dans la plus grande retraite, même depuis la mort de son mari, a enfin pris la résolution de quitter cette capitale et d'aller résider à Moscou. Il y a longtemps qu'il lui a été défendu de paraître à la cour, mais au moment de s'éloigner, peut-être pour toujours, sa Majesté, à la sollicitation de M. Panin, qui passe pour être son père et qui n'a cessé de lui donner des marques d'une tendresse véritablement paternelle, a consenti à la recevoir avant son départ. Elle a été accueillie comme elle devait s'y attendre, avec beaucoup de froideur et de hauteur. Tout le monde semble la voir partir avec plaisir. Quoiqu'elle ait à peine vingt-deux ans, elle est déjà entrée dans

une demi-douzaine de conspirations. La première réussit, mais, ne s'étant pas trouvée récompensée comme elle croyait que le méritaient ses services, elle s'est engagée dans d'autres entreprises qui ont avorté. Elle n'en a été punie que par la perte des bonnes grâces de sa souveraine. C'est une femme d'une force d'esprit extraordinaire, d'un courage plus que viril, et d'une audace capable d'entreprendre des choses impossibles pour satisfaire sa passion du moment: caractère très dangereux dans un pays tel que celui-ci, surtout lorsqu'il se trouve joint à des manières charmantes et à de la beauté. Car, malgré la brutalité générale des Russes, les femmes semblent exercer dans ce pays autant d'empire que parmi les nations les plus civilisées. »

La princesse Daschkow ne fit pas un long séjour à Moscou. Elle revint à Pétersbourg en 1767, et elle y revit Catherine qui, cette fois, eut pour elle des égards, qui prouvaient combien elle la craignait, remarquait M. Shirley. En 1770, elle se rendit à Paris où elle connut Diderot qui nous a laissé d'elle un portrait charmant. Elle passa ensuite à Londres où, s'il faut en croire Horace Walpole, elle fut fort goûtée et admirée.

Cependant, quels que fussent ses soucis, Catherine les oubliait volontiers. Lord Buckingham écrivait le 25 août 1763:

« La vie de l'impératrice est un mélange d'amusements frivoles et d'une intense application aux affaires, qui pourtant, grâces aux obstacles que l'on sème avec artifice sur son chemin, aussi bien que par la diversité de ses projets, n'a encore rien produit. Ses plans sont nombreux et vastes, mais très disproportionnés aux moyens dont elle peut se servir. »

Ainsi partagée l'existence de Catherine s'écoulait non sans charmes. Mais, au moment qu'elle s'y atten-

dait le moins, un événement imprévu venait la rappeler au sentiment de sa situation, et lui fesait oublier dans des transes cruelles les vues d'ambition et de gloire dans lesquelles elle aimait à se bercer. Un passage d'une dépêche de M. Bérenger, quoique un peu postérieure à l'époque où nous sommes arrivés, résume en peu de mots et assez exactement la disposition d'esprit de Catherine. Il écrivait le 9 avril 1765:

« La moindre apparence sinistre cause à l'impératrice des alarmes cruelles. Mais elle prend souvent des ombrages aussi destitués de vraisemblance que de fondement. Ce n'est qu'après des recherches longues et exactes qu'on parvient à calmer sa frayeur et à dissiper ses illusions. »

Catherine n'avait pas tort de toujours trembler. A chaque instant, un abîme semblait s'entr'ouvrir sous ses pas. Dans l'été de l'année 1764, tandis que dans la société d'Orlow et de quelques-uns de ses plus intimes familiers des deux sexes elle parcourait ses provinces du littoral de la Baltique, un événement, contre lequel elle croyait avoir pris toutes les précautions imaginables, faillit mettre son trône en péril.

Ivan, comme on a vu, se trouvait à Pétersbourg au moment de la révolution. Catherine voulut le voir, puis elle le fit reconduire à Schlusselburg, où, tout en étant traité avec les soins et les égards que méritait son infortune, il était étroitement resserré et gardé à vue. Lord Buckingkam écrivait le 25 août 1763:

« A l'égard d'Ivan, les avis sont divers: les uns

disent qu'il est complétement idiot; les autres, qu'il manque seulement d'éducation, et qu'il cache sa capacité.»

Le nom d'Ivan avait été souvent prononcé dans les petites émotions, populaires ou militaires, qui avaient éclaté, mais il ne paraissait pas que personne songeât sérieusement à lui, et moins encore à faire de son nom ou de sa personne un drapeau. On se trompait, et voici ce que lord Buckingham écrivait le 20 juillet 1764:

« Le lieutenant Mirowitz, qui était de garde dans la citadelle de Schlusselburg, où le prince Ivan était détenu, ayant d'abord séduit les soldats qu'il commandait, se rendit chez le commandant et insista pour qu'il relachât immédiatement le prince, et le commandant refusant, il le fit lier. Il obligea ensuite le gardien du magasin à poudre à remettre des munitions à ses soldats. Le bruit que ces mouvements occasionnèrent alarma un capitaine et un lieutenant, qui étaient l'un dans la chambre à coucher du prince, l'autre dans l'antichambre. Mirowitz, après avoir de nouveau exhorté ses hommes, s'avança vers l'appartement du prince, et demanda, avec les plus violentes menaces en cas de refus, que l'empereur, comme il l'appelait, fut produit. Après avoir fait quelque résistance, le capitaine et le lieutenant, se trouvant en danger d'être accablés, dirent à Mirowitz que, s'il persistait, il mettrait en péril la vie du prince, car leurs instructions leur enjoignaient de le mettre à mort dans le cas où ils ne seraient pas assez forts pour le garder. Mirowitz, sourd à toutes les remontrances, força la porte, ce qui les mit dans la malheureuse nécessité d'exécuter leurs ordres. Le premier coup, qui fut porté par un capitaine-lieutenant nommé Uchtinskoy, éveilla l'infortuné jeune homme, qui dormait dans son lit. Il fit une énergique résistance, jusqu'à briser un des sabres, et il reçut huit blessures avant d'expirer. Les officiers alors remirent son cadavre à Mirowitz et à ses soldats, leur disant qu'ils pouvaient maintenant faire de leur empereur ce qu'il leur plairait. Mirowitz porta le cadavre d'Ivan devant le

corps-de-garde, et le couvrit du drapeau, et ensuite, avec tous les soldats, il se prosterna devant, et lui baisa la main. Après, se dépouillant de son haussecol, de son écharpe et de son sabre, il les posa auprès du cadavre, et, s'adressant à Korsakow, colonel du régiment de Smolensk, qui venait d'arriver, et, montrant le cadavre, il lui dit: «Voilà votre empereur, vous pouvez faire de moi ce que vous voudrez. La fortune contraire a déjoué mes desseins. Je ne me plains pas de mon sort, mais je déplore celui de mes pauvres concitoyens, et de l'innocente victime de mon entreprise.» Il embrassa alors les sous-officiers, et se rendit, ainsi que ses soldats.

«On a saisi des proclamations imprimées, qui justifient la révolution projetée, et on soupçonne la princesse Daschkow d'y être pour quelque chose.»

Mirowitz était un cosaque dont le grand père avait été ruiné pour avoir suivi les drapeaux de Mazeppa. D'un esprit inquiet, poursuivi par la pauvreté, Mirowitz ne pouvait se consoler de la décadence de sa famille, et il conçut la pensée de la relever par une action que son imagination lui représentait comme facile, et qui peut-être l'était. Son procès fut instruit avec toute la rigueur imaginable, car personne ne pouvait concevoir qu'un homme seul, isolé, eut tenté une pareille entreprise. Toutes les recherches furent inutiles: on ne lui trouva pas de complices, et, malgré toute la complaisance des juges, la princesse Daschkow ne put être impliquée dans des poursuites de haute-trahison, comme le souhaitait Catherine. Lord Buckingham écrivait le 18 septembre:

«Le procès de Mirowitz touche à sa fin. Il a montré beaucoup de décence et de résolution. Quel-

ques-uns de ses juges attribuent sa fermeté à une dureté de cœur, et dans une séance secrète on la lui a reprochée. Il a répondu qu'il se considérait comme n'étant plus de ce monde, qu'il savait qu'il ne devait s'attendre qu'à une mort ignominieuse, et il était prêt à la subir avec un courage qui expierait, croyait-il, le crime qu'il avait commis. On lui a demandé de nommer ses complices. Il a répondu qu'il n'en avait pas, et qu'il ne supposait pas qu'on voulut qu'il incriminât des innocents, et, s'adressant au procureur général, il lui a demandé, s'il voulait qu'il l'accusât? En toute occasion, il se lamente sur le malheur des soldats et des sous-officiers que sa folie a entraînés dans une erreur momentanée.»

Et le 21 septembre:

«Mirowitz a été condamné hier à être roué. L'impératrice a commué le jugement en la décapitation.»

Et le 28 septembre:

«Mirowitz s'est comporté dans ses derniers moments comme il a fait durant tout le procès, c'est-à-dire, avec la plus grande résignation.»

Cet événement affecta péniblement Catherine. L'audace de Mirowitz lui fut une nouvelle preuve de ce dont ses sujets étaient capables. Pendant longtemps son calme ordinairement impassible en fut troublé. Ce qui ne l'affecta pas moins, ce furent les réflexions que se permirent de faire ses conseillers et tout son entourage, touchant l'instabilité de son autorité et les futurs contingents. Lord Buckingham écrivait dans sa dépêche du 11 septembre:

«Le procès de Mirowitz n'est pas encore fini. Dans le cours de ce procès, il s'est passé bien des

choses qui ont été assez désagréables à l'impératrice, et particulièrement le zèle montré par quelques-uns des juges pour s'enquérir si la nécessité absolue alléguée par les deux officiers de mettre à mort le prince Ivan, était suffisamment fondée.

«Les personnes qui voient fréquemment l'impératrice remarquent qu'elle se trouve dans un grand accablement d'esprit, et on s'imagine qu'elle considère à présent le malheureux événement arrivé à Schlusselburg sous un jour plus sérieux qu'elle ne fit lorsqu'elle en reçut la première nouvelle. Tout ce qu'on peut pourtant lui reprocher, c'est de n'avoir pas permis au prince de Brunswick et à sa famille de sortir de Russie, comme cela avait été proposé à son avénement au trône. Cette mesure avait été approuvée et fortement recommandée par les plus raisonnables des conseillers de l'impératrice, mais elle fut repoussée par la majorité.

«On dit que quelques-uns des chefs du clergé ont demandé à l'impératrice de fixer la ligne de succession, afin de prévenir la confusion dangereuse qui ne manquerait pas d'arriver dans le cas de la mort du grand duc, et qu'elle leur a répondu très aigrement, leur défendant expressément de toucher à un point si délicat.»

Et le 14 septembre suivant:

«Quelques personnes veulent proposer à l'impératrice de mettre en liberté les membres de la famille de Brunswick, et de fixer sur les enfants la succession, dans le cas où le grand duc ne lui survivrait pas. Il est d'une constitution très délicate.»

Lord Buckingham écrivait encore le 18 septembre:

«On me dit que pour le moment on se contentera de permettre à la famille de Brunswick de sortir de Russie, et qu'on leur donnera une pension.»

Catherine écouta et laissa dire, selon son habitude, peut-être même promit-elle, mais le prince de Bruns-

wick et ses enfants restèrent dans leur cruelle prison au milieu des glaces de la Dwina, où ils furent bientôt oubliés, et par Catherine et par ceux qui s'étaient le plus apitoyés sur leur sort.

X.

Ici s'ouvre une nouvelle phase dans l'existence de Catherine. Désormais elle est définitivement assise sur le trône, et elle n'a plus à craindre qu'un coup de main lui enlève la couronne. Mais, si son autorité est assurée, si elle ne court plus de périls, il ne lui est pas donné de jouir d'une tranquillité sans nuages. Tandis qu'au dehors la puissance de la Russie prend des accroissements énormes, sa cour présente une scène inouïe d'intrigues dont il est difficile de se faire une idée. Pour retracer un pareil tableau dans sa nudité, il faudrait la plume de Procope, car les plus mauvais jours du Bas-Empire peuvent seuls se comparer à la corruption de la cour de Russie sous le règne de Catherine la grande. Plus que jamais donc nous nous bornerons à transcrire les dépêches des agents diplomatiques anglais et français. Eux seuls pourront peut-

être trouver quelque créance en qualité de témoins oculaires.

Après Catherine, dans la première moitié de son règne, le personnage le plus considérable de la cour de Russie est son favori Grégoire Orlow. Voici en quels termes s'exprimaient sur son compte les ambassadeurs anglais. Lord Buckingkam écrivait le 21 août 1764:

« La faveur croissante du comte Orlow cause un mécontentement qui peut avoir à la fin des conséquences fatales. Jusqu'à présent il n'intervient pas dans les affaires étrangères, mais pour tout ce qui concerne l'intérieur, ses décisions sont absolues. Il a pris récemment des manières hautaines que ceux qui se rappellent ses commencements ne peuvent digérer sans une indignation qui, pour être étouffée, n'en est pas moins violente. Il semble oublier le respect et la déférence qu'il doit à sa souveraine, et il lui parle du ton d'un homme qui sent toute l'étendue de son influence et qui sait comment l'exercer. Quelques-uns de ceux qui sont auprès de l'impératrice m'ont laissé entendre qu'ils croient qu'elle conserve quelque idée de l'épouser. Si elle cède à son inclination, elle mettra inévitablement le sceau à sa perte. »

Et encore le 28 septembre 1764:

« L'impératrice a eu dans ces derniers mois de fréquentes querelles avec son favori, qui parfois, même en public, manque du respect qu'il lui doit, et même des attentions les plus ordinaires. On se persuade d'après tout cela qu'ils sont mariés, car si la position du comte Orlow n'était pas fixée par un engagement de cette nature, il ne risquerait pas de la désobliger à ce point. Mais on peut aussi expliquer ces scènes par la sottise d'un jeune parvenu plein de vanité, et par la faiblesse d'une femme amoureuse. Pourtant sa Majesté impériale a quelquefois des yeux pour d'autres que son favori, et

en particulier pour un homme aimable et accompli, qui n'est pas indigne de son affection. Il est bien conseillé, et il a quelques chances de réussir. »

Lord Buckingham fesait sans doute allusion à un jeune officier nommé Vissensky que patronait le comte Panin.

Lord Cathcart écrivait le 17 mars 1669:

« Le comte Orlow est un homme doux, poli, humain, accessible, et ses manières avec sa souveraine sont très respectueuses. Il a très peu d'éducation, mais il a un très remarquable esprit naturel, sans la moindre prétention, ce qui, dans ce pays, est un éloge qu'on peut donner à très peu de gens. Il a pris beaucoup de peine dans ces dernières années, pour s'instruire, et non sans succès, et ayant eu occasion de m'entretenir avec lui un soir qu'il était échauffé par la danse et qu'il avait bu un verre de plus que d'habitude, je crois pouvoir affirmer que c'est un galant homme, sincère, véridique, et plein de bons sentiments. »

De ces jugements contradictoires et de tous ces traits divers on pourra recomposer à plaisir le portrait de ce favori. Après lui le personnage le plus considérable de la cour était le comte Panin, gouverneur du grand duc, d'abord vice-chancelier, puis chancelier. Pendant vingt ans, c'est-à-dire presque jusqu'à ses derniers jours, le comte Panin exerça les fonctions de premier ministre, et en cette qualité il était chargé de la direction des affaires étrangères. Si l'on juge par les résultats, Panin était assurément un très habile ministre. On a déjà entendu M. de Breteuil dire de lui: «Hors M. Panin, qui a encore plus d'habitude d'un certain travail que de grandes lumières ou

connaissances, l'impératrice n'a personne qui puisse servir à ses vues d'administration et de grandeur.» Les ambassadeurs anglais, à l'exception de sir James Harris, le jugent favorablement. Voici par ordre de date leurs appréciations:

Lord Buckingham écrivait le 31 août 1764:

«Les agents français et autrichiens sont très actifs dans leurs efforts pour renverser M. Panin. Mais, dans l'état des affaires, il est nécessaire à l'impératrice et elle ne peut pas se passer de lui.»

Et le 8 septembre suivant:

«M. Panin conduit seul toutes les affaires étrangères. Le vice-chancelier, le prince Galitsyn, embarrasse plus qu'il ne sert, même dans les bagatelles dont on lui permet de s'occuper. M. Panin a aussi le soin du grand duc; il surveille son éducation, l'accompagne partout où il va, dîne avec lui, et couche dans sa chambre. Ajoutez à cela que, quoiqu'il soit rompu à une longue pratique des affaires, il est indolent et n'a jamais hâte de les terminer. Sa constitution est faible, et il aime les plaisirs et la dissipation. C'est d'ailleurs un digne homme, plein de sens.»

Le successeur de lord Buckingham, sir George Macartney, écrivait le 9 avril 1765:

«M. Panin est à vrai dire le seul ministre, et il dirige tout dans le gouvernement. Malgré sa réconciliation avec Orlow et l'harmonie qui règne à présent dans la cour, il a beaucoup d'ennemis qui souhaitent sa ruine.»

Et le 15 avril 1766:

«Quoique M. Panin soit revêtu de toute l'autorité ministérielle et que toutes les affaires continuent à dépendre de lui, je crains bien qu'il ne perde en partie

son influence. Il s'est pris depuis quelques mois d'une violente passion pour la comtesse Strogonow, fille du grand chancelier Woronzow. Elle a une rare beauté, et un esprit remarquable, cultivé par tous les avantages de l'éducation et par les voyages. Elle est depuis un an séparée de son mari à cause de certaines galanteries qu'elle n'a pu se refuser et qu'il ne pouvait pas approuver; et comme il désire épouser la princesse Troubetzkoy, et qu'elle est impatiente de recouvrer son entière liberté, ils sollicitent à présent avec un zèle égal des deux côtés un divorce complet: c'est la seule chose, dit-on, sur laquelle ils aient jamais été d'accord, et quoique l'église grecque considère le mariage comme un sacrement, je crois pourtant qu'ils obtiendront l'accomplissement de leurs désirs, car l'impératrice paraît favoriser leurs prétentions. La passion de M. Panin est d'une vivacité extraordinaire, et la dame et ses parents travaillent soigneusement à empêcher qu'elle ne se refroidisse. La comtesse Woronzow elle-même conduit l'intrigue de sa fille. Les conséquences de cette malheureuse liaison sont que toutes les affaires demeurent en suspens, et que M. Panin commence à être moins considéré, car on ne peut guères pardonner une passion d'écolier à un homme de son âge, de son rang et de son expérience. Ses ennemis n'ont pas manqué de saisir cette occasion pour représenter l'indécence et le mauvais exemple d'une telle faiblesse dans un ministre de sa Majesté, qui de plus est gouverneur du grand duc. Je dois faire observer que les Orlow paraissent plus fermement ancrés que jamais dans la faveur de la czarine, et que, s'ils trouvent l'occasion de perdre M. Panin, ils ne manqueront certainement pas d'en profiter.

Cet amour ne dura pourtant pas longtemps, car M. Shizley écrivait deux ans plus tard, le 10 mars 1768:

« M. Panin va prochainement épouser la comtesse Cheremetew. Sa liaison avec la comtesse Strogonow, qui lui a fait tant de tort, est finie. »

Sir George Macartney écrivait encore le 22 juin 1766 à sir A. Mitchell son collègue à Berlin:

«Le comte Panin est le principal, sinon le seul ministre; l'impératrice le consulte sur toutes choses, et ne fait rien sans lui. Toutes les affaires, intérieures et extérieures, passent par ses mains. C'est certainement un homme incorruptible; et quoiqu'il ne soit pas sans défauts, qu'il ait de l'orgueil, de l'opiniâtreté, et de l'indolence, il est, dans mon opinion, de beaucoup l'homme le plus capable de ce pays pour le grand emploi qu'il remplit. Le prince Galitsyn, vice-chancelier, est très poli et bien élevé, mais il n'a pas reçu de grands talents de la nature, et il ne s'est pas donné la peine de cultiver le peu qu'il en a reçu. Il n'a guères de crédit, et, comme ministre, il est plutôt pour la montre que pour la confiance. L'impératrice est une femme bien extraordinaire, et par son application et ses connaissances infiniment supérieure à tous ses sujets. Le comte Orlow semble avoir pris depuis peu une résolution digne d'un homme plus sage qu'il n'est, c'est de se mêler très peu des affaires publiques, et pas du tout des affaires étrangères, et de jouir tranquillement de sa bonne forune et de son bonheur présent.»

La rivalité du favori et du chancelier était le principal événement de la cour dans ces années. C'était à qui l'emporterait en crédit, en influence, mais Catherine tenait la balance égale entre son amant et son premier ministre; l'un et l'autre lui étaient également nécessaires; l'un et l'autre avaient dans le fond intérêt à se ménager, et Catherine passait son temps à les réconcilier. Sir G. Macarthey écrivait le 27 novembre 1766:

«M. Panin est en apparence dans la meilleure intelligence avec le comte Orlow, et sans doute il serait

fâché de voir à sa place un favori de génie et de mérite. »

Et encore, le 16 décembre de la même année:

« Le favori semble être dans les meilleurs termes avec M. Panin, et il est d'ailleurs devenu si indolent que je ne crains pas de révolution dans l'administration de ce côté-là. Son frère, le comte Alexis Orlow, est d'un caractère plus aimable, et comme il a en même temps plus d'esprit, je crois qu'il n'y aurait qu'une certitude absolue de succès qui pourrait le décider à entreprendre quelque chose contre M. Panin. »

Lord Cathcart caractérisait très bien ce ministre dans un tableau qu'il faisait de l'intérieur de la cour dans sa dépêche du 17 mars 1769:

« L'impératrice a beaucoup de vivacité et de discernement, une application aux affairés et un désir de remplir ses devoirs de souveraine avec dignité et utilement même pour les derniers de ses sujets, qu'il est difficile d'imaginer si on ne le voit pas de ses propres yeux. Dans les divers départements de son gouvernement elle emploie des gens de toute sorte, et je suis convaincu qu'elle les choisit suivant l'usage qu'elle en veut faire et d'après leur capacité. Mais, comme sa Majesté trouve nécessaire de tirer le meilleur parti possible de ses moments de loisir pour se délasser de la fatigue des heures de travail et d'application, elle ne cherche pas les amusements qui, occupant l'esprit, sont la ressource de ceux qui n'ont jamais d'occupations sérieuses; elle préfère les objets et la société qui sont le plus propres à la distraire, comme elle dit elle-même. Aussi, les personnes qui composent sa société sont pour la plupart jeunes et très gaies, ou capables par leur humeur de suivre les traces de ceux qui sont plus jeunes. De là une catégorie particulière de favoris, sur le compte desquels peuvent se tromper ceux

qui ne connaissent que la surface extérieure de cette cour.

« M. Panin est peut-être le seul homme de cette cour qui ne se soucie pas d'être rangé dans cette dernière catégorie, et cela ne convient ni au tour de son esprit, ni à ses habitudes. Il préfère se rendre utile plutôt qu'agréable. Le comte Zacharias Tchernichew, au contraire, quoique à peu près du même âge que M. Panin, est à la tête de tous les amusements des petits appartements. Son crédit en paraît plus grand, et véritablement il en a beaucoup, et comme ministre et comme homme de plaisir; il est tout à la fois utile et agréable. En général les personnes qui font partie de la société particulière de l'impératrice n'ont aucune prétention à être des hommes d'affaires, bien que beaucoup de faveurs passent par leur canal.

« M. Panin est à bien des égards une exception dans ce pays: il a plutôt l'esprit et le caractère d'un allemand. »

M. Gunning, qui fut à diverses reprises chargé d'affaires en l'absence de lord Cathcart, se contentait de dire dans sa première dépêche du 3 juillet 1772:

« J'ai trouvé dans la conversation et dans les manières de M. Panin une grande apparence de sincérité. »

Ce n'était pas là la qualité que lui reconnaissait un agent français, M. de Corberon, qui écrivait le 9 avril 1778:

« Le comte Panin est le plus ancien ministre de cette cour, il doit la connaître. Il la connaît sans doute, et ses voyages au dehors, joints à l'expérience qu'il a de son pays, auraient pu donner à ses talents l'avantage des points de comparaison dans tous les genres. Mais le comte Panin est faible comme tous les individus d'une cour de faveur, et son crédit est quelquefois inutile. Voluptueux par tempérament, et paresseux par

système autant que par habitude, il se dédommage ainsi du peu d'influence qu'il a sur l'esprit de sa souveraine. Grand dans les manières, doux, honnête vis-à-vis les étrangers qu'il séduit à son approche, le *non* est une expression qui lui est inconnue, mais l'effet suit rarement les promesses qu'il vous fait, et si son opposition est rare en apparence, les espérances qu'on en conçoit sont presque toujours nulles. La finesse se joint à son caractère, mais non cette finesse réfléchie et redoutable de Mazarin, qui mériterait plutôt le nom de duplicité, mais une plus subtile qui consiste dans les égards, et qui, s'entourant de mille accessoires aimables, fait oublier à celui qui lui parle d'affaires qu'il est devant le premier ministre de l'impératrice, et il parvient ainsi à l'étourdir sur l'objet de sa mission et sur la sévérité qu'il doit mettre dans un entretien séduisant et dangereux.»

M. Harris lui-même, avant qu'il fut devenu l'ennemi du comte Panin, parce qu'il ne pouvait lui persuader d'entrer dans la politique du cabinet anglais, s'exprimait à peu près dans les mêmes termes que ses prédécesseurs. Il écrivait le 26 janvier 1778, peu de temps après son arrivée à Pétersbourg:

«Un très bon naturel, une grande vanité, et une excessive indolence, voilà quels sont les traits principaux du caractère du comte Panin. Il veut qu'on le croie ouvert et franc, et en parlant d'affaires il affecte la dignité qu'il croit convenir au premier ministre du plus grand empire du monde. Je serais injuste envers lui, si je n'ajoutais qu'il est au dessus de la corruption, et que, dans toutes les négociations où il entre seul, il agit avec intégrité et honorablement. Il est évident qu'il a seul la confiance de l'impératrice pour tout ce qui concerne les affaires étrangères, car les autres personnes qui ont la faveur de l'impératrice ne se mêlent que du gouvernement intérieur et des affaires de la cour. On pourrait supposer que quelques-uns de

ceux qui ont un libre accès auprès de la personne de sa Majesté pourraient, par la grande faveur dont ils jouissent dans certains moments, modifier ses vues. Mais ils appartiennent à une catégorie de gens qui n'ont pas même la pensée de s'occuper des affaires publiques: légers, débauchés, ils n'ont d'idées arrêtées sur aucun sujet. La réputation, le caractère résolu de l'impératrice, ses talents et sa bonne fortune lui tiennent lieu d'hommes d'état habiles et de généraux expérimentés; et il faut espérer que son bon sens, qui est très grand, dominera son goût pour les plaisirs qui semble prendre plus d'empire sur elle à mesure qu'elle avance en âge.»

Catherine estimait fort le comte Panin, mais peut-être moins à cause des services qu'il lui rendait dans le gouvernement de son empire et dans l'exécution de ses plans d'agrandissement, qu'à cause de son caractère timide qui lui était une garantie contre le principal danger qu'elle pût avoir à redouter. Il avait été chargé par Pierre III de l'éducation du grand duc, et, en récompense de la part qu'il avait prise à la révolution, Catherine lui avait laissé cette charge importante. Ce n'était certes pas une sinécure, mais elle était pour lui un préservatif contre la mobilité de l'humeur de sa souveraine et les attaques de ses ennemis. Assuré de l'affection et de la confiance du grand duc, il défiait la fortune changeante d'une cour livrée aux cabales et soumise aux caprices des favoris. Catherine s'était accoutumée de bonne heure à voir un rival dans son fils: c'était aussi le sentiment général. Lord Buckingham écrivait le 28 septembre 1764:

«Quoique la conduite de l'impératrice depuis son retour de Moscou, et surtout depuis les six dernières

semaines, lui ait fait perdre l'estime et l'affectation d'un grand nombre de ses sujets, pourtant ses plus grands ennemis redoutent tant le danger et la confusion, qui seraient la conséquence inévitable d'une minorité, qu'il n'y a pas à présent de révolution à craindre. La mort du grand duc serait véritablement un événement bien fatal pour l'impératrice; car, telle est maintenant la disposition du public qu'il serait impossible de persuader qu'elle aurait été naturelle. »

Il écrivait aussi dans cette même dépêche:

« Si l'impératrice considère judicieusement sa propre situation, elle doit sentir que la stabilité de son trône deviendra très précaire lorsque son fils arrivera à l'âge de maturité, et la prudence devrait lui conseiller de se préparer à faire volontairement une retraite qui peut devenir nécessaire. Il est évident pour ceux qui voient fréquemment le grand duc avec elle qu'elle n'a pas d'affection pour lui, et que parfois elle le néglige. Quelque jeune qu'il soit, cela lui fait de l'impression, et il ne laisse pas aussi d'avoir quelque ressentiment du sort de son père. Le comte Orlow lui fait beaucoup la cour, et comme il interrompt ses études, et qu'il entre dans tous les amusements de son âge, il est une sorte de favori. »

Sir G. Macartney écrivait le 12 mars 1765:

« D'après toutes les apparences l'impératrice semble être à présent fermement assise sur son trône, et je suis persuadé qu'elle conservera paisiblement son autorité pendant quelques années encore. Mais il est impossible de prévoir ce qui arrivera lorsque le grand duc approchera de sa majorité. »

M. Shirley au contraire ne pensait pas que Catherine eut rien à craindre. Voici comment il s'exprimait à ce sujet dans sa dépêche du 31 juillet 1768:

« Malgré le jugement favorable que tout le monde porte sur le grand duc, je peux vous assurer qu'il n'a

pas assez de courage ni assez de résolution pour agir contre sa mère. La faiblesse de son caractère est égale à la faiblesse de sa constitution. D'ailleurs, dans un pays tel que la Russie, il ne peut y avoir que des révolutions de palais. La cour se compose à présent de deux sortes de gens, ceux qui se sont élevés sous les règnes précédents, et ceux qui doivent leur fortune à l'impératrice. Parmi les premiers il y a à peine un seul individu d'un mérite distingué qui n'ait pas eu part à la dernière révolution, et ceux qui se sont tenus à l'écart sont particulièrement prudents et se conduisent de manière à ne pas faire naître des soupçons contre eux. La plupart de ceux qui doivent leur grandeur à l'impératrice, n'étaient pas connus avant son avénement au trône, et ils perdraient tout si l'impératrice perdait sa couronne. Tous ceux qui connaissent le caractère de M. Panin, sont convaincus que de lui-même il est incapable d'une action hardie: il est trop irrésolu et trop indolent. Ses amis le savaient si bien, que lorsque la princesse Daschkow lui parla pour la première fois du projet de détrôner l'empereur, elle jugea à propos de lui dire que toutes choses étaient préparées, et lui demanda s'il aurait la lâcheté de la dénoncer, et de se rendre indigne de la confiance que l'impératrice était disposée à mettre en lui, ce qui serait sûrement le cas s'il hésitait un seul instant à se joindre à elle.»

Il n'est pas sans intérêt de rapprocher de ces divers jugements portés par les diplomates anglais le portrait que traçait du grand duc un envoyé du cabinet de Versailles. M. Sabatier écrivait le 20 avril 1770:

«Ce que j'ai pu recueillir de moins incertain indique que le grand duc est né bon et honnête, généreux et bienfesant, qu'il a de l'esprit, qu'il saisit et conçoit facilement l'objet, qu'il aime à s'instruire et qu'il a mis à profit les leçons de ses maîtres. Mais je me trompe fort, ou ses passions seront vives et profondes. La sévérité de M. Panin, sa position, son aversion pour sa mère, ont fait pousser jusqu'à la dissimulation la

plus réfléchie, et qui paraît l'effet d'une disposition naturelle. Son impétuosité perce quelquefois à travers la gêne qu'il s'est imposée; on le croit vindicatif, entier et absolu dans ses idées. Il a souvent dévoilé la fierté de son âme. Il est seulement à craindre qu'à force de réprimer son essor, on n'opiniâtre les germes d'un caractère décidé, que la fausseté, la haine sourde, et peut-être la pusillanimité n'en prennent la place, et que l'élévation qu'on eût pu développer en lui ne soit enfin étouffée par l'exercice prématuré de ces contenances de commande, et par la terreur que sa mère lui a toujours inspirée. Ce sentiment maîtrise tous les autres, et doit nécessairemement servir de base à ses progrès dans le bien comme dans le mal.

« Il est vrai que l'impératrice, qui sacrifie assez aux apparences sur tout le reste, n'en observe aucune vis-à-vis de son fils. Elle a toujours pour lui l'aspect et le ton de souveraine; et elle y joint souvent la sécheresse et les inattentions offensantes qui révoltent le jeune prince. Elle ne l'a jamais traité en mère; il est devant elle comme un sujet respectueux et soumis, et il est visible que cette manière d'être, indécente et barbare, n'est que dans son cœur, qu'elle ne tient nullement aux principes d'une éducation austère, qu'elle n'a pour son fils que les égards de convenance suggérée par la nécessité, et que l'inimitié qu'elle cache faiblement est l'effet de l'amour que toute la nation porte au témoignage incommode et à la victime de son usurpation. Aussi le grand duc est avec elle comme devant son juge; partout ailleurs il a l'air le plus aisé et le moins timide. Il s'explique avec grâce et facilité, cherche à plaire, par la politesse la plus attentive et par des discours obligeants, à tous ceux qui l'approchent. Il observe sans affectation ce qui se passe sous ses yeux, mais on lui reproche d'aimer les rapports et de ne rien négliger pour être informé de tout autant qu'il le peut. C'est le résultat du génie national, de la crainte, du besoin et de la connaissance de son état.

« Son goût pour la parure est excessif: il est fort recherché et paraît occupé de tous ces dehors de fri-

volité dont la jeunesse russe est idolâtre, malgré les soins inutiles de sa mère pour le ramener à ce qu'elle appelle la simplicité anglaise.

«Je le crois très peu porté pour cette nation. Son penchant l'entraîne autant vers nous que l'opposition irrésistible à tous ceux de sa mère. Il lui est arrivé de parler avec ravissement de la France et des Français. Il veut que tout ce qui est à son usage soit pris à Paris, et c'est autant par inclination pour nous que pour nos modes qu'il a repris plus d'une fois, et même tourné en ridicule ceux qui nous critiquaient devant lui. Lorsque le comte Orlow parut à la cour en cheveux ronds, et que son exemple fut suivi par d'autres, il dit qu'il chasserait le premier de sa maison qui s'aviserait d'imiter cet accoutrement ignoble.

«Rien ne dénote encore en lui cet amour puissant pour le militaire qui se manifeste de bonne heure, s'il doit devenir une passion dominante. Sa constitution physique est si peu avancée pour son âge, ses dispositions si contraintes, qu'il est bien difficile de se faire des idées exactes sur ce qu'il serait dans une autre situation.»

M. Sabatier écrivait encore le 19 août:

«On vous aura sans doute mandé dans le temps du détrônement de Pierre III, que le jeune grand duc, à qui l'on vint annoncer imprudemment que son père voulait le faire mourir, fut saisi d'un effroi si violent que sa constitution en fut dès lors altérée. Il s'opéra dans cet enfant une révolution si prodigieuse qu'elle lui a laissé une incommodité qui paraissait indiquer le mal caduc.»

M. Gunning écrivait le 4 août 1772:

«On croit que le grand duc n'ignore pas sur quel terrain il se trouve. Il ne paraît pas manquer de discernement, mais la situation critique dans laquelle il est, a si fort perfectionné ses dispositions naturelles à la dissimulation, qualité qu'il a héritée de sa mère qui y est passée maîtresse, qu'il paraît parfaitement indifférent à toutes choses et ne songer qu'à des amuse-

ments puérils et frivoles. Son éducation a été honteusement négligée, et peut-être à dessein, ce qui peut être en grande partie attribué au caractère indolent et voluptueux de M. Panin qui, à l'exception de la probité et du désintéressement, n'a aucune qualité qu'il faudrait souhaiter à son élève.

«Il est bien évident par l'éducation qu'elle a donnée au grand duc, et par le choix des personnes qu'elle a placées auprès de lui, qu'il a été de bonne heure un objet de jalousie, et que, si elle n'avait pas trouvé en M. Panin un homme en qui elle peut se fier en toute sécurité, ses craintes l'auraient depuis longtemps poussée à des extrémités, quelles qu'en pussent être les conséquences.»

Au sujet de l'éducation du grand duc, disons ici qu'au nombre de ses précepteurs était un des meurtriers de Pierre III. M. de Corberon écrivait le 9 avril 1778:

«Parmi les maîtres du grand duc, je vois Teplow très habile, versé dans la connaissance de l'histoire et de la politique, mais un homme plus vil encore par ses principes que par l'extraordinaire bassesse dont il sort. Panégyriste de Machiavel, et familier avec les grands crimes qu'il a servi, il a dû faire envisager à son élève comme nécessaire cette politique barbare qui asservit avec le fer les hommes qu'elle a trompés par son adresse, et lui montrer les poignards, le poison et les chaînes comme les instruments utiles et sûrs de ces assassins couronnés, de ces illustres monstres de l'histoire que nos pères aveuglés ont transformés en héros.»

M. Gunning écrivait encore dans sa dépêche du 4 août 1772:

«La confiance que l'impératrice repose en M. Panin fait honneur à son discernement, mais elle n'est pas fondée sur l'estime et la considération qu'elle a pour lui; on a bien des raisons de le croire. Son opposition au mariage qu'elle voulait contracter en 1763 avec Orlow, et sa déclaration que, si elle y persistait,

il mettrait le grand duc sur le trône, n'est pas et ne sera jamais oubliée par elle, et son attachement au grand duc, qui a pour lui l'affection d'un fils et qui croit que son salut est en lui, n'est nullement agréable à l'impératrice et à la famille Orlow. Je tiens de bon lieu que si M. Panin avait offert sa démission de ministre, lorsque son frère le général s'est retiré, ce qu'il aurait fait, s'il n'en avait été détourné par M. Saldern, l'impératrice était décidée à l'accepter. Le véritable motif qui lui a fait confier le soin et le gouvernement du grand duc, ce qui équivaut à lui remettre la couronne entre les mains, est que l'impératrice est convaincue qu'il n'a ni les talents, ni la résolution, ni l'activité nécessaires pour tenter de la placer sur la tête de ce jeune prince, quand même le grand duc aurait assez de courage pour la prendre, ce qui est encore très problématique. Il n'est pourtant pas impossible que d'autres plus entreprenants et dont la fortune est encore à faire, tentent volontiers une pareille tâche, qui, à bien voir les choses, ne paraît pas très difficile. »

Catherine n'avait peut-être pas tort de regarder son fils comme un ennemi. Il l'était véritablement dans l'opinion de la nation toute entière qui la considérait en quelque sorte comme une usurpatrice, et ne lui pardonnait pas d'occuper le trône au détriment de celui qu'elle croyait être le fils de Pierre III. Le doute à cet égard n'était pas permis à Catherine; et, s'il en eut été besoin, elle aurait été convaincue des sentiments de ses sujets par une émeute qui éclata à Pétersbourg en 1771. Lord Cathcart écrivait le 10 août:

« La populace ne voulait rien moins que détrôner l'impératrice et mettre le grand duc à sa place. Aussitôt que le bruit se répandit de l'indisposition de ce prince, et qu'on le crut en danger, la populace prit l'alarme, soupçonnant qu'il était empoisonné, et on ne se gênait pas pour accuser de très hauts personnages.

Dans cet instant l'impératrice sentit, outre les émotions d'une mère, le danger qui la menaçait si le grand duc venait à mourir. Comme sa maladie durait et qu'on savait qu'il était en péril de vie, le bruit se répandit qu'il était prisonnier, et on entendit bon nombre d'officiers et de sous-officiers des gardes se plaindre qu'ils s'attendaient chaque jour à être appelés à agir, et qu'ils ne savaient pas, dans ce cas, à qui il leur faudrait obéir.»

Ce mouvement ne fut que partiellement comprimé, et l'année suivante, presque à la même époque, il faillit se reproduire. M. Gunning écrivait le 4 août 1772:

« Le résultat de mes informations ne me laisse aucun doute sur l'existence de plusieurs conspirations, et quoiqu'il ne s'y trouve impliqué personne de considérable, l'impératrice, m'assure-t-on, sait qu'elles ont été organisées par des individus haut placés, mais pour bien des raisons elle se refuse à tout éclaircissement. Néanmoins elle ne néglige aucune précaution pour se garder contre toute tentative soudaine. Il n'y a pas un coin dans les jardins et les environs de Péterhof, qui est le lieu où elle est le plus exposée, où il n'y avait des sentinelles, lorsqu'elle y réside. »

La vérité est que, malgré tous ses efforts, Catherine n'était pas populaire. Bien des causes y contribuaient, le souvenir de l'origine de son pouvoir, le mauvais gouvernement intérieur, et, plus que tout peut-être, la connaissance de ses sentiments à l'égard de son peuple. Dans le fond du cœur Catherine avait pour ses sujets le plus profond mépris, et, quoiqu'elle fut passée maîtresse dans l'art de la dissimulation, elle n'était pas toujours assez maîtresse d'elle-même pour retenir ses sentiments. Ne pouvant pas se faire aimer, elle n'épargnait rien de moins pour frapper les imaginations

et flatter la vanité des Russes. C'est ce qui explique le caractère d'ostentation et de vaine gloire dont étaient empreintes ses entreprises, au dedans comme au dehors. En toutes choses elle ne cherchait qu'à faire de l'effet. Il était difficile à ceux qui en jugeaient par leurs propres yeux de se méprendre. Il n'en était pas de même au loin, dans les pays étrangers, où on s'en rapportait aux apparences. C'était surtout en France qu'on était le plus dupe, en France, où, grâces à son habile savoir-faire, elle avait un grand nombre de partisans et d'admirateurs. Dès le début de son règne, Catherine qni connaissait le pouvoir de l'opinion publique et l'utilité de l'avoir de son côté, avait pris le parti de ne jamais perdre de vue les philosophes de Paris qui, en récompense de ses caresses et de ses flatteries, et par égard pour les b nnes intentions qu'ils lui supposaient, ne lui épargnaient pas leurs louanges. C'est dans ce but qu'elle avait demandé à d'Alembert de se charger de l'éducation du grand duc, et qu'elle appelait à sa cour Grimm et Diderot, et les renvoyait comblés de faveurs, enchantés de son esprit et de son mérite, et pleins de reconnaissance pour les distinctions qu'elle leur avait accordées, et qu'ils étaient bien éloignés de recevoir du gouvernement français. « On m'a traité, écrivait Diderot à son retour de Pétersbourg, comme le représentant des honnêtes gens et des habiles gens de mon pays. » Catherine entretenait une correspondance assidue avec Voltaire, dont la plume était alors une puissance souveraine, et en revanche Voltaire était infatigable à prôner, à défendre celle qu'il appelait fa-

familiairement sa Cateau. «Je suis son chevalier envers et contre tous, écrivait-il à Madame du Deffand. Je sais bien qu'on lui reproche quelques bagatelles au sujet de son mari; mais ce sont des affaires de famille dont je ne me mêle point; et d'ailleurs il n'est pas mal qu'on ait une faute à réparer, cela engage à faire de grands efforts pour forcer le public à l'estime et à l'admiration.»

De toutes les comédies que Catherine donna à ses sujets pour les occuper, et surtout pour s'attirer les compliments de l'Europe civilisée, aucune n'eut un plus grand retentissement que ce qu'il lui plaisait d'appeler l'assemblée des états de l'Empire. Sir George Macartney écrivait le 6 février 1767:

«L'impératrice semble depuis quelque temps donner beaucoup moins d'attention à la politique étrangère, et elle paraît à présent tourner toutes ses pensées vers le gouvernement intérieur. Les états de l'empire vont être convoqués pour discuter et établir un nouveau code de lois. Ces états se composeront de onze à douze cents députés de tout rang, de toute condition, et de toutes les nations qui sont sous la domination russe, chrétiens, payens, ou mahométans.»

M. Shirley, resté chargé d'affaires d'Angleterre après le départ de sir G. Macartney, écrivait le 24 août 1767:

L'assemblée des députés est devenue à présent la grande occupation de l'impératrice; elle l'occupe toute entière en apparence à l'exclusion de toute autre affaire. Les Russes ne pensent pas à autre chose et ne s'entretiennent que de cela; et en voyant les représentants de tant de nations si diverses par le costume, par les

mœurs et la religion, tels que les Samoyèdes, les Cossaques, les Bulgares, les Tartares, etc., et qu'ils croient être, non sans fondement, entièrement dépendantes de l'empire russe, assemblés dans leur capitale, ils sont portés à conclure qu'ils sont maintenant la nation la plus sage, la plus heureuse et la plus puissante de l'univers; et ce serait la tentative la plus inutile que d'essayer de leur persuader que cette assemblée est loin d'être un contre-poids au pouvoir despotique de leur souveraine. C'est par ces mesures et d'autres semblables, assez éclatantes pour éblouir les yeux des Russes, que l'autorité de l'impératrice s'accroît chaque jour, et qu'elle est déjà arrivée au point que cette prudente princesse se croit assez forte pour humilier les gardes qui l'ont placée sur le trône. Pour rendre la farce aussi complète que possible, les députés se sont rendus hier en corps auprès de l'impératrice pour lui offrir les titres de grande, sage, et mère de la patrie.»

Cette politique de Catherine, qui avait tout à la fois beaucoup de bons et de mauvais côtés, était jugée avec autant de justesse que d'impartialité par M. Shirley dans sa dépêche du 10 mars 1768:

« Comme l'impératrice sentait que son titre à la couronne était très précaire, elle s'est toujours efforcée depuis son avénement à gagner l'amour de ses sujets. Dans un empire tel que la Russie, où le souverain a tant de pouvoir, ce qui peut arriver de plus heureux, c'est qu'il croie de son intérêt de gouverner ses états avec équité et avec modération. Ce pays a déjà senti les bons effets de cette politique, peut-être plus dans le commencement de ce règne qu'à présent, car l'impératrice est devenue plus hardie, à mesure qu'elle se trouvait plus en sûreté et qu'elle avait plus de confiance dans son pouvoir. Il n'est pas possible d'être plus active, de connaître mieux le génie de ses sujets, ou d'être plus attentive à améliorer leur condition. Elle est soupçonneuse au plus haut degré, et dissimulée avec ceux qui n'entrent pas aveuglément dans ses vues.

Elle n'a de confiance que dans les Orlow. Elle considère leurs intérêts comme les siens propres, et elle s'efforce de faire passer par leur canal la distribution de tous les emplois civils et militaires. Dans les premiers temps l'intention de l'impératrice était de faire voir combien elle prenait de peine pour rendre ses sujets heureux, mais comme ses vues n'avaient pas un principe bien pur, ses actions, comme les fausses perles, avaient plus d'éclat, et moins de valeur, que les vraies. Il y a des Russes qui sentent cette vérité, mais comme la flatterie et une soumission aveugle sont devenues pour le plus grand nombre le seul chemin qui conduise à la fortune, au pouvoir et au crédit, ce sont ceux-là mêmes qui sont les plus zélés à porter jusqu'aux nues tout ce qui part de l'initiative de l'impératrice. Ces flatteries et la belle apparence extérieure de tout ce qui s'est fait sous ce règne, se répandent sans examen au dehors, et lui ont attiré les éloges des écrivains français. C'est à présent la mode de vanter l'impératrice de Russie. Depuis qu'elle se voit admirée par tout le monde, sa vanité s'est accrue au point qu'elle commence à se croire au-dessus du reste du genre humain, et à se regarder comme immuablement assise sur le trône. Afin de se fortifier encore davantage, connaissant l'humeur inquiète de ses sujets, le grand objet de sa politique est de les occuper autant que possible au dedans et au dehors. C'est ce motif, joint à son ambition, qui lui a fait prendre une part si vive dans les affaires de Pologne, et c'est ce même motif, aiguisé par sa vanité, qui lui a fait entreprendre d'être la législatrice de son empire. Mais, afin de le faire en toute sécurité, elle a eu soin qu'il n'y eût dans la commission chargée de rédiger le nouveau code de lois que des individus disposés à suivre seulement ses ordres, et qui feront l'étalage le plus pompeux de sa générosité, de sa justice et de sa modération. »

C'est par le même principe que Catherine demandait à Diderot un plan général d'études et fondait avec grand bruit des académies, des universités, des écoles

pour l'éducation de son peuple. Mais lorsque son but était atteint, lorsque l'Europe savante s'était longuement entretenue de ses vues généreuses, lorsque les philosophes de Paris, mettant en opposition l'intolérance du gouvernement français avec les idées libérales de l'impératrice de Russie, avaient proclamé que c'était du Nord que venait la lumière, Catherine laissait inachevés les établissements qu'elle avait commencés à grands frais pour loger ses écoles, ses académies, et s'occupait d'autre chose. Tout ce côté du caractère de Catherine est très nettement indiqué dans une dépêche de M. Gunning qui écrivait le 4 août 1772:

« Quoi que l'on ait pu dire, l'impératrice n'est nullement populaire ici. Ce n'est pas en effet dans ce pays qu'elle vise à l'être. Elle ne porte aucune affection à son peuple, et elle n'a pas gagné celle de ses sujets. Le principe qui supplée en elle le défaut de ce mobile de grandes entreprises est un désir sans bornes de renommée, et que ce désir d'en acquérir soit pour elle un objet bien supérieur au bien réel du pays qu'elle gouverne, cela peut, je crois, se conclure sans injustice de l'état dans lequel, d'après un examen impartial, les choses paraissent être dans son empire. Si l'on ne supposait pas que tel est le principe qui la guide, il faudrait l'accuser d'inconséquence et de folie pour entreprendre tant de grands ouvrages d'utilité publique, tels que la fondation de colléges et d'académies sur un plan très étendu et avec une dépense énorme, et néanmoins les laissant imparfaits et n'achevant pas même la construction des bâtiments qui leur sont destinés. Il est très certain qu'il se prodigue ainsi des sommes immenses sans un avantage réel pour ce pays, et il n'est pas moins évident que cela suffit pour répandre le bruit de l'institution parmi les étrangers qui ne peuvent examiner le progrès et les résultats de pareilles entreprises. Ce principe, elle le porte aussi dans sa politique exté-

rieure, et c'est ce qui a mis le roi de Prusse en état de la diriger avec son adresse accoutumée comme il lui a plu et à son propre avantage. Si ce n'était cette faiblesse, l'impératrice serait véritablement un personnage très extraordinaire, car il y a peu de choses que son courage ne serait pas capable d'entreprendre, ou ses talents de conduire à bonne fin. »

Quelques années plus tard, un agent français dont nous avons déjà cité les dépêches, M. de Corberon, écrivait le 9 avril 1778:

« Catherine, cette princesse étonnante, législatrice et guerrière successivement, mais toujours femme, offre l'assemblage inouï et inconséquent du courage et de la faiblesse, de connaissances et de l'incapacité, de la fermeté et de l'irrésolution, passant tour à tour par les extrêmes les plus opposés, elle présente mille surfaces diverses à l'observateur attentif qui veut la saisir sous son vrai point de vue, et qui, rebuté de ses calculs inutiles, finit dans son incertitude par la mettre au rang des premières comédiennes, ne pouvant lui trouver une place parmi les grands souverains. Humaine et sensible dans ses actions particulières et sa conduite en général, il serait dur de dire qu'elle ne doit la première de ces vertus qu'à l'amour-propre, et la seconde qu'à une organisation fine et délicate, l'apanage de son sexe. Mais n'est-on pas tenté de le croire, en recherchant le motif de la plupart de ses actions qu'on admire si loin d'elle. Je les examine ici, car c'est ici qu'il faut les voir, et qu'on peut dans le silence de l'observation immédiate regarder à loisir les revers de cette médaille dont l'éclat éblouit ceux qui n'en peuvent approcher. »

M. de Corberon disait dans un autre passage de cette dépêche:

« Les arts et les sciences ont ici des académies, mais ces académies ont peu de sujets, encore moins d'élèves. Et comment en former dans une nation où

il n'y a que des courtisans, des militaires, un peuple d'esclaves, et point de tiers-état?«

Tansdis que les philosophes de Paris vantaient la sagesse, les lumières de la Sémiramis du Nord, des observateurs plus clairvoyants et nullement intéressés à se laisser prévenir, c'est-à-dire, les agents diplomatiques de France et d'Angleterre accrédités en Russie traçaient un tableau moins flatteur, et assurément plus exact de la condition de son empire. Ils représentaient ces armées dont on fesait si grand bruit en Europe, mécontentes, épuisées par les maladies et les fatigues, mal nourries, mal vêtues, abandonnées à la rapacité des officiers et des administrateurs; les officiers eux-mêmes dégoûtés du service; la nation décimée par un recrutement qui dépassait les ressources de la population; le trésor public dans la plus extrême pénurie, et réduit, pour subvenir aux besoins les plus pressants, à de honteux expédients; le crédit public nul et n'inspirant aucune confiance aux capitalistes étrangers; le pays accablé d'impôts énormes; les espèces de mauvais aloi et insuffisantes pour la circulation. Au moral la situation de l'empire russe n'était pas meilleure. Même dans la classe la plus élevée de la société, il n'y avait, s'il faut en croire ces témoignages dont on ne saurait récuser l'exactitude, ni éducation, ni instruction, ni probité: seulement un orgueil grossier qui imposait de loin et prenait les apparences de la force et de la grandeur. C'est surtout dans les relations avec les puissances étrangères que ces vices de la société russe étaient le plus sensibles. Nul ne les a indiqués plus

nettement que sir G. Macartney, qui écrivait le 7 janvier 1766:

« On est porté à juger ce pays de la même manière que nous jugeons les autres nations, et des progrès que nous supposons qu'il a faits dans les arts et dans les sciences nous concluons qu'il est au niveau de ses voisins. Mais ceux qui ont pris la peine d'étudier les mœurs, le gouvernement et la politique de la Russie découvrent bientôt que ce peuple n'est nullement civilisé, qu'il est encore dans une anarchie barbare, et que les têtes que nous voyons à présent couvertes d'une perruque française sont les mêmes qui étaient enveloppées, il n'y a pas cent ans, de bonnets de peaux de bêtes. »

Et encore le 22 février suivant:

« Notre erreur à l'égard de la Russie est que nous la considérons comme une nation civilisée, et que nous la traitons en conséquence. Elle ne mérite nullement ce titre, et, malgré l'opinion avantageuse que se sont faite de la Russie les personnes qui ne la connaissent pas, je ne crains pas de dire que le royaume du Thibet ou les états du Prêtre Jean pourraient être aussi justement honorés de la même qualification. Il n'y a pas un seul des ministres de cet empire qui entende le latin, et rien n'est plus rare que les premiers éléments de littérature. L'orgueil est le fils de l'ignorance, et vous ne devez pas être surpris de voir les procédés de cette cour empreints de hauteur et de vanité. J'aurais aussi bonne grâce à citer Clarke et Tillotson au divan de Constantinople qu'à invoquer l'autorité de Grotius et de Puffendorf en traitant avec les ministres russes. »

Le même ambassadeur écrivait encore le 25 mars 1766:

« La manière de négocier des ministres russes paraît consister à présenter sans cérémonie leurs idées grossières comme un ultimatum qui doit être accepté sans condition par tous ceux qui traitent avec eux. Ils ont une opinion si extravagante de leur propre puis-

sance, et ils sont si persuadés qu'ils n'ont rien à craindre des autres nations qu'ils s'imaginent que ce mode de négocier est celui qui convient le mieux à leur condition, à l'état de leurs affaires et à leurs intérêts. Mais si on considère combien les Russes ont reçu d'avances et de flatteries de la part des nations les plus redoutables de l'Europe, si on réfléchit aux éclatants succès qui ont, dans ces dernières années, constamment couronné leurs armes et leur politique, faut-il être surpris de les trouver enflés de cette arrogance qui accompagne généralement la bonne fortune. »

C'est ainsi que s'expriment, et presque dans les mêmes termes, l'un après l'autre tous les envoyés du cabinet anglais auprès de la cour de Pétersbourg. Les envoyés du cabinet de Versailles ne tiennent pas un autre langage; mais, comme ils n'avaient pas la prétention de s'unir avec la Russie par une étroite alliance, leurs observations s'appliquent surtout à l'état de la société. Sur ce point leurs jugements sont des plus sévères. M. Sabatier allait jusqu'à écrire dans sa dépêche du 2 mars 1770:

« La plupart des hommes qui composent la cour n'ont d'autres passions qu'une basse et implacable jalousie, l'amour de l'or, et de tous les misérables aliments d'une vanité fastueuse et grossière. L'amitié, la vertu, les mœurs, la délicatesse, la probité sont ici des mots vides de sens. Leur principe unique est l'intérêt, et celui qu'ils voient à soutenir leurs patrons ou leurs créatures. »

S'il faut en croire un autre envoyé français, Catherine n'avait pas une meilleure opinion de ses courtisans et de ses serviteurs. M. Durand écrivait le 25 juillet 1773:

« Ayant, il y a peu de temps, vingt-sept personnes autour d'elle, l'impératrice prit occasion de leur dire:

si je vous en croyais les uns et les autres, il n'y a aucun qui ne méritât d'avoir la tête tranchée: propos qui fait concevoir l'excessive animosité personnelle dans cette cour et le genre d'attaques que se livrent ceux qui l'habitent. »

XI.

Les soins du gouvernement intérieur de son empire, si multipliés qu'ils fussent, les plans d'agrandissement au dehors, qui seuls auraient suffi pour occuper l'esprit le plus vaste, n'étaient pourtant pas capables de remplir la vie toute entière de Catherine. Il lui restait encore bien des heures de loisir, et elle cherchait dans les amusements frivoles, quelque relâchement à la fatigue et aux soucis des affaires. Malheureusement Catherine était très difficile à amuser. M. Durand écrivait le 4 mai 1773:

« La tragédie lui déplaît, la comédie l'ennuie; elle n'aime pas la musique; sa table est sans la moindre recherche; le jeu n'est pour elle qu'une contenance; elle n'aime dans les jardins que les roses; elle n'a enfin de goût que pour bâtir et pour régenter sa cour, car celui qu'elle a pour régner, pour figurer dans l'univers est une passion. »

Jusque-là, au moins en apparence, Catherine avait été fidèle à Orlow. Ses courtisans, ses familiers n'avaient pourtant pas attendu ce moment pour soupçonner que la constance en amour n'était pas au nombre des vertus de leur souveraine. A diverses reprises elle

avait paru vivement éprise, mais ces distractions avaient été passagères et toujours soigneusement tenues cachées, et Orlow n'en avait pas moins conservé sa position de favori en titre, gardant la première place dans son affection comme dans sa confiance. L'habitude, la crainte du scandale, une sorte de reconnaissance pour des services qu'elle ne pouvait guères oublier, avaient toujours et promptement pris le dessus sur un goût naissant et sur les charmes de la nouveauté. Chaque fois l'heureux prétendant, au moment qu'il croyait toucher au faîte des grandeurs, s'était vu congédier avec de riches présents, et avait été confiné dans une province lointaine. Cependant, il était devenu manifeste que Catherine ne tenait plus guères à Orlow, et tandis qu'elle se détachait de lui, la passion si vive qu'il avait eue pour sa maîtresse, s'était fort calmée.

M. Gunning écrivait le 4 août 1772:

«Le favori est aussi peu populaire que l'impératrice, malgré tous les efforts qu'il a faits pour se faire aimer. Il a, me dit-on, quelques bonnes qualités, mais pas de talents supérieurs; il est imprudent et dissipé à un degré remarquable; il s'éloigne fréquemment de l'impératrice pour aller à la chasse, ou pour rechercher des sociétés qui sont peu compatibles avec sa liaison avec elle, qui est de la nature la plus sérieuse. Ils ont trois enfants qui vivent encore. Ils sont logés dans la maison d'un homme qui était valet de chambre de l'impératrice, lorsqu'elle n'était encore que grande duchesse, et qui a été élevé au rang de chambellan, sans pouvoir pourtant paraître à la cour: son nom est Saurin. C'est lui qui a seul le soin de ces enfants. L'impératrice les voit quelquefois, mais rarement. Bien des gens croient qu'un mariage secret a eu lieu avant le couronnement, et que c'était à la déclaration publique,

et non à la cérémonie que M. Panin ne voulut jamais consentir. »

Vers le temps que le chargé d'affaires d'Angleterre écrivait les lignes qu'on vient de lire, tandis qu'Orlow était en Valachie, occupé au congrès de Fokschiani à négocier un traité de paix avec la Porte Ottomane, on crut remarquer que Catherine s'était prise d'une passion aussi vive que soudaine pour un jeune sous-lieutenant aux gardes nommé Wassiltchikow. Sans doute, s'il n'eût tenu qu'à elle, cette erreur, comme les précédentes fût demeurée secrète. Mais c'était une occasion trop favorable pour les ennemis d'Orlow, et elle fut saisie avec empressement. Le comte Panin surtout, qui depuis tant d'années luttait en vain pour ébranler le crédit et l'influence du favori, n'oublia rien pour produire au grand jour et faire ouvertement éclater le goût de sa souveraine. Il ne se contenta pas de se faire en quelque sorte le patron de Wassiltschikow, de l'aider des conseils de son expérience. A son instigation le grand duc toujours si réservé, mais dont la haine pour Orlow était implacable, parut publiquement applaudir au choix de sa mère. Catherine se montra reconnaissante de cette approbation, qui ne fesait pas plus d'honneur au fils qu'à la mère. Mais elle était cette fois véritablement éprise, et oubliant son âge, — elle avait quarante-trois ans, — dédaignant de se contraindre, comme elle avait fait jusque-là, elle s'abandonnait à sa passion avec l'ardeur qui caractérisait tous ses sentiments. Rien pourtant ne justifiait, ni même n'excusait dans le nouvel objet de sa tendresse un pareil entraî-

nement, surtout s'il est vrai, comme l'écrivait un envoyé français, M. Durand, dans sa dépêche du 18 mars 1774, que c'était Wassiltchikow qui avait étranglé Pierre III, et qu'Alexis Orlow n'était arrivé qu'à la fin de la catastrophe.

Orlow apprit bientôt qu'il avait été sacrifié. Aussitôt, sans s'inquiéter des conséquences, il rompt le congrès, où il représentait sa souveraine, et il accourt en toute hâte à Pétersbourg. Son arrivée jeta l'épouvante dans le cœur de Catherine. M. Sabatier écrivait le 30 octobre 1772:

«Au retour d'Orlow du congrès l'impératrice a marqué la plus grande frayeur. La garde intérieure du palais a été doublée; on a changé les serrures; tout le monde a été sur pied pendant plusieurs nuits.»

Il est vrai que le ressentiment du favori disgracié semblait ne pas connaître de bornes, car le même envoyé avait écrit précédemment, le 2 octobre:

«Le comte Orlow se conduit comme un homme qui veut reprendre sa manière d'être, ou se faire enfermer, pour ne rien dire de plus.»

Ce qui était encore plus inquiétant, c'étaient les discours d'Alexis Orlow. M. Gunning écrivait dès les premiers jours que la liaison de l'impératrice fut connue, le 15 septembre:

«L'élévation du nouveau favori pourrait bien être la cause de quelques changements. On a entendu dire à Alexis Orlow que c'était lui qui avait mis l'impératrice sur le trône.»

Alexis Orlow ne ressemblait en rien à son frère, et quoiqu'il eût eu la plus grande part dans les faveurs et les largesses dont Catherine avait comblé toute la famille, il était modeste, et il cherchait à montrer sa reconnaissance en servant avec zèle et capacité sa souveraine. Catherine reposait en lui une extrême confiance. Son nom se présente rarement dans les dépêches des ambassadeurs anglais et français, car il était peu à la cour et n'entrait dans aucune intrigue ou cabale. Lord Cathcart écrivait le 26 mars 1771:

«Le comte Alexis Orlow est d'une taille gigantesque, mais bien proportionnée; il a une physionomie très noble, malgré une immense balafre qu'il a reçue au travers du visage dans une rixe étant jeune. Ses manières sont d'une simplicité remarquable, sans manquer pourtant de cette dignité qui accompagne une grande fortune et une extrême modestie. Il est généralement aimé, et il se conduit dans la prospérité de façon à ne pas s'attirer l'envie. Il ne parle pas français.»

Cependant Catherine désirait vivement apaiser son ancien amant et l'éloigner honnêtement. Elle lui fesait faire les propositions les plus magnifiques qu'il ne voulait pas même écouter. M. Gunning écrivait le 25 septembre 1772:

«Le sort de M. Orlow n'est pas encore décidé. On lui a offert des conditions qu'il a rejetées, et il insiste pour voir l'impératrice.»

Malgré ses inquiétudes, et elles pouvaient lui paraître fondées, connaissant comme elle le fesait Orlow et ses frères, Catherine n'en était pas pour cela le moins du monde disposée à sacrifier son nou-

veau favori. Sa passion pour Wassiltschikow semblait l'avoir transformée. L'ambition, l'amour de la gloire, la vanité avaient fait place à un sentiment d'autant plus violent qu'il s'était plus longtemps fait attendre. Retirée dans son palais, inaccessible à tous, elle se livrait à son amour avec une ardeur qui surprenait ceux qui croyaient le mieux la connaître. Voici en quels termes M. Gunning dépeignait la situation de la cour dans sa dépêche du 8 octobre:

«Le comte Orlow et ses frères méritaient certainement toutes les marques de générosité dont l'impératrice les a comblés, car c'est à eux seuls qu'elle doit sa couronne. Le successeur qu'elle lui a donné est peut-être l'exemple le plus frappant de sa faiblesse et la plus grande tache dans le caractère de l'impératrice, et cela diminuera sûrement la haute opinion que l'on avait généralement, et à juste titre, de cette princesse. Lorsque je fus informé de cette nouvelle liaison, qui se forma peu de temps après mon arrivée ici, je ne voulais pas y croire, car ni la personne de Wassiltchikow, ni son mérite ne rendaient ce bruit vraisemblable. Dans le moment cette liaison devait être tenue secrète, mais elle était une occasion trop favorable pour renverser Orlow pour qu'elle ne fût pas mise à profit, par M. Panin, par exemple, qui entra dans ces basses intrigues d'antichambre indignes d'un galant homme, et surtout du premier ministre d'un grand empire. L'imprudence du comte Orlow, qui rompit le congrès de Fokschiani, afin de prévenir par son prompt retour les dangers qui le menaçaient, fournit un prétexte plausible à l'impératrice de ne pas le recevoir. On dit pourtant qu'elle a déjà laissé voir qu'elle se repent, que son affection pour lui est revenue, et que c'est la cause de ses inquiétudes.

«Le comte Zacharias Tchernichew, quoiqu'il n'aime pas les Orlow, regarde tous ces changements comme désavantageux à ses intérêts, à cause de l'influence

qu'ils donnent à M. Panin. L'impératrice a naturellement peu de goût pour lui, mais sa manière expéditive de traiter les affaires lui est plus agréable que celle de M. Panin, dont l'inactivité et l'indolence laissent les affaires s'accumuler dans tous les départements. Il faut de toute nécessité qu'il y ait quelque part de l'activité et de la diligence, d'autant plus que l'impératrice elle-même qui était jusqu'à ces derniers temps infatigable, semble avoir pris en dégoût toute occupation sérieuse, et être disposée à prendre ses aises et à se divertir plus qu'elle n'a jamais fait. »

Orlow se lassa de se plaindre en vain, et il consentit à se taire et à s'éloigner. Il se laissa donner cent mille roubles en argent comptant, le brevet d'une pension de cent cinquante mille, un splendide service d'argenterie, et une terre de six mille paysans. L'envoyé de France, M. Sabatier, écrivait néanmoins le 30 octobre:

« Le prince Orlow déclare qu'il pourrait vivre dans un cabaret, sans regretter sa grandeur passée, mais qu'il est affligé de voir l'impératrice se donner en spectacle à toute l'Europe. »

Disons en passant que ce fut précisément sur ces entrefaites que Marie-Thérèse créa Grégoire Orlow prince du Saint Empire.

Le successeur de M. Sabatier, M. Durand, écrivait le 19 janvier 1773:

« Le prince Orlow partit enfin avant-hier pour se rendre à Rével. Le grand duc, pendant son séjour à Pétersbourg, lui a marqué beaucoup de haine et d'aversion, sentiment qui aurait éclaté avec bien plus d'éclat et de force, sans les soins que M. Panin s'est donnés pour le contenir. »

La plus extrême divergence règne entre les dépêches du chargé d'affaires d'Angleterre et celles des envoyés du cabinet de Versailles au sujet des dispositions de Catherine à l'égard de son ancien et de son nouveau favori. Ainsi, par exemple M. Gunning écrivait le 16 octobre 1772:

« L'impératrice a sûrement de grandes inquiétudes; sa physionomie le laisse voir clairement. Le prix énorme dont elle a payé le silence et l'éloignement d'Orlow prouve de quelle importance elle a cru qu'il était pour elle d'être bien avec lui. Cependant il y a des raisons de croire qu'elle le regrette, et qu'elle est lasse, et même honteuse de son nouveau favori. »

Et encore le 16 janvier suivant:

« L'impératrice n'eut pas plutôt pris la résolution de donner un successeur au comte Orlow qu'elle s'en repentit, et qu'elle se détermina à le rappeler. Le motif de cette seconde résolution était autant fondé sur la politique que sur l'affection, lui et ses frères étant dans le fait les seules personnes dans son empire sur lesquelles elle peut sûrement compter. Mais elle rencontra des obstacles insurmontables. Quelques propos de M. Panin, conçus dans les termes les plus violents, et quelques expressions que laissèrent échapper le grand duc et ses serviteurs lui firent sentir la nécessité de procéder avec toute son adresse pour pouvoir exécuter son projet en toute sécurité, et elle croit à présent qu'elle pourra dans un temps peu éloigné opérer un rapprochement entre le grand duc et les Orlow. »

Sur ce dernier point les efforts de Catherine furent couronnés d'un plein succès, car lord Cathcart écrivait le 21 mai suivant:

« La meilleure intelligence paraît régner en ce moment entre les serviteurs du grand duc et le prince Or-

low. Mais il est difficile de prévoir combien de temps durera ce calme.»

Tout au contraire de M. Gunning, l'envoyé de France, M. Sabatier, s'exprimait ainsi dans sa dépêche du 30 octobre 1772:

«L'impératrice écrit sans cesse à M. Wassiltchikow les blillets les plus enflammés; elle lui fait des présents continuels et sans bornes; et elle se répand contre les infidélités, les mépris et les outrages qu'elle dit avoir essuyés de la part du prince Orlow.»

Il paraîtrait en effet qu'après l'éloignement de son ancien amant, Catherine qui ne le craignait plus, laissa ouvertement éclater son ressentiment. Son dépit fut même de longue durée, car M. Durand écrivait plusieurs mois après, le 4 mai 1773:

«L'impératrice a dit à un confident: j'ai des obligations à la famille Orlow; je les ai comblés de biens et d'honneurs; je les protégerai toujours, et ils peuvent m'être utiles: mais mon parti est pris. J'ai souffert pendant onze ans; je veux actuellement vivre à ma fantaisie et dans une entière indépendance. Quant au prince, il peut faire tout ce qui lui est agréable; il est le maître de voyager, ou de rester dans l'empire, de boire, de chasser, d'avoir des maîtresses; il peut rentrer dans ses places, il ne tient qu'à lui d'en reprendre l'exercice. S'il se gouverne bien, il se fera honneur; s'il se gouverne mal, il se couvrira de honte. — Il se couvrira de honte, a repris la personne, qui vient de me rapporter le propos de sa souveraine. La nature n'en a fait qu'un paysan russe, et il sera tel jusqu'à la fin. Il aime comme il mange, s'accommode autant d'une calmouque ou d'une finnoise que de la plus jolie femme de la cour, et voici le bourlaque tel qu'il est. Cependant il a un esprit naturel, et n'est pas méchant. Sa passion est l'avarice.»

M. Durand écrivait encore le 13 août suivant, au sujet d'Orlow dont les défauts paraissaient plus évidents depuis sa disgrâce:

« Son attention ne se porte que sur des puérilités. Si quelquefois il semble s'occuper de choses importantes, c'est sans la moindre tenue, et, s'il en parle, ses idées s'entre-choquent et ne montrent que jeunesse de cœur, défaut d'éducation, avidité de gloire malentendue, déclamation de mauvais goût, activité sans motif et de caprice, ne sachant pas jouir de son crédit et de ses richesses, et n'en étant pas moins jaloux de les conserver. »

Catherine n'était pourtant pas si éprise de son nouveau favori qu'elle pût être distraite du constant objet de ses préoccupations, c'est-à-dire des inquiétudes que lui causait son fils. Dans la vue de la récompenser de l'approbation qu'il avait donnée à l'élévation de Wassiltchikow, Catherine avait paru se relâcher quelque peu de sa sévérité et de sa froideur à son égard. Mais elle revint bientôt à ses premiers sentiments d'aversion et de défiance que rien ne pouvait altérer. M. Gunning écrivait le 8 octobre 1772:

« Le grand duc qui détestait les Orlow, est en somme très content de l'élévation d'un nouveau favori, quoiqu'il ne puisse s'empêcher de considérer la conduite de sa mère à cet égard sous le même point de vue que tout le monde fait. On s'attendait, et je crois que le grand duc lui-même y comptait, que sa mère lui concéderait quelque indépendance, et qu'à sa majorité il aurait un établissement particulier. C'est le contraire qui est arrivé, et on y a même mis une sorte d'affectation: son gouverneur exerce sur lui la même autorité qu'avant. Il n'a pas été fait de promotions ce jour-là, afin que personne ne lui eût la moindre obligation. »

Catherine songeait depuis quelque temps à marier le grand duc, tout autant pour s'assurer une lignée que pour lui donner un sujet de distraction. Frédéric II connaissait son intention, et dans le dessein de resserrer l'alliance déjà si étroite de la Prusse et de la Russie, puisqu'alors même s'accomplissait le partage de la Pologne, il fit tomber le choix de Catherine sur la seconde des filles du landgrave de Hesse, dont l'aînée était mariée au prince royal de Prusse. Cette union se fit en effet le 10 octobre 1773. Elle n'eut pas les résultats qu'en attendait Catherine. Tout au contraire, le grand duc abusant du peu d'indépendance qu'elle avait été obligée de lui accorder, affecta de faire parade de la popularité qui s'attachait à lui, et désormais il ne prit plus la peine de dissimuler les sentiments d'aversion qu'il nourrissait pour sa mère, dont il se plaisait à choquer en toute rencontre les goûts et les préférences. On va voir se dessiner ce changement dans les extraits suivants des dépêches des envoyés anglais.

Lord Cathcart écrivait le 3 décembre 1773:

« Quelques-uns des amis du grand duc lui ont conseillé de ne pas affecter un si grand degré de popularité qu'il a fait jusqu'ici. Ce conseil ne lui a pas plu et il ne l'a pas suivi. Quelques expressions d'enfant qu'il a laissé échapper dernièrement ont donné beaucoup d'inquiétude à l'impératrice. Peu de jours avant son départ pour Czarkoselo, on a servi au grand duc à souper un plat de saucisses qu'il aime particulièrement, et il y a trouvé dedans une grande quantité de morceaux de verre. Aussitôt dans sa colère il s'est levé de table, et prenant le plat, il s'est rendu directement à l'appartement de l'impératrice, et lui a dit avec un grand emportement qu'il voyait bien d'après cela

qu'on voulait l'empoisonner. L'impératrice fut extrêmement émue de ce soupçon aussi bien que de la négligence des domestiques qui en avait été la cause. On croit qu'elle l'a emmené avec elle à Czarkoselo afin d'avoir le loisir de découvrir si ce n'était dans le grand duc qu'une idée passagère inspirée par cette circonstance, ou une défiance plus enracinée, et aussi pour avoir des occasions plus longues et plus fréquentes de le sonder, et de connaître à fond le caractère de la grande duchesse.»

Et encore dans un autre passage de cette même dépêche ces lignes qui font sourire:

«M. Diderot est avec l'impératrice à Czarkoselo, où il continue ses intrigues politiques. Toutes ses lettres à ses correspondants sont remplies des panégyriques de l'impératrice, qu'il dépeint comme un être au-dessus de l'humanité. Ses flatteries au grand duc n'ont pas été moins grossières, mais, soit dit à l'honneur de ce jeune prince, il a marqué autant de mépris pour ces flagorneries que d'horreur pour les principes pernicieux de ce prétendu philosophe.»

Sur ces entrefaites lord Cathcart quitta Pétersbourg, et son premier secrétaire, M. Gunning, devenu chargé d'affaires, écrivait le 17 décembre 1773:

«On a fait entendre il y a quelques jours au grand duc que le comte Soltykow avait été placé auprès de lui pour espionner ses actions. Son Altesse avec sa vivacité accoutumée est allé, aussitôt trouver l'impératrice, et, non content de lui faire part de cet avis, il lui en a nommé l'auteur. Sur quoi l'impératrice, après l'avoir convaincu de la fausseté de ce rapport, a fait écrire une lettre au chambellan Matouschkin, dans laquelle elle lui dit que sous les règnes précédents sa conduite aurait été punie par le knout, mais que, comme elle l'attribuait à sa sottise plus qu'à une mauvaise intention, par égard pour sa famille elle ne pousserait pas les choses jusqu'à cette extrémité, et qu'elle dési-

rait seulement qu'il se présentât devant elle aussi rarement que possible.»

Le même Gunning écrivait encore le 22 février 1774:

»Le grand duc a avoué à l'impératrice qu'à l'instigation de M. Saldern il s'était rendu coupable d'un acte qui était contraire à son devoir envers sa Majesté. Quel était cet acte, je n'ai pu encore le découvrir, mais il doit avoir été très désagréable pour elle, car elle entra dans un grand emportement, et dit qu'elle voulait qu'on lui conduisît ce misérable, c'est à dire Saldern, la corde au cou. Il ne se passe pas de jour qui n'amène un événement de nature à augmenter l'anxiété et les embarras de l'impératrice.»

Et trois jours après, le 25 février:

«L'acte dont je parlais dans ma dernière dépêche, que le grand duc avoua avoir commis à l'instigation de M. Saldern, et qui a si vivement offensé l'impératrice, je peux maintenant vous dire en quoi il consiste. Il ne tendait à rien moins qu'à faire associer le grand duc à l'empire. Pour y arriver, il avait donné à M. Saldern des pleins-pouvoirs signés et scellés, en vertu desquels M. Saldern devait prendre les mesures nécessaires pour arracher à l'impératrice son consentement. La honte et le remords avaient pendant longtemps retenu le grand duc de tout avouer à l'impératrice, et probablement il ne l'aurait pas fait, si la crainte du retour de M. Saldern ne l'avait déterminé à le faire. Il paraît que M. Saldern, trouvant que ce projet, qui devait mettre le pouvoir entre ses mains, n'était pas d'une réalisation aussi aisée qu'il l'avait d'abord imaginé, abandonna ses espérances du côté du grand duc, et s'attacha à l'impératrice quelques mois avant son départ. On a découvert qu'il avait fait des démarches pour rompre le mariage du grand duc et de la grande duchesse peu de temps après qu'il eut été conclu: c'est ce qui a le plus irrité son Altesse impériale contre lui. On a aussi découvert qu'en même temps qu'il songeait à satisfaire de la sorte son ambition, il commettait, pour se procurer de l'argent, des fraudes incroyables, et qu'il

s'était même fait payer par la cour de Danemark de prétendus services. »

Toutes ces circonstances troublaient fort Catherine. Heureusement pour elle, le grand duc avait pris une vive affection pour sa femme, et comme c'était une personne très adroite, et qui, sans avoir beaucoup d'esprit, en avait assez pour gouverner son mari, Catherine s'attacha à la gagner à ses intérêts. Elle y réussit sans peine, mais elle dut payer ses services d'une étrange manière, et qui sans doute lui coûta peu. Voici ce que Frédéric raconte à ce sujet dans la dernière partie de ses Mémoires: «La conduite de la grande duchesse ne fut pas telle qu'on le devait attendre d'une personne de sa naissance. Elle était arrivée à Pétersbourg dans un temps d'intrigues et de cabales, et où toute la cour était agitée par les intrigues des ministres étrangers. Les ministres de France et d'Espagne mettaient tout en œuvre pour semer la zizanie entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Pour remplir leurs vues, ils crurent devoir former un parti dont ils pussent disposer, et ils s'imaginèrent qu'en mettant la grande duchesse dans leurs intérêts, le reste de l'ouvrage ne serait pas difficile. Pour s'acheminer à ce but, ils gagnèrent un certain prince Razoumowski, attaché à la personne du grand duc. Celui-là, s'étant livré à leur direction, s'enhardit jusqu'à devenir l'amant de la grande duchesse, auprès de laquelle les faveurs de son maître lui donnaient un libre accès. Un an et demi après son mariage, elle devint grosse; mais tout le monde se disait à l'oreille, que ce n'était pas de son époux.

Catherine avait en ce moment d'autres sujets de trouble, et bien autrement sérieux. Depuis plusieurs mois un cosaque du Don, dont le véritable nom était Pugatchew, se fesait passer pour Pierre III, et soulevait les provinces de l'intérieur de l'empire, tenant bravement tête avec une poignée de paysans à toutes les troupes qu'on envoyait contre lui. Partout où il se présentait, il trouvait des partisans, et après chaque défaite, lorsqu'on le croyait accablé sous le nombre, il reparaissait bientôt après plus formidable qu'avant. Il trouvait des ressources inépuisables dans le mécontentement de la population des campagnes qui allait en foule à sa rencontre et le saluait comme un sauveur. Car, ce qui fesait la force de cet audacieux aventurier, c'était la détestable administration du gouvernement. M. Gunning écrivait le 25 février 1774:

« On remarque que l'humeur de l'impératrice est fort altérée depuis quelque temps, et qu'on ne retrouve plus en elle la même affabilité et la même condescendance qui la distinguaient. L'état embarrassé de ses affaires affecte son esprit et sa santé, d'autant plus qu'un des maux dont souffre le pays est la continuation de la guerre avec les Turcs et qu'on l'en rend responsable. Il est vrai qu'elle cause un mécontentement presqne universel. Mais l'impératrice paraît déterminée à fermer ses oreilles aux plaintes qui s'élèvent de toutes parts; elles deviennent de jour en jour plus fortes, et s'expriment dans les termes les plus violents. Quoique la conduite de la plupart des employés du gouvernement mérite le blâme dont on les accable, elle les soutient néanmoins, et, ce qui est plus extraordinaire, elle n'a aucune confiance en eux, car elle n'en a véritablement que dans les Orlow. Malgré l'étendue du mécontentement, il n'y a pas de raison de s'attendre à une révolution prochaine, et le peu de craintes que l'mpératrice

a à présent du grand duc, ou des tentatives que pourraient faire ses partisans, la rend peut-être plus indifférente qu'elle ne le serait autrement, à l'opinion que l'on a d'elle et de son gouvernement. »

Catherine eut recours à un singulier remède pour échapper à ses ennuis: elle prit un autre amant. Le successeur qu'elle donna à Wassiltchikow était moins jeune, mais il était capable de prendre part au gouvernement de l'empire, car il paraît que Catherine séparait à regret sa confiance de ses faveurs. M. Gunning écrivait le 15 mars 1774:

« Nous avons ici un changement de décoration qui à mon avis mérite plus d'attention qu'aucun des événements qui sont arrivés depuis le commencement de ce règne. M. Wassiltchikow, qui avait l'esprit trop borné pour avoir aucune influence dans les affaires et pour partager la confiance de sa maîtresse, a maintenant un successeur qui promet d'avoir l'une et l'autre au suprême degré. Si je vous dis que le choix de l'impératrice est également blâmé par la parti du grand duc et par les Orlow, qui paraissaient les uns et les autres satisfaits de l'état dans lequel étaient les choses depuis quelque temps, vous ne vous serez pas surpris qu'il ait causé, comme il a fait, un étonnement très général, et même de la consternation; et moi-même, si je ne connaissais pas ce pays, en raisonnant des causes aux effets, j'appréhenderais les conséquences les plus fatales de cet événement. Mais, comme il pourrait y avoir de la légéreté et de la présomption à tirer des conclusions d'un événement si récent, je me bornerai pour le moment à vous faire connaitre le nom et le caractère de l'individu qui a été si soudainement placé ainsi en évidence.

« C'est le général Potemkin, qui est arrivé depuis un mois de l'armée, où il a été durant toute la guerre, et où, me dit-on, il était universellement détesté. Au moment de la révolution, il était sergent dans les gardes,

et comme il était ami des Orlow, et qu'il prit une grande part dans cette affaire, il fut élevé au rang de gentilhomme de la chambre. Cette charge lui donna l'occasion d'approcher fréquemment l'impératrice, et sa conduite fut telle qu'elle excita la jalousie de son patron le comte Orlow. En conséquence, sur je ne sais quel prétexte il fut envoyé en Suède, et à son retour ici il vécut dans la retraite jusqu'au commencement de la guerre, où il reçut le grade de major-général, et depuis il est toujours resté à l'armée. Il est d'une taille gigantesque et disproportionnée, et sa physionomie est loin d'être agréable. D'après la peinture qu'on m'a faite de son caractère, il paraît avoir une grande connaissance des hommes, et plus de discernement que n'en ont généralement les Russes, et quoiqu'il soit notoirement de mœurs très débauchées, il a d'étroites liaisons avec le clergé. Avec ces qualités, et grâces à l'indolence de ceux avec qui il peut avoir à lutter, il doit naturellement se flatter de l'espérence de s'élever à la hauteur à laquelle aspire son ambition sans bornes.»

M. Gunning écrivait encore trois jours après, le 18 mars:

«Le nouveau favori qui sait, je suppose, que la place qu'il occupe ne plaît pas aux Orlow, semble faire la cour la plus assidue à M. Panin, espérant par ce moyen rendre le grand duc moins hostile à son élévation. Depuis qu'il est en faveur, l'impératrice marque plus d'attentions au grand duc, et elle donne des témoignages de distinction inaccoutumés à M. Panin, qui paraît parfaitement content de cet arrangement, comme il est naturel qu'il le soit de tout ce qui contribue à diminuer le crédit des Orlow. Il reste à savoir si le comte Zacharias Tchernichew sera aussi satisfait de voir dans une telle position un individu qui lui est si supérieur en talents et en adresse.»

Il est évident que Catherine fit comprendre au grand duc et à son gouverneur, qui avait tant d'influence sur lui, que le meilleur moyen d'être en bons termes avec

elle, était d'être des amis de son nouvel amant. La grande duchesse, qui avait de bonnes raisons pour ménager l'impératrice, se joignit au comte Panin pour persuader au grand duc de se ranger du côté de Potemkin. C'est ce qui fesait écrire au chargé d'affaires d'Angleterre, M. Gunning, le 29 avril 1774:

« Quelque inquiétude que l'impératrice ait pu avoir dans ces derniers temps, il est certain que la conduite du grand duc n'y entre pour rien, car elle a à présent toute sorte de raisons d'être contente de lui. Elle a dit récemment qu'elle était redevable à la grande duchesse de lui avoir rendu son fils, et que ce serait l'étude de sa vie de s'acquitter de cette obligation. En effet, elle saisit toutes les occasions d'être agréable à cette princesse, qui malgré son peu d'esprit a pris un grand ascendant sur le grand duc, et qui semble jusqu'ici avoir mis en pratique, et avec beaucoup de succès, les leçons que sa mère, la landgrave, lui a sans doute données. Pour le moment le grand duc paraît ne se trouver bien que dans sa société, et il n'y admet que le jeune comte Rasumowski. Le désir de devenir populaire, qui était manifeste dans la conduite du grand duc, semble s'être entièrement évanoui, et il l'a remplacé par un autre extrême, le besoin d'être aimable à l'excès pour tous ceux qui l'approchent. Ce changement, qui ne peut qu'être agréable à l'impératrice, est peut-être une comédie, mais j'avoue, d'après tout ce que j'ai entendu dire dans ces derniers temps et vu de lui, que je ne suis pas porté à l'attribuer à un calcul. Dans la situation où se trouve ce prince, il est difficile de définir son caractère d'après ses démarches, mais jusqu'à présent on peut dire qu'il n'en a pas, qu'il reçoit aisément les impressions qu'on lui donne sans peine et qui s'effacent facilement. L'impératrice peut donc, par le choix des personnes qu'elle place auprès de lui, lui inspirer jusqu'à un certain point les sentiments qu'elle désire lui voir. »

Potemkin n'était pas un homme ordinaire. Il ne

ressemblait en rien à ses prédécesseurs. Ce qui avait suffi à les contenter ne lui suffisait pas. Sa fortune prit un vol inouï; son crédit et son autorité furent immenses dès les premiers jours de sa faveur. Aussi M. Gunning pouvait-il écrire le 6 mai:

« La conduite du nouveau favori semble confirmer tout ce que j'ai entendu dire de la vivacité de son esprit et de sa perspicacité, mais elle dénote peu de jugement et de prudence. Il est dans une faveur excessive; son élévation doit être rapide en proportion. »

Et quatre jours après, le 10 mai:

« Potemkin a en effet acquis, si l'on considère depuis combien de temps il est en faveur, beaucoup plus de pouvoir qu'aucun de ses prédécesseurs, et il ne néglige aucune occasion d'en donner des preuves. Il vient, par un effet de sa seule autorité, et en opposition au sénat, de disposer de la ferme des eaux-de-vie, la branche la plus importante du revenu de la couronne, d'une manière qui ne sera pas probablement à l'avantage de la couronne. »

Et le 17 mai:

« Quoique dans aucun pays les favoris se soient élevés aussi rapidement, il n'y a pourtant pas d'exemple même ici d'un avancement aussi prompt que celui de M. Potemkin. A la grande surprise de la plupart des membres du conseil privé, le général Potemkin a pris hier place au milieu d'eux. »

Et dix jours après, le 27 mai:

« Potemkin continue de vivre dans la plus étroite intimité avec M. Panin, et il affecte dans le conseil de se laisser guider par ses avis, et quand il y a partage il se met toujours de son côté. »

Le crédit et l'autorité du comte Panin, qui s'exerçaient surtout dans la conduite des affaires étrangères,

fesaient dans ces premiers temps peu d'ombrage à Potemkin, car pour le moment il visait seulement à devenir le maître dans les affaires de l'intérieur. Ce qu'il voulait avant toutes choses, c'était la direction du département de la guerre, dont le comte Zacharias Tchernichew était titulaire, et qu'il n'était pas homme à abandonner volontairement. Il n'était pas non plus aisé de le faire renvoyer, car, ainsi qu'on a vu, Catherine aimait assez ce ministre, et elle ne se défaisait pas volontiers de ses anciens serviteurs. Pour arriver à ses fins, le nouveau favori prit une voie détournée qui lui réussit, ainsi qu'on va voir. M. Gunning écrivait le 27 mai 1774:

« Les dépenses de la Russie excèdent de beaucoup les revenus, au point qu'il est actuellement dû à tous les employés de la couronne huit mois de solde. Les embarras dans lesquels se trouve le gouvernement ont donné lieu à une enquête qui vient d'être faite sur l'état des caisses des divers départements ministériels. On a découvert des déficits énormes et de grands abus.»

L'explication de cette enquête se trouve dans une dépêche postérieure du même envoyé anglais, qui écrivait le 26 juillet:

«On m'assure que le comte Tchernichew a reconnu qu'il avait appliqué à ses dépenses personnelles cent mille roubles appartenant à la caisse de son ministère. Il a donné pour excuse l'embarras de ses affaires.»

Le coup avait porté: aussi M. Gunning pouvait-il écrire dès le 14 juin:

« Le général Potemkin vient d'être nommé vice-président du collége de la guerre, avec le rang de général-en-chef.»

C'était un premier pas, mais ce n'était pas encore assez pour Potemkin. Quelques jours après, le 21 juin, M. Gunning écrivait:

«Le général Potemkin a été associé au comte Zacharias Tchernichew dans le département de la guerre. C'est un si grand coup porté à ce dernier que, malgré toute sa souplesse et la facilité avec laquelle il se soumet à ce qu'il ne peut empêcher, il ne pourra pas rester longtemps dans le poste qu'il occupe. De quelque manière que le remplisse son successeur, l'état ne perdra pas beaucoup au change, mais si l'on considère le caractère du favori de l'impératrice, à qui elle semble vouloir confier exclusivement les rênes du gouvernement, il est à craindre qu'elle se forge des chaînes dont elle ne se débarrassera pas aisément. Cette dernière nomination a vivement alarmé les Orlow. On dit qu'il en est résulté quelque chose de plus qu'une explication, et qu'une violente altercation a eu lieu à cette occasion entre le prince et l'impératrice. On ajoute qu'elle en a été plus émue qu'elle ne l'avait jamais été, et qu'elle l'a décidé à voyager, ce qu'il compte faire aussitôt après son retour de Moscou.»

Cependant Potemkin, assuré de posséder toute la confiance de sa souveraine, satisfait de l'élévation à laquelle il était si rapidement monté, ne paraissait occupé qu'à être agréable à Catherine et à la distraire des affaires sérieuses du gouvernement par des amusements frivoles dans lesquels il prenait sa part avec la mobilité et la légèreté qui étaient un des traits de son caractère. La plupart des contemporains se laissèrent tromper par cette transformation soudaine de l'ambitieux en homme de plaisir. M. Gunning écrivait le 23 août 1774:

«Autant que j'en peux juger par les conversations que j'ai eues avec Potemkin, il ne paraît pas être doué

des talents et du mérite qu'on s'accordait généralement à lui reconnaître. Il ne laisse voir au contraire qu'une grande légèreté de caractère et le goût le plus décidé pour les amusements les plus futiles.»

Il est vrai que dans ce moment Catherine avait le plus vif besoin d'être distraite des soucis que lui causait le soulèvement de Pugatchew et que tous ses efforts ne pouvaient comprimer. M. Gunning écrivait le 9 septembre 1774:

« En quelque lieu que Pugatchew se présente, il est assuré de trouver des partisans, de sorte que quoiqu'il soit constamment battu dans ses rencontres avec les troupes, il lui est aisé de relever ses forces et de reparaître aussi redoutable que jamais. »

Et le 23 septembre suivant:

«Un officier a apporté la nouvelle que Pugatchew a été battu entre Caricyn et Astracan. En rendant compte à l'impératrice de la situation des affaires dans les provinces dont il venait, il lui a dit avec une franchise que tous ceux qui lui veulent du bien auraient dû avoir depuis longtemps, que le mécontentement du peuple était presque général, et que, même aux portes de la capitale, les paysans ne donnaient pas à Pugatchew d'autre nom que celui de Pierre III, que la noblesse et le clergé commençaient à se plaindre, qu'ils avaient autant à souffrir des troupes impériales que de celles de Pugatchew, et qu'il fallait employer tous les remèdes pour faire disparaître la mauvaise humeur qui commençait à se répandre.»

Néanmoins Pugatchew dut succomber dans cette lutte inégale, et en rendant compte de sa capture, M. Gunning ajoutait dans sa dépêche du 9 décembre:

«On me dit que l'impératrice a donné des pleins-pouvoirs au sénat pour décider sur le sort de Pugat-

chew de la manière qu'il le jugerait à propos, et par là elle empêche qu'on ne s'attende à lui voir faire grâce, ce qui, m'a-t-elle dit elle-même, serait déraisonnable dans le cas présent. »

Potemkin avait plus que personne contribué à mettre un terme à cette espèce de guerre sociale qui, dans les dispositions où se trouvait la population rurale et avec un chef plus habile que Pugatchew, eût aisément pu prendre des proportions énormes. C'était lui qui dirigea les mouvements de l'armée impériale, et pour être plus sûr que ses ordres fussent fidèlement exécutés il en avait donné le commandement à son propre frère. Catherine avait d'autres obligations encore à son favori, et dont elle lui savait gré. Grâces à lui elle jouissait dans son intérieur d'une tranquillité à laquelle elle n'était pas accoutumée. M. Gunning écrivait le 22 novembre 1774:

« Depuis que je réside ici, je n'ai pas encore vu l'intérieur de la cour si paisible, et avec si peu d'intrigues que depuis un mois. L'esprit inquiet et turbulent de la princesse Daschkow n'a pas même été capable de troubler le calme qui règne. On peut sûrement l'attribuer à l'absence du comte Zacharias Tchernichew, qui était la cheville ouvrière de toutes les intrigues. »

De fait Potemkin régnait à Pétersbourg, et son crédit paraissait si fortement établi que personne ne songeait à l'ébranler. Seul le prince Orlow eût pu peut-être y porter atteinte, car Catherine revenue en partie à ses premiers sentiments, avait pour lui la plus haute considération. Mais Orlow se souciait peu du plus ou moins de faveur de son successeur, et il ne songeait

qu'à vivre en paix. M. Gunning écrivait le 22 novembre 1774:

« L'indolence du prince Orlow l'a empêché de faire aucune démarche pour arrêter la carrière de son successeur, ou mettre des bornes à l'autorité excessive dont il jouit. »

Ses frères n'étaient pas d'une humeur si paisible et ils s'impatientaient de la grandeur d'un homme qui avait été leur créature, et qui ne s'en souvenait que pour leur témoigner sa malveillance. M. Gunning écrivait le 20 décembre 1774:

« La famille du comte Orlow trouvant que l'autorité et l'influence du nouveau favori augmentent chaque jour, et ne voyant pas de chances prochaines de diminution de son crédit, ont formé, dit-on, le dessein de quitter le service. »

Potemkin ne paraissait prendre nul souci du dépit et de l'hostilité des frères du prince Orlow. Il était plus occupé de miner l'influence du seul ministre qu'il ne pouvait effacer, et qui était plus difficile à amoindrir que ne l'avait été Zacharias Tchernichew. Non pas que Potemkin eût envie de la place du comte Panin, ni qu'il désirât s'ingérer dans son département, tout au contraire, s'il faut en croire M. Gunning qui écrivait le 22 novembre:

« M. Potemkin s'occupe encore moins, si c'est possible, des affaires étrangères que fesait le prince Orlow. »

Néanmoins, comme il n'avait plus le même besoin de l'appui du comte Panin, et qu'avec son caractère jaloux Potemkin ne pouvait s'empêcher de prendre om-

brage du grand crédit et de l'autorité de ce ministre il fesait secrètement tous ses efforts auprès de Catherine, sinon pour le ruiner, tout au moins pour diminuer son influence. A cette fin, il produisit et mettait en avant, comme son rival, et selon les éventualités pour lui succéder, un diplomate dont le nom était à lui seul une recommandation: ce n'était autre que le fils de l'ancien chancelier Ostermann, mais qui était loin d'avoir hérité de l'esprit et de la capacité de son père. M. Gunning écrivait le 25 mai 1775:

« Le crédit du comte Panin auprès de l'impératrice diminue visiblement, et on m'assure que deux ou trois affaires différentes ont été expédiées dans ces derniers temps par M. Ostermann, et à l'insu de M. Panin. »

XII.

Catherine n'avait pas eu à se louer pendant bien longtemps des bons offices de sa belle-fille, et elle n'avait pas tardé à s'apercevoir que, tout en paraissant prêcher la soumission au grand duc son mari, elle l'excitait au contraire à se faire compter et à prendre une sorte d'indépendance en face de sa mère. Quand elle eut fait cette fâcheuse découverte, Catherine redoubla de

rigueur et de jalousie à l'égard de son fils, et elle cessa d'avoir pour la conduite de la grande duchesse la tolérance indulgente dont elle avait couvert ses amours adultères. S'il faut en croire un agent français, elle alla jusqu'à faire connaître au grand duc la liaison de sa femme avec le comte André Rasumowski, que lui seul ignorait, car rien n'était plus public à la cour. M. Durand écrivait le 4 octobre 1774:

« Le crédit de M. Potemkin va croissant, tandis que Catherine ne souffre pas que son fils en ait l'ombre. Sa politique va plus loin, et elle cherche à rendre ce fils défiant et ombrageux pour l'isoler, persuadée que de lui-même il est incapable de s'élever contre elle, ou de lui résister. Il a un favori, et il a en même temps tout l'amour le plus vif pour la grande duchesse. Sa mère a cru devoir l'avertir que le comte Rasumowski profiterait de sa familiarité pour porter ses désirs jusque sur la princesse. Cette odieuse confidence a causé au grand duc un chagrin qu'il s'est efforcé vainement de dissimuler. La princesse l'a forcé à la fin de lui en dire le sujet, et elle ne l'a appris que pour en verser des larmes pendant plusieurs jours, et pour faire voir au prince la malignité d'un rapport qui ne tendait qu'à mettre la division entre eux. »

Malheureusement pour Catherine, son fils était peu disposé à avoir confiance en elle. Il avait au contraire une vive et profonde affection pour sa femme. Il crut à ses protestations et à ses larmes; il l'en aima davantage lorsqu'il la crut haïe par sa mère, et lui-même redoubla sa haine et sa défiance pour Catherine. Plus que jamais il affecta de lui déplaire en toutes choses, et surtout par l'endroit qui était le plus sensible à l'impératrice, en fesant parade de sa popularité, qui véritablement était très grande. Cette conduite devint sur-

tout manifeste pendant le séjour que Catherine fit à Moscou en 1775. Quelles que fussent les apparences de servilité qui l'entourassent dans sa cour et à Pétersbourg, ville en quelque sorte peuplée par les fonctionnaires publics, elle n'était pas aimée par ses sujets, et dans nul lieu de son empire elle ne l'était moins qu'à Moscou. Le ministre d'Angleterre, M. Gunning, qui, ainsi que tout le corps diplomatique étranger, avait suivi l'impératrice, écrivait de Moscou le 6 février 1775:

« L'impératrice, accompagnée du grand duc et de la grande duchesse, a fait son entrée publique dans cette capitale. La populace qui se pressait sur son passage a à peine fait entendre quelques acclamations, et n'a pas donné la moindre marque de satisfaction. La visite de l'impératrice est loin d'être agréable aux habitants de cette ville, pas plus à la noblesse qu'au peuple, et sa Majesté ne l'ignore pas, non plus que le peu d'affection qu'on lui porte: eux non plus n'ignorent pas l'opinion défavorable que l'impératrice a d'eux, et ils ont la conscience que les dispositions qu'ils ont manifestées dans une occasion récente doivent avoir contribué à l'augmenter. En effet, heureusement pour l'impératrice, Pugatchew était trop dépourvu de jugement pour être capable de former aucun plan, car s'il avait marché sur Moscou, il n'y a pas le moindre doute que toute la populace se serait jointe à lui, et que la timidité naturelle de la plupart des nobles les aurait empêchés de prendre aucune mesure pour lui résister, et dans ce cas l'incendie se serait étendu à tout l'empire. »

L'envoyé français raconte qu'en nulle occasion la froideur et l'antipathie des habitants de Moscou ne se montrèrent plus à découvert que le jour anniversaire de la naissance de l'impératrice. M. Durand écrivait le 8 mai 1775:

« L'impératrice ne put cacher sa surprise en voyant le peu de personnes qui se présentèrent pour lui faire leur cour dans un jour où le bal et le souper auraient dû attirer au palais les premières classes d'une ville très peuplée. Elle parla de ce vide d'une manière qui fait voir qu'elle en est humiliée. »

Catherine avait choisi ce jour-là pour rendre publique une mesure vivement réclamée et qui était de nature à exciter, sinon l'enthousiasme, tout au moins la reconnaissance de la population d'une grande ville. M. Durand écrivait dans cette même dépêche du 8 mai:

« L'impératrice a diminué l'impôt sur le sel, et le maître de police sortit avec empressement du palais pour faire part à la populace d'un soulagement qui porte principalement sur elle. Au lieu des acclamations auxquelles elle s'attendait, ces bourgeois et manants firent des signes de croix, et, sans même se parler, se dissipèrent. L'impératrice, qui était à une fenêtre, ne put s'empêcher de dire publiquement: quelle stupidité. Mais le reste des spectateurs sentit que la haine du peuple contre Catherine est telle que ses bienfaits sont reçus avec indifférence. »

En revanche le grand duc paraissait être l'idole de toutes les classes de la population de Moscou. Il ne pouvait se montrer sans être accueilli par des acclamations qui contrastaient singulièrement avec la réserve que l'on montrait à sa mère. Pour lui, charmé de cette distinction qui flattait sa vanité, il laissait paraître sa satisfaction, et se conduisait de manière à augmenter plutôt qu'à diminuer le bon accueil qu'on lui fesait. M. Gunning écrivait le 27 mars 1775:

« La popularité que le grand duc a affectée le jour qu'il est entré dans la ville à la tête de son régiment, s'entretenant avec les gens du peuple qui l'entouraient,

et permettant à la foule de le séparer entièrement de son régiment, et le contentement visible qui se manifesta, ont causé un vif déplaisir, et empêcheront probablement qu'on lui donne jamais encore une pareille occasion de se montrer ainsi en public. »

Cette popularité dans laquelle se complaisait le grand duc blessait vivement Catherine, qui s'en vengeait d'une manière qui fesait peu d'honneur à son esprit. M. Durand écrivait de Moscou le 8 mai 1775:

« L'impératrice fit présent le jour de sa naissance d'une montre de peu de valeur au grand duc, et à M. Potemkin d'une somme de 50,000 roubles, somme dont le grand duc avait un besoin pressant, et qu'il a sollicitée en vain. Ce refus et cette préférence aigrissent de plus en plus le jeune prince contre sa mère et contre un favori qui dispose de tout, tandis que celui qui devrait être sur le trône, est dans l'indigence. »

Le grand duc n'avait pas attendu ce moment pour détester cordialement un favori qui, sans doute pour être agréable à l'impératrice, avait cessé d'avoir pour lui les égards dus à son rang et à sa naissance. M. Gunning écrivait le 27 mars 1775:

« On m'assure qu'une violente altercation a eu lieu entre le grand duc et M. Potemkin, parce que ce dernier exigeait que le rapport du régiment du grand duc lui fût adressé. »

Il est vrai que ce prince n'avait pas le bonheur de s'attirer le respect ni l'estime des personnes qui le voyaient de près, si nous en devons croire ce qu'écrivait l'envoyé d'Angleterre dans cette même dépêche du 27 mars:

« La conduite du grand duc dans ces derniers temps a à beaucoup d'égards tant ressemblé à celle de son

père (Pierre III) qu'elle a donné aux personnes qui sont capables d'en juger des appréhensions désagréables au sujet de l'usage qu'il pourra faire un jour de son autorité. On m'assure que M. Panin n'a plus la moindre influence sur lui, et apprend avec le plus vif chagrin toutes les marques qu'il donne sans cesse de légèreté et d'imprudence, aussi bien d'ailleurs que la grande duchesse. »

Catherine, au lieu de s'en prendre à elle-même et à la mauvaise éducation qu'elle lui avait donnée de l'inimitié de son fils et des soucis qu'il lui causait, en rendait responsable la grande duchesse. Jusqu'à un certain point elle avait raison, car cette princesse plus vaine qu'ambitieuse supportait impatiemment de ne tenir qu'une très petite place dans une cour sur laquelle elle était appelée à régner un jour. La fortune qui se plaisait à aller au devant des vœux les plus secrets de Catherine la délivra de cette source d'ennuis et d'embarras. La grande duchesse mourut en accouchant d'un enfant mort, et M. Oakes, qui avait remplacé M. Gunning, écrivait peu après, le 26 avril 1776:

« Le grand duc a été pendant deux jours dans un désespoir indicible. Le prince Henri de Prusse l'a à peine quitté pendant tout ce temps-là. L'impératrice a marqué à cette occasion la plus grande affection pour sa belle-fille, restant constamment auprès d'elle dans ses derniers moments et marquant la plus vive inquiétude. »

S'il faut en croire Frédéric, le voyage du prince Henri son frère à Pétersbourg n'avait d'autre but que de « prévenir les suites que pourrait avoir le mécontentement de l'impératrice » de la mauvaise conduite de la grande duchesse, conduite, ajoute un peu naïvement

Frédéric, « qui n'était pas telle qu'on le devait attendre d'une personne de sa naissance. A peine le prince Henri avait-il été reçu, continue-t-il, que la grande duchesse mourut. Le prince qui se trouva présent à cette scène, assista l'impératrice dans cette catastrophe autant qu'il dépendait de lui. Il prit un soin particulier du grand duc atterré par un spectacle aussi nouveau pour lui que lugubre. Le prince ne l'abandonna point, et, ayant non-seulement contribué à rétablir sa santé, son chef-d'œuvre fut de raccommoder entièrement la mère et le fils, dont la mésintelligence et l'inimitié, s'étant beaucoup augmentées depuis le mariage de la grande duchesse, fesaient appréhender qu'il n'en résultât des suites fâcheuses pour l'un ou pour l'autre. L'impératrice fut vivement touchée du service que le prince Henri lui avait rendu, et depuis ce temps son crédit s'augmenta de jour en jour. Il en fit bientôt un très bon usage. L'impératrice était intentionnée de remarier promptement son fils; le prince lui proposa la princesse de Wurtemberg, petite nièce du roi de Prusse, qui fut aussitôt agréée. » La douleur du grand duc ne fut pas en effet de longue durée. Il épousa dans le mois de septembre de l'année suivante cette princesse de Wurtemberg, dont Catherine n'eut qu'à se louer, car elle était en toutes choses le contraire de la première grande duchesse.

Il n'y eut jamais en effet qu'une voix au sujet de cette princesse qui paraît avoir été douée de très bonnes qualités. Depuis le premier moment de son arrivée en Russie elle se fit généralement aimer et considérer, et

sut s'attirer l'estime et la confiance de son mari. M. Oakes écrivait le 13 septembre 1776:

« Les courtisans parlent avec les plus grands éloges de la princesse de Wirtemberg, et ils louent autant sa beauté que ses manières. Le grand duc paraît avoir pour elle une tendresse qui promet à cette princesse qu'elle n'aura pas moins d'empire sur lui que sa devancière, et dont, grâces à la supériorité de son esprit, elle fera vraisemblablement un meilleur usage. »

Et le 15 octobre suivant:

«La grande duchesse continue à captiver toutes les personnes qui l'approchent par sa politesse et sa grâce. Aussi paraît-il régner à présent plus d'harmonie dans l'intérieur de la famille impériale qu'il n'y en a jamais eu. »

M. Oakes écrivait encore le 29 juillet 1777:

« La première grande duchesse gouvernait le grand duc despotiquement sans même se donner la peine de lui marquer la moindre affection, et celle-ci, avec les manières les plus douces et les plus charmantes, est loin d'avoir une grande influence sur lui. Cela ne fait pas peut-être l'éloge du caractère et de l'esprit du grand duc. »

Les soucis et les inquiétudes qu'avaient causés à Catherine la mauvaise conduite de sa belle-fille et sa fin, n'avaient pourtant pas été capables de la distraire de ses propres affaires. Potemkin restait toujours le favori en titre: il avait sa confiance comme personne ne l'avait jamais eue avant lui; son autorité dans toutes les affaires du gouvernement était sans bornes, et la considération dont il jouissait absolue. M. Gunning écrivait le 16 octobre 1775:

« M. Potemkin, le jour de sa fête, a reçu les compliments de toute la noblesse et de toutes les classes

de la société. L'impératrice lui a fait présent de cent mille roubles. »

Mais quels que fussent les agréments de Potemkin et ses efforts pour demeurer maître absolu du cœur et de l'esprit de Catherine, il éprouva que c'était chose impossible. Une cabale conduite par le maréchal Romanzow, et dans laquelle entrèrent tous les courtisans jaloux du crédit du favori, produisit à la cour et dans l'intimité de l'impératrice un rival qui plut à la première vue et fut bien accueilli. C'était un jeune homme nommé Zavadowsky, natif de l'Ukraine, qui, après avoir été employé en qualité de souffleur dans la troupe du théâtre de la cour, était devenu secrétaire et aide-de-camp de Romanzow. Il passa au service de Catherine avec le titre de secrétaire intime, qui lui donnait un libre accès auprès d'elle. Le successeur de M. Gunning, M. Oakes, écrivait le 12 janvier 1776:

« L'impératrice commence à voir sous un autre jour les libertés que se donne son favori. La démission que lui a adressée le comte Alexis Orlow de toutes ses places l'a blessée au point de la rendre malade. Néanmoins on commence à se dire à l'oreille qu'une personne qui a été mise auprès d'elle par le maréchal Romanzow a de grandes chances de gagner sa confiance toute entière. »

En raisonnant de la sorte, on ne tenait évidemment nul compte du caractère singulier de l'impératrice et de celui de son favori. Catherine prit un nouvel amant, plus jeune, plus agréable, mais elle conserva sa confiance toute entière à Potemkin, et celui-ci ne laissa paraître aucune jalousie contre ce rival subalterne. Non-seulement il demeura à la cour, mais il garda son crédit,

son influence dans le gouvernement, et M. Oakes pouvait écrire le 2 février 1776:

«Le pouvoir du favori, c'est-à-dire de Potemkin, est en apparence plus grand que jamais.»

Non content de ne pas abandonner la partie, Potemkin s'occupait au contraire à fortifier sa position, et il poursuivait sans relâche la disgrâce du seul ministre qui lui fit ombrage. Le chargé d'affaires d'Angleterre écrivait le 16 février 1776:

«Les ennemis de M. Panin ont pris avantage de son absence pour intriguer contre lui, et j'entends dire que le langage qu'ils tiennent sur son compte est tel que, s'ils ne sont pas certains de réussir, ils sont imprudents au suprême degré. On connaît l'ambition et l'esprit d'intrigue du comte Ivan Tchernichew, et sa faveur auprès du comte Potemkin est manifeste.»

M. Oakes écrivait encore le 8 mars suivant:

«On dit que le désir de M. Panin de procurer à son neveu sa succession dans le ministère est une raison pour M. Potemkin, qui regarde le prince Repnin d'un œil de jalousie, de disposer de la place du chancelier avant le retour de cet ambassadeur, et il ne manque pas de gens qui s'imaginent que M. Potemkin vise lui-même au poste de premier ministre: il a assurément assez d'ambition pour y prétendre, et sa souveraine a assez de complaisance envers lui pour lui donner cette satisfaction. Ce calcul de sa part paraît d'autant plus vraisemblable qu'on observe que depuis quelque temps il semble prendre plus d'intérêt aux affaires étrangères qu'il ne fesait autrefois. Les ministres de France et d'Espagne lui font une cour assidue et avec succès.»

Si Potemkin ne prenait aucun ombrage des bonnes grâces de Catherine pour Zavadowsky, il supportait impatiemment que le prince Orlow demeurât à la cour, et surtout que l'impératrice eût quelque considération

pour lui. Orlow pourtant n'avait pas gardé une seule des nombreuses charges et places que Catherine avait accumulées sur sa tête, il avait en apparence accepté sans regret la vie privée. Cette conduite lui avait précisément rendu, sinon l'affection, au moins l'estime de sa souveraine. Néanmoins il ne montrait aucun désir de rentrer dans le tourbillon de la cour et des cabales et des intrigues dont il était sorti malgré lui, et la crainte seule de déplaire ou de nuire à ses frères le retenait de s'éloigner entièrement de Pétersbourg. M. Oakes écrivait le 8 mars 1776:

« Le prince Orlow continue d'être bien traité par l'impératrice. Il semble n'avoir pas encore pris de résolution définitive au sujet de sa retraite. On croit qu'il attend pour se décider le retour de son frère, le comte Alexis Orlow, qui doit arriver d'un jour à l'autre. »

Mais rien n'était capable de rassurer et de tranquilliser Potemkin, car le chargé d'affaires d'Angleterre écrivait quelques jours plus tard, le 19 mars:

« Les visites que l'impératrice a faites au prince Orlow durant sa maladie ont donné lieu à une très vive altercation entre elle et son favori Potemkin, et quoiqu'il semble jouir à présent d'une autorité absolue, il y a des gens qui prédisent avec confiance sa chute comme un événement peu éloigné. Mais je crois qu'on la prédit parce qu'on la souhaite, car il n'en paraît aucun symptôme. Une preuve de la mauvaise opinion que l'on a de son caractère est la créance que l'on donne au bruit qui court qu'il a fait donner du poison au prince Orlow. Véritablement sa jalousie de tous ceux qui reçoivent la moindre marque de distinction de la part de l'impératrice est excessive, et il la témoigne d'une manière qui ne peut la rendre flatteuse pour sa maîtresse, mais qui doit au contraire la dégoûter. »

Malgré les tracasseries que le caractère bizarre et exigeant de Potemkin causait à Cathérine, il n'en conservait pas moins tout son crédit. Les honneurs signalés qu'il recevait dans ce même moment des deux cours les plus étroitement unies à la Russie, marquaient bien la haute opinion que l'on avait à Vienne comme à Berlin de son influence toute puissante sur sa souveraine. Marie Thérèse venait de conférer à Potemkin le titre de prince du saint Empire. Frédéric ne voulut pas rester en arrière et lui donna ce qu'il avait de précieux. M. Oakes écrivait le 16 avril 1776:

« Le prince Henri de Prusse vient d'arriver ici, et hier le prince Potemkin a eu l'honneur de recevoir des mains de son Altesse royale l'ordre de l'aigle noir. »

Cependant le chargé d'affaires d'Angleterre écrivait le 31 mai:

« M. Zavadowsky a été déclaré favori en titre, et il a reçu en présent trois mille paysans. »

On aurait tort de conclure de ce fait que Potemkin fût tombé en disgrâce, car peu de jours après, le 7 juin, M. Oakes écrivait encore:

« L'impératrice a acheté au prince Potemkin une maison qu'elle a payée cent mille roubles. Elle lui en a donné autant pour la meubler, et elle a porté sa pension à soixante et quinze mille roubles. »

Il paraîtrait pourtant que Potemkin ne laissait pas que d'être incommode en dépit de la complaisance qu'il affichait, car il dut s'éloigner de la cour, sous le pré-

texte le plus honorable, il est vrai, et quinze jours après son départ, le 16 juillet, M. Oakes écrivait:

« M. Zavadowsky a été élevé au grade de major-général, et il a reçu vingt mille roubles en argent et mille paysans. »

Les courtisans toujours dupes des apparences s'imaginèrent que Potemkin était parti pour ne plus revenir. M. Oakes, qui ne pouvait se faire aux mœurs russes, écrivait le 12 juillet:

« La hauteur de la conduite du prince Potemkin, tandis qu'il était au pouvoir, lui a fait tant d'ennemis qu'il doit raisonnablement s'attendre à des représailles dans sa disgrâce, et ce ne serait pas une chose surprenante ni inattendue que de le voir finir ses jours dans un couvent, car il a toujours laissé voir du goût pour la vie monastique, et ce pourrait être le meilleur asile pour lui contre le désespoir d'une ambition impuissante. On dit que ses dettes se montent à plus de deux cent mille roubles. »

On s'expliquait d'autant plus naturellement la retraite du prince Potemkin que l'impératrice paraissait être revenue tout-à-fait à ses premiers sentiments pour le prince Orlow. Le chargé d'affaires d'Angleterre écrivait dès le 2 juillet:

«Le crédit des Orlow auprès de l'impératrice semble être à présent aussi grand qu'il a jamais été.»

Et le 5 novembre suivant:

« Le prince Orlow a certainement à présent la plus grande influence auprès de sa souveraine, quoique l'indolence de son caractère ne lui permette pas de la mettre à profit pour servir ses amis, ou pour nuire à ses ennemis. »

Malheureusement le prince Orlow prit sur ces entrefaites une résolution qui mettait au désespoir sa famille et ses amis. M. Oakes écrivait le 12 novembre:

« Le comte Alexis Orlow a retardé son départ dans l'espérance de réussir à persuader à son frère d'abandonner le dessein qu'il a formé depuis peu d'épouser mademoiselle Sinoview sa cousine, une des filles d'honneur de l'impératrice, à laquelle il est depuis longtemps attaché par des liens moins indissolubles. L'impératrice, malgré les sollicitations de la famille du prince Orlow, a refusé de faire intervenir son autorité pour empêcher ce mariage. »

Il y avait à l'union d'Orlow avec sa cousine un empêchement plus fort que le mécontentement de sa famille, mais il n'était pas homme à se laisser arrêter par aucun obstacle. M. Oakes écrivait le 14 février 1777:

« Le prince Orlow, afin de surmonter les obstacles qui s'opposaient à son mariage avec mademoiselle Sinoview, et qui consistaient dans leur proche parenté, a eu recours à l'expédient de faire la preuve qu'elle était un enfant supposé, et, y ayant réussi, il va partir dans peu de jours pour Moscou, où se doit faire la cérémonie du mariage. »

Cette union n'eut pas les conséquences qu'en redoutaient les parents et les amis d'Orlow. L'impératrice n'en parut pas fâchée, tout au contraire. M. Oakes écrivait le 3 juin:

«Le prince Orlow paraît être à présent uniquement occupé de la pensée de célébrer prochainement son mariage. Il n'y a pas de doute qu'il a une grande influence auprès de l'impératrice, et qu'il la conservera quelle que soit la faveur dans laquelle d'autres peuvent se trouver, et si grande que soit son indolence, il

pourra être porté à mettre à l'épreuve l'amitié de sa souveraine. »

Et le 1 juillet suivant:

« La nouvelle princesse Orlow a dîné avec l'impératrice il y a quelques jours. »

Cependant l'absence de Potemkin n'avait pas été de longue durée, et son éloignement momentané de la cour ne cachait pas une disgrâce. Les sentiments de Catherine pour lui étaient toujours les mêmes, et son retour fut marqué par un témoignage de faveur singulière: Potemkin eut désormais un appartement dans le palais de sa souveraine. Néanmoins les courtisans s'obstinaient à croire qu'il n'avait plus aucune influence, et ils avaient grand peine à se rendre à l'évidence et au témoignage de leurs yeux. M. Oakes, qui paraît avoir été un observateur peu clairvoyant, partageait cette erreur, comme on a vu, mais à la fin il dut reconnaître qu'il s'était trompé. Il écrivait donc le 16 mai 1777:

« On commence à soupçonner avec beaucoup de vraisemblance que le prince Potemkin est en bonne voie de recouvrer la plénitude de son pouvoir. En effet les ménagements que l'impératrice gardait avec lui depuis qu'elle lui avait donné un rival déclaré étaient tels qu'ils surprenaient tous ceux qui connaissaient son caractère, l'inimitié du prince Orlow contre lui, et l'influence dont jouit ce dernier, et n'étaient attribués qu'à l'excessive bonté de l'impératrice, et nullement à un reste d'affection de sa part. Son rétablissement serait le premier exemple de ce genre, et, à moins qu'il ne faille l'attribuer à un simple caprice de l'impératrice, il annonce une constance d'influence dans ce favori qui peut avoir des conséquences très importantes. »

Potemkin n'était pas ingrat, et touché de l'amitié et de la confiance de sa souveraine, il s'acquittait des obligations qu'elles lui imposaient d'une façon qui ne pouvait qu'être agréable à Catherine. Cette femme étrange était déjà lasse de Zavadowsky. Le fait était de notoriété publique, car le chargé d'affaires d'Angleterre pouvait écrire le 20 mai 1777:

« On remarque des symptômes avant-coureurs de la disgrâce de M. Zavadowsky, pour qui on prépare, dit-on, des présents d'une valeur considérable. Bien des gens attribuent la retraite dans laquelle se renferme le prince Orlow depuis quelque temps autant à sa mauvaise humeur de ce changement qu'à une indisposition. »

Potemkin n'était pas homme à s'affliger de la disgrâce de son successeur: ce lui était au contraire une occasion de faire preuve du dévouement et de la reconnaissance qu'il disait avoir pour sa souveraine. C'est ce qui fesait dire à M. Oakes dans sa dépêche du 10 juin 1777:

« Le prince Potemkin se trouve à présent au pinacle. Il a reçu dernièrement des marques de distinction particulière et des présents d'une valeur considérable, et on croit que sa pension sera bientôt portée au chiffre de celle du prince Orlow, car il semble que le grand objet de son ambition soit d'être son rival en tout point. Il l'a imité en ne manifestant aucune jalousie, et on dit même qu'il a présenté lui-même un candidat à la succession de M. Zavadowsky, dont on attend prochainement la retraite. »

M. Oakes avait été cette fois bien renseigné. Potemkin s'était chargé de trouver un successeur à Zavadowsky. Son choix tomba sur un officier hongrois

nommé Zoricz. Il était au service russe et il était venu à la cour pour demander de l'avancement. Potemkin, à qui il se recommanda, le jugea propre à plaire à l'impératrice et il le lui présenta. Zoricz fut agréé, et le crédit de Potemkin fut bientôt plus étendu qu'il n'avait jamais été. M. Oakes écrivait le 13 juin:

« M. Zavadowsky est sur le point de partir pour retourner dans son pays natal. Le nouveau favori a été avancé du grade de major à celui de colonel du régiment des hussards de la garde, et il a reçu des présents très considérables en argent et en paysans; mais, s'il faut en juger d'après son caractère et celui de son patron, il y a de bonnes raisons de croire qu'il ne jouera jamais qu'un rôle secondaire. Le succès de cette affaire a tracé une ligne de conduite au prince Potemkin qu'il ne manquera pas de suivre à l'avenir. Il semble avoir secoué son indolence et être devenu plus souple et plus prudent. Le projet de mariage du prince Orlow, joint à son apathie naturelle, le rendra un adversaire encore moins dangereux, et d'après l'ensemble de toutes ces choses je suis persuadé plus que jamais de la stabilité de l'influence du prince Potemkin: au moins il y en a toutes les apparences. Il est très naturel d'imaginer que toutes ces affaires ne peuvent plaire au grand duc, et on m'assure qu'il a exprimé son blâme par des expressions peu mesurées, mais qui sont aussi peu efficaces qu'imprudentes.»

Et le 20 juin:

« M. Zavadowsky est parti hier pour l'Ukraine. Il a reçu quelques jours auparavant une terre de quatre mille paysans dans la Russie blanche, comme M. Wassiltchikow. Il a quitté la scène avec une très jolie fortune, et sans s'être fait un seul ennemi pendant tout le temps qu'il a été en faveur.»

Catherine laissa s'éloigner sans regrets Zavadowsky, car son nouveau favori lui plaisait fort, et par un

acte de condescendance qu'on ne saurait assez louer, elle voulut que ses sujets approuvassent sa bonne fortune. C'est du moins ce que l'on peut conclure du passage suivant de la dépêche de M. Oakes du 17 juin:

« L'impératrice est revenue dimanche dernier à Pétersbourg, et vraisemblablement dans l'unique but de montrer au public son nouveau favori: ce n'est pas une chose inusitée, car elle a déjà été pratiquée plusieurs fois. »

Catherine reçut sur ces entrefaites une satisfaction à laquelle elle fut très sensible. Ce fut la visite de Gustave III, qui n'avait jamais eu à se louer d'elle et qui avait toujours affecté de se conduire par d'autres conseils que ceux des ministres de Russie. M. Oakes écrivait le 17 juin:

« Hier matin le roi de Suède est arrivé ici sous le nom de comte de Gothland. L'impératrice l'a accueilli avec de grandes marques d'amitié et d'affection, et elle a paru si émue dans sa première entrevue avec le roi de Suède qu'elle a versé des larmes de joie. En somme ces deux grands personnages paraissent parfaitement satisfaits l'un de l'autre. »

Et le 20 juin:

« Le roi de Suède laisse voir qu'il est charmé sous tous les rapports de sa réception et du traitement qu'on lui fait, et sa grande affabilité et sa politesse s'accordent avec son dessein d'observer le plus strict incognito. »

Tout souriait donc à Catherine, et Potemkin recueillait le prix de ses bons services. Le chargé d'affaires d'Angleterre écrivait le 8 juillet:

« Non-seulement le prince Potemkin jouit à présent

du plus haut degré de faveur auprès de l'impératrice, mais il est aussi dans les meilleurs termes avec le grand duc. On croit qu'il le doit à une somme d'argent qu'il lui a fait donner par l'impératrice, et ce service les a mis en si bonne intelligence que le grand duc est allé dîner, il y a quelques jours, à Strelna avec le prince.»

Catherine était plus généreuse envers Zoricz, et ce n'était pas lui qu'elle aurait laissé manquer d'argent. M. Oakes écrivait le 26 septembre:

«Le nouveau favori a reçu, il y a quelques jours, une terre en Livonie qui vaut deux cent mille roubles, et en outre le revenu des six dernières années qui était sous le séquestre et qui se monte à quatre-vingt mille roubles en argent comptant. On traite également pour lui de l'acquisition d'une terre appartenant au prince Adam Czartorisky, qui vaut cent cinquante mille ducats. A l'anniversaire du couronnement de l'impératrice il sera élevé au grade de major-général, et nommé enseigne des chevaliers-gardes.»

Et le 31 octobre:

«L'intérieur de la cour ne présente rien de nouveau, à moins qu'il ne faille donner ce nom à la prodigalité excessive avec laquelle on comble de richesses le nouveau favori qui, eu égard au peu de temps qu'il est en faveur, a reçu plus qu'aucun de ses prédécesseurs. L'impératrice lui a fait présent, il y a peu de jours, d'une maison magnifique dans le voisinage du palais. En même temps son patron, le prince Potemkin, jouit du pouvoir le plus étendu, et, malgré les biens énormes dont il a déjà été comblé, il reçoit fréquemment des présents considérables. L'impératrice a dîné avec lui il y a peu de jours, et elle lui a donné quatre-vingt mille roubles et une tabatière ornée de pierres précieuses d'une grande valeur.»

La fortune de Zoricz ne fut pourtant pas de longue durée, car on lit dans une des premières dépêches

du nouvel ambassadeur d'Angleterre, M. Harris, à la date du 13 février 1778:

«Le présent favori Zoricz semble être sur son déclin. Il a reçu et dissipé une fortune immense; mais, ce qui fait honneur à un homme élevé à un si haut rang, il a employé son influence à faire du bien et à rendre service aux personnes qu'il croyait négligées. Il est probable que Potemkin sera chargé du soin de lui trouver un successeur, et j'ai entendu dire, quoique je ne puisse nullement l'affirmer, qu'il a déjà jeté les yeux sur un certain Acharow, lieutenant de la police de Moscou.»

Le même ambassadeur écrivait encore le 13 février dans une lettre particulière:

«M. Acharow, est un homme d'un âge moyen, bien fait: je ne peux pas parler de sa figure, car je ne le connais pas. Zoricz s'attend à être renvoyé, mais on dit qu'il est décidé à en demander raison à son successeur. «*Je sais bien*, disait-il l'autre jour, *que je dois sauter, mais, par Dieu! je couperai les oreilles à celui qui prend ma place.*»

M. Harris, depuis sir James Harris, et ensuite lord Malmesbury arrivait de Berlin où il avait représenté son pays pendant plusieurs années, et il avait pour mission spéciale de négocier avec la cour de Russie une alliance défensive et offensive. Tous ses talents diplomatiques échouèrent dans cette entreprise, car dans toute la durée de son long règne, Catherine ne consentit jamais à se lier par une alliance offensive: «*le terme d'offensive*, disait M. Panin, *la répugnait.*» En revanche, M. Harris nous a laissé le tableau le plus exact, le plus complet de l'intérieur de la cour de Russie pendant les cinq années de son ambassade.

XIII.

Peu de jours après son arrivée à Pétersbourg, M. Harris écrivait le 13 février, dans une lettre particulière:

«Je n'ai pas été assez longtemps ici pour pouvoir m'exprimer d'une manière un peu précise sur les divers personnages qui composent la cour et la haute société. Il me semble qu'il y a beaucoup de luxe et très peu de moralité dans toutes les conditions. La flatterie et la servilité caractérisent la classe inférieure; la présomption et l'orgueil, la classe supérieure. Un vernis léger, mais brillant, recouvre, dans l'une et dans l'autre, des esprits grossiers et ignorants. Leurs amusements, leurs appartements, et le nombre de leurs domestiques sont tout-à-fait asiatiques.»

Néanmoins M. Harris ne laissait pas que de s'exprimer avec liberté, et, autant que nous pouvons en juger en comparant ses jugements avec ceux de ses prédécesseurs, avec assez d'exactitude, sur l'impératrice et sur les principaux personnages de sa cour. On a vu plus haut ce qu'il écrivait au sujet de M. Panin. Il disait aussi dans sa dépêche du 13 février:

«Je crains que Potemkin, les deux Tchernichew et Schouvalow ne soient entièrement dévoués à la politique de la France, mais ce qui me plaît le plus en eux, c'est leur débauche, leur légèreté et le peu de fixité qu'il y a dans leurs idées. Ce sont pourtant les hommes qui, selon toutes les probabilités, gouverneront ce pays après la mort de l'impératrice. Sa réputation, son esprit résolu, ses talents et sa bonne fortune lui tiennent lieu d'habiles hommes d'état et de généraux

expérimentés, et il faut espérer que son bon sens, qui est très grand, mettra un terme à sa disposition à l'indolence et à ses goûts de volupté qui semblent s'accroître en elle avec les années. »

Il écrivait encore le 27 mai :

« L'intérieur de la cour présente un spectacle de dissolution et de désordre dont il est impossible de se faire une idée. L'âge n'amortit pas les passions ; elles deviennent au contraire plus violentes avec les années ; et, en y regardant de près, je trouve qu'on a exagéré les bonnes qualités de l'impératrice et diminué ses défauts. »

Ce ne fut qu'après quelques mois de séjour à Pétersbourg que M. Harris se hasarda à porter un jugement un peu étendu et raisonné sur le caractère et l'esprit de Catherine aussi bien que sur la situation de son empire. C'est ce qu'il fesait dans sa dépêche du 31 juillet 1778, et dans laquelle il disait :

« Je m'efforcerai dans cette lettre de soumettre à votre seigneurie mes idées sur ce pays, sur sa grandeur et ses ressources, ainsi que sur le système du gouvernement. Ma description ressemblera peu à celles que d'autres en ont fait, et par cette raison elle n'obtiendra peut-être pas toute créance ; mais il est de mon devoir de représenter les choses comme elles me frappent.

« L'immense étendue de l'empire russe et la sécurité de ses frontières le rendent assurément un allié désirable, et un ennemi presque inaccessible. Les divers articles de commerce que le reste de l'Europe doit nécessairement en tirer, et le petit nombre de ceux que ce pays est obligé de recevoir en échange, assurent son indépendance et sa richesse. La Russie tient par conséquent une place très considérable parmi les puissances de l'Europe ; mais on peut disputer si elle est capable de s'élever jusqu'à la haute réputation dont elle jouit, ou à

la supériorité qu'elle affiche. Les avantages qui viennent d'être mentionnés sont purement la conséquence de sa position; ils existaient avant que ce peuple fut civilisé, et ils lui demeureront quand même il retournerait jamais à l'état de barbarie dont il est sorti si récemment. Pour qu'un empire ait une prééminence au dehors, il faut que son système politique soit uniforme, sage et persévérant. Pour qu'il soit respectable au dedans, il faut qu'il ait des règles de gouvernement fixes, et que son administration soit sûre et inaccessible à la corruption. Je dois confesser que depuis que je réside dans ce pays j'ai inutilement cherché un tel système et de telles règles; et c'est en vain que j'ai tenté de découvrir sur quoi étaient fondés les éloges démesurés que j'ai de toutes parts entendu faire de ce gouvernement.

« Dans une monarchie absolue tout dépend des dispositions et du caractère du souverain ; mon principal objet a donc été de soumettre à un sévère examen ceux de l'impératrice. Autant que j'en peux juger par mes propres observations et par les renseignements que je reçois de personnes impartiales et bien informées, il me paraît que l'impératrice a une force d'esprit virile, de l'opiniâtreté à poursuivre un plan et de l'intrépidité dans l'exécution. Mais elle manque des vertus plus mâles, telles que la délibération, la modération dans la prospérité et la justesse de jugement. En revanche, elle a au plus haut degré les faiblesses que l'on attribue généralement à son sexe, l'amour de la flatterie et la vanité qui en est inséparable, la répugnance à écouter et à suivre des avis salutaires, mais désagréables, et un penchant à la volupté qui l'entraîne dans des excès qui déshonoreraient toute femme, quelle que fût sa condition.

« Si on récapitule les événements des seize années qui se sont écoulées depuis son avénement au trône, et que l'on en fasse un examen impartial, on verra qu'ils sont en grande partie la conséquence du caractère que je lui attribue. Si nous considérons ses opérations en Pologne, nous trouverons qu'après avoir donné à ce pays un roi par un motif qui n'est rien moins que louable, elle a, tantôt en le soutenant avec trop de violence, tantôt en l'abandonnant à ses propres forces,

réduit cette république au désespoir et à l'anarchie. C'est par la même politique qu'elle s'est engagée dans une guerre avec la Turquie, qui l'a conduite fatalement à faire un traité que rien ne peut justifier, et qui, outre qu'il laisse une tache ineffaçable sur son règne, a fortifié les deux seules puissances dont elle eût quelque chose à craindre, et leur a donné pour l'avenir une influence dans les affaires de Pologne égale à la sienne.

« La tournure que les affaires ont prise en Suède prouve que les mesures de la Russie étaient aussi mal concertées que mal conduites. Dans la confiance où elle était de son influence, l'impératrice a négligé les conseils de ses amis, et il a suffi de vingt-quatre heures pour renverser l'ascendant de la Russie à Stockholm; et la Suède, au lieu d'être dans un état de dépendance, est à présent devenue un objet de crainte et de jalousie.

« Pour contrebalancer ces faits, sa majesté impériale a conclu deux alliances: l'une avec le Danemark, l'autre avec la Prusse. Elle n'a encore retiré aucun avantage de la première; et grâces à la dernière, la cour de Pétersbourg est depuis plusieurs années réduite à un état d'obéissance implicite devant celle de Berlin, et elle se trouve en ce moment dans le plus grand embarras, ne pouvant ni échapper à la lettre du traité, ni le remplir sans augmenter les maux qui menacent la Russie.

« Si nous passons à l'examen de l'administration intérieure de l'empire, je crains que le résultat n'en sera pas plus avantageux. Un laisser-aller malentendu, qui a sa source dans la crainte ou dans l'indolence, a renversé tout ce qui s'appelle loi ou justice. Les grands oppriment à leur gré les petits; les inférieurs pillent et volent en toute sécurité. Cet état de choses, qui ne peut pas changer, a fait éclater une rébellion dans le coeur même de l'empire, et, si elle avait eu pour chefs des hommes doués de jugement ou de courage, elle l'aurait ébranlé jusque dans les fondements. Il n'y avait pas de troupes à lui opposer; une terreur panique s'était emparée de la moitié de l'empire; et le même esprit de révolte qui animait Pugatchew infectait l'autre moitié. Il était arrivé jusqu'à quelques journées de

marche de Moscou, et la cour songeait déjà à se retirer à Riga, lorsqu'il fut battu, grâce à son défaut de résolution et de conduite, et la tranquillité fut rétablie. Le mécontentement n'est pas éteint pourtant; et il est à craindre que, s'il survenait quelque calamité nationale, l'incendie ne se rallume. La négligence des magistrats civils jointe à la cupidité des officiers qui avaient envoyé dans cette ville le butin qu'ils avaient fait durant la guerre, furent la cause de la peste qui désola Moscou en 1771. Cent vingt mille individus périrent; et un archevêque fut mis en pièces sur les marches de l'autel. (1)

---

(1) Lord Cathcart écrivait le 8 octobre 1771:

Les nouvelles que l'on vient de recevoir de Moscou où il y a la peste sont bien tristes. La population de cette capitale, abandonnée par les autorités et poussée au désespoir par le danger qui croît de jour en jour et par les absurdes mesures de la police, n'a trouvé d'autres ressources que de placer sa confiance dans les miracles que l'on attribue à certaines images. L'archevêque, un homme de bonne naissance et d'esprit, s'apercevant du péril qu'il y avait à donner la communion à un grand nombre d'individus déjà attaqués par l'épidemie, et les uns après les autres avec la même cuillère, conformément au rite grec, a fait quelques règlements qui ont déplu, et enfin il a donné l'ordre d'enlever quelques-unes des images miraculeuses autour desquelles se pressait la foule, afin d'éviter la contagion. Une émeute a été la conséquence de ces sages précautions. Le peuple a pris l'alarme, criant que l'archevêque volait l'église et commettait des sacriléges. On a sonné les cloches; la populace s'est assemblée; le palais archiépiscopal a été pris d'assaut et mis à sac; tout y a été détruit excepté le contenu des caves qui a été bu. L'archevêque avait été assez heureux pour s'échapper et se réfugier en toute hâte dans un couvent éloigné de huit verstes de la ville. Les cloches ont sonné toute la nuit et beaucoup d'excès ont été commis. Le lendemain la populace a couru au couvent où l'archevêque s'était retiré. On a attendu qu'il eût achevé de célébrer la messe et de consacrer un prêtre. Après quoi on l'a arraché du sanctuaire et on l'a mis en pièces. Toutes les maisons de refuge qu'avait établies la police pour recevoir les pestiférés ont été détruites, les malades en ont été chassés; les médecins sont traqués et menacés de mort. On enterre les cadavres dans les églises. Un corps de troupes qui

« En opposition à ces faits nous pouvons seulement mettre en regard l'établissement de plusieurs colonies allemandes, l'institution de plusieurs écoles pour l'éducation de la jeunesse des deux sexes, et beaucoup de prodigalité et de magnificence.

« Le code de lois esquissé par l'impératrice elle-même d'une main de maître, n'a jamais été étudié; il reste en dépôt à l'académie, et bien des raisons en rendent impossible la mise en pratique.

« Tel est, j'ose le dire, l'état réel de cet empire. Un commerce florissant et l'accroissement du revenu lui rendraient bientôt, sous une sage administration, sa force et sa vigueur. La vanité de l'impératrice est un obstacle à cette sorte d'amélioration. Ses flatteurs lui ont persuadé que la Russie est le plus grand empire du monde; ses heureux succès l'ont confirmée dans cette idée; et on ne parviendra jamais à lui faire voir la situation de son empire sous son vrai jour; de grands événements peuvent seuls l'y amener. Elle sentira alors son incapacité à jouer le rôle supérieur dont elle a la prétention, et la nécessité la convaincra qu'elle doit traiter ses amis avec plus d'égards et ses ennemis moins légèrement qu'elle a fait jusqu'ici. »

Presque à la même époque l'envoyé du cabinet de Versailles, M. de Corberon, traçait, dans sa dépêche du 9 avril 1778, un tableau aussi peu flatté de la situation de la Russie, et après en avoir montré la faiblesse et la débilité masquées sous de si superbes apparences, il finissait par ces lignes qui pourraient être aussi la conclusion de la dépêche de l'ambassadeur anglais:

« Comment, dira-t-on, se gouverne donc cet état, comment peut-il se soutenir? Je répondrais presque

---

était entré dans la ville pour y rétablir l'ordre a été reçu à coups de fusils et dispersé après avoir perdu plusieurs centaines d'hommes. Le comte Grégoire Orlow a été envoyé à Moscou avec des pouvoirs illimités.

qu'il se gouverne par le hasard et se soutient par son équilibre naturel, semblable à ces grandes masses que leur poids immense rend solides et qui, résistant à toutes les attaques, ne cèdent qu'aux assauts non-interrompus de la corruption et de la vieillesse. »

Dix mois après M. Harris prenait prétexte de la nomination de lord Weymouth au poste de secrétaire d'état à la place de lord Suffolk, décédé pour esquisser un tableau plus complet de la cour de Pétersbourg. Il écrivait donc le 3 juin 1779 au nouveau chef de son département:

« Le rang que cette cour occupe dans toutes les grandes affaires de l'Europe, les succès qui couronnent sa politique, et en même temps l'apathie et l'incapacité de son gouvernement, sont des faits si incompatibles en apparence que la postérité ne voudra pas y ajouter foi. Les étrangers qui peuvent seulement former le jugement qu'ils portent de la Russie sur les grands événements que son intervention et son poids produisent de toutes parts, doivent croire que cet empire est conduit avec une sagesse supérieure, et que l'on ne saurait trouver de défaut dans aucune partie essentielle de son gouvernement. D'un autre côté, quand on réside dans cet empire, et qu'on voit la manière imparfaite et inconcevable avec laquelle tous les plans de sa politique sont tracés, et les instruments impropres qui sont choisis pour les mettre à exécution, on ne peut s'empêcher d'être étonné que ce gouvernement n'échoue pas dans tout ce qu'il entreprend. En effet, quand il obtient quelque succès, c'est évidemment l'œuvre du hasard, le résultat d'un concours fortuit d'intérêts, l'effet de l'état de confusion et d'anarchie dans lequel sont enveloppées toutes les autres puissances de l'Europe. Si j'ose le dire, une espèce de bonne fortune accompagne fatalement toutes les démarches de cette cour; c'est elle qui non-seulement l'a préservée des dangers les plus menaçants, et l'a élevée à un degré de grandeur et de puissance bien supérieur à celui que même

l'ambition de sa souveraine pouvait jamais espérer d'atteindre. Que ces événements n'aient pas d'autre cause que celle que j'indique et que la Russie, au moins pour le moment présent, soit en possession de cette prépondérance, ce sont là des faits que votre seigneurie admettra sans difficulté; je ne m'y arrêterai donc pas. Ce dont il est permis de douter avec raison, c'est que cette influence supérieure puisse être permanente; et afin de mettre autant qu'il est en mon pouvoir votre seigneurie en mesure de calculer sa solidité et sa durée, je prendrai la liberté de décrire le caractère, l'humeur et les principes des personnes qui gouvernent cet empire.

« L'impératrice avait préparé son esprit à gouverner longtemps avant qu'elle prît en main les rênes du gouvernement. Douée comme elle l'était de qualités très supérieures, elle mit à profit les longues heures de loisir qu'elle avait lorsqu'elle était grande duchesse pour préparer les matériaux qui ont fait des sept ou huit premières années de son règne une des époques les plus brillantes de l'histoire de la Russie. Elle gouvernait alors systématiquement, judicieusement et avec dignité. Nous devons dater sa première erreur politique du moment qu'elle admit le roi de Prusse à exercer une si grande influence sur sa conduite. Bientôt après arrivèrent le fatal partage de la Pologne, la révolution en Suède, et depuis toutes ces liaisons contre nature et ces mesures impolitiques dont nous avons été témoins. Son caractère et sa conduite privée reçurent un coup plus fatal encore lorsqu'elle disgracia le prince Orlow, car quoiqu'il ne fût pas doué d'une brillante intelligence, c'était un homme intègre et strictement honnête. Il écartait d'elle le poison de la flatterie à laquelle elle prête à présent une oreille avide, et comme elle l'aimait passionément elle réprimait par égard pour lui ces penchants indignes auxquels elle s'est depuis abandonnée toute entière. Sa cour qu'elle gouvernait avec la plus grande dignité et un décorum extérieur est devenue peu à peu un théâtre de dépravation et d'immoralité. Cette décadence a été si rapide que depuis le peu de temps que je suis dans ce pays il s'est opéré une révolution profonde dans les mœurs et

dans les habitudes. Il ne faut plus à présent espérer que l'impératrice se retire de ce bourbier, et à moins d'un miracle, on ne doit pas, à un âge où il est presque trop tard pour s'amender, s'attendre à aucun changement favorable, soit dans sa conduite publique, soit dans sa vie privée.

« Le prince Potemkin la gouverne absolument. Il connaît à fond ses faiblesses, ses désirs et ses passions, et il les règle à son gré. Outre cet ascendant qu'il a sur elle, il l'entretient dans une terreur constante du grand duc, et il lui a persuadé qu'il est le seul homme au monde qui puisse découvrir à temps toute entreprise qui serait tentée contre elle de ce côté-là, et dans ce cas la protéger. Il a réussi avec un art infini à ruiner l'influence de son plus dangereux ennemi, le comte Alexis Orlow, en fesant croire à l'impératrice qu'il lui préférait le grand duc; et il a rendu le prince Orlow un objet de compassion et de pitié à force de répéter sans cesse que son esprit se ressentait d'une légère attaque de paralysie, et en se moquant de son sot mariage.

« Par le même procédé il a excité dans l'esprit de l'impératrice un sentiment de défiance et de mépris pour tous les autres membres du gouvernement. Il lui dépeint le comte Panin et le prince Repnin comme des dépendants du grand duc; le vice-chancelier et plusieurs autres dont les noms sont inconnus à votre seigneurie, il les représente comme de simples commis, et indignes de l'attention de sa majesté impériale. Ainsi, tandis que d'un côté il flatte sa passion dominante, de l'autre il tient éveillées les craintes qu'il est si naturel qu'elle ait, et il s'assure par là une plus longue et plus durable influence qu'il n'est donné au favori d'un souverain absolu de conserver. Je ferais une injustice au prince Potemkin si je n'ajoutais qu'il a un esprit très supérieur, un jugement net et un esprit vif, et que, s'il voulait employer à gouverner l'empire la moitié des peines qu'il se donne dans des intrigues de cour, nous verrions bientôt la Russie dans une toute autre situation. »

Comme tous ses prédécesseurs, M. Harris se préoccupa vivement, dès son arrivée à Pétersbourg, de ce

qu'il fallait penser et augurer de l'esprit et du caractère de l'héritier présomptif de la couronne. Il écrivait dans une de ses premières dépêches, le 13 février 1778:

« Le grand duc et la grande duchesse vivent dans une parfaite harmonie. La grande duchesse se conduit avec beaucoup de sagesse et de prudence, et elle est généralement aimée. Quant au grand duc, il a beaucoup gagné et, quoiqu'il ne promette pas d'être jamais un grand homme, il est pourtant allé bien au delà de ce que l'on attendait de lui. »

M. Harris était moins réservé dans une lettre particulière qu'il écrivait à la date du 1 mai:

« Le grand duc ne se mêle de rien. Je fais des vœux pour qu'il ne se laisse pas égarer par la confusion de toutes choses qui règne ici, et qu'il ne tente pas une entreprise dans laquelle il succomberait inévitablement. Je sais qu'il y a de mauvais esprits qui le poussent dans cette voie. »

Quelques mois après, le 1er octobre 1778, M. Harris écrivait au chef de son département, lord Suffolk:

« Il y a déjà quelque temps que j'ai promis à votre seigneurie de lui transmettre tous les renseignements que je pourrais obtenir relativement à l'esprit et au caractère de l'héritier présomptif de l'empire, et je ne veux pas tarder davantage à mettre sur le papier tout ce que j'ai pu recueillir au sujet de ce prince.

« Le grand duc a été dès son enfance confié aux soins du comte Panin, et, sous ce dernier, à ceux de M. d'Osterwald, gentilhomme livonien, aujourd'hui sénateur. Je ne trouve pas qu'ils l'aient soumis à un système régulier d'éducation, ni qu'ils aient reçu à ce sujet des instructions de l'impératrice qui, quoiqu'elle ait opéré les réformes les plus salutaires dans l'éducation de ses sujets, n'a pas apporté la même attention ni la même sollicitude pour le succès de celle de son fils.

« Le grand duc a reçu de M. d'Osterwald une connaissance très suffisante du gouvernement intérieur de ce pays, et le comte Panin lui a donné des vues passables sur l'histoire moderne de l'Europe. Des maîtres subalternes lui ont enseigné les arts d'agrément, et on a pris aussi quelque peine de l'instruire dans les sciences. Il a pourtant recueilli très peu de fruit de cette éducation; et comme il était gauche de sa personne, et que ses manières étaient grossières, la plus grande partie de son temps était employé à apprendre à danser, à monter à cheval, et à parler français, et il y a réussi assez parfaitement. Je ne rendrais pas justice à ses précepteurs si je n'ajoutais qu'ils ne lui ont donné aucun principe vicieux, mais qu'au contraire ils ont apporté un grand soin à former son caractère moral, et je crois en effet que leurs leçons salutaires ont corrigé bien des défauts naturels, et qu'il est meilleur qu'il n'aurait été, s'il avait été abandonné à lui-même.

« Jusqu'au moment de son mariage, le grand duc a été tenu dans la dépendance la plus absolue. Personne n'était admis auprès de lui que sur une autorisation de l'impératrice; et s'il y a en lui quelque piété filiale, il la doit plutôt à la crainte qu'à l'affection.

« Il fut bientôt évident, peu après son union avec la princesse de Darmstadt, qu'elle avait aisément trouvé le secret de le gouverner, et si absolument qu'elle lui fit éloigner le petit nombre de compagnons qu'il semblait préférer; et dans le choix de sa société, de ses amusements et dans sa manière de penser, il était entièrement dirigé par elle. Elle ne lui permettait pas de faire usage de son esprit; et tandis qu'il avait été vif et léger, il devint lourd, pesant et apathique. Elle était à son tour gouvernée par le comte André Rasumowski son amant, qui est aujourd'hui à Vienne se rendant à Naples, et qui de son côté recevait ses leçons et la grande partie de ses revenus des ministres de la maison de Bourbon. L'impératrice s'aperçut de cette conduite de sa bru, lui en fit des réprimandes, mais sans succès. Cette jeune princesse était ambitieuse et résolue, et si la mort ne l'eût pas arrêtée dans sa carrière, il y aurait eu probablement une lutte entre ces illustres person-

nages. Votre seigneurie a sans doute connaissance des étranges lettres qui furent trouvées dans ses papiers après sa mort; et on ne peut qu'admirer qu'elle ait laissé subsister de telles preuves contre elle: il n'y a de plus surprenant que la clémence vraiment extraordinaire avec laquelle on a traité les personnes qui étaient mêlées dans ses intrigues. Je serais fort embarrassé de décider s'il faut attribuer cette clémence au caractère doux et bienveillant de l'impératrice, ou plutôt à une faiblesse radicale dans le gouvernement. Quoique le grand duc n'eût aucune raison de regretter une telle perte, il fallut pourtant toute l'éloquence et l'amitié du prince Henri de Prusse, comme ce dernier me l'a dit lui-même, pour le décider à songer à se remarier.

« Le caractère de la présente grande duchesse est précisement l'opposé de celui de la première, et aussi le grand duc paraît-il sous un jour tout-à-fait différent. Elle est douce, aimable, et pénétrée du sentiment le plus profond de ses devoirs d'épouse. Elle cause volontiers, elle est gaie, et sait se conduire. Sa complaisance et ses attentions méritent l'affection de son mari; aussi l'aime-t-il très tendrement. Ils sont à présent parfaitement heureux ensemble, mais je crains que leur bonheur ne puisse durer dans une cour si immorale et composée comme l'est celle-ci. Le grand duc montre une légèreté qui flatte les femmes auxquelles il adresse la parole; et quant à la grande duchesse, elle sera douée à un degré bien rare de résolution et d'honnêteté si elle évite les pièges sans nombre qui seront semés sur son chemin, et auxquels aucune des impératrices de ce pays, sans exception, n'a encore échappé.

« La politique du grand duc est présentement prussienne comme elle était autrefois française; et, à moins qu'il ne change, il se rendra aussi ridicule par sa prédilection pour le roi de Prusse que l'était son père (Pierre III). Son voyage à Berlin, les leçons du comte Panin et la partialité de la grande duchesse pour sa propre famille l'entretiennent dans cette manière de voir.

« Il est très sobre: il mange peu et boit moins encore, et par la vie réglée qu'il mène il a fortifié une constitution naturellement délicate.

« Quoiqu'il sente vivement son exclusion de toutes les affaires, et que parfois même il s'en plaigne vivement, il n'a pourtant pas assez de résolution pour tenter de se rendre le moins du monde indépendant. Il tremble aux conséquences de tout acte un peu hardi, et il est si habitué à courber la tête devant une puissance supérieure qu'il serait le premier à trahir quiconque serait assez imprudent pour le lui proposer. Dans ces derniers temps il s'est offert des occasions sans nombre, et il s'en présentera chaque jour davantage, mais s'il arrive une révolution, il en pourra être l'objet, mais il n'en sera certainement pas la cause.

« En s'entretenant avec moi, ce qu'il fait quelquefois pendant plus d'une heure, il exprime une grande jalousie de l'Empereur, et de l'inquiétude à son sujet, beaucoup de mépris pour les Suédois, de l'éloignement pour les Français, et il fait des vœux pour nous et pour notre cause.

« Comme son père il se fait un jouet des choses militaires, mais, quoiqu'il ait la charge de grand amiral, il est entièrement ignorant des affaires maritimes.

« En un mot, sans avoir un mérite supérieur, il a suffisamment d'intelligence, s'il parvient à être constant dans ses affections et à surmonter sa timidité, qui est peut-être seulement la conséquence de sa jeunesse et de sa position, pour gouverner ce pays, avec moins d'éclat peut-être, mais avec autant de sagesse qu'aucun de ses prédécesseurs depuis Pierre I. »

M. Harris écrivait encore le 31 décembre 1778 :

« La désunion entre l'impératrice et le grand duc augmente de jour en jour. Elle le traite avec la plus complète indifférence, et on peut même dire avec mépris. Quant à lui, il ne se donne pas la peine de cacher sa mauvaise humeur, et il y donne un libre cours lorsqu'il l'ose, et dans les termes les plus violents. Il manque pourtant de résolution et de fermeté, et jamais, à moins qu'il n'y soit contraint, il n'aura le courage de se mettre à la tête d'un parti.

« La grande duchesse se conduit remarquablement bien, et elle évite avec beaucoup de soin de déplaire, soit aux favoris de l'impératrice, soit à son mari et à sa cour. «

Et encore le 9 février suivant:

« Le prince Potemkin et sa clique traitent le grand duc et la grande duchesse comme des personnes sans conséquence. Le grand duc est blessé de ce mépris, et il le laisse voir dans sa conversation, mais c'est là tout ce qu'il ose. La grande duchesse se conduit avec plus de prudence et de circonspection. »

Il n'est pas sans intérêt de rapprocher du portrait que M. Harris traçait du grand duc, celui que vers le même temps esquissait le chargé d'affaires de France, d'autant que de l'avis même de M. Harris cet envoyé devait être bien informé, surtout des petites choses qui échappent en général à un diplomate étranger. Au moment de l'arrivée d'un ministre de France, M. Harris écrivait le 20 septembre 1779:

« Je ne connais pas M. de Vérac: j'entends dire qu'il est plus aimable dans la société que redoutable dans le cabinet, mais quand bien même il gagnerait les bonnes grâces de l'impératrice, il sera bien moins à craindre que le présent chargé d'affaires, M. le chevalier de Corberon qui, bien que d'un mérite médiocre, s'est acquis par un long séjour dans ce pays un libre accès auprès de tous les valets de chambre et agents subalternes des grandes maisons russes, et comme quelques-uns ont beaucoup d'influence sur leurs maîtres, il a souvent conjuré de mauvais esprits lorsque je m'y attendais le moins. »

Il est évident que l'ambassadeur d'Angleterre n'était pas en bons termes avec l'humble chargé d'affaires du cabinet de Versailles, mais il ne l'est pas moins que M. de Corberon devait être instruit de bien des choses qu'ignorait M. Harris dans les premiers mois de son séjour en Russie. Voici donc ce qu'écrivait M. de Corberon au sujet du grand duc dans sa dépêche du 9 avril 1778:

« Catherine a deviné son fils, et ne pouvant trouver dans sa conscience un refuge et un remède à ses craintes, elle a porté ses soins à les prévenir. Nouvelle Sémiramis, effrayée sans cesse des derniers accents de mort de son époux, elle n'a vu qu'un vengeur dans son fils, et, sourde à la nature, elle n'a senti que la nécessité pressante d'aller au devant du coup dont elle était menacée. Indécise néanmoins sur le crime et son effet, la volupté dont elle connut de bonne heure les amorces et les pavots, lui a semblé le moyen le plus sûr, et elle l'a employé sur son successeur. Un jeune prince, avide de jouissances, pouvait-il se soustraire à un genre de dédommagement fait pour son âge? Il s'est donc livré aux plaisirs des sens, poussé par un homme qu'on avait placé près de lui, un ministre secret de voluptés qui, allant au devant de ses désirs, trouva le chemin de sa confiance, et servit d'autant mieux la mère qu'il paraissait dévoué au fils. Dans cette place obscure fut mis un homme plus obscur encore, un Français, perruquier, qui, par son industrie, son adresse et ses complaisances, est parvenu à jouer un rôle qu'il soutient avec succès.

« Au milieu des manœuvres sourdes et ténébreuses qui altéraient par degrés les mœurs du grand duc, sa première épouse qu'il aima beaucoup le soutint, le garantit avec autant de force que de grâces. Cette jeune princesse, étonnante pour son âge par les qualités les plus essentielles, serait parvenue à élever son mari au dessus de lui-même, et à joindre à son esprit naturel la connaissance et le nerf dont la nature l'a peut-être privé. Moins politique qu'elle ne devait être, elle a dédaigné de cacher ses vues et ses moyens; les uns et les autres ont paru suspects; on s'est mis en garde contre elle, et le ministre des plaisirs secrets, devenu plus nécessaire encore, a montré la ressource et l'étendue de ses talents. C'est lui qui a préparé dans les ténèbres les venins de la jalousie dont on s'est servi contre cette femme supérieure. L'amour propre du grand duc a été armé contre elle. Elle a succombé, et son souvenir, éteint avec ses jours, n'existe plus que dans le cœur des gens qui l'avaient appréciée, mais faiblement dans celui du prince qui n'a pas connu toute sa perte. Celle

qui lui a succédé plaît à son mari par les charmes de la jeunesse, de la fraîcheur, et peut-être la supériorité qu'il a sur elle. Son esprit et son caractère ne sont pas de nature à se développer dans la place qu'elle occupe. Un cercle étroit d'idées et de connaissances la retiendra toujours dans la médiocrité, et rien ne décèle de sa part ce que des observateurs plus fins auraient voulu prendre pour l'adresse de la politique. Princesse de Wurtemberg, grande duchesse, impératrice, elle sera toujours femme et jamais plus. »

On voit qu'au sujet de la grande duchesse et de ses bonnes qualités privées, il n'y avait entre tous ces témoignages si divers aucun dissentiment. M. de Vérac à son tour écrivait le 15 octobre 1780:

« La grande duchesse ne paraît occupée que du soin de faire le bonheur de son époux. Elle joint à une figure en même temps très noble et très agréable, beaucoup de gaieté, de douceur et l'art de trouver toujours des choses obligeantes à dire à ceux avec lesquels elle s'entretient. »

Dans les premières dépêches de M. Harris se trouvent, quoiqu'en petit nombre, quelques détails assez curieux. Ainsi, par exemple, au sujet du luxe de la cour de Pétersbourg, il écrivait le 17 mars 1787:

« A l'occasion de la naissance du fils du grand duc (Alexandre), les principaux seigneurs ont donné des fêtes somptueuses: celle du prince Potemkin lui coûte 50,000 roubles. L'impératrice en a donné une dans ce carnaval dont la magnificence et le bon goût dépassent tout ce qu'on peut imaginer. La vaisselle du dessert était ornée de pierres précieuses évaluées à plus de deux millions sterling; et aux tables de macao, qui est le jeu le plus à la mode, l'impératrice donnait un diamant de cinquante roubles à tous ceux qui avaient neuf: elle en a distribué de cette manière cent cinquante. »

Dans une lettre particulière à la date du 27 mai 1778, M. Harris s'exprimait ainsi:

«Il faut être doué d'une patience surhumaine pour traiter avec des gens qui sont indolents, et qui ne sont pas capables d'écouter une question ni de donner une réponse raisonnée. Vous aurez peine à croire que le comte Panin ne consacre pas plus d'une demi-heure par jour aux affaires. Il y a quelques jours, M. Oakes, ayant été volé d'une grosse somme d'argent, a trouvé le lieutenant de police, le premier magistrat de l'empire et dont le pouvoir est immense, jouant seul, à sept heures du matin, à la grande patience avec des cartes sales.»

XIV.

Il est temps de quitter les généralités pour reprendre la chronique scandaleuse de la cour et entendre M. Harris nous faire assister au jour le jour aux étranges péripéties des amours de Catherine la Grande. Il paraît que le lieutenant de police Acharow n'avait pas été agréé, et Potemkin, s'étant mis de nouveau en quête avait découvert un sergent aux gardes qui lui avait paru devoir plaire à sa gracieuse souveraine. Il se hâta de lui donner un grade supérieur et de l'attacher à sa suite, et nous allons lire dans la dépêche de M. Harris du 27 mai 1778 le récit de la présentation à la cour de ce prétendant:

«Le prince Potemkin a présenté il y a quelques jours à Czarkoe-selo à l'impératrice, au moment qu'elle se rendait au théâtre, un grand officier de hussards, qui est un

de ses aides-de-camp. Elle le considéra avec beaucoup d'attention, quoique Zoricz fût présent. A peine l'impératrice se fut-elle éloignée, le favori accabla Potemkin des injures les plus violentes et les plus outrageantes, et le provoqua en duel. Potemkin refusa de se battre. La pièce finie, Zoricz suivit l'impératrice dans son appartement, se jeta à ses pieds, et lui avoua ce qu'il venait de faire, disant que, malgré les honneurs et les grands biens dont elle l'avait comblé, il était indifférent à tout et ne tenait qu'à son affection et à ses bonnes grâces. Cette conduite eut son effet. Lorsque Potemkin se présenta il fut mal reçu, et Zoricz parut être en grande faveur pendant un jour ou deux. Potemkin quitta alors Czarkoe-selo et retourna à Pétersbourg. L'impératrice ordonna à Zoricz de le suivre et de l'inviter à souper, en un mot, « de raccommoder l'affaire parce qu'elle n'aimait pas les tracasseries. » Ce souper a eu lieu il y a quelques jours, et Zoricz et Potemkin sont à présent très bons amis, au moins en apparence. Mais Potemkin, qui est un grand fourbe, finira par avoir bon marché de l'autre. Il est résolu à le faire renvoyer, et Zoricz est déterminé à couper la gorge à son successeur. »

M. Harris écrivait quelques jours après, le 2 juin:

« La conduite courageuse de Zoricz n'a eu qu'un effet momentané. Le rôle complaisant et utile que joue le prince Potemkin l'a emporté sur toute autre considération. Le comte Zoricz a reçu il y a quelques jours son congé définitif. Il lui a été donné par l'impératrice elle-même dans les termes les plus aimables, mais il l'a reçu d'une manière tout-à-fait différente; car oubliant à qui il parlait, il lui a adressé les reproches les plus amers, lui a dépeint son inconstance sous les couleurs les plus fortes, et lui en a prédit les conséquences les plus désastreuses. On m'assure que ces discours l'ont émue, mais ils n'ont apporté aucun changement au plan qui avait été arrêté. Le comte Zoricz est condamné à voyager, et il a en même temps reçu une grosse pension, une immense somme d'argent comptant, et une terre de sept mille paysans. Son successeur, qui

se nomme Korsak, ne sera pas déclaré qu'il ne soit parti. La violence du caractère du comte Zoricz rend peu sûr de prendre publiquement sa place tant qu'il est présent. La cour et la ville ne sont occupées que de cet événement, et je suis fâché d'ajouter qu'il donne lieu à des réflexions déplaisantes, et qu'il abaisse aux yeux des étrangers la réputation de l'impératrice et la considération de l'empire. »

M. Harris écrivait encore le 9 juin suivant:

« L'intérieur du palais présente un spectacle bien singulier. Le comte Zoricz, quoiqu'il ait été très magnifiquement récompensé, n'est pas apaisé; et quoiqu'il ait été destitué, il ne s'éloigne pas et il garde toutes les prérogatives de favori. Le langage hardi qu'il a tenu à l'impératrice lui fait craindre d'irriter un esprit si violent. L'état d'incertitude et d'anxiété de l'esprit de cette princesse est incroyable. Le prince Orlow lui a fait il y a quelques jours des remontrances sur les conséquences que sa conduite aurait tôt ou tard. Elle a paru un moment rappelée à elle-même, et elle a envoyé à Zavadowsky l'ordre de revenir à la cour, ayant tout-à-fait l'intention de rétablir dans son ancienne position cet homme simple et tranquille. Le général Potemkin cependant, qui connaît à fond le caractère de l'impératrice, et qui a plus d'adresse qu'aucun homme du monde pour arriver à ses fins, a réussi à effacer ces bonnes résolutions. Korsak a été introduit auprès d'elle dans un moment critique, et à l'heure que j'écris l'impératrice se trouve dans une villa de Potemkin sur les frontières de Finlande, où elle cherche à oublier ses soucis et les soins de l'empire dans la société de son favori, dont le nom vulgaire de Korsak a déjà été transformé en celui de Korsakow qui sonne mieux. Sur ces entrefaites Zavadowsky est arrivé ici, et, comme pour le décider à venir il a fallu qu'Orlow lui-même l'en priât, il demande à ce prince pourquoi il a été troublé dans sa retraite.

« Le grand duc ressent vivement cette conduite indécente de sa mère, mais, quoiqu'il ait été remarquablement imprudent, il est devenu très réservé.

« Le comte Panin et le prince Orlow, qui étaient autrefois irréconciliables, sont à présent amis intimes, et, grâces à l'entremise du comte Panin, le prince est en bons termes avec le grand duc, qui a pourtant été élevé par le comte Panin lui-même à considérer le prince Orlow comme son plus grand et son plus dangereux ennemi. »

M. Harris écrivait le 19 juin:

« Rien n'est changé dans l'intérieur de la cour depuis ma dernière dépêche. Korsakow jouit de toute l'affection et de toute la faveur qui accompagnent la nouveauté: on prétend pourtant que son règne sera court. Zoricz est tombé dans l'obscurité. Zavadowsky, en récompense de son empressement à revenir à la cour, doit avoir un emploi élevé dans le sénat, malgré l'opposition de Potemkin, dont la volonté est suprême pour tout le reste. Si son influence dure, et si l'impératrice ne déploie pas cette force d'esprit dont elle est incontestablement douée, de grands malheurs peuvent arriver. Il règne un mécontentement général; et si la détresse publique et l'infortune autorisaient le peuple à faire entendre ses plaintes, il est impossible de dire jusqu'à quelles extrémités elles se porteraient dans un pays comme celui-ci. Le comte Panin et son frère, par leur réputation d'intégrité, le prince Orlow et ses frères, par leur popularité, sont les seuls amis sur qui l'impératrice puisse compter: tous ceux-là sont dégoûtés, mais sûrement ils ne se mettront jamais en avant tant que les choses resteront comme elles sont. »

Et enfin le 10 juillet:

« Hier le nouveau favori a été produit en public pour la première fois. Il se conduit d'une manière plus convenable, et il semble accueillir les flatteries sans bornes dont l'accablent les courtisans plus froidement que ne fesait son prédécesseur. »

Korsakow ne conserva pourtant pas longtemps les

bonnes grâces de Catherine, car dès le 21 août M. Harris pouvait écrire:

« Le nouveau favori est très fort sur son déclin. Il a la poitrine faible et il crache le sang, ce qui le rend tout-à-fait impropre au poste qu'il occupe. Il y a plusieurs compétiteurs pour cet emploi: quelques-uns ont l'appui du prince Potemkin, d'autres sont soutenus par le prince Orlow et par le comte Panin, car ces deux personnages agissent à présent de concert; il y en a qui n'ont d'autre recommandation que l'impression que leur figure a faite sur l'impératrice. Potemkin est uni au prince Orlow et à M. Panin pour empêcher le succès de ces hommes indépendants. Mais comme l'impératrice a été deux fois trompée, elle paraît cette fois tout-à-fait décidée à faire elle-même son choix. Potemkin, dont l'insolence égale le pouvoir, est entré dans une si violente colère de dépit de n'avoir pas seul la disposition de cet emploi, qu'il s'est éloigné de la cour pendant plusieurs jours; et il n'a consenti à revenir que sur la promesse qui lui a été faite qu'un major qu'il avait expressément envoyé chercher en Crimée, serait présenté à l'impératrice. Pendant son absence, l'autre cabale avait mis en avant le fils d'un négociant arménien et un bâtard du feu chancelier Woronzow. Le sort de ces jeunes gens reste encore indécis. Il paraît pourtant certain que Korsakow sera envoyé à Spa pour y rétablir sa santé. Comme les derniers restes de décence, que l'on conservait encore il y a quelques mois lorsque je suis arrivé ici, ont complétement disparu, et comme la satisfaction de cette passion honteuse est devenue à présent une maladie enracinée dans le sang, je ne serais pas surpris qu'au lieu d'un favori nous en vissions plusieurs, et que ces excès eussent pour résultat de ruiner la constitution de la personne qui les commet. »

Ces honteuses révélations ne s'arrêtent pas là: elles font durant plusieurs mois l'unique sujet des dépêches de M. Harris, qui écrivait le 9 septembre suivant:

« J'ai de très bonnes raisons de croire que dans peu de jours le présent favori sera renvoyé et qu'il aura pour successeur un employé des bureaux du comte Panin, nommé Strackhow : c'est un jeune homme qui a une bonne réputation, mais qui, par sa position aussi bien que par sa figure et son tour d'esprit, n'était considéré comme pouvant aspirer à ce poste éminent. L'impératrice l'a remarqué pour la première fois à un bal donné à Péterhof le 28 juin, et il doit la bonne fortune à laquelle il est si près d'être élevé au choix libre et réfléchi de l'impératrice; car, quoiqu'il soit entièrement dans la dépendance de M. Panin, je crois pouvoir affirmer que ce ministre n'a pas été moins surpris d'apprendre sur qui le sort était tombé que ne le sera le reste de la cour lorsque le fait sera connu, car c'est encore un profond secret que savent très peu de gens. Si cette liaison dure et prend de la consistance, elle finira par amener la disgrâce de Potemkin ; l'influence du comte Panin en deviendra plus forte, et, s'il reste uni avec les Orlow, cet événement aura les résultats les plus salutaires pour cet empire. »

Et encore le 25 du même mois :

« Potemkin est rentré en faveur. Il a tenté aussi longtemps qu'il l'a pu de s'opposer au choix qui avait été fait. Il a mis en œuvre tous les moyens que pouvaient lui suggérer son adresse et son ascendant sur l'impératrice. Il a même osé menacer et il a tenu le langage le plus inconvenant. Mais, lorsqu'il s'est aperçu qu'il ne tirait aucun avantage de cette conduite, et que l'impératrice était déterminée à s'en tenir à son propre choix, il a passé au ton le plus doux et le plus soumis que l'on puisse imaginer. Il a demandé et il a obtenu son pardon, et il a offert ses services pour faire réussir le projet de l'impératrice de la manière la plus délicate et la plus expéditive. Ces services ont été avidement acceptés, et, si je suis bien informé, en ce moment même Potemkin est allé dîner chez M. Panin dans l'unique but de l'informer que l'impératrice avait trouvé un nouvel emploi pour un de ses secrétaires.

L'adresse et la finesse du prince Potemkin dans ces occasions ne peut être égalée que par la gaucherie et l'apathie du comte Orlow qui, s'il avait persisté à user de son influence, aurait sans peine ruiné son rival; il aurait reconquis son ancien ascendant, et l'empire en aurait ressenti les effets salutaires. Mais, au lieu de prendre avantage de cette circonstance, il a jugé à propos de plaisanter sur ce sujet, et avec si peu de mesure qu'il a grièvement blessé l'impératrice.

« Potemkin vivait depuis plusieurs mois publiquement dans un commerce criminel avec une de ses nièces, fille d'honneur de l'impératrice. Dans leur querelle, l'impératrice lui en a fait un crime, et lui a reproché le déshonneur qui en rejaillissait sur sa cour. Le soir même de ce jour il a décidé un prince Galitsyn à l'épouser: ils ont été fiancés en grande pompe au Palais, et le mariage sera célébré sous les auspices de l'impératrice. »

Sur ces entrefaites, et au moment qu'on s'y attendait le moins, un nouvel acteur parut sur la scène, le terrible Alexis Orlow, qui ne se présentait jamais que dans les conjonctures les plus graves. M. Harris écrivait le 2 octobre:

« Contrairement à l'attente de tout le monde, le comte Alexis Orlow est arrivé ici mercredi passé. Sa présence a jeté la plus grande consternation parmi les favoris du jour, d'autant qu'il a déjà eu plusieurs audiences de l'impératrice. Potemkin affecte extérieurement une excessive bonne humeur et de l'indifférence. J'ai eu l'honneur la nuit dernière de jouer à la table de l'impératrice, où ils étaient l'un et l'autre, et il m'est impossible de décrire une scène dans laquelle entraient en jeu toutes les passions qui peuvent affecter l'esprit de l'homme, et qui étaient néanmoins dissimulées par tous les acteurs avec l'hypocrisie la plus achevée. »

Et encore le 16 mars du même mois:

« J'ai pris le plus grand soin de m'informer si le comte Alexis Orlow était venu ici par l'ordre exprès de sa souveraine, et de ce qui s'était passé depuis son arrivée, et je suis enfin en état d'apprendre à votre seigneurie, et je crois d'une manière authentique, que le mariage imprudent de son frère et le désir de sauver le crédit déclinant de sa famille ont été les principales raisons du voyage du comte Alexis Orlow. La situation des affaires étrangères et intérieures et son dévouement éprouvé pour l'impératrice ne lui laissaient aucun doute sur la manière dont il serait reçu, et que cette preuve d'attachement serait bien accueillie dans une conjoncture si critique. L'événement a justifié ses prévisions. L'impératrice et tout le monde en général le considèrent comme le seul homme qui puisse préserver, ou plutôt rétablir l'honneur et la dignité de l'empire, et je souhaite sincèrement que ces sentiments en sa faveur soient assez forts pour combattre les dangereuses habitudes de dissipation et de faiblesse qui ont pris un si rapide empire en son absence sur l'esprit de sa souveraine.

« Je peux garantir l'authenticité de la conversation suivante. Peu de jours après l'arrivée du comte Orlow, l'impératrice l'envoya quérir, et après avoir donné les plus grandes louanges à son caractère et avoir vivement exprimé sa gratitude pour les services qu'il lui avait rendus, elle lui dit qu'elle avait une chose à exiger de lui plus importante pour son repos que tout ce qu'elle lui avait jamais demandé. « Devenez, lui dit-elle, l'ami de Potemkin, obtenez de cet homme extraordinaire qu'il soit plus circonspect dans sa conduite, plus attentif à remplir les devoirs des grandes charges qu'il occupe, qu'il cherche à se faire des amis, et qu'il cesse de me tourmenter en retour de l'estime et de l'amitié que j'ai pour lui. Pour l'amour de Dieu, recherchez son intimité, que je vous aie encore cette obligation, et contribuez à ma félicité domestique comme vous avez contribué à l'éclat et à la gloire de mon règne. » Si un

tel langage dans la bouche d'une souveraine parlant à un de ses sujets est extraordinaire, la réponse ne l'est pas moins. « Vous savez, madame, a répondu le comte Orlow, que je suis votre esclave, ma vie est à votre service. Si Potemkin trouble la paix de votre esprit, donnez-moi vos ordres : il disparaîtra immédiatement, vous n'entendrez plus parler de lui. Mais, madame, qu'avec mon caractère et ma réputation je m'engage dans des intrigues de cour, que je recherche l'amitié d'un individu que je dois mépriser comme homme et que je ne peux m'empêcher de considérer comme le plus grand personnage de l'état, votre Majesté me pardonnera si je refuse. » L'impératrice fondit en larmes, le comte Orlow se retira, mais il revint quelques minutes après, et ajouta : « Je sais, madame, à n'en pas avoir de doute que Potemkin n'a aucun attachement réel pour votre Majesté, qu'en toutes choses il consulte seulement son propre intérêt, que son unique talent supérieur est la fourberie, qu'il cherche par tous les moyens à distraire votre Majesté des affaires et à vous endormir dans une sécurité voluptueuse, afin de s'emparer de l'autorité souveraine. Il a causé un dommage essentiel à votre marine, il a ruiné votre armée, et, ce qui est pire, il a abaissé votre réputation aux yeux du monde, et il vous a aliéné l'affection de vos fidèles sujets. Si vous voulez être débarrassée d'un homme si dangereux, ma vie est à votre service, mais si vous voulez temporiser avec lui, je ne peux vous être d'aucune utilité pour exécuter des mesures, pour lesquelles la dissimulation et la flatterie sont les qualités les plus nécessaires. » L'impératrice fut beaucoup émue par ces paroles étranges ; elle avoua au comte Orlow qu'elle était convaincue de tout ce qu'il disait de Potemkin, elle le remercia dans les termes les plus forts de ses offres, mais elle dit qu'elle ne pouvait pas même soutenir la pensée de procédés si violents ; elle reconnut que son caractère était changé, et se plaignit que sa santé était essentiellement altérée. Elle pria le comte Orlow de ne pas songer à quitter Pétersbourg, car elle aurait sûrement besoin de ses avis et de son assistance.

« Je ne vois pas qu'il y ait aucun changement dans la manière d'être de l'impératrice à l'égard de Potemkin. Quant à lui, il est devenu d'une politesse qui n'est pas habituelle en lui. L'élévation de Strackow demeure cependant en suspens, et j'ai de la peine à croire que l'impératrice se hasardera à produire un nouveau favori tant que le comte Orlow ne se sera pas éloigné. »

M. Harris écrivait encore le 10 novembre suivant :

« L'intérieur de la cour présente chaque jour une nouvelle scène, et le bon sens et les excellentes qualités de l'impératrice disparaissent au milieu des soucis que lui causent Potemkin et son favori. Alexis Orlow garde le silence, mais quoiqu'il soit traité avec la distinction la plus marquée, il est évident que l'impératrice conserve quelque ressentiment du dernier entretien qu'elle a eu avec lui. Il reste pourtant ici à sa demande. »

Catherine avait été si peu ébranlée par les représentations d'Alexis Orlow que sa faiblesse pour Potemkin lui arrachait bientôt après une faveur inouïe. L'ambassadeur anglais écrivait le 1 décembre 1778 :

« Potemkin, après avoir tour à tour employé la persuasion, la colère et le désespoir, a enfin obtenu de l'impératrice la promesse qu'il serait fait duc de Courlande. Le comte Stackelberg, sa créature, lui assure que son élection sera sanctionnée par le roi de Pologne ; et il espère obtenir l'adhésion du roi de Prusse en décidant l'impératrice à agir de tout point conformément à ses vues. »

Il est vraisemblable que Catherine avait cru acheter quelque tranquillité par cette concession, car M. Harris écrivait quatre jours après, le 4 décembre :

« L'impératrice continue à être très agitée ; son es-

prit est dans un état de trouble continuel; elle paraît en public aussi rarement que la décence le permet, et dans son intérieur elle n'a pas encore recouvré sa bonne humeur et sa gaieté accoutumées. »

La liberté dont avait usé le comte Alexis Orlow eut seulement le résultat qu'il était facile de prévoir. Il s'était aliéné par là l'impératrice, et n'ayant pas ruiné du coup Potemkin, ce qui était apparemment une chose impossible, le crédit de ce singulier favori n'en était devenu que plus grand. M. Harris écrivait à ce sujet le 18 décembre:

« La conversation que l'impératrice a eue avec le comte Alexis Orlow n'a pas eu d'autre effet que de jeter du froid entre eux, et de fortifier l'influence et l'autorité du prince Potemkin. »

Le crédit de ce favori était en effet sans bornes. M. Harris, qui négociait une étroite alliance entre l'Angleterre et la Russie, n'avait jusque-là rien pu obtenir, parce que le comte Panin était contraire à toute union avec le cabinet anglais. Catherine n'y était guère portée. Au contraire, les Orlow, surtout le comte Alexis, désiraient vivement que l'impératrice entrât dans cette nouvelle voie qui l'affranchirait de la dépendance dans laquelle elle se trouvait à l'égard du roi de Prusse, mais ils étaient sans crédit. Il ne restait évidemment à l'ambassadeur anglais qu'une dernière tentative à faire, c'était de mettre de son côté l'influence de Potemkin; car c'était à lui qu'il devait s'adresser s'il voulait réussir. M. Harris écrivait le 31 décembre:

« Le comte Alexis Orlow m'a conseillé fortement

de parler au prince Potemkin. Il est, m'a-t-il dit, tout puissant, et si jaloux de son pouvoir que rien ne peut être fait que par son entremise. S'il est indifférent à une alliance avec l'Angleterre, une démarche auprès de lui pourra le décider en votre faveur. S'il vous est contraire, des flatteries et de bonnes paroles peuvent faire changer un esprit si mobile. Mais quand même il serait bien disposé pour vous, si vous paraissez le négliger, vous pouvez être certain qu'il se tournera contre vous. »

M. Harris suivit cet avis, et à partir de ce moment il entra dans d'étroites relations avec Potemkin, qui pourtant ne lui servirent de rien, car la ligne de conduite recommandée par le comte Panin était trop conforme à la politique de la Russie pour qu'elle fût légèrement abandonnée. Potemkin était évidemment sincère dans l'appui qu'il ne cessa jamais depuis de prêter aux ouvertures du cabinet anglais. Mais Catherine prouva dans cette rencontre qu'elle savait au besoin résister à son tout puissant favori, lorsque l'intérêt de son empire l'exigeait. Il n'en était pas de même dans l'intérieur de sa cour, où sa faiblesse, trop évidente à tous les regards, fesait souvent oublier que ce caractère indécis, mobile, voluptueux, livré à toutes sortes d'influences, cachait un esprit profond et un merveilleux instinct politique.

Ce n'était pas sans raison que le comte Alexis Orlow confessait sa propre impuissance et l'ascendant irrésistible de Potemkin. M. Harris écrivait dans cette même dépêche du 31 décembre 1778:

« Depuis la singulière conversation dont j'ai fait part à votre seigneurie, l'impératrice a peu à peu retiré

sa confiance et sa bienveillance au comte Alexis Orlow; elle lui a refusé quelques faveurs insignifiantes qu'il lui demandait pour son fils naturel; et enfin elle l'a forcé par ses manières à avoir recours à la méthode communément en usage parmi les Russes lorsqu'ils ne sont pas bien en cour, qui est de se confiner chez eux sous prétexte de maladie. Elle a eu la faiblesse de répéter au prince Potemkin ce qui s'était passé entre eux, et il a eu l'art de lui persuader que tout cela ne provenait que de malveillance personnelle et de jalousie. Le prince Orlow n'a pas paru à la cour depuis trois mois; et le langage des deux frères, car ils disent très librement ce qu'ils ont dans l'esprit, est celui d'hommes désappointés, irrités, et qui prévoient qu'ils ne doivent pas s'attendre à reprendre jamais leur ancienne position.

« Strackhow continue de voir secrètement sa Majesté impériale, mais il ne porte aucune marque extérieure ou ostensible qui dénote sa faveur. Il a été élevé dans la maison du feu chancelier Woronzow, et placé auprès du comte Panin par son premier commis, M. Bakounin, qui est aussi allié à cette famille. Strackhow n'est pas un homme de mérite ou laborieux; il est adonné à une basse bouffonnerie et il voit mauvaise compagnie; mais sa réputation est irréprochable, et on me dit qu'à présent qu'il a une sorte d'indépendance, ses amis le trouvent obstiné et intraitable. Le favori du jour, celui qui porte tous les insignes et qui a les honneurs publics de cet emploi, est toujours le même Korsakow; c'est un bon garçon, très sot, et entièrement aux ordres du prince Potemkin et de la comtesse Bruce. Ces deux personnes semblent être à présent les maîtres absolus de l'esprit de l'impératrice. Le prince Potemkin est suprême pour tout ce qui concerne les affaires sérieuses et les plaisirs; la comtesse n'intervient que dans les plaisirs, et cela par la même raison par laquelle dans les temps passés un noble était chargé de goûter le vin et les mets avant qu'ils fussent présentés au souverain.

« La soif insatiable de richesses et de pouvoir est si grande dans le prince Potemkin qu'il forme perpé-

tuellement de nouveaux projets d'agrandissement pour lui-même, et il importune l'impératrice pour lui persuader de les mettre à exécution. Il s'est mis à présent dans la tête de devenir duc souverain de Casan ou de Courlande. »

M. Harris écrivait encore le 22 janvier 1779:

« Dans sa vie privée l'impératrice devient de jour en jour plus relâchée et dissipée, et sa société est souvent composée de la classe la plus basse de ses courtisans. Sa santé souffre évidemment de la conduite qu'elle mène; et les réflexions qu'elle doit faire, lorsqu'elle considère froidement les effets de sa conduite présente, doivent nécessairement l'altérer. »

Et encore le 29 du même mois:

« Potemkin sait comment il faut s'y prendre pour gouverner les passions de l'impératrice, et il la maintient dans un état constant d'agitation. Dans ces derniers temps il est devenu si jaloux de son pouvoir qu'il ne souffre pas que personne, à l'exception de son favori et de lui-même, se trouve seul avec elle. Les sommes qu'il tire de la cassette particulière sont inconcevables, et comme il ne paie jamais rien, personne ne peut deviner l'emploi qu'il en fait. »

M. Harris écrivait encore le 9 février suivant:

« L'intérieur de la cour, depuis quinze jours, présente une scène constante de désordre et d'intrigue. L'impératrice ayant exprimé l'intention de changer son favori, un grand nombre de candidats se sont mis sur les rangs. Les amis de Strackhow espéraient qu'il lui serait permis de montrer publiquement le degré de faveur dont on croit qu'il jouit depuis si longtemps en secret; mais son défaut de conduite, joint à son obstination, ont rendu leurs plans impraticables, et sa Majesté impériale aurait probablement fixé son choix sur Lewaskow, major des gardes Siméonowsky, si un jeune homme, nommé Swickosky, patronné par madame Bruce, et présenté par elle pour succéder à Korsackow, ne s'é-

tait pas frappé d'un coup de poignard, désespéré de n'avoir pas été préféré. La blessure n'est pas mortelle, mais quoiqu'on se soit efforcé de cacher à l'impératrice le motif réel de cet acte de folie, pourtant cela n'a pas laissé de lui donner beaucoup d'inquiétude, et cela sera probablement cause que Korsakow restera dans sa place jusqu'à ce que le printemps soit un peu plus avancé. Potemkin et Madame Bruce n'agissent plus de concert; et le prince est si jaloux de l'influence que cette dame a acquise sur sa maîtresse, qu'il fait tous ses efforts pour mettre à sa place une cousine du maréchal Romanzow. Madame Bruce s'est par malheur violemment éprise de Korsakow, ce qui aidera beaucoup le prince dans l'exécution de ce projet.

« Raisonnant l'autre jour très sérieusement avec les Orlow sur ces sujets, ils sont convenus l'un et l'autre qu'il ne leur serait pas impossible de regagner la faveur de l'impératrice; mais ils ajoutaient que son caractère est si différent de ce qu'il était autrefois, qu'ils ne pourraient jamais être sûrs de se maintenir dans ses bonnes grâces, et qu'une démarche de cette nature leur attirerait nécessairement l'inimitié du grand duc, avec qui il était très important qu'ils restassent en bons termes, car ils prévoyaient que l'anxiété d'esprit de l'impératrice, et la vie irrégulière qu'elle mène, abrégeraient ses jours et mettraient une fin prématurée à son existence; qu'en conséquence ils allaient se rendre à Moscou, où ils se proposaient de vivre dans la plus grande retraite, prêts toutefois à en sortir si l'impératrice avait besoin d'eux, car quelque changée qu'elle fût à leur égard, ils ne pouvaient pas oublier ce qu'ils lui devaient. »

Les choses en restèrent là pour le moment, Korsakow demeurant titulaire de la place de favori, tandis qu'un autre en remplissait les fonctions. Plusieurs mois s'écoulèrent de la sorte sans amener aucun changement apparent. On peut néanmoins soupçonner, sans faire injure à Catherine, que dans cet intervalle plusieurs in-

dividus furent successivement, et peut-être même simultanément, admis à l'honneur de ses bonnes grâces. Mais il semble qu'un commerce secret ne lui suffisait pas; et en attendant qu'elle en rencontrât un dans le nombre qui la satisfît de tout point, elle gardait Korsakow. M. Harris, devenu sir James Harris depuis le mois de mars précédent, écrivait le 18 août 1779:

« Il n'y a rien de nouveau dans l'intérieur de la cour. On s'attend tous les jours à voir un certain Stianow succéder à Korsakow en qualité de favori en titre. C'est un événement qui n'intéresse que l'un et l'autre. Tous deux sont des créatures de Potemkin, et le changement ne servira qu'à augmenter son autorité et son influence, sans affecter le moins du monde les affaires publiques. Stianow est un officier subalterne comme l'était Korsakow. »

Et encore le 20 septembre suivant:

« Il ne se passe en ce moment rien de bien important dans l'intérieur du palais. Le favori qui devait, disait-on, perdre si tôt sa place, la garde encore ostensiblement; et, quoique le bruit public lui donne chaque jour un nouveau successeur, je suis porté à croire que sa Majesté impériale n'aime pas à donner chaque année un nouveau sujet de conversation au public. Le crédit des agents subalternes continue à être dans un état de fluctuation, mais cela n'affecte en rien la conduite générale de la cour, qui est entièrement dirigée par le prince Potemkin: pour lui, il conserve la première place dans la confiance et l'estime de sa souveraine. Il subissait autrefois l'influence de sa seconde nièce, mais depuis qu'elle a été mariée au prince Galitsyn, l'aînée, Alexandra Engelhardt, semble avoir pris sur lui un empire encore plus grand. C'est une jeune femme très agréable, qui a de l'esprit et une aptitude singulière à conduire une intrigue de cour, et elle a une très juste idée de la valeur des présents. Elle a déjà réussi à perdre la comtesse Bruce dans la bonne opinion que l'impératrice avait d'elle, et si son oncle

ne change pas de sentiments à son égard, elle deviendra probablement sa confidente. »

Catherine sortit enfin de ses irrésolutions. M. Harris annonçait cet important événement dans sa dépêche du 22 octobre 1779:

«Korsakow a reçu sa démission de la bouche même de l'impératrice hier matin; et quelques heures après le général Betzkoy fut chargé de lui faire part de l'intention de l'impératrice de pourvoir magnifiquement à sa fortune, mais qu'elle désirait qu'il voyageât ou qu'il se mariât. Son successeur se nomme Lanskoy; il est originaire de la province de Smolensk; il était chevalier-garde, et depuis le voyage de l'impératrice à Péterhof, il était devenu l'objet des attentions de sa Majesté impériale. Potemkin, qui avait une autre personne en vue, a réussi à retarder jusqu'ici sa nomination, mais il s'est décidé à y consentir en recevant le jour anniversaire de sa naissance un présent de 900,000 roubles, tant en terres qu'en argent. Lanskoy est jeune, bien fait, et, dit-on, de bonne composition. Il a une nombreuse famille, des frères et des cousins, que nous verrons la plupart faire ici leur apparition. Cet événenement a accru le pouvoir de Potemkin, que rien ne pourra ébranler, à moins que, ce que j'ai peine à croire, il n'épouse sa nièce Alexandra Engelhardt. »

Ce nouvel amour absorba pendant quelque temps Catherine, car elle se prit d'une vive affection pour Lanskoy. Ainsi, par exemple, l'ambassadeur d'Angleterre, écrivait le 26 février 1780:

« Le prince Potemkin m'a dit: Vous avez choisi un mauvais moment. Le nouveau favori est dangereusement malade. La cause de sa maladie et l'incertitude de son rétablissement ont si complétement bouleversé l'impératrice qu'elle est incapable de penser à autre chose, et toutes ses idées d'ambition, de gloire, de

dignité sont absorbées par cette unique passion. Elle est énervée au point qu'elle se refuse à tout ce qui a seulement l'apparence d'effort ou d'activité. »

XV.

C'est dans cette même année 1780 que Catherine reçut la visite de son allié l'empereur Joseph II. Elle alla à sa rencontre jusqu'à Mohilow, sur la frontière de son empire, et l'amena avec elle à Pétersbourg, où il fit un assez long séjour. Une pareille démarche de l'empereur avait une grande importance politique, car il en pouvait résulter une plus étroite union entre la Russie et le cabinet de Vienne. Aussi le corps diplomatique de Pétersbourg surveillait-il avec beaucoup d'attention les moindres circonstances des relations de ces deux grands potentats. Sir James Harris écrivait le 14 juillet 1780:

« L'empereur occupe toutes les pensées de l'impératrice. Sa conduite a été sage, pleine de dignité et aimable, et il laissera derrière lui une impression qui ne sera pas aisément effacée. »

Et encore le 25 juillet:

« L'empereur est parti de Péterhof mercredi. Il a donné pour toujours un bien rude coup à l'influence du roi de Prusse, si profond que je doute qu'il s'en relève.

« En prenant congé de l'impératrice, il lui a dit dans des termes très simples et très nobles, qu'il s'était montré à elle tel qu'il était réellement, qu'il n'avait usé d'aucun artifice, d'aucune adresse pour capter sa bienveillance et son amitié, qu'elle était par conséquent en état de juger de son caractère et de son mérite, et que, comme il était bien sûr qu'aussitôt après qu'il serait parti, on essayerait de le calomnier et de le noircir, il lui demandait avant de donner créance à ce qu'on lui dirait, de vouloir seulement consulter son propre jugement. Il ajouta qu'il n'était pas un flatteur, mais qu'il ne pouvait s'empêcher de lui dire sincèrement qu'elle avait surpassé la haute renommée dont elle jouissait, et qu'il regardait les quelques semaines qu'il avait passées avec elle comme les plus agréables et les plus profitables de sa vie. L'impératrice fut si touchée de la manière dont cela fut dit qu'elle en versa des larmes; elle l'embrassa avec une vive émotion et beaucoup de cordialité, et tandis qu'il lui baisait la main, elle lui baisa aussi la sienne. Cela m'a été conté par l'unique témoin de cette scène singulière.

« L'empereur n'a pas eu moins de succès auprès de la jeune cour, surtout auprès de la grande duchesse. »

Le ministre de France jugeait au contraire que l'empereur avait produit une médiocre impression sur Catherine, et il se flattait que cette visite n'aurait pas les conséquences que les uns en espéraient, et les autres craignaient. M. de Vérac écrivait le 21 juillet :

« Le séjour du comte de Falkenstein a fait peu de sensation parmi les Russes. »

Et M. de Corberon écrivait le 25 du même mois :

« Depuis que l'empereur est parti, on ne parle plus même politiquement de son séjour. Il a fait si peu de sensation ici, pendant qu'il y était, qu'il n'est pas étonnant qu'on l'ait si aisément oublié. »

Catherine avait été frappée de l'esprit de Joseph II,

ce qui n'est pas surprenant, car ce prince, malgré ses défauts, en avait véritablement beaucoup: c'est du moins ce qu'écrivait de Vienne, le 8 août 1780, sir Robert Keith. Le même ambassadeur nous a conservé dans sa dépêche du 19 octobre, écrite en français, le jugement que Joseph II portait sur Catherine et sur ses ministres:

« L'empereur m'a dit: le grand art est de savoir entrer dans le caractère de l'impératrice de Russie et de la flatter. Elle a sans doute un esprit distingué, mais elle ne peut tout faire par elle-même. Quiconque a à traiter avec elle ne doit jamais perdre de vue son sexe, ni oublier qu'une femme pense et agit différemment d'un homme. Je parle par expérience en disant que la seule voie pour rester en bons termes avec elle est, ni de la gâter ni de la heurter de front, de la laisser agir à son gré dans les affaires de peu d'importance pour lui faire accepter autant que possible tous les refus nécessaires, de lui laisser voir un désir constant de lui plaire, et pourtant, en même temps, qu'on est fermement résolu à maintenir certains principes essentiels et un juste sentiment de son propre droit; lorsqu'elle exprime un désir pour une chose qui peut être accordée sans s'écarter de ces principes, d'avoir pour elle ces égards de complaisance qui sont dus à une femme; mais, lorsqu'elle insiste pour avoir des concessions qu'on ne doit pas lui faire, il faut lui faire sentir qu'on ne la suivra que jusqu'au point où l'on veut bien aller. De cette manière, on peut espérer de vivre sur un bon pied avec elle, d'être en garde contre la vivacité et l'impétuosité de ses sentiments, et de la convaincre que, dans les points essentiels, chaque souverain a un droit incontestable de tirer la grande ligne de sa propre conduite, et d'y adhérer strictement. Le grand malheur de l'impératrice est qu'elle n'a personne auprès d'elle qui ose retenir, ou réprimer même les premiers emportements de ses passions. Le comte Ostermann est un homme de paille; il ne fait rien et

il n'a pas de poids. Quant à Bezberodko, c'est un parvenu; il était un petit secrétaire, un simple interprète sous le maréchal Romanzow, et il garde les sentiments de cette sorte d'hommes. Il a quelques talents, la routine des affaires; mais il a peu lu, et ne sait rien de la grande politique, ou des intérêts permanents des princes. Lorsque sa souveraine se sert de sa plume, et lui dicte l'expression la plus violente, et souvent la plus désordonnée de ses sentiments du moment, le secrétaire n'a pas la fermeté, ni peut-être la disposition de réprimer les effusions premières et non réfléchies de son esprit; il couche par écrit ses idées dans toute leur énergie et leur crudité, et probablement il se dit à lui-même: ce n'est pas mon affaire de peser ou de remontrer sur les conséquences; que les rois de France, d'Angleterre, ou l'Empereur se tirent de ce mauvais pas comme ils pourront. Telle est la situation de l'impératrice, et quiconque est engagé dans une affaire importante avec elle ne doit pas perdre de vue cette circonstance. — Mais, dis-je, depuis la disgrâce du comte Panin, le prince Potemkin n'est-il pas le conseiller confidentiel de l'impératrice? — Oui, a repris l'empereur, mais c'est un conseiller très insuffisant. Il a peu de connaissances et une grande indolence, et même l'impératrice elle-même affecte de le traiter, ou du moins de parler de lui, comme son élève en politique, et en conséquence comme un homme qui a plutôt besoin d'être conduit qu'il n'est propre à conduire. Elle se plaît à dire: il est mon élève; c'est à moi qu'il doit toute sa connaissance des affaires. Vous n'aurez pas de peine à croire que lorsqu'elle s'exprimait de cette manière la personne à qui elle s'adressait ne poussa pas la franchise jusqu'à lui dire: Oui, madame, il est votre élève, et en vérité il vous fait très peu d'honneur. — Paraît-il donc, ai-je dit, que le crédit et l'influence du prince Potemkin soient diminués? — Nullement, a repris l'empereur, mais en politique ils n'ont jamais été ce que le monde imaginait. L'impératrice ne désire pas se séparer de lui, et par mille raisons de toute sorte. Elle ne pourrait pas aisément se défaire de lui, même si elle en avait le

désir. Il faut avoir été en Russie pour comprendre toutes les particularités de la situation de l'impératrice.»

Six semaines après le départ de l'Empereur un autre visiteur arriva à Pétersbourg: ce n'était autre que le Prince royal de Prusse, l'héritier présomptif de la couronne, le neveu de Frédéric, qui venait travailler à effacer les impressions trop favorables que Joseph II avait pu faire sur l'esprit de Catherine. Un tout autre succès attendait ce prince. Sir James Harris écrivait le 8 septembre 1780:

«Le prince de Prusse vient d'arriver. L'entrevue qui a eu lieu hier matin entre lui et l'impératrice en grande cérémonie et avec beaucoup d'étiquette, a été, je crois, très peu satisfaisante pour l'un comme pour l'autre. Ce prince a paru à l'impératrice lourd, réservé et gauche; et il a trouvé qu'il avait été reçu froidement et avec hauteur. Le soir, il a gagné peu de terrain; et l'impératrice, bien qu'elle fût à l'Hermitage, où elle est en général très communicative, n'a pas fait plus d'attention à lui que la convenance et la plus simple politesse l'exigeaient.

Et le 22 septembre:

«L'impératrice est chaque jour moins polie pour le prince de Prusse, et elle évite autant que possible de le voir. Il n'y a eu pas et il n'y aura pas de fêtes extraordinaires, et elle semble décidée, à en juger par sa conduite, à faire entendre que ce doit être la dernière visite de ce côté-là. Le prince est blessé au vif, et il n'est pas probable qu'il oublie ou qu'il pardonne jamais la sotte figure qu'il fait en ce moment. Le grand duc et la grande duchesse sont très attentifs auprès de lui, et pourtant il ne trouve pas même en eux cette cordialité à laquelle il s'attendait. Les gens du pays imitent leurs supérieurs, et lorsqu'il va dans les maisons particulières, il y porte avec lui la cérémonie et l'ennui. Au milieu de tous ces désagréments, il espé-

rait trouver quelque consolation dans la société de sa maîtresse, qui l'avait suivi jusqu'ici. Mais la sévérité de ses mentors et la crainte de son oncle l'ont forcé à la faire partir. Le prince Potemkin n'a nul souci de lui être agréable, et ne lui rend que les soins les plus indispensables. »

Et encore le 26 septembre:

« La conduite de l'impératrice avec le prince de Ligne présente le contraste le plus frappant avec ses manières à l'égard du prince de Prusse. Rien ne blesse plus ce dernier et sa suite que le plaisir et la satisfaction que l'impératrice éprouve dans la société du prince de Ligne, qui a le talent de faire entendre à l'impératrice, en ayant l'air de plaisanter, les vérités les plus importantes. »

Il n'est pas surprenant qu'un homme de tant d'esprit et si aimable plût beaucoup à Catherine, mais en ce moment la considération qui s'attachait au prince de Ligne était surtout à l'adresse de l'autrichien. Distinguer, caresser le prince de Ligne était pour Catherine une façon indirecte de marquer son goût, son estime pour l'empereur Joseph II, et de montrer son éloignement pour le roi de Prusse, dont elle était mécontente. Il serait néanmoins difficile de dire pourquoi l'impératrice de Russie s'était si fort refroidie pour son bon allié Frédéric II. Le fait était pourtant évident. Sir James Harris écrivait le 6 octobre:

« L'aversion de l'impératrice pour la maison de Brandebourg parait être aussi violente que soudaine, et si elle dure, elle finira par rompre l'alliance qui existe entre la Prusse et la Russie. J'ai été pendant trois jours témoin du mépris et du dédain que l'impératrice marque au prince de Prusse, et j'ai été surpris de sa patience et de sa modération. Un de ces derniers jours,

chez M. Naryschkin, elle ne l'a invité à sa table ni pour le jeu ni pour le souper; elle n'y a admis que moi-même, son favori et le prince Potemkin. Dans la mascarade elle s'est montrée masquée, et aussitôt après son arrivée elle m'a demandé de l'accompagner en me disant: Ne me quittez pas de toute la soirée. Je vous ai fait chevalier et je veux que vous me défendiez contre les ennuyeux.»

Et encore le 13 octobre:

«Le prince de Prusse est parti. Jusqu'au dernier moment l'impératrice a gardé la même conduite à son égard. Elle laissait toujours percer le dégoût et l'ennui lorsque son illustre visiteur était présent, et en parlant de lui elle a toujours laissé voir qu'elle avait la plus médiocre opinion de ses talents et de son mérite. Malgré les nombreux et puissants amis que le roi de Prusse a dans cette cour, je suis sûr que son neveu n'a réussi en rien de ce qu'il a entrepris; qu'il a confirmé, plutôt que diminué, la bonne opinion que l'impératrice a du comte de Falkenstein (Joseph II), et qu'il a fait baisser les intérêts de son oncle au lieu de les relever. Le prince Potemkin n'a pas permis à sa nièce de lui donner à souper. En un mot, le prince de Prusse est parti mécontent et dégoûté.»

Sir James Harris écrivait encore le 17 novembre:

«Le prince de Prusse est déjà presque oublié, et on ne parle de lui qu'avec une espèce de pitié qui touche au mépris. Telle est l'humeur présente, mais je ne répondrai pas de ce que sera celle de demain. Le parti prussien est nombreux; il est habile, intriguant, et il est si habitué à dominer qu'il ne sera pas aisément ébranlé.»

L'envoyé du cabinet de Versailles reconnaissait le mauvais accueil qui avait été fait au prince de Prusse, mais il en portait un tout autre jugement que ne fesait sir James Harris. Il est vrai que l'explication qu'il

donne de la conduite de Catherine à l'égard de ce prince est une énigme dont le sens nous échappe. M. de Verac écrivait le 6 octobre:

«Des événements particuliers et purement domestiques donnent depuis un mois infiniment d'humeur à l'impératrice, et l'affectent au point qu'elle n'est absolument plus la même. Tout ce qui l'entoure en souffre, et il est malheureux pour le prince Royal de Prusse d'être arrivé ici dans un moment où sa présence n'a pu qu'augmenter l'humeur de l'impératrice par les efforts mêmes qu'elle a été obligée de faire pour tâcher de la dissimuler. Je ne doute pas que dans toute autre circonstance le Prince Royal n'eût plu infiniment à l'impératrice. Il joint à l'extérieur le plus noble beaucoup d'affabilité, paraît avoir de l'esprit et des connaissances, et sans jamais manquer à la dignité de son rang, il est dans la société un particulier très aimable.»

Et encore le 31 octobre du même mois:

«Les adieux de l'impératrice et du Prince Royal ont été fort touchants. On dit même qu'il y a eu des larmes répandues. Elle s'est exprimée dans les termes les plus vifs sur ses sentiments pour le roi de Prusse, et je ne doute pas que le Prince Royal n'ait emporté son estime, et que ce voyage sera utile aux vues du roi de Prusse.»

On ne trouve ni dans les dépêches de M. de Verac ni dans celles de sir James Harris la moindre trace des événements auxquels fait allusion le premier. Mais on ne peut douter de leur existence quand on lit dans la dépêche du 9 novembre de l'ambassadeur anglais le passage suivant:

«Le prince Potemkin se plaint que l'impératrice s'est fâchée de quelques grâces très extraordinaires qu'il lui a demandées pour lui-même et pour sa famille; et lorsqu'il l'a pressée de les lui accorder, elle l'a ren-

voyé de sa présence en lui fesant des reproches. Il se plaint aussi de l'animosité de ses ennemis qui, dit-il, excitent constamment l'impératrice contre lui, et qui ont fini par lui faire croire qu'il n'a rien en vue que sa propre ambition et son élévation: à l'entendre, le caractère de l'impératrice est changé, elle est plus que jamais défiante et soupçonneuse, et elle est si gâtée par la flatterie qu'elle n'est pas capable de prêter l'oreille à une vérité désagréable. Il dit qu'il est las de la cour; il parle de s'éloigner et de voyager: en un mot, il tient le langage d'un favori dégoûté, ou qui se croit en disgrâce.»

Sir J. Harris écrivait encore peu de jours après, le 11 décembre 1780:

«L'impératrice n'est plus jeune; ses facultés s'affaiblissent, ses passions deviennent plus fortes, et elle n'a plus cette vigueur d'esprit et cette netteté de jugement qui distinguaient ses actes dans les premières années de son règne.»

Il y avait une autre raison qui pouvait expliquer la diminution de crédit dont se plaignait Potemkin. Catherine était satisfaite de l'amant qu'elle avait, et tant que durait son amour elle se souciait peu de déplaire à Potemkin. Lui-même l'avouait à sir James Harris, qui écrivait le 1 août 1780:

«Lorsque tout va bien, m'a dit le prince Potemkin, mon influence est petite, mais lorsque l'impératrice a des ennuis, elle a besoin de moi, et alors mon crédit reparaît aussi grand que jamais. Ce sera bientôt le cas, a-t-il ajouté, et j'en profiterai certainement d'une manière ou d'une autre.»

Cependant, s'il faut en croire le ministre de France, tout autre que lui eût été satisfait de la faveur qui lui restait dans le moment même où il se plaignait si amèrement. M. de Verac écrivait le 15 octobre 1780:

« Le crédit de Potemkin auprès de l'impératrice, ou plutôt l'ascendant qu'il a su prendre sur son esprit se soutient dans toute sa force, et le rend le maître absolu de l'intérieur de l'état et le dispensateur de toutes les grâces. Si à cet excès de pouvoir il joignait un esprit actif et l'amour du travail, il n'est pas douteux que l'influence des autres ministres dans les affaires ne disparût entièrement devant la sienne. Mais il est paresseux jusqu'à détester toute sorte d'occupation, et si l'on excepte les soins qu'il se donne pour la conservation de son crédit, le reste n'est chez lui qu'ostentation pure. Cependant cet homme qui joue un rôle si éclatant, et dont le luxe effréné surpasse celui de bien des souverains, paraît ennuyé de tout, même de sa faveur. L'inoccupation le réduit à passer des journées entières à se laisser fripouner au jeu par cinq ou six complaisants. Un désordre incroyable règne dans ses affaires et dans sa maison, et 600,000 roubles ne suffisent pas pour payer ses fantaisies. Il traite les Russes avec une hauteur et un mépris dont on ne se fait pas d'idée, et sans doute il aurait depuis longtemps lassé leur patience, si le besoin qu'ils ont de lui et l'habitude de l'esclavage ne leur eût appris de supporter tout. D'ailleurs ceux qui le voient dans son intérieur assurent qu'il a de l'esprit et des connaissances, quoique sa tournure, ses goûts, sa manière de vivre portent un caractère de singularité. »

Potemkin était d'autant plus fâché de n'avoir pas dans ce moment le même crédit qu'il avait pris fort à cœur, à ce qu'il semble, les négociations que poursuivait sir James Harris pour engager la Russie dans une alliance offensive et défensive avec l'Angleterre. Catherine se refusait obstinément de prêter l'oreille à toutes les ouvertures qui lui étaient faites, et s'en tenait à une neutralité qu'elle appelait neutralité armée, et qui consistait à se tenir dans une égale indifférence à l'égard des puissances belligérantes, c'est-à-dire, de

la France et de l'Angleterre. Sir James Harris attribuait au comte Panin l'initiative de cette politique toute d'expectative. En cela il se trompait, et ce ministre, qui était presque en disgrâce et sans aucune influence, s'en défendait en disant, comme le rapportait l'ambassadeur d'Angleterre dans sa dépêche du 24 décembre 1780:

« Celui qui croit qu'aucun individu a mis dans la tête de sa Majesté l'idée de la neutralité armée se trompe, et celui qui croit qu'aucun individu est assez puissant pour la lui ôter se trompe également. »

C'était le cas de sir James Harris; c'était aussi celui de Potemkin qui, accoutumé à l'emporter lorsqu'il s'agissait de bagatelles, ne pouvait se persuader qu'il lui fût impossible de diriger à son gré la politique étrangère de la Russie, et que Catherine pût avoir sur ce point des idées arrêtées. L'ambassadeur anglais écrivait dans cette même dépêche du 24 décembre:

« Le prince Potemkin m'a dit qu'il était étonné de la résistance inaccoutumée qu'il rencontrait dans l'impératrice, et qu'il n'avait jamais éprouvée. Il l'attribuait en partie à l'idée que ses ennemis avaient enracinée dans l'esprit de l'impératrice qu'il aspirait à un pouvoir sans bornes, à la sottise du favori qui n'était bon qu'à rapporter des commérages, et surtout aux adroites flatteries de l'Empereur qui, bien qu'il ne lui fût pas hostile, lui avait beaucoup nui en persuadant à l'impératrice qu'elle était la plus grande princesse de l'Europe, et qu'elle ne devait pas permettre à aucun ministre ou favori de diriger sa politique. Il a ajouté qu'autrefois un pareil langage aurait suffi pour lui tourner la tête, mais que depuis deux ans son esprit était si étrangement baissé, son intelligence était si affaiblie, et ses passions avaient si fort pris le dessus, que de

tels discours opéraient avec une plus grande force . . . Il m'a dit: que votre ministère réfléchisse au caractère et au sexe de l'impératrice; qu'il considère que ce n'est pas chose honteuse de flatter les faibles dont on peut retirer les plus grands avantages; qu'il fasse à présent ce qu'a fait le roi de Prusse, ce qu'a fait l'Empereur, qu'il s'adresse à ses passions, à ses sentiments, et alors elle deviendra votre plus constante et votre plus active alliée. Pour Dieu, n'ayez point de honte vous-même de la flatter: c'est la seule voie pour gagner sa bienveillance. Elle ne demande que des louanges et des compliments. Donnez-lui en, et en échange elle mettra à votre service toute la force de son empire.»

Sir James Harris, comme avaient fait plusieurs de ses prédécesseurs, avait prréféré avoir recours à une sorte d'argument qui passait pour avoir le plus grand poids à la cour de Russie, c'est-à-dire qu'il payait à grand prix les services vrais ou supposés de tous ceux, grands ou petits, qui pouvaient lui être utiles. A ce sujet, et pour justifier sa propre prodigalité, il écrivait le 24 décembre 1780 au chef de son département, lord Weymouth:

«Votre seigneurie ne peut se faire une idée de l'étendue de la corruption qui se pratique dans ce pays, de l'énormité des demandes, et de la manière déhontée dont on les fait. Les ministres de France, de Hollande, et même de Prusse sont les plus prodigues sur cet article; et le premier, à ma connaissance, a dépensé sans beaucoup de succès des sommes immenses. Il a donné de l'argent aux deux cousins germains du comte Panin, et au vice-chancelier, qui ont chacun acheté des maisons pour la somme de quatré à cinq mille liv. st. Il n'y a pas d'employé subalterne qui ne s'attende à recevoir une gratification, et ces gratifications sont proportionnées aux nécessités du moment. Le duc de Courlande dépense ici 20,000 liv. st. par an, et peut se vanter d'avoir au nombre de ses pensionnaires le

comte Panin, le comte Tchernichew, le comte Ostermann. »

Tout fut inutile: Catherine demeura inébranlable, et Potemkin se lassa de tenter de l'engager dans la voie où voulait l'entraîner le cabinet anglais. Il n'est pas prouvé qu'il n'eut pas part lui aussi aux sommes énormes que répandaient à l'envi les représentants des puissances qui recherchaient l'alliance intime de Catherine. Sir James Harris écrivait le 24 mars 1781:

« La prodigalité des agents français et prussiens ne se peut concevoir. L'impératrice elle-même donne l'exemple. Elle a fait présent, il y a quelques jours, au prince Potemkin d'une somme de quarante mille liv. st., sans qu'il y ait eu le moindre prétexte pour un pareil acte de générosité, et cet homme singulier est si gâté qu'il n'a pas cru que cela valut la peine de dire merci. »

Dans ce moment le crédit de Potemkin était redevenu aussi grand que jamais, et cette somme énorme n'était sans doute que le prix d'un nouveau service qu'il venait de rendre à sa souveraine. Catherine était lasse de Lanskoy, et Potemkin qui avait été mis par elle dans la confidence, s'était empressé de lui trouver un successeur convenable. Sir James Harris écrivait le 18 mai:

« J'apprends que le nouveau favori, Morduinow, qui remplit déjà depuis longtemps tous les devoirs de son emploi, en recevra dans quelques jours les honneurs publics, et que Lanskoy, qui est le présent titulaire, va lui céder son appartement dans les différents palais. »

Et encore le 25 mai:

« L'ancien favori tient encore à un fil, et il ne sera

tout-à-fait congédié que lorsque la cour se rendra à Peterhof. Tant que les choses restent en cet état, la cour présente un spectacle de confusion qu'on ne peut s'imaginer, d'autant plus que Lanskoy s'est si bien conduit qu'il n'a pas donné le moindre prétexte à sa disgrâce. Il n'est ni jaloux, ni inconstant, ni impertinent; et il se lamente de sa disgrâce, qu'il prévoit devoir être imminente, dans des termes si pathétiques qu'il embarrasse sa souveraine et ses confidents qui ne savent comment se défaire de lui sans être accusés de dureté. Son successeur cependant fait vivement valoir ses droits, et la pitié fera bientôt place à un autre sentiment. J'entends dire que le prince Potemkin, dont le pouvoir en pareille occurrence est sans bornes, se propose de demander une somme de 700,000 roubles. »

Sir James Harris écrivait encore le 6 juillet suivant:

«Les fluctuations de cette cour fournissent une nouvelle matière pour tous les courriers que j'expédie; jamais elle n'a présenté un spectacle plus extraordinaire qu'en ce moment. L'impératrice devient de jour en jour plus soupçonneuse et emportée; entêtée de son autorité à un point singulier, et obstinément attachée à ses propres opinions, elle est jalouse ou mécontente de presque tous ceux qui l'approchent. Elle qui était autrefois la maîtresse la plus commode à servir, elle est devenue la plus difficile et la plus désagréable; et ses domestiques, aussi bien que ses ministres, sont les victimes de cet étrange changement de son humeur. Il est si sensible et si pénible à supporter que plusieurs des principaux personnages de l'empire ont demandé, ou veulent demander à se retirer. Le général Sievers, gouverneur de plusieurs provinces, d'une grande fidélité et homme de mérite, a obtenu sa démission; le maréchal Galitsyn a, à diverses reprises, sollicité la sienne, et on m'assure que M. Betzkoy a l'intention de faire de même. Le prince Potemkin, qui est plus exposé qu'un autre aux effets de cette révolution dans le caractère de l'impératrice, lui a exprimé le désir très sérieux de

se démettre de ses emplois; et ce n'est qu'après avoir reçu le refus le plus formel qu'il s'est désisté de ses sollicitations. Je suis pourtant bien éloigné de croire qu'il agisse de bonne foi, et je crois que, sachant parfaitement que l'impératrice ne peut pas se passer de lui, il a voulu recouvrer son influence qui était depuis quelque temps visiblement diminuée, mais, dans le cas où il échouerait sur ce point, il a réussi dans un autre qui ne le touche pas moins, car il a persuadé à l'impératrice de lui acheter pour Lanskoy, qui semble rentré en faveur, une grande terre du prix de 500,000 roubles. Ce qui pourtant me ferait croire que Potemkin songe à quitter la cour, c'est la quantité d'argent comptant qu'il amasse, vendant ses biens, ses chevaux et ses bijoux. La personne qui a présentement le plus de crédit, et dont l'élévation excite la jalousie de tout le monde, est M. Besberodko, secrétaire de l'impératrice. En se pliant à tous ses caprices, il a gagné son estime et sa confiance, et il lui est très utile par ses talents remarquables et par sa mémoire extraordinaire. C'est lui qui dirige presque exclusivement le gouvernement intérieur de l'empire, et il a aussi une part considérable dans la direction des affaires étrangères. »

Quinze jours après, le 25 juillet, sir James Harris écrivait encore:

« Le prince Potemkin, dans quelques-unes des dernières conversations que j'ai eues avec lui, s'est exprimé sur le compte de l'impératrice avec plus de liberté qu'il n'avait fait jusqu'à ce jour. Il l'avait souvent accusée de légèreté, de changer sans cesse d'avis, et de ne pas agir d'après un système; et j'en ai donné tant de preuves dans ma correspondance que je n'avais pas besoin de son autorité pour être certain du fait. Mais maintenant il n'a pas craint de me dire qu'avec l'âge diminuaient toutes ses grandes qualités; qu'elle était devenue défiante, timide et d'un esprit étroit; que lorsqu'on lui soumettait quelque plan, elle soupçonnait un calcul d'égoïsme dans celui qui le lui proposait; ou, si elle croyait à sa sincérité, elle voyait seulement le

péril de l'entreprise, et non plus la gloire qui en devait résulter; que son ambition s'évanouissait devant la probabilité la plus éloignée d'un risque à courir; et qu'elle n'était plus sensible qu'à la flatterie du moment, parce qu'elle l'obtenait à bon marché.»

C'est dans cette conjoncture que fut consommée la ruine du ministre, à qui Catherine avait le plus d'obligations et qui, plus que personne, avait contribué à élever la Russie à la place éminente que cet empire occupait en Europe. Le comte Panin n'avait plus depuis longtemps l'ombre même du crédit et de la confiance dont il avait joui pendant tant d'années. Catherine ne l'avait jamais aimé ni goûté; elle l'avait seulement cru nécessaire. Mais à mesure qu'elle avait cessé de regarder ses services comme indispensables, elle s'était peu-à-peu détachée de lui, et sa disgrâce, quoique non-apparente, datait depuis bien des années. L'empire qu'avait pris Potemkin sur sa maîtresse avait porté le dernier coup au chancelier qui ne s'était jusque-là soutenu qu'à force d'artifice et d'adresse. Enfin le moment était venu que sa perte devait être rendue publique. Dès le 24 mars de cette année, sir James Harris écrivait:

«L'impératrice semble avoir entièrement retiré sa confiance au comte Panin.»

Le fait était évident, et Panin crut devoir s'éloigner quelque temps pour laisser passer l'orage. Sir James Harris écrivait le 4 mai 1781:

«Le comte Panin s'est enfin décidé à aller à la campagne. Il a demandé et obtenu un congé de trois mois, et il presse son départ autant que possible.»

L'absence ne servit de rien au vieux chancelier. Catherine s'estimait heureuse de ne plus voir un visage chagrin qui lui était un reproche muet de son ingratitude, et elle était bien résolue à ne plus le laisser approcher de sa personne. L'ambassadeur d'Angleterre écrivait le 25 juillet suivant:

«Il n'est pas probable que le comte Panin reprenne jamais la direction des affaires. Il parle de revenir ici pour l'inoculation des jeunes princes. Cette idée déplaît à l'impératrice qui a dit avec colère, qu'elle ne voyait pas ce que le comte Panin avait à faire en cette occasion; qu'il se conduisait toujours comme s'il était un des membres de la famille, et comme si ses enfants et ses petits-enfants lui appartenaient autant qu'à elle. Mais, a-t-elle ajouté, s'il croit qu'il sera jamais rétabli dans les fonctions de premier ministre, il se trompe grandement. Il ne sera jamais à ma cour autre chose que garde malade.»

Enfin, sir James Harris avait la satisfaction de pouvoir annoncer, dans sa dépêche du 18 septembre, que le ministre qu'il regardait comme le principal obstacle au succès de ses négociations était renvoyé:

«Mardi dernier, le 20 septembre (v. st.), le vice-chancelier reçut un ordre signé par l'impératrice, portant que c'était son plaisir qu'il fît désormais toute la besogne du département des affaires étrangères; que tous les actes et rescrits fussent signés par lui; qu'il lui fît le rapport de tout ce que lui diraient les ministres étrangers et de ses réponses, que la correspondance étrangère lui fût adressée, et que les dépêches fussent écrites par lui seul.

«Cette singulière et humiliante exclusion du comte Panin avait été décidée par l'impératrice il y a une semaine, mais elle tint sa résolution secrète jusqu'à son retour, pour la lui rendre, si c'est possible, encore plus désagréable. Comme cet événement était tout-à-fait

inattendu, et qu'on croyait le comte Panin trop adroit et trop bien renseigné pour qu'une disgrâce si humiliante pût lui arriver, cela a fait une sensation énorme; et comme il entraîne dans sa chute un grand nombre de créatures, on murmure autant qu'on ose le faire sous un gouvernement tel que celui-ci. Il est aussi accablé qu'on peut l'être; et, outre la perte du pouvoir et de l'influence, il déplore de la manière la plus poignante sa maladroite retraite à la campagne. Il accuse ses parents et ses amis de l'avoir mal informé; il leur reproche leur négligence et leur ingratitude, et la placidité de son caractère dans la vie privée l'a entièrement abandonné. Dans la société, comme j'en ai été témoin plusieurs fois, il s'efforce de prendre une contenance indifférente, mais cela n'est pas en son pouvoir, et son désespoir et ses angoisses prennent le dessus et l'emportent sur la dissimulation et la duplicité. Si quelque chose était capable de me confirmer dans l'opinion que j'ai de son caractère, c'est sa résolution de rester ici dans cette circonstance, de prendre sa place dans le conseil d'état, le seul emploi qui lui reste et qui est purement honorifique, et de se soumettre à être sous les ordres de gens qu'il a jusqu'à ce jour considérés comme ses inférieurs.

« J'ai eu hier une conversation à ce sujet avec le prince Potemkin. Il affecte de blâmer la dureté de la mesure, quoiqu'il admette qu'elle soit juste. Il m'a assuré qu'il croyait que ce que j'ai dit à l'impératrice dans le mois de mars dernier avait été la première cause de la disgrâce du comte Panin, parce que depuis ce moment elle avait cherché et trouvé des preuves très suffisantes de la vérité de ce que j'avais avancé. Il m'a conseillé pourtant de continuer de vivre en apparence en très bons termes avec le comte Panin, et, ce que je ferai certainement, de m'abstenir de toute expression de triomphe, ou d'insulter à sa disgrâce. Il a ajouté, et ces paroles ont fait une profonde impression sur moi: « Vous connaissez la mobilité de cette cour; il peut rentrer dans ses places, et, si vous le traitez avec des égards dans sa disgrâce, il aura honte d'agir contre vous de la manière marquée qu'il la fait jus-

qu'ici. » Je suis bien convaincu qu'il n'aime pas le comte Panin, et qu'il a contribué plus que personne à sa disgrâce; mais il aime encore moins M. Besberodko et sa cabale, et il voit avec beaucoup de jalousie et d'inquiétude les progrès qu'ils font dans la confiance de l'impératrice. »

Panin fut consterné en apprenant sa disgrâce, quoiqu'il eût dû y être préparé depuis long-temps. Cependant, après les premières angoisses, il reprit quelque espoir. Sir James Harris écrivait en effet le 21 septembre :

« Le comte Panin semble avoir un peu recouvré ses esprits. J'ai passé hier la soirée avec lui, et je l'ai trouvé beaucoup plus tranquille que la dernière fois que je l'avais vu. Il tourne toute la force de ses intrigues du côté du grand duc et de la grande duchesse, et il n'épargne rien pour leur persuader qu'en allant à Vienne, ils vont faire une visite à leur plus dangereux ennemi. »

En effet, ce qui accablait le plus le vieux chancelier, c'était la coincidence, sans doute calculée, de son renvoi avec le départ prochain du grand duc qui allait quitter Pétersbourg. Le grand duc parti, Panin devait abandonner tout espoir de rentrer jamais dans sa première faveur. Il lui fallait donc à tout prix empêcher le grand duc de s'éloigner. Sir James Harris écrivait le 28 septembre :

« Le comte Panin, par ses manoeuvres adroites et insidieuses, avait presque réussi à empêcher entièrement le voyage du grand duc. Il avait agi sur la grande duchesse au point qu'elle déclara positivement que rien ne la déciderait à quitter ses enfants. Dimanche et lundi toutes choses étaient dans un état de confusion indicible, et la cour présentait un singulier spectacle

de fermentation et de désordre. J'en fus informé mardi, et le lendemain je me rendis à Czarkoselo, où je trouvai le prince Potemkin partageant l'agitation générale, et comme je ne l'avais jamais vu, presque désesperé. Il essaya de me cacher sa situation, mais apercevant que j'étais très exactement informé de ce qui se passait, il rejeta toute réserve et me parla librement. Je fis de même, et après l'avoir mieux instruit, et plus en détail, des intrigues du comte Panin, des moyens qu'il avait mis en usage, je m'étendis avec force sur la nécessité absolue de ne pas permettre qu'il fût changé la moindre chose au voyage. Il se rendit auprès de l'impératrice, et avant que je quittasse Czarkoselo je fus informé que le départ, qui avait été renvoyé à une époque indéterminée, avait été fixé à dimanche, c'est-à-dire, à après-demain. »

Catherine, animée par Potemkin, fut inébranlable, et, malgré leurs répugnances, le grand duc et la grande duchesse durent s'éloigner, conformément au plan qui avait été arrêté. L'ambassadeur anglais écrivait le 2 octobre :

« Dimanche soir, à cinq heures et demie, leurs altesses impériales le grand duc et la grande duchesse sont partis de Czarkoselo.

« Une personne que j'avais chargée d'être témoin du départ de Czarkoselo, m'a dit qu'il est impossible de rendre par des paroles l'émotion de la grande duchesse. En prenant congé de ses enfants elle s'évanouit, et on l'a portée dans la voiture avant qu'elle eût repris l'usage de la parole. Elle essaya de dire quelques mots à l'impératrice, mais la voix lui manqua. Toute sa conduite et ses manières étaient d'une personne, non pas qui entreprend volontairement un voyage d'agrément, mais qui a été condamnée à un exil. Le grand duc était presque dans le même état. En montant en voiture, il abaissa les stores et ordonna au cocher de mener aussi vite que possible. Le prince Orlow, le prince Potemkin, le comte Panin, et la plupart des principaux personnages de la cour étaient présents. Le comte

Panin était auprès du grand duc, lorsqu'il monta en voiture, et il lui dit quelques mots à l'oreille, auxquels il ne reçut pas de réponse. L'impératrice, qui avait accompagné le grand duc et la grande duchesse jusqu'à l'antichambre de son appartement, était fort émue, et, en les quittant, elle se rendit aussitôt auprès de ses petits-enfants. Il n'y a pas le moindre doute que la sensibilité extraordinaire de leurs altesses impériales n'a pas seulement pour cause le chagrin de quitter leurs enfants. Le comte Panin a rempli leur esprit de craintes, et ils partent en proie à la terreur la plus forte. Il joue un gros jeu, car il peut être certain que l'impératrice connaît toute sa conduite et lui en tiendra compte. Elle lui marqua ce jour-là le mépris le plus signalé, et ses manières jetèrent un grand trouble sur sa physionomie toujours calme et immobile. »

Quelques jours après le ministre de France, M. de Vérac, rendait compte, dans sa dépêche du 5 octobre, des circonstances qui avaient signalé le départ du grand duc et de la grande duchesse, et presque dans les mêmes termes dont s'était servi l'ambassadeur d'Angleterre :

« Ce fut une scène d'attendrissement dont il est impossible que vous vous fassiez une idée. Les larmes coulaient, les sanglots éclataient, leurs altesses impériales ne purent résister longtemps à ce spectacle touchant, et s'abandonnèrent librement à toute l'émotion qu'il leur inspirait. La grande duchesse apercevant le comte Panin au milieu de la foule, fendit la presse pour aller se jeter dans ses bras. Elle tomba en défaillance, et était encore sans connaissance lorsqu'on l'a portée dans sa voiture. Sur la route, depuis Czarkoselo jusqu'à la première station, ils éprouvèrent les mêmes marques d'amour. Tout le peuple qui accourait en foule sur leur passage, jetait des cris et voulait se précipiter sous les roues de leur voiture. Personne sans doute n'a été plus fortement remué par ce départ que le comte Panin : il est tombé dangereusement malade.

« L'impératrice est infiniment offensée de la sensation qu'a produit le départ du grand duc. Cette princesse ne comptait pas sur des marques d'attachement aussi énergiques et aussi universelles de la part de la nation envers leurs altesses impériales. Quoi qu'il en soit, on n'a pas voulu comprendre dans l'itinéraire la ville de Moscou. Les mêmes scènes pourraient se renouveler avec d'autant plus de force que rien n'en gênerait la liberté. »

Le départ du grand duc faillit tuer le vieux chancelier. Sir James Harris écrivait le 5 octobre:

« Le comte Panin est très gravement malade. L'impératrice a plusieurs fois envoyé savoir de ses nouvelles, et elle est très touchée de cet indicent, car la bienveillance naturelle de son caractère lui persuade, à son grand regret, que sa dureté a peut-être été la cause de l'état du chancelier. »

Le voyage du grand duc et de la grande duchesse ne pouvait manquer d'occuper vivement l'attention des cabinets de l'Europe, car on s'imaginait, avec raison, qu'il couvrait de profondes vues politiques. Dans les premiers moments un singulier mystère l'enveloppait, mais moins d'un mois après sir James Harris pouvait écrire dans sa dépêche du 1. novembre:

« Il y a toute raison de croire que ce voyage a été suggéré par l'Empereur, lorsqu'il était ici l'année dernière, et qu'il fut convenu entre lui et l'impératrice; et je suis porté à croire qu'il n'a d'autre objet que de jeter les fondements d'une union durable entre les cours de Vienne et de Pétersbourg, d'assurer la durée d'un ouvrage commencé par l'impératrice, de relâcher les liens puissants qui attachent la jeune cour au roi de Prusse, de vaincre la partialité et la prédilection que

le grand duc et la grande duchesse ont pour ce monarque, et d'y substituer à la place des sentiments tout autres. Ce projet fut tenu dans un profond secret, et il ne transpira qu'au commencement de l'été de cette année. Sa majesté impériale, qui connaît parfaitement le caractère soupçonneux de son successeur, et les dispositions hostiles des personnes qui l'entourent, savait bien que si la proposition venait d'elle, ou de quelqu'une des personnes en qui elle place sa confiance, les doutes et les soupçons se présenteraient d'eux-mêmes en foule, et seraient de plus excités et encouragés par ceux qui ont de l'influence sur la conduite et les opinions du grand duc. En conséquence, par l'avis et l'intermédiaire du prince Potemkin, elle s'ouvrit au prince Repnin, neveu du comte Panin, et qui jouit de l'estime du grand duc, et, tout en lui cachant ses motifs réels et ses desseins, elle lui dit qu'elle avait fort à coeur que son fils voyageât, afin qu'il pût acquérir des connaissances et de l'expérience, et se défaire de plusieurs préjugés qu'il a pris; mais que, n'osant pas lui proposer elle-même rien qui pût être interprété comme un désir de sa part de l'éloigner de sa présence, elle désirait vivement que ce projet fût spontanément proposé par lui; et elle priait le prince Repnin, dont elle connaissait par expérience l'adresse et le mérite, et de la fidélité duquel elle ne doutait pas, d'amener ce résultat, en persuadant au grand duc et à la grande duchesse, non-seulement la convenance, mais aussi la nécessité pour des personnes nées dans un rang comme le leur, de voir des pays nouveaux et d'autres formes de gouvernement. Elle finit en promettant au prince Repnin, s'il réussissait, de lui donner quelque marque très distinguée de sa faveur.

«Le prince Repnin exécuta ces ordres avec beaucoup d'adresse. En parlant continuellement des pays étrangers, et des avantages qu'on recueille en les visitant, il fit naître dans le grand duc un ardent désir de voyager, et un plus vif encore dans la grande duchesse. Cette idée devint le comble de tous leurs souhaits, et ils se lamentaient sans cesse sur l'impossibilité qu'elle se réalisât jamais. Tandis qu'ils étaient dans

cette disposition d'esprit, ils reçurent des lettres de l'Empereur qui les invitait avec instances à venir à Vienne, qu'il engagerait la mère de la grande duchesse et d'autres de ses parents à l'y rencontrer, et qu'il était assuré que l'impératrice, s'ils voulaient le lui demander, y consentirait. Le comte Panin fut consulté, et, comme le prince Repnin avait très fidèlement gardé le secret à l'impératrice, ils ne trouvèrent pas en lui l'opposition à laquelle ils s'attendaient. En effet, il se présenta aussitôt à son esprit que ce voyage pourrait tourner à l'avantage du roi de Prusse, et que Berlin, et non Vienne, en pourrait être le principal objet. Leurs altesses impériales se rendirent en conséquence vers le 15 juin auprès de l'impératrice, et avec beaucoup d'émotion, car elles appréhendaient un refus, elles présentèrent leur requête. L'impératrice parut surprise et inquiète, leur dit qu'elle était très embarrassée par une demande qui la plaçait dans une situation où, si elle cédait à leur désir, elle devait se priver pendant longtemps de leur société, et si elle résistait, elle mettait un obstacle à leur désir bien naturel de s'instruire et d'accroître leurs connaissances. Après une longue conversation, dans laquelle leurs altesses renouvelèrent leurs instances avec plus de force, elle céda par degrés. Il fut décidé qu'elles iraient voyager, mais à la condition que l'impératrice tracerait elle-même leur itinéraire et désignerait les personnes de leur suite.

«L'impératrice, qui était déjà préparée, nomma au bout de peu de jours leur suite, fixa l'époque de leur départ, la longueur de leur absence, et les pays qu'ils traverseraient. Leurs altesses impériales acquiescèrent à tout, demandant seulement que le prince Kourakin les accompagnât, et que Versailles fût au nombre des cours qu'elles devaient visiter. La première requête fut aussitôt accordée, et la dernière ne fut pas d'abord refusée, mais elle ne fut concédée qu'après des instances réitérées, et même non sans répugnance. La grande duchesse fit mention de Berlin, mais elle éprouva un refus péremptoire, et exprimé avec colère, de la part de l'impératrice; et toutes les instances qui ont été faites à cet effet, à diverses reprises, et chaque fois

sous une forme différente, par le roi de Prusse, aussi bien par l'intermédiaire de leurs altesses impériales comme par son ministre et par ses autres agents, n'ont eu aucun succès.

«Aussi longtemps que le comte Panin resta ici, l'humeur et les dispositions de leurs altesses impériales furent dans un état constant d'indécision. Toutes les fois qu'un courrier de Vienne leur apportait des lettres de l'Empereur, ils étaient, l'un et l'autre, autrichiens, et charmés au plus haut degré de leur voyage. Lorsque le comte Panin les avait entretenus, leurs sentiments étaient changés; ils parlaient à peine au comte Cobenzel, et ils paraissaient fâchés de devoir quitter Pétersbourg. Quand le comte Panin se fut retiré à la campagne, la scène changea: ils devinrent uniformément autrichiens, ne parlaient à personne qu'au comte Cobenzel et à sa femme, étaient pleins de l'Empereur et de Vienne, et ils n'ont jamais été sur un tel pied de cordialité avec l'impératrice comme durant ce temps là: ils étaient même polis pour le prince Potemkin, et j'eus moi-même une part très considérable dans leurs bonnes grâces. Cette conduite, qui les avait réellement rendus chers à l'impératrice, et qui avait été la cause qu'ils avaient passé deux mois avec elle sur un pied de cordialité et d'affection tout-à-fait nouveau, finit avec le retour du comte Panin. Une tempête fut immédiatement conjurée, qui produisit une fermentation momentanée dans le palais, et qui, je crois, n'aurait pu être égalée que par une véritable révolution. Il la conduisit avec toute l'habileté qu'on pouvait attendre de l'expérience d'un homme vieilli et passé maître dans les intrigues de cour, et il ne la laissa pas se calmer jusqu'au moment fixé pour leur départ.

«Pour éclaircir ce que je viens d'écrire, il sera nécessaire de dire quelques mots sur la conduite de ce ministre depuis le commencement de l'année. S'apercevant que son influence diminuait de jour en jour, et que les moyens qu'il avait si souvent, et avec tant de succès, mis en œuvre pour la relever, étaient inefficaces, il commença par se plaindre de sa santé, et peu à peu il devint de plus en plus indisposé, jusqu'à ce qu'il eut un

cette disposition d'esprit, ils reçurent des lettres de l'Empereur qui les invitait avec instances à venir à Vienne, qu'il engagerait la mère de la grande duchesse et d'autres de ses parents à l'y rencontrer, et qu'il était assuré que l'impératrice, s'ils voulaient le lui demander, y consentirait. Le comte Panin fut consulté, et, comme le prince Repnin avait très fidèlement gardé le secret à l'impératrice, ils ne trouvèrent pas en lui l'opposition à laquelle ils s'attendaient. En effet, il se présenta aussitôt à son esprit que ce voyage pourrait tourner à l'avantage du roi de Prusse, et que Berlin, et non Vienne, en pourrait être le principal objet. Leurs altesses impériales se rendirent en conséquence vers le 15 juin auprès de l'impératrice, et avec beaucoup d'émotion, car elles appréhendaient un refus, elles présentèrent leur requête. L'impératrice parut surprise et inquiète, leur dit qu'elle était très embarrassée par une demande qui la plaçait dans une situation où, si elle cédait à leur désir, elle devait se priver pendant longtemps de leur société, et si elle résistait, elle mettait un obstacle à leur désir bien naturel de s'instruire et d'accroître leurs connaissances. Après une longue conversation, dans laquelle leurs altesses renouvelèrent leurs instances avec plus de force, elle céda par degrés. Il fut décidé qu'elles iraient voyager, mais à la condition que l'impératrice tracerait elle-même leur itinéraire et désignerait les personnes de leur suite.

«L'impératrice, qui était déjà préparée, nomma au bout de peu de jours leur suite, fixa l'époque de leur départ, la longueur de leur absence, et les pays qu'ils traverseraient. Leurs altesses impériales acquiescèrent à tout, demandant seulement que le prince Kourakin les accompagnât, et que Versailles fût au nombre des cours qu'elles devaient visiter. La première requête fut aussitôt accordée, et la dernière ne fut pas d'abord refusée, mais elle ne fut concédée qu'après des instances réitérées, et même non sans répugnance. La grande duchesse fit mention de Berlin, mais elle éprouva un refus péremptoire, et exprimé avec colère, de la part de l'impératrice; et toutes les instances qui ont été faites à cet effet, à diverses reprises, et chaque fois

stances lui ont été transmises à la campagne par des courriers du roi de Prusse, déguisés les uns en marchands, d'autres en voyageurs, et c'est par eux que lui a été probablement transmis le plan d'opération qu'il devait suivre à son retour ici. Le comte Panin n'avait pourtant pas de grandes espérances de succès, on peut du moins le supposer, car il dit peu de jours après son arrivée au comte Goertz: Votre maître veut que je me sacrifie, eh bien! je le ferai; et l'événement a prouvé que sa prédiction a été bien près de se réaliser à la lettre.

« Aussitôt après son retour, le comte Panin commença à jeter l'alarme dans l'esprit de la grande duchesse sur les mauvaises conséquences qui pouvait avoir l'inoculation de ses enfants; et, comme elle les aime très tendrement, l'idée d'un danger à courir pour eux souleva dans son cœur une lutte pénible, qui remplit d'amertume l'idée de voyager, et la crainte que cette opération ne les rendit malades, lui fit désirer de retarder son départ. Leur médecin, le Dr. Kreuss, dévoué au comte Panin, augmenta ses inquiétudes par son langage indécis. Le grand duc partageait entièrement ses sentiments, mais le comte Panin eut soin d'agir sur lui d'une manière encore plus puissante.

« Il avait réussi à pénétrer le secret du prince Repnin, et il découvrit au grand duc que ce qu'il croyait être de sa part un acte volontaire était seulement le résultat de profonds calculs mûrement concertés par autrui; il lui fit entendre qu'il était possible que ce voyage cachât les desseins les plus funestes, qu'il était peut-être décidé qu'il ne retournerait jamais en Russie, que ses enfants pouvaient lui être enlevés; et, quoiqu'il n'affirmât aucun de ces faits, il essaya de leur donner du poids par ses insinuations et ses raisonnements insidieux. Il s'étendit sur le caractère ambitieux du prince Potemkin, sur son défaut de principes; il peignit sous les mêmes couleurs tout l'entourage de l'impératrice, et elle-même n'échappa pas à ses réflexions pleines de malice. Il s'étendit ensuite sur des renseignements certains, disait-il, qu'il avait reçus au sujet de l'Empereur, et sur ce point il dit des choses d'une telle

nature que ma plume ne peut les écrire, même en chiffres et par l'entremise d'un courrier de cabinet.

«Un tel langage tenu à un homme timide, comme l'est le grand duc, par un homme qu'il a été de tout temps accoutumé à respecter et à croire, ne pouvait que faire sur lui la plus profonde impression. Il en fut bouleversé, et ses alarmes étaient si fortes que le lendemain matin, dimanche 13 septembre, (v. st.), le grand duc et la grande duchesse, car son Altesse impériale avait eu la faiblesse de communiquer à sa femme tout ce que lui avait dit le comte Panin, déclarèrent qu'ils ne partiraient pas jusqu'à ce que leurs enfants fussent complétement rétablis, disant que rien ne serait capable d'ébranler cette résolution. On ne put pas même les décider à fixer un jour pour leur départ, et l'impératrice ne put obtenir d'eux aucune explication. Tout ce jour-là, et le lundi et le mardi suivants, les choses demeurèrent dans cet état d'incertitude; les chevaux de poste avaient été contremandés; les personnes qui devaient prendre les devants pour préparer les auberges, etc., avaient été arrêtées; et le grand duc et la grande duchesse paraissaient si fermes que l'impératrice ne savait quel parti prendre. Tout ce qu'elle leur disait ne produisait aucun effet, et ni ses sollicitations, ni même un langage sévère ne pouvait avoir quelque action sur eux. C'est dans cette situation que je trouvai la cour le mercredi matin.

«Le prince Potemkin était perplexe, irrésolu, et même désespéré. Lorsque je lui parlai pour la première fois du sujet de son inquiétude, il parut ne pas vouloir entrer en conversation, mais s'apercevant que j'étais assez bien informé de ce qui se passait, il devint moins réservé; et, apprenant de moi ce que je savais des intentions du comte Panin avant qu'il revint à Pétersbourg, et des moyens que le roi de Prusse avait employés pour le faire agir, il s'ouvrit à moi avec plus de confiance, et après m'avoir fait promettre le secret le plus strict, il me conta la scène qui avait eu lieu, les détails de la conversation du comte Panin avec le grand duc, et l'embarras très désagréable dans lequel se trouvait l'impératrice. Il laissa entendre qu'elle pour-

rait être obligée de transiger, et non-seulement de retarder le voyage pour un mois, mais même de permettre à leurs altesses impériales de passer par Berlin à leur retour, car il semblait que la grande duchesse dans son affliction s'était plainte qu'il ne lui fût pas permis de voir les parents qu'elle a à cette cour. Je n'hésitai pas un moment à condamner cet acte de complaisance qui marquait de la faiblesse et pouvait être dangereux. Je dis au prince Potemkin qu'il valait mieux renoncer entièrement au voyage de leurs altesses impériales plutôt que de le laisser entreprendre dans de telles conditions; que c'était entrer complétement dans les vues du comte Panin, et lui assurer le plus grand triomphe qu'il eût jamais eu; que ce serait autoriser le grand duc à croire fondées les malignes insinuations de ce ministre; que ce serait accroître, plutôt que diminuer, ses soupçons et donner à sa majesté impériale une réputation d'irrésolution et de manque de vigueur très injurieuse pour sa gloire; que les circonstances me paraissaient si critiques que la plus petite indécision, ou faiblesse à se départir du plan primitif, serait accompagnée des pires conséquences; que c'était une lutte décisive d'où allait résulter qui serait désormais le maître, et que sa considération personelle, à lui Potemkin, ne pouvait pas recevoir un coup plus rude que celui qu'il lui porterait lui-même s'il laissait faiblir l'impératrice.

« Le prince Potemkin fut visiblement ému de ce que je lui dis, et après s'être promené de long en large dans la chambre pendant quelques instants, comme il a l'habitude de le faire, sans me répondre un seul mot, il se rendit chez l'impératrice, et une heure après lorsqu'il revint, il m'apprit que tout était arrangé. Le départ de leurs altesses impériales était fixé au dimanche suivant, et les personnes qui se trouvaient à Czarskoselo devaient prendre congé d'elles immédiatement. Il me dit que, quoique l'impératrice eût insisté pour cet arrangement, elle avait en même temps parlé au grand duc et à la grande duchesse avec tant d'affection et de cordialité qu'elle avait calmé en grande partie leurs inquiétudes. Ils me parurent pourtant très vivement émus

lorsque dans la soirée je me présentai pour prendre congé: ils étaient l'un et l'autre très agités; leurs yeux étaient rouges et pleins de larmes, et par la réception qu'ils me firent je vis clairement qu'ils avaient ajouté foi à ce que leur avait conté le comte Panin.

» Après cette cérémonie, je retournai auprès de mon ami et je lui démontrai vivement la nécessité de mettre ce ministre dans l'impossibilité de renouveler une pareille scène. Ce qui venait de se passer me fournissait de si bons arguments que ce me fut une tâche facile à remplir, et en effet le prince Potemkin m'informa que sa Majesté impériale avait pris la résolution d'éloigner le comte Panin de ses conseils, et que, quoiqu'elle n'eût pas encore décidé la manière dont elle le ferait, la chose n'en était pas moins sûre, mais que, par égard pour le grand duc, elle ne voulait rien faire avant le départ de son altesse impériale. Néanmoins le lundi matin, 20 septembre (v. st.), le comte Panin reçut l'ordre de renvoyer son secrétaire, de remettre ses papiers; il lui était permis de garder son siége dans le conseil, mais il devait regarder cette place comme purement honorifique.

« Ce coup, auquel il aurait dû s'attendre, surprit le comte Panin, et venant après ce qu'il avait éprouvé en prenant congé du grand duc, produisit un tel effet que, vers les sept heures du soir, il fut saisi par un si violent accès de fièvre qu'il eut aussitôt le délire; il ne connaissait plus les personnes à qui il parlait, ni ne savait ce qu'il disait. Il resta dans cet état toute la nuit, et il ne fut soulagé qu'après que la faculté eut épuisé toutes ses ressources. Il tomba alors en léthargie, et si la nature n'avait pas fait sortir un érésipèle sur une jambe, il est probable qu'il aurait été emporté par une attaque d'apoplexie. Il est maintenant hors de danger immédiat, mais son esprit n'est pas encore remis, et il se passera bien des semaines avant qu'il puisse quitter son lit. Quoique l'impératrice ait été très affectée par cette maladie subite, elle n'est pas revenue sur sa décision, et rien à présent ne peut rendre

au comte Panin le pouvoir qu'un changement total de système et un remaniement du ministère. »

Après avoir eu une si grande part à la chute du chancelier, et sûr, comme il croyait l'être, de l'amitié et de la confiance du tout puissant favori, sir James Harris ne doutait pas que l'heure ne fût venue pour lui d'acquérir un ascendant irrésistible sur la politique du cabinet de Pétersbourg, et de conduire à bonne fin les négociations pendantes depuis si long-temps. Il s'était persuadé que la résistance du comte Panin était le seul obstacle à une alliance défensive et offensive entre la Russie et la Grande-Bretagne, et il était convaincu que le prince Potemkin la désirait avec non moins de vivacité que lui-même. L'ambassadeur d'Angleterre ne tarda pas à s'apercevoir qu'il s'était étrangement trompé en comptant sur le concours du prince Potemkin, lorsqu'il serait débarrassé de la rivalité du chancelier et que l'alliance anglaise ne serait plus pour lui un moyen de le combattre. Sir James Harris reconnaissait lui-même son erreur dans une dépêche qu'il adressait à lord Weymouth à la même date du 1 décembre 1781:

« Il est de mon devoir d'informer votre seigneurie que je ne reçois plus le moindre appui du prince Potemkin. Il ne répète plus rien de ce que je lui dis à l'impératrice, il ne me fait plus part de ses sentiments, il ne me donne plus aucune information, et je ne peux pas même obtenir de lui qu'il empêche les plus misérables calomnies et les rumeurs les plus ridicules d'arriver jusqu'aux oreilles de l'impératrice et de trouver créance auprès d'elle. Quand je lui parle d'affaires, il prend un air distrait et impatient; et tandis qu'autrefois il entrait avec beaucoup de vivacité et de cordia-

lité dans tout ce que je lui disais au sujet de nos affaires, il semble à présent qu'elles lui soient tout à fait indifférentes. »

Les motifs du changement de conduite de Potemkin n'étaient pas difficiles à pénétrer, car sir James ajoutait dans la même dépêche :

« Votre seigneurie est trop habituée aux brusques changements de cette cour pour être surprise de quoi que ce soit. Je suis sûr néanmoins que vous apprendrez avec autant d'étonnement que de déplaisir que c'est le prince Potemkin qui seul a retenu l'impératrice de renvoyer entièrement de son service le comte Panin et de lui donner l'ordre de s'éloigner de Pétersbourg. Cela est d'autant plus extraordinaire qu'il est à ma connaissance que ce qu'il souhaitait le plus au monde était de se débarrasser de ce ministre. Non-seulement le prince Potemkin a empêché sa disgrâce complète, mais il est en ce moment en relations secrètes avec lui. M. Talasin, une créature du comte Panin, et M. van Vyson, secrétaire du département des affaires étrangères, sont les intermédiaires. Ce qui se passe entre eux est un secret impénétrable. »

Potemkin comptait se servir du comte Panin comme d'un contre-poids à l'influence sans cesse croissante de Bezborodko. En paraissant se réconcilier avec le vieux chancelier, il espérait se rendre favorable le grand duc, dont l'attachement pour son ancien gouverneur paraissait inaltérable. L'impératrice au contraire était implacable dans son ressentiment contre son ancien ministre, et elle désirait au contraire établir, aux dépens du comte Panin, une étroite union entre les Orlow et Potemkin. Dans ce dédale d'intrigues sir James Harris s'égarait malgré sa perspicacité, et il continuait à se faire les plus singulières illusions au

sujet de l'amitié du tout puissant favori, quoiqu'il ne pût s'empêcher de pénétrer les calculs intéressés de sa conduite. Il ajoutait dans cette même dépêche du 1 décembre:

« Il ne faut conclure de ce changement dans le prince Potemkin qu'il ait varié dans ses principes politiques, et je suis convaincu qu'il n'a pas été gagné par le parti français ou prussien. Ce changement ne doit être attribué qu'à sa situation qui lui commande de sacrifier toute considération étrangère à ce qui touche son influence personnelle. Son crédit paraît décliner depuis quelques mois, et comme il attribue l'affaiblissement de son influence, à tort selon moi, à la part qu'il a prise dans la politique extérieure, il est décidé à ne plus se mêler de rien de ce qui y a rapport. J'ai même quelque raison de croire qu'il y a eu à ce sujet une explication entre lui et l'impératrice, et qu'il a promis de ne plus l'entretenir de ces questions. S'il était d'un autre caractère, si son ambition se portait vers des objets réellement grands et louables, et s'il n'était pas si complétement insouciant de sa réputation, il resterait quelque espérance de le ramener, de lui faire voir l'inconsistance et même la pusillanimité de sa conduite, mais avec lui toute tentative de ce genre serait vaine. Il n'a pas d'autre but que la direction de la cour, la disposition de toutes les places et de toutes les faveurs, et il y sacrifiera tout le reste.»

Potemkin s'était publiquement réconcilié avec le comte Panin; sa liaison avec lui devenait de jour en jour plus étroite; mais il ne se souciait nullement de relever un rival qu'il avait eu tant de peine à abattre. Il lui suffisait de tenir cette épée suspendue sur la tête de Bezborodko qui seul désormais était capable de lui faire ombrage, et qui, sans avoir le titre de chancelier, en fesait réellement les fonctions. Quant à lui, son cré-

dit auprès de l'impératrice demeurait immuable, car il était demeuré l'arbitre suprême des plaisirs et des goûts changeants de sa souveraine. Lanskoy était toujours le favori en titre, mais il n'avait plus qu'un bénéfice que d'autres avaient successivement la charge de desservir. Conserverait-il ce titre si envié? C'était là la plus grosse question qui occupait incessamment la cour de Pétersbourg, et qui était bien autrement importante que la chute d'un chancelier, ou la politique extérieure de la Russie. Sir James Harris écrivait le 19 mars 1782:

« Je peux assurer avec certitude qu'il y aura prochainement un nouveau favori. C'est une créature du prince Potemkin, et c'est lui qui l'a choisi. La seule difficulté qui reste, c'est de se débarrasser décemment du titulaire actuel, qui s'est toujours conduit, et se conduit encore avec une si parfaite complaisance et tant de circonspection qu'il est impossible de lui faire le plus léger reproche. Il n'est ni jaloux, ni inconstant, ni insolent; et même en ce moment, où il ne peut pas ignorer sa prochaine disgrâce, il garde la même humeur calme et irréprochable. Cette conduite retardera, mais n'empêchera pas l'installation publique de son successeur. La résolution est prise irrévocablement, et le prince Potemkin est trop intéressé à ce changement pour qu'il n'arrive pas, car il en attend le retour de toute son ancienne influence, et pendant les premières six semaines il sera tout puissant. »

Et encore le 5 avril suivant:

« L'ancien favori n'a pas encore reçu son congé dans les formes, son extrême complaisance plaide fortement en sa faveur. Il ne donne pas le moindre prétexte plausible de le renvoyer. Je crois néanmoins que son sort est décidé; on lui a acheté une maison, et on a préparé les magnifiques présents qui se donnent ordi-

nairement aux favoris disgraciés. Ils ont une valeur considérable, et comme l'occasion s'en représente si souvent, cette dépense doit nécessairement affecter les revenus de l'empire. Depuis mon arrivée il n'a pas été dépensé pour cet article moins d'un million de roubles par an, sans compter les énormes pensions du prince Orlow et du prince Potemkin.»

A ce propos, comme on n'aurait peut-être pas la patience de calculer tous les actes de prodigalité de Catherine envers ses amants, qui se trouvent énumérés ci-dessus, nous croyons devoir reproduire une note rédigée en français, qui s'est trouvée dans les papiers de sir J. Harris; la voici textuellement:

«La famille du prince Orlow a reçu depuis l'an 1762 jusqu'aujourd'hui 1783, quarante-cinq mille paysans et dix-sept millions, tant en bijoux qu'en vaisselle, palais, et argent.

«Wassiltchikow, simple lieutenant aux gardes, a reçu en vingt-deux mois de temps qu'il fut en faveur, cent mille roubles en argent, cinquante mille en bijoux, un palais meublé de cent mille roubles, une vaisselle de cinquante mille, sept mille paysans en Russie, une pension de vingt mille roubles, le cordon de St. Alexandre et la clef de chambellan.

«Potemkin, en deux ans de faveur, a reçu trente-sept mille paysans en Russie; et en bijoux, palais, pension, vaisselle, environ neuf millions; tous les cordons possibles, et fut fait prince du St.-Empire romain depuis trois générations passées.

«Zavadowsky, ukrainien, reçut en dix-huit mois de temps qu'il fut en faveur six mille paysans en Ukraine, deux mille en Pologne, et dix-huit cents en Russie, quatre-vingt mille (roubles) en bijoux, cent cinquante mille en argent, une vaisselle de trente mille, et une pension secrète du cabinet de dix mille roubles, cordon bleu de Pologne, et chambellan de Russie.

« Soricz, servien, en un an qu'il fut en faveur, reçut une terre en Pologne de cinq cent mille roubles; en Livonie, cinquante haacks de terre, valeur de cent mille; en argent comptant, cinq cent mille roubles, en bijoux deux cent mille, une commanderie en Pologne de douze mille de rente, et de simple major de hussards fut fait général-major; reçut du roi de Suède le grand cordon de l'Épée, et de Pologne le cordon de l'Aigle blanc.

« Korsakow, russe, bas-officier, dans seize mois de faveur a reçu en présents cent cinquante mille roubles, et à sa démission quatre mille paysans en Pologne, cent mille roubles pour payer ses dettes, cent mille pour s'équiper, deux mille roubles par mois pour voyager, la maison de Wassiltchikow, cordon de Pologne, rang de général-major, chambellan, aide-de-camp, etc.

« Lanskoy, russe, chevalier-garde, boutons de diamant du prix de quatre-vingt mille roubles, trente mille pour payer ses dettes, sa sœur et sa cousine faites filles d'honneur. Encore en faveur. »

Soit que Catherine eut de la peine à faire un choix entre les divers prétendants à ses bonnes grâces, soit que son goût pour Lanskoy fut plus constant qu'il ne paraissait, ce favori ne fut pas renvoyé. Quelques mois se passèrent de la sorte sans amener dans l'intérieur de la cour aucun événement marquant. Enfin, sir James Harris écrivait le 15 novembre 1782:

« Deux sujets d'une nature bien diverse affectent en ce moment très vivement l'impératrice: l'un est le refus que lui ont fait les banquiers de Hollande de lui prêter six millions, refus pour lequel ils ont donné des raisons humiliantes et offensantes; l'autre est le triste accident survenu au prince Orlow qui est revenu ici après quelques mois d'absence dans un état complet de folie. Le procédé des banquiers d'Amsterdam excite l'indignation de l'impératrice, blesse son orgueil, et l'alarme justement, car elle craint que le crédit de son empire ne souffre de la manière brutale avec laquelle ils déclarent

que ses richesses et ses ressources sont également imaginaires et précaires. La folie du prince Orlow lui cause le plus profond chagrin, et on dirait qu'à aucune époque de sa vie ses sentiments n'ont été si violemment et si péniblement affectés comme par le triste accident qui a frappé son plus ancien favori, l'homme qui dans tous les temps a occupé la première place dans son affection, sinon dans son amour. Sa conduite dans cette circonstance a trahi une affection sans bornes, qui va jusqu'à la faiblesse. Elle défend absolument qu'on emploie pour le guérir des moyens violents, elle ne veut pas même admettre l'idée de reclusion ou de régime, et elle espère, ce qu'on n'a jamais vu, qu'on le guérira par la douceur; non-seulement elle lui laisse faire des visites, mais elle le reçoit à toute heure, qu'elle soit seule, en société, ou même occupée des affaires les plus importantes. L'état d'esprit, les discours insensés et incohérents du prince Orlow l'émeuvent jusqu'aux larmes et la troublent au point que pour tout le reste du jour elle ne peut s'occuper de quoi que ce soit, pas plus de plaisirs que d'affaires. Elle est quelquefois exposée à entendre les discours les plus désagréables, et il y a quelques jours qu'il s'écria tout-à-coup que le remords lui avait ôté la raison, et que la part qu'il avait prise à un événement déjà bien ancien avait appelé sur lui le jugement du ciel. Votre seigneurie peut aisément deviner quels cruels souvenirs ces paroles dans sa bouche ont rappelés. »

Sir James Harris écrivait encore quelques jours après, le 19 novembre:

« Le retour et l'état du prince Orlow semblent avoir soulevé une tempête dans l'intérieur du palais. Le prince Potemkin, qui avait promis de venir me voir hier, s'est excusé sous le prétexte d'indisposition. Lanskoy est au lit malade; car c'est la règle en Russie que les courtisans deviennent malades lorsqu'ils sont en disgrâce, et les favoris font de même lorsqu'ils sont mécontents. Il n'est pas douteux que l'indisposition de ces deux personnages n'a pas d'autre cause. J'ai de

bonnes raisons de croire qu'ils ont voulu persuader à l'impératrice de ne pas admettre Orlow en sa présence, de l'éloigner, et de l'envoyer à Moscou ou dans quelqu'une de ses maisons de campagne. Ils sont jaloux au souverain degré de l'affection que lui témoigne l'impératrice, et ils craignent que dans ses intervalles lucides, car il en a parfois, il ne laisse échapper certaines vérités et des remarques, qui feraient une impression à leur désavantage.

« Dans son caractère et dans la conduite le prince Potemkin semble métamorphosé depuis six mois. Il se lève de bonne heure, s'applique aux affaires; il est devenu d'une affabilité singulière et d'un accès facile à tout le monde, et, ce qui est encore plus extraordinaire, il cherche à se réconcilier avec ses ennemis les plus implacables, Bezborodko et les Woronzow, qu'il a travaillé en vain depuis trois ans à renverser et à faire disgrâcier. Sa liaison momentanée avec le comte Panin n'a pas duré longtemps, car il n'a pas tardé à s'apercevoir qu'il ne pouvait compter sur un rapprochement sincère avec ce ministre qu'il a si gravement offensé, et qui, aussitôt qu'il l'aurait relevé, emploierait immédiatement son influence dans un sens qui serait directement contraire à ses vues. Le prince Potemkin a donc abandonné le comte Panin à son sort, et ce dernier, encouragé par le prochain retour du grand duc, et par l'envoi que lui a fait l'impératrice de l'ordre de St. Vladimir, auquel il était loin de s'attendre, se prépare, malgré ses infirmités, son isolement, et la cruelle leçon qu'il a déjà reçue, à reprendre son ancienne position, et pour y parvenir il n'est pas douteux qu'il mettra en œuvre toutes les ressources qu'il pourra trouver dans l'intrigue et les cabales. »

C'est sur ces entrefaites que le grand duc et la grande duchesse arrivèrent à Pétersbourg. Catherine n'avait pas été satisfaite de leur conduite pendant leur voyage. A Vienne surtout ils avaient été d'une froideur pour l'Empereur qui avait fait avorter les desseins

secrets de Catherine, et il était évident qu'il était impossible de les détacher du roi de Prusse. Le comte Panin n'avait pas cessé de diriger le grand duc, et, chose étrange, la correspondance entre ce prince et son ancien gouverneur passait par le canal du comte Goltz, ministre de Prusse à Pétersbourg. Cette circonstance que n'ignorait pas Catherine n'était pas de nature à la disposer favorablement à l'égard du comte Panin qu'elle rendait responsable des sentiments anti-autrichiens du grand duc et de la grande duchesse, et elle ne pouvait pas non plus contribuer à lui inspirer une bien grande tendresse pour un fils et une belle-fille qu'elle trouvait si rebelles à ses vues politiques. Les dettes énormes qu'ils avaient faites pendant leur long séjour hors de Russie augmentaient sa mauvaise humeur, et comme malgré la supériorité de son esprit elle n'était pas exempte des petitesses inhérentes à son sexe, elle prit un singulier moyen de marquer à sa belle-fille son mécontentement. Sir James Harris écrivait le 12 novembre 1782:

»Le toilette des femmes vient de subir une sévère réforme. Les broderies, les falbalas, les blondes, etc., sont prohibés; la hauteur de la coiffure ne doit pas dépasser deux pouces et demi, etc. L'énorme accroissement de l'importation des articles de mode de France a été la première raison de cette réforme dans le costume des femmes, mais elle est véritablement dirigée contre la grande duchesse qui revient passionément éprise de la France, de ses modes et de ses manières, et qui, non contente d'avoir établi une correspondance régulière avec Mlle. Bertin et autres marchands français, a fait venir deux cents caisses remplies de gazes, de pompons, et autres articles de toilette de Paris, elle a

amené avec elle de nouveaux valets de chambre, et se propose d'introduire une révolution dans la coiffure. L'impératrice ne pouvait pas blesser dans un endroit plus sensible son altesse impériale. Je suis certain que lorsqu'elle en recevra la nouvelle à Riga, elle en sera plus fâchée que d'aucun événement qui aurait affecté la gloire ou le bien-être de l'empire.»

Le déplaisir de Catherine dut s'arrêter à ce misérable expédient, et le grand duc et la grande duchesse furent assez sages pour ne pas lui fournir de prétextes de sévir plus durement à leur égard. Sir James Harris écrivait à ce sujet le 17 décembre:

» La conduite du grand duc et de la grande duchesse, depuis leur retour, a été plus sage qu'on ne pouvait s'y attendre. Ils vivent presque entièrement seuls, ils ont exclu de leur societé leurs anciens favoris, et on dirait qu'ils désirent n'être désormais guidés que par la volonté de l'impératrice. Il est difficile de dire à quoi il faut attribuer ce changement de conduite. Cela vient peut-être en partie de l'état de faiblesse intellectuelle dans lequel ils ont trouvé le comte Panin, et qui est tel qu'il ne peut plus ni les conseiller ni les soutenir. (1) On peut aussi l'attribuer à la découverte qu'ils ont été trahis par presque toutes les personnes de leur suite, et par le bruit qui s'est répandu que l'impératrice avait le dessein d'exclure le grand duc de la succession et de laisser à sa mort la couronne à son petit-fils. Quoi qu'il en soit, leur conduite est certainement sage et judicieuse, mais malheureusement les préjugés de l'impératrice à leur égard sont si forts, qu'elle ne leur en tient nullement compte. Elle les appelle à présent réservés, bou-

(1) Sir James Harris écrivait le 12 avril 1783: «Le comte Panin a eu ce matin à 3 heures une violente attaque d'apoplexie, et quoiqu'il ait reçu immédiatement tous les secours imaginables, il a expiré entre dix et onze heures. Il meurt très regretté par sa famille, pour laquelle il a toujours eu la plus grande tendresse, et ses nombreux amis regretteront longtemps son hospitalité et ses vertus sociales.»

deurs et solitaires; elle leur reproche d'avoir été gâtés par leurs voyages, et qu'ils ne peuvent se faire aux mœurs de leur pays. En un mot, comme l'impératrice est résolue d'avance à être fâchée contre eux, il n'est pas en leur pouvoir de lui plaire.»

C'est ici que s'arrêtent nos extraits des dépêches de sir James Harris. Depuis plusieurs mois, surtout depuis que ses relations avec Potemkin avaient changé de caractère, sa correspondance était dénuée de tout intérêt, et sa position n'était plus tenable à la cour de Pétersbourg. Le cabinet de Saint-James comprit qu'il était temps de le rappeler, et sir J. Harris quitta la Russie dans les premiers mois de 1783. C'est ici aussi que se termine notre tâche, car la correspondance de son successeur ne nous a pas été communiquée. Avec l'année 1783, qui fut signalée par le traité de Versailles, commence en effet une époque nouvelle pour la politique générale de l'Europe, et le moment n'est pas encore venu de livrer à la publicité les secrets que recèle le State Paper Office.

APPENDICE.

I. Extraits du Journal de Villars.

Dans les dernières années de sa vie, le maréchal Villars tenait une note exacte, jour par jour, de tous les événements qui le frappaient. Ce journal est très peu connu, quoiqu'il ait été trois fois imprimé, et en dernier lieu dans la Collection des Mémoires relatifs à l'histoire de France de Petitot et dans celle de Michaud et Poujoulat. On y trouve les renseignements les plus précieux qu'on chercherait vainement ailleurs, et il mérite toute confiance, car, comme le dit le maréchal lui-même, c'était « sa coutume d'écrire, au sortir du conseil, ce qui méritait le plus d'attention. » Voici les passages de ce journal relatifs à l'histoire de Russie de 1727 à 1730: c'est en quelque sorte l'analyse des dépêches des agents français.

« Juin 1727. — On a appris par les lettres de Pétersbourg que la czarine (Catherine) est à l'extrémité, et que les principaux de sa cour ont fait et signé une convention de reconnaître le czarewitz pour empereur, et à son défaut la cadette des princesses, au préjudice de l'aînée, fiancée au prince de Holstein.

« Je crois devoir mettre ici ce que j'ai appris dans les conseils par les lettres des ambassadeurs, et de la manière la plus authentique, de la vie et fortune de la czarine. Elle se nommait Mathurine, était fille d'un maître d'école de Livonie, et fut mariée à l'âge de quinze ans à un caporal suédois, lequel fut pris avec sa femme par les Moscovites. Un des officiers-généraux du czar la trouva jolie, et la prit. Le prince Mentchikow, la voyant dans les équipages de ce général, la demanda. Elle lui parut assez aimable pour vouloir la garder, et il la mit auprès de la princesse Mentchikow, sa femme, chez laquelle le czar soupait souvent. Ce prince, frappé de sa beauté, en devint éperdument amoureux; elle lui plut au point qu'il s'en fit suivre dans toutes ses guerres; et dans la malheureuse campagne du Pruth, où ce prince se trouva enfermé avec ses troupes, battues par l'armée ottomane, elle eut beaucoup de part à tous les manéges qu'il y eut pour corrompre le séraskier: elle rassembla, avec ses pierreries, tout l'or qui put se trouver dans l'armée, et le séraskier, traître au sultan, laissa échapper le czar.

« La vive inclination de ce prince le porta à donner à sa maîtresse tout le mérite de sa délivrance: il répudia sa femme, la fit enfermer dans un couvent, épousa Mathurine; et l'ascendant qu'elle prit sur lui augmenta tous les jours, au point que par tous les états assemblés, il la fit déclarer maîtresse de l'empire après lui, et la fit couronner magnifiquement. Le cœur du czar ne suffit pas à ses désirs. Ce prince, trois mois avant sa mort, soupçonna un intendant de sa femme de trop de liberté avec elle, et lui fit trancher la tête; mais sa faiblesse pour elle ne diminua pas, et en mourant, il lui laissa une liberté si entière, que, sans songer au czarewitz, son petit-fils, il lui donna par son testament l'autorité entière, et pouvoir de disposer de l'empire, qu'elle gouverna avec beaucoup de fermeté et d'habileté, sans oublier ses plaisirs.

« Elle avait plusieurs amants; et, après avoir donné les premières heures de la journée à l'administration, le reste de la journée se passait à table, et tantôt un amant, tantôt un autre, sans qu'aucun prît autorité sur

elle. Une telle vie ruine la santé: on la disait attaquée de maladies, suites de tant d'amours. Elle dépérit pendant trois ans, sans se relâcher sur ses plaisirs; et elle fut emportée le 17 mai (n. st.) par une fièvre continue, à laquelle se joignit une fluxion de poitrine.

« La czarine fit un testament très sage, dont le prince Kourakin m'a apporté la copie le 13 juin. Elle y ordonne que le czarewitz sera reconnu empereur, que la princesse de Holstein aura la première place dans le conseil, ensuite la princesse Elisabeth sa sœur, le duc de Holstein la troisième, le prince Mentchikow, le comte Golowkin, l'amiral Aprakin, le prince Galitsyn, et le baron Ostermann.

« Immédiatement après les obsèques de la czarine, le prince Mentchikow fit célébrer les fiançailles du jeune empereur avec l'aînée de ses filles. Le prince de Holstein, évêque de Lubeck, qui devait épouser la seconde fille de la czarine, mourut de la petite vérole, et le prince Mentchikow mena le jeune empereur à sa maison de campagne, sous prétexte d'éviter l'air de la petite vérole, qui était à Pétersbourg; mais, selon les apparences, pour être plus maître de la cour.

« Dans le conseil d'état du 6 août, on a appris que le prince Mentchikow, qui gouvernait absolument la Moscovie, était très dangereusement malade d'un crachement de sang; que l'on le disait aussi très vivement touché de ce que la princesse Natalie, sœur du czar, qu'il destinait à son fils, avait rejeté cette alliance avec une hauteur digne de sa naissance. On comptait que les princes Galitsyn, dont l'un commandait les troupes sous le prince Mentchikow, et l'autre gouvernait les finances, prendraient la plus grande autorité. Le duc de Holstein devait sortir de Moscovie, et on continuait de tirer par les tourmens toutes les connaissances possibles d'une conspiration qui avait été découverte quelques jours avant la mort de la czarine.

« Août. — On apprit que le nouveau czar marquait peu d'inclination pour la fille du prince Mentchikow, dont la santé s'affaiblissait; et que le duc de Holstein partait de Moscowie pour Hambourg.

« Septembre. — On apprit de Pétersbourg que la santé du prince Mentchikow était rétablie; qu'il avait résolu de ne plus songer au mariage de son fils avec la sœur du czar; et qu'il le destinait à la fille du prince Galitsyn, en quoi la sagesse de sa conduite paraissait, abandonnant une alliance à laquelle la sœur du czar répugnait, et en fesant une qui le liait avec les plus puissants seigneurs de Moscovie. On sut quelque jours après que ce mariage s'était effectué.

« Dans le conseil d'état du 16 octobre, on a appris la disgrâce du prince Mentchikow, qui était le maître en Moscovie. Elle a été précédée de la mort du comte de Rabutin, ambassadeur de l'Empereur auprès du czar, et fort en crédit dans cette cour. On mandait de Pétersbourg que certaine ville ayant envoyé, suivant l'usage, un pain lardé de ducats d'or, le czar les avait donnés sur le champ à sa sœur; ce que le prince Mentchikow désapprouva, et les avait fait reprendre. Peu de jours après, une autre ville, ayant envoyé pareillement au czar des étoffes d'or, il les voulut donner pareillement à sa sœur. Une comtesse Forbona (*sic*), parente du prince Mentchikow, les reprit aussi à la princesse par son ordre. On avait remarqué que le czar était sorti en serrant les deux poings et grinçant les dents; que deux jours après il avait été à une maison de campagne du chancelier, et lui avait marqué son mécontentement contre Mentchikow. Le chancelier, disait-on, fortifia son aigreur, et lui dit: « Si, en suivant le testament de la czarine, votre minorité dure encore quatre ans, le prince Mentchikow aura le temps et le moyen de se rendre maître de tout. » Deux jours après, le prince voulant donner, dans une de ses maisons de campagne, une fête au czar, il a refusé d'y aller. Enfin on comptait six jours entre la première colère du czar et ce qui éclata après, qui fut une déclaration (que le czar lui envoya faire) qu'il voulait être le maître, et donner les ordres; et peu d'heures après deux capitaines ont été relever la garde qui était chez ce prince, et s'assurer de sa personne.

« Le 19 octobre, dans le conseil d'état, on a appris que le prince Mentchikow est parti de Pétersbourg,

qu'un capitaine, avec cent vingt hommes, le conduisait dans un de ses châteaux cent lieues au delà de Moscou; que près de cent charrettes de ses équipages ont été arrêtées en sortant de Pétersbourg, ce qui peut faire croire qu'il lui arrivera encore quelque autre peine. Ostermann, un des principaux ministres, mis autrefois auprès du czar comme son gouverneur par le prince Mentchikow lui-même, a envoyé chercher le secrétaire du comte de Rabutin, ambassadeur de l'Empereur, pour le charger d'assurer son maître que les changements apportés à la cour n'en apporteraient aucun dans les traités conclus. Les lettres n'apprennent rien de plus sur le ministère du czar; mais il est aisé de prévoir que, s'il ne fait pas choix d'un premier ministre puissant et habile, le pouvoir despotique qu'a établi son grand-père, ne se soutiendra pas.

« Le 25, par les lettres de Pétersbourg, on voyait les mauvais traitements augmenter tous les jours contre le prince Mentchikow, dégradé de toutes ses dignités. Il y avait grande apparence qu'on lui ferait son procès. On s'était saisi de tous ses papiers, et on avait pris tout ce qu'il avait de pierreries et de bijoux les plus précieux.

« Les dépêches de Pétersbourg, lues le 12 (novembre), marquaient trois partis qui se disputaient la confiance du jeune czar: le premier, à la tête duquel paraissait Ostermann; le deuxième, des princes Galitsyn; et le troisième, des princes Dolgorouki, lequel paraissait se joindre au premier pour détruire le second.

« 19 novembre. — On apprenait, par les nouvelles de Pétersbourg, que le conseil du czar n'était pas changé, que l'on ne rappelait pas les exilés, et que c'était le comte d'Ostermann qui avait le principal crédit.

« 1729. — Les lettres de Moscou, lues le 1 mai, parlent d'un voyage du czar de quelques semaines dans les terres des princes Dolgorouki, ses favoris, et de l'exil en Sibérie, avec une sûre-garde, du prince Walkin (*sic*), parent du czar.

« Juin. — Magnan envoie de Moscou une relation très curieuse de ce qui s'est passé dans les derniers jours de la vie du feu czar (Pierre I), et dans la courte durée du règne de la czarine: ses débauches avec un nommé Morou, auquel le czar avait fait couper la tête, sont bien décrites. On y voit les intrigues du jeune comte Sapieha, du comte Transhoé (*sic*), pour faire déclarer une des princesses impératrice, et perdre le jeune czar à présent régnant; la disgrâce de Transhoé et son fils, ensuite celle de Mentchikow, qui avait perdu Transhoé, et qu'on vient de mener en Sibérie avec son fils. Tout cela est bien décrit par le ministre de Danemark à la cour du czar, et ce ministre a lui-même eu beaucoup de part à ces intrigues.

« 1730. — 4 janvier. — On a appris de Moscou que le czar a déclaré son mariage avec la princesse Dolgorouki, sœur de son favori, qui a quatre ans plus que lui.

« On a appris, dans le conseil du 22, par un courrier dépêché de Berlin, la mort du czar, de la petite vérole. Il devait se marier le 22. Au retour d'une chasse par un froid excessif qui lui a donné un grand rhume, la petite vérole qui est survenue, l'a emporté en peu de jours. Il était parfaitement beau et bien fait, d'une taille très haute. A quatorze ans et quatre mois il était plus grand que les gens de dix-huit, et promettait beaucoup par l'esprit et les sentiments. Le conseil s'est déterminé dans le moment à donner l'empire à la princesse de Courlande, fille du czar Ivan, aîné du czar Pierre, grand-père du dernier mort, dont les filles paraîtraient devoir hériter. L'aînée a un fils du duc de Holstein, et la cadette de la duchesse de Holstein est vivante. Apparemment le conseil a craint une minorité, ou le sang de la dernière czarine. Le prince Dolgorouki est parti sur le champ pour aller chercher la princesse de Courlande à Mittau, et on croit que cette famille très puissante tâchera de faire épouser cette princesse au prince Dolgorouki, favori du dernier empereur. Le czar, quatre jours avant sa mort, devait se marier à la sœur de Dolgorouki: Quelle destinée pour

cette princesse, qui devait épouser un empereur plus beau que l'amour, et qu'elle aimait éperdument!

« 5 mars. — Les lettres de Moscou nous apprennent ce qui s'est passé les derniers jours de la vie du czar. Les Dolgorouki avaient voulu faire coucher la princesse leur sœur, fiancée avec le czar, pour qu'il y eut une célébration de mariage, et pouvoir la déclarer czarine; mais cela n'a pas été possible, par la nature de la maladie. Les sept ministres se sont assemblés. Ostermann a dit: « Comme étranger, je ne dois pas assister à la délibération que l'on va tenir pour un successeur, mais je serai de l'avis commun. » Les six sont demeurés, et convenus de la princesse de Courlande. Ostermann est rentré après la résolution prise, et tous sept l'ont fait approuver aux divers tribunaux.

« On a appris par un courrier du duc de Liria, de Moscou, que le 8 mai la nouvelle impératrice ayant convoqué le sénat, encouragée, dit-on, par un lieutenant-colonel de ses gardes, a déchiré le billet qu'elle avait signé, contenant les articles qu'on lui avait proposés pour changer la forme du gouvernement, et déclaré qu'elle conserve la despoticité toute entière. On voit que tout cela a été conduit par Ostermann, qui a fait le malade depuis la mort du czar, pour n'avoir aucune part aux conseils qui se tenaient. Elle a mis en liberté Yagusinski, qui avait été arrêté par ceux qui voulaient changer le gouvernement.

« Les lettres de Moscou apprennent que la nouvelle impératrice exile toute la famille des Dolgorouki, favoris du dernier czar, et la princesse leur sœur, qui lui avait été fiancée, et qu'elle se prépare à revenir à Pëtersbourg. »

II. Extrait des Mémoires de Duclos.

Les pages que Duclos a consacrées aux affaires de Russie dans la dernière partie de ses Mémoires sont, comme les notes du journal de Villars, empruntées aux dépêches des ambassadeurs français. A ce titre, elles méritent d'être prises en considération, et, quoique les Mémoires de Duclos ne soient pas assurément un livre rare ou difficile à se procurer, on ne sera probablement pas fâché de trouver ici les passages relatifs à la Russie, qui complètent les renseignements que nous avons nous-mêmes empruntés aux dépêches françaises et anglaises.

« Dans les derniers moments de la vie du czar (Pierre I), les sénateurs s'étant assemblés pour délibérer sur sa succession, Mentchikow fit entourer le palais par les troupes dont il avait le commandement en qualité de feld-maréchal, et dès que le czar eut expiré, entra dans l'assemblée, et proposa de déférer la couronne à la czarine. Le parti opposé à Mentchikow, prévoyant le crédit qu'il aurait sous cette princesse, réclama en faveur du fils du czarewitz Alexis, proposa de consulter du moins le peuple assemblé dans la place, et se mettait déjà en devoir d'ouvrir les fenêtres pour cet effet, lorsque Mentchikow, qui sentait le prix du moment, dit qu'il fesait trop froid pour ouvrir les fenêtres et le défendit. Dans le moment, les officiers, à la tête des gardes, entrèrent dans la salle, et appuyèrent l'avis du feld-maréchal. L'archevêque de Novogorod était gagné, et celui de Pleskow affirma que, la veille du couronnement de la czarine, le czar avait déclaré que cette cérémonie n'était que pour la faire régner après lui. Le

respect pour le prélat, et surtout la vue des troupes, empêchèrent d'en douter. Tous passèrent à l'avis de Mentchikow, et n'osèrent le combattre; et Catherine fut proclamée impératrice le même jour que le czar mourut, le 25 janvier 1725 (v. st.).

« Catherine, pendant un règne de quinze à seize mois, prouva qu'elle était digne de succéder à son mari. Elle suivit les plans de gouvernement et ceux des établissements qu'il avait commencés; ce qui ne l'empêcha pas de se délasser des affaires par quelques plaisirs. Elle prit d'abord pour amant le comte de Loewenwolden, et ensuite le comte de Sapieha, à qui elle maria sa nièce. Mentchikow eut, sous le règne de Catherine, le principal crédit. Elle lui avait obligation; mais la reconnaissance pèse aux princes, et il crut s'en apercevoir de la part de la czarine, qui d'ailleurs pouvait mourir, et disposer de sa succession en faveur de quelqu'un qui, ne devant rien au ministre, pourrait lui en préférer un autre. Catherine en avait le droit, en vertu d'une constitution de Pierre I, du 16 février 1722, dont l'observation fut jurée par tous les sujets de Russie, et par laquelle il fut statué que les souverains de la Russie pourraient se choisir tel successeur qu'ils jugeraient à propos. Mentchikow résolut donc, à tout événement, de se préparer un appui, en prenant des mesures plus légales que celles qu'il avait employées pour Catherine. Il entama une négociation secrète avec la cour de Vienne, pour assurer la couronne au fils du czarewitz Alexis, et neveu par sa mère de l'impératrice d'Allemagne, femme de Charles VI. Il eut soin de stipuler que le czar futur deviendrait son gendre, en épousant sa fille. Ce traité ne fut pas plutôt conclu et signé que Catherine mourut; et au même instant le czarewitz fut proclamé et reconnu sous le nom de Pierre II, le 17 mai 1727 (n. st.).

« Mentchikow n'avait pas oublié de faire exiler, écarter ou intimider d'avance tous ceux qui auraient pu réclamer en faveur du duc et de la duchesse de Holstein, fille aînée de Pierre I. L'un et l'autre se reti-

rèrent dans leurs états d'Allemagne, où la duchesse mourut l'année suivante.

« La mort de Catherine, arrivée si fort à point nommé pour les projets de Mentchikow, le fit violemment soupçonner de l'avoir empoisonnée; et les présomptions en étaient si fortes, qu'elles ne firent que se fortifier dans la suite; mais qui que ce soit n'eût osé l'en accuser, tant sa puissance devint redoutable. Sa première attention fut de retirer de prison Eudoxie, aïeule du nouveau czar; il lui envoya des habits et un cortége digne de son rang, et lui demanda son agrément pour le mariage de son petit-fils avec la princesse Mentchikow, fille aînée de ce ministre. Il s'était fait créer vicaire-général de l'empire. Sa fille fut fiancée avec le jeune czar, en attendant l'âge de consommer le mariage. Mentchikow, craignant l'esprit inquiet d'Eudoxie, son goût pour l'intrigue, et le crédit qu'elle pouvait prendre sur l'esprit de son petit-fils, eut assez d'adresse et d'autorité pour l'obliger à garder le voile, se contenter d'être abbesse d'un couvent de filles nobles, avec soixante mille roubles de pension. Il régnait également sur la Russie et sur son souverain, qu'il traitait même avec hauteur, lui réglant ses exercices et ses récréations, sans permettre le moindre écart sur ce qu'il lui prescrivait. Ce qu'il y a de plus dangereux pour un sujet, il se fesait craindre de son maître, se rendait odieux à la cour, et ses richesses immenses excitaient la cupidité de tous ceux qui, en le perdant, espéraient partager ses dépouilles. Sous les deux règnes précédents, une folle vanité l'avait égaré. Pour faire oublier la bassesse de son origine, il avait pris les moyens qui, par leur contraste trop frappant, la rappelaient davantage; il s'était fait décorer des ordres de chevalerie des princes qui avaient eu besoin de lui. Il ambitionnait fort celui du Saint-Esprit; et par ménagement, au lieu de lui opposer sa naissance, on avait fondé le refus sur la différence de religion. La disgrâce, qu'il avait vue de si près sous le czar Pierre I, ne l'avait pas rendu sage; dès qu'il s'était cru hors d'atteinte, un orgueil féroce avait succédé à la vanité. Traitant avec

mépris et dureté les boyards et les ministres, il avait menacé de la roue Ostermann, pour avoir osé, dans le conseil, être d'un avis différent du sien.

« La princesse Elisabeth, qui a régné dans la suite, et le jeune prince Dolgorouki, que j'ai connu dans ma jeunesse, étaient les seuls à qui Mentchikow permit de partager les récréations du czar, comme étant, par leur âge, moins suspects d'intrigue; mais ils servirent d'instruments au parti qui les dirigeait. Dolgorouki couchait habituellement dans la chambre du czar, et fomentait le ressentiment du jeune monarque contre son ministre. Celui-ci avait mené la cour à Pétershof, maison de plaisance peu distante de Pétersbourg. Une nuit, le czar, conseillé par Dolgorouki, s'échappa avec lui par une fenêtre; et, traversant le jardin sans être aperçus des gardes, ils trouvèrent une escorte préparée à les recevoir, et avec laquelle le czar arriva à Pétersbourg. Il y fut reçu aux acclamations des mécontents, c'est-à-dire de tous ses sujets. La garde à l'instant fut changée, on se joignit aux habitants; et lorsque Mentchikow, averti de la fuite du prince, et courant après lui, entra dans la ville, il vit qu'il ne lui restait plus d'espoir. Il fut arrêté à l'instant, avec ordre de se retirer à Rennebourg, une de ses terres. « J'ai fait de grands crimes, dit-il en se voyant arrêté, mais est-ce au czar à m'en punir? » Ces paroles confirmèrent les soupçons qu'on avait eus de l'empoisonnement de Catherine.

« Mentchikow sortit de Pétersbourg avec sa famille, dans le plus brillant de ses équipages, suivi de sa maison, et emportant ses effets les plus précieux; mais ce faste ayant choqué ses ennemis, il n'était pas à deux lieues, qu'un officier, à la tête d'un détachement, l'atteignit, le fit descendre de son carosse, monter lui, sa femme et ses enfants, chacun dans un chariot séparé: et ses équipages reprirent le chemin de Pétersbourg. A mesure que Mentchikow s'en éloignait, on ajoutait une nouvelle humiliation à sa disgrâce. On les dépouilla des habits qu'ils portaient, pour leur en donner de bure. Ce fut dans cet état que lui, son fils et ses deux filles,

dont l'aînée avait été fiancée avec le czar, arrivèrent à Yakoust, extrémité de la Sibérie. Sa femme qui, dans son élévation, avait témoigné autant de modestie et de bienfaisance que son mari avait déployé d'orgueil et de dureté, succombant à la fatigue et à la douleur que lui causait l'état de ses enfants, était morte en chemin. Pour Mentchikow, il ne commença d'être ou de paraître grand que dans le malheur. Il ne laissa voir que le plus ferme courage, auquel ressemble assez le désespoir d'une âme forte. Il ne lui échappa aucun murmure; il reconnaissait à son égard la justice du ciel, ne s'attendrissait que sur ses enfants, et tâchait de leur inspirer des sentiments conformes à leur état actuel. Dans la chaumière qu'ils s'étaient construite au milieu de leur désert, chacun partageait le travail pour la subsistance commune. Le père subit une nouvelle épreuve, en voyant expirer entre ses bras celle de ses filles qui avait été désignée impératrice. Il succomba enfin sous le poids de son infortune, et sous les efforts qu'il fesait pour la soutenir, et qui avaient usé les ressorts de son âme.

« Les Dolgorouki, qui avaient renversé et remplacé Mentchikow eurent le même sort. La sœur du jeune favori du czar fut fiancée avec le monarque, mais le mariage n'eut pas lieu. Pierre II mourut de la petite vérole le 30 janvier 1730 (n. st.), dans la troisième année de son règne, et la quinzième de son âge.

« Anne Ivanowna, fille du czar Ivan III, frère aîné de Pierre I, veuve du duc de Courlande, et tante, à la mode de Bretagne, de Pierre II, lui succéda. Les Dolgorouki, père, mère et enfants, furent exilés en Sibérie, traités avec la même sévérité que les Mentchikow, et eurent la douleur de voir rappeler le fils et la fille qui en restaient. Ceux-ci, réconciliés par le malheur avec les Dolgorouki, jadis leurs ennemis et auteurs de leur ruine, leur laissèrent leur habitation en meilleur état qu'ils ne l'avaient eue d'abord, les plaignirent et promirent d'agir pour eux autant qu'on ose le faire à la cour pour des malheureux. La grâce accordée à Mentchikow et à sa sœur n'était pas, de la part du gou-

vernement, absolument désintéressée: c'était pour jouir des sommes immenses que Mentchikow leur père avait placées dans la banque de Venise et d'Amsterdam, et que les directeurs refusaient de remettre à tout autre qu'à Mentchikow, ou à ses enfants en liberté. La czarine leur en abandonna la cinquième partie.

« La czarine continua de faire rendre à Eudoxie les honneurs dus à une femme veuve et aïeule de czars, et payer la pension de soixante mille roubles. Mais elle ne survécut pas longtemps à ses petits-fils; une maladie de langueur termina ses jours le 8 septembre 1731.

« Anne régna plus de dix ans, et mourut le 17 octobre 1740, laissant la couronne à son petit-neveu Ivan, fils d'Antoine Ulric, prince de Brunswick-Bevern, et d'Elisabeth de Meckelbourg, celle-ci fille de Catherine Ivanowna, sœur aînée de la czarine Anne. Cet enfant, si connu sous le nom du petit prince Ivan, et dont la fin a été si tragique, né le 22 août précédent, n'avait que deux mois lorsqu'il fut couronné sous le nom d'Ivan IV. Quelques jours auparavant, la czarine sa grand' tante l'avait nommé son successeur, en vertu de la constitution de Pierre I, du 5 février 1722, sur le pouvoir des souverains de Russie de disposer arbitrairement de leur succession. En conséquence, il avait été proclamé grand duc de Moscovie; et les ministres, les généraux, les grands officiers lui avaient prêté serment. Le comte de Biren, duc de Courlande, avait été nommé régent; mais, trois semaines après la mort de la czarine Anne, le duc et la duchesse de Brunswick, père et mère du nouveau czar, firent enfermer Biren, prirent la régence, et laissèrent, sous leur nom, l'administration de l'empire au grand chancelier comte d'Ostermann.

« Cette espèce de règne ne fut que de quatorze mois. La nuit du 24 au 25 novembre 1741, Elisabeth Petrowna, conseillée par un Français nommé Lestoc, son chirurgien, et à la tête de huit grenadiers, se transporte aux casernes des gardes, les engage à la suivre, marche au palais, fait arrêter le duc et la duchesse de

Bevern, les comtes d'Ostermann et de Munnich, entre dans la chambre du jeune czar, le prend dans ses bras, le baise, et, le confiant à des gens affidés, recommande qu'on en ait le plus grand soin, et qu'il ne soit exposé à d'autre malheur que la perte de la couronne. A six heures du matin la révolution était terminée, et, sans répandre une goutte de sang, Elisabeth fut reconnue impératrice par tous les ordres de l'État.

« Son entreprise était d'autant plus juste que Pierre I avait, par une disposition testamentaire, ordonné que si le czar son petit-fils mourait sans enfants, la princesse Elisabeth succéderait à ce prince. Le comte d'Ostermann, grand chancelier, avait soustrait ce testament, une copie en avait été trouvée. Ostermann avoua son crime, et fut condamné à perdre la tête. Elisabeth lui fit grâce de la vie, et se contenta de l'exiler en Sibérie, où il est mort. Si elle montra de la clémence envers Ostermann, elle eut peu de reconnaissance pour Lestoc, qui avait eu à la révolution plus de part que personne. Il fut exilé en Sibérie par les intrigues du chancelier Bestuchew et d'Apraxin, président du collége de la guerre, qui se partagèrent les affaires. Il était d'autant plus facile de s'en emparer, qu'Elisabeth ne s'était déterminée à monter sur le trône que pour se livrer sans contrainte aux plaisirs, dont elle a été uniquement occupée pendant plus de vingt et un ans de règne (*). Ses favoris, qu'elle variait, et qui lui étaient plus chers que ses ministres, fesaient tous la plus grande fortune. Telle a été celle des deux frères Rasumowski, cosaques

---

*) «Il avait fallu user presque de violence, c'est-à-dire l'intimider, pour la placer sur le trône. Lestoc, la nuit même de la révolution, ne triompha de la crainte de cette princesse sur les suites de l'entreprise qu'en lui inspirant une frayeur plus forte. Il lui présenta un dessin où l'on voyait d'un côté Elisabeth sur le trône, et Lestoc assis à ses pieds; et de l'autre, cette princesse sur un échafaud, prête à avoir la tête tranchée, et Lestoc sur la roue. «Vous avez encore en ce moment le choix, lui dit-il, demain il n'y a plus de trône, et l'échafaud est sûr.»

«Elisabeth a eu huit enfants naturels, dont aucun n'a été reconnu, et qu'une de ses favorites, italienne, nommée Jouanna, prenait sur son compte.» (D.)

d'une naissance obscure, mais jeunes, beaux et bien faits, qualités fort recommandables auprès d'Elisabeth. Ce fut à pareil titre que Sievers, fils d'un laquais du feu duc de Biren, fut fait comte, et envoyé à Vienne dans des occasions d'éclat. L'intrigue de Pierre Schouvalow, et la figure de son cousin Ivan Schouvalow, portèrent l'un et l'autre au plus haut degré de faveur. Le premier commença à se faire jour en épousant une favorite de l'impératrice; il plaça ensuite son cousin auprès d'elle en qualité de page, bien sûr de ce qui en arriverait. Celui-ci, devenu chambellan et favori de sa maîtresse à tous les titres, eut et procura à son cousin beaucoup de part dans le gouvernement. Pierre formait les projets, et Ivan les fesait adopter. Ces deux nouveaux comtes se firent bientôt adjoindre à Bestuchew et Apraxin, qui, n'osant lutter de crédit, furent obligés à s'y soumettre. Ivan Schouvalow avait auprès de lui un secrétaire dont la cour de France aurait pu tirer un grand parti pour détacher la Russie de l'Angteterre, par la confiance que son maître avait en lui, et en profitant de la haine de la femme de Pierre Schouvalow contre Bestuchew, devoué aux Anglais. Ce secrétaire était français, fils d'un conseiller de Metz, nommé Eschoudy. Le dérangement de sa conduite l'avait fait quitter sa patrie, sous le nom de chevalier de Lussy. Après avoir parcouru l'Europe en aventurier, il fut obligé d'entrer dans la troupe des comédiens français d'Elisabeth. Il fit aussi quelques romans, et un journal intitulé le Parnasse français. Ses talens, et la facilité avec laquelle il parlait plusieurs langues, l'ayant fait connaître d'Ivan Schouvalow, ce favori le tira de la comédie, lui fit donner la place de secrétaire de l'Académie, et le prit en même temps pour le sien, sous le nom de comte de Putelange. S'il vit encore, il ne peut guère avoir que quarante ans (en 1764).

«Elisabeth avait fait reconnaître pour son successeur le duc de Holstein-Gottorp, fils unique d'Anne, sa sœur aînée, marié à Catherine d'Anhalt-Zerbst; mais elle ne lui donna jamais aucune part au gouvernement. Le mari et la femme étaient exactement observés, et sur-

veillés par des espions: nul étranger n'en approchait. A l'éloignement qu'Elisabeth montrait pour eux, on la soupçonnait de vouloir leur préférer leur fils encore enfant; et, au défaut de celui-ci, le prince Ivan, prisonnier dans un château près d'Archangel. Quoi qu'il en soit des intentions secrètes de cette princesse, elle mourut le 5 janvier 1762, et le duc de Holstein fut proclamé le même jour empereur, sous le nom de Pierre III. Son règne fut court. Personne n'ignore qu'au mois de juillet de la même année, sa femme le fit arrêter; qu'il mourut peu de jours après d'une prétendue colique hémorrhoïdale; et qu'au préjudice du fils, la mère se fit proclamer impératrice sous le nom de Catherine II. »

III. Notice sur les envoyés, ministres et ambassadeurs de France près la cour de Russie. 1725—1783.

Les pages qui précèdent étant uniquement consacrées à la peinture de l'intérieur de la cour de Russie, il a fallu laisser de côté bien des détails intéressants sur le rôle joué par les représentants de la France. On ne sera sans doute pas fâché de les trouver ici réunis, car ils sont aussi curieux que peu connus.

Quoique des relations de bonne amitié se fussent depuis longtemps établies entre la France et les czars, et qu'à diverses époques la France eût accrédité en Russie des envoyés, et même, en 1625, un ambassadeur, ce ne fut véritablement qu'à partir du règne de Pierre I qu'elle y eut un représentant permanent. M. Baluse alla à Pétersbourg en 1702 avec le caractère d'envoyé extraordinaire. Après lui, M. Lévisson, en 1713, et M. Ehug, en 1716, ne furent chargés l'un et l'autre que d'une mission commerciale. Des relations diplomatiques ne s'établirent entre les deux pays d'une manière régulière et définitive que par l'envoi, en 1721, de M. de Campredon accrédité près Pierre I en qualité de ministre plénipotentiaire. M. Magnan lui succéda en 1727, et M. Tonton de l'Etang en 1734; mais ce dernier n'ayant pu obtenir la satisfaction qu'exigeait le cabinet de Ver-

sailles pour l'insulte faite en Pologne par le maréchal Munnich à son envoyé, M. de Monti, il ne fit qu'un court séjour à Pétersbourg, et son départ fut suivi d'une rupture entre les deux gouvernements.

Quelques années après la cour de Russie fit les premiers pas vers le rétablissement de la bonne amitié, qui avait si longtemps uni la France et la Russie, en envoyant le prince Cantemir pour la représenter près la cour de Versailles. Le gouvernement français répondit à cet acte de courtoisie en nommant, en qualité de ministre près la czarine Anne, le comte de Vaulgrenant; et celui-ci n'ayant pas accepté ce poste lointain, ce fut le marquis de la Chétardie, ministre de France à Berlin, qui alla à Pétersbourg, où il arriva dans le mois de décembre 1739.

Les prédécesseurs de M. de la Chétardie n'étaient que des agents obscurs et subalternes qui n'ont laissé aucune trace dans l'histoire. Il n'en était pas de même de M. de la Chétardie, et le choix d'un individu si marquant prouve combien la Russie avait gagné en considération et en importance aux yeux des grandes puissances. M. de la Chétardie, jeune encore (il était né en 1705), était colonel depuis plusieurs années, et il avait rempli avec distinction le poste de Berlin. La bonne opinion qu'on avait de lui à Versailles fut justifiée par sa conduite en Russie. On a vu la part qu'il prit dans la révolution qui plaça Elisabeth sur le trône, et comment il en fut récompensé par cette princesse. Il eut pour successeur M. d'Usson d'Aillon (août 1742),

qui ne sut pas conserver l'influence qu'avait acquise M. de la Chétardie sur la cour de Russie. Les choses en vinrent au point que, pour empêcher l'impératrice Elisabeth d'entrer dans l'alliance de l'Autriche et de l'Angleterre, unies contre la France et la Prusse, le cabinet de Versailles crut devoir, vers la fin de 1743, renvoyer à Pétersbourg M. de la Chétardie, avec le titre d'ambassadeur, ne doutant pas que le souvenir des services qu'il avait rendus à Elisabeth ne lui rendît le crédit qu'il y avait eu autrefois. Pour faciliter le succès de sa mission, il portait des lettres de créance dans lesquelles le titre d'impératrice de toutes les Russies, auquel Elisabeth tenait beaucoup, lui était pour la première fois accordé par la cour de France. M. de la Chétardie avait ordre de culbuter le chancelier Bestuchew, et on a vu comment ce dernier sut se débarrasser d'un adversaire dangereux. Que M. de la Chétardie ait manqué de prudence et d'adresse, cela n'est pas douteux. Aussi la cour de Versailles le punit-elle de sa mésaventure en l'envoyant d'abord prisonnier dans la citadelle de Montpellier, puis en exil dans ses terres, d'où il ne sortit l'année suivante qu'à la condition d'aller servir dans l'armée d'Italie.

Quelque peu satisfait qu'on eût été de M. d'Aillon dans sa première mission en Russie, il avait du moins eu le mérite de se faire bien venir et de l'impératrice et de son tout puissant chancelier; et comme le cabinet de Versailles ne voulait pas rompre avec la cour de Pétersbourg, il fut choisi pour y représenter de nouveau la France. M. d'Aillon fut reçu le 27 mars 1745 par

Elisabeth dans une audience solennelle dans laquelle il lui donna, en lui présentant ses lettres de créance, la qualité d'impératrice de toutes les Russies, la traita de Majesté impériale, et lui témoigna « que le roi reconnaissait en elle avec plaisir un titre qu'elle portait si dignement, et auquel elle ajoutait un nouvel éclat par des vertus si propres à perpétuer dans l'esprit de la nation le respect et la vénération dus à la mémoire de Pierre I, dont elle suivait si glorieusement les traces. »

Malgré tant de condescendance de la part de la cour de Versailles, — le mot fut employé dans un acte officiel par le chancelier Bestuchew, — le bonne intelligence ne dura pas longtemps entre les deux cabinets. La querelle qui éclata à Londres entre M. du Châtelet et le ministre de Russie pour une question de préséance aboutit à une rupture. M. d'Aillon fut rappelé, et M. de Saint-Sauveur, qui exerçait les fonctions de consul à Pétersbourg, ne tarda pas à l'être aussi bientôt après.

Cependant au début de la guerre de sept ans les puissances qui allaient entrer en lutte désiraient faire intervenir la Russie dans leur querelle. La cour de Vienne, devenue l'alliée de la France, se trouvait de jour en jour plus impuissante à contrebalancer à Pétersbourg l'influence de la Prusse et de l'Angleterre.

Le cabinet de Versailles eût bien voulu seconder ses efforts, et sans doute il regrettait vivement d'avoir rompu avec l'impératrice Elisabeth, lorsqu'à sa grande surprise les premières avances lui furent faites par la cour de Russie. C'est du moins ce que M. de Choiseul affirmait dans les termes les moins équivoques dans les

instructions qu'il donnait quelques années plus tard à M. de Breteuil, et dans lesquelles il s'exprimait dans les termes suivants:

«Toute correspondance était interrompue depuis plusieurs années entre la France et la Russie, d'où le Roi avait rappelé le ministre et le consul que sa majesté y entretenait. On n'avait pas même conservé à Pétersbourg de ces liaisons indirectes qu'il est d'usage de se ménager dans les autres pays, lors même que des raisons politiques font cesser les relations publiques et avouées. Ainsi on ignorait entièrement à Versailles tout ce qui pouvait avoir rapport au gouvernement russe, aux dispositions de l'impératrice, aux vues de son ministère, lorsqu'en 1755 cette princesse, excitée soit par ses sentiments personnels pour sa majesté, soit par les conseils du comte Woronzow, alors son vice-chancelier, fit parvenir au Roi les assurances du désir qu'elle avait de rétablir entre la France et la Russie l'intelligence la plus parfaite. Ces insinuations avaient été faites dès 1753; mais on n'avait pas cru alors qu'elles fussent assez autorisées. Plusieurs avis particuliers ayant confirmé successivement la sincérité de ces premières ouvertures, le Roi se détermina enfin à faire passer à Pétersbourg le sieur Douglas, pour vérifier si ces avis avaient un fondement assez solide pour mériter quelque confiance de la part de sa majesté. Un premier voyage qu'il ne parut faire que par un simple motif de curiosité, le mit à portée de constater l'existence réelle de ces dispositions qu'on avait annoncées au Roi, de la part de la Russie. Sa majesté jugea convenable, en conséquence, de renvoyer à la même cour le sieur Douglas avec le titre de chargé de ses affaires, en même temps que le sieur de Bickteiew vint en France, avec la même qualité, de la part de l'impératrice de Russie. Cette démonstration de réunion entre les deux cours fut bientôt suivie du rétablissement éclatant de leur correspondance par la nomination qu'elles firent de leurs ambassadeurs respectifs pour résider à Paris et à Pétersbourg.»

Ce que le duc de Choiseul ne disait pas, et ce qu'il ne pouvait pas dire, car il l'ignorait, c'est qu'une correspondance particulière et secrète s'engagea à partir de ce moment entre Louis XV et l'impératrice Elisabeth. Les lettres des deux souverains passaient en Russie par le canal du vice chancelier Woronzow et du fameux chevalier d'Eon, qui avait accompagné en Russie le chevalier Douglas en qualité de secrétaire, et en France par les mains de M. Tercier, premier commis des affaires étrangères, qui dirigeait concurremment avec le comte de Broglie la correspondance secrète de Louis XV avec les souverains et ses propres ministres dans les cours étrangères.

Quoique le chevalier Douglas se fût acquitté avec beaucoup d'adresse de l'objet principal de sa mission, qui consistait à rétablir la bonne intelligence entre les deux gouvernements, il n'avait pas tardé à commettre des fautes graves. Il ne pouvait d'ailleurs convenir au cabinet de Versailles d'être plus longtemps représenté à la cour de Pétersbourg par un étranger, qui n'était guères qu'un aventurier, bon tout au plus à exécuter une tâche délicate et secrète, et dans laquelle il y avait des désagrements à recueillir. Aussi, lorsque les rapports diplomatiques furent sur un bon pied, le marquis de l'Hôpital fut nommé ambassadeur près l'impératrice de Russie. Il arriva à Pétersbourg dans les premiers jours de juillet 1757, et peu de mois après, le 5 novembre suivant, Elisabeth accéda à la convention conclue le 21 mars précédent entre la France, l'Autriche et la Suède. Malgré ce succès et l'influence, que grâces

à l'appui d'Ivan Schouvalow il prit sur la cour de Russie, il paraît que le marquis de l'Hôpital ne s'acquittait pas de ses fonctions au gré du cabinet de Versailles; car, tout en lui laissant la qualité d'ambassadeur et sans le rappeler, le baron de Breteuil, ministre près de l'électeur de Cologne, fut nommé en 1760, ministre plénipotentiaire à Pétersbourg.

Voici les passages les plus importants des instructions remises à M. de Breteuil. Il est facile d'y reconnaître la sagacité et la vivacité d'esprit du duc de Choiseul qui les avait dressées:

« Il est heureux pour la Russie d'avoir eu des souverains qui ont travaillé avec succès à faire disparaître successivement les restes de barbarie qui y subsistaient encore vers la fin du dernier siècle; mais la saine politique ne doit pas permettre qu'on laisse la cour de Pétersbourg profiter des avantages de son état actuel pour augmenter sa puissance et étendre les bornes de son empire. Un pays presque aussi étendu que les états réunis des plus grands princes de l'Europe, et qui n'ayant besoin que d'un petit nombre d'hommes pour sa sûreté particulière, peut avoir au dehors de ses frontières des armées formidables; un pays dont le commerce s'étend jusqu'à la Chine, et qui est à portée de s'enrichir en se procurant de l'Asie, facilement et en peu de temps, les denrées que les autres nations ne peuvent en tirer que par de longues et dangereuses négociations; un pays dont les troupes sont aujourd'hui aguerries, et dont le gouvernement est absolu et presque despotique, doit avec raison, paraître redoutable à ses voisins actuels, et successivement aux peuples qui le deviendront au moyen de ses nouvelles conquêtes.

« On peut assurer sans exagération que la puissance des Russes est presque augmentée de moitié depuis la mort de Pierre I, et l'on peut juger par le rôle qu'elle joue aujourd'hui de celui qu'elle jouerait sur la scène du monde, si de nouvelles acquisitions la por-

taient à un plus haut degré de grandeur et de pouvoir. Les cours éclairées ont senti, lorsque les armées moscovites parurent pour la première fois en Allemagne, combien il était dangereux de les y avoir introduites, et combien il était intéressant pour tous les souverains de veiller avec attention sur les vues et sur les démarches d'une nation dont la puissance commençait déjà à devenir redoutable; mais la cour de Vienne ne consulta que le besoin du moment présent, lorsqu'elle appela les Russes à son secours dans les deux dernières guerres occasionnées, l'une par la mort du roi de Pologne Auguste II, et l'autre par la mort de l'empereur Charles VI. L'impératrice-reine de Hongrie et de Bohême s'est conduite dans la présente guerre par le même motif; et qui sait si elle, ou du moins ses successeurs n'auront pas à se repentir quelque jour d'avoir eu recours à de pareils auxiliaires?

«L'impératrice qui occupe aujourdhui le trône de Russie, n'a pas vraisemblablement des intentions qui puissent et doivent être suspectées d'une ambition démesurée; mais elle ne régnera pas toujours, et sa modération personnelle ne fait pas cesser un danger plus réel et plus durable que la vie de cette princesse.

«Les violences que la Russie exerça en Pologne en 1733 et 1734, son entreprise contre la ville de Dantzick, qu'elle assiégea contre toutes les lois de la justice et de la bienséance, et qu'elle punit ensuite sévèrement d'avoir voulu défendre sa liberté et ses droits; un ambassadeur de France et trois bataillons français retenus dans une humiliante et dure captivité contre la teneur d'une capitulation formelle, mais artificieusement interprétée; un autre ambassadeur du Roi, traité avec l'indécence la plus injurieuse; la hauteur avec laquelle la Russie a exigé le titre impérial des souverains qui n'avaient pas encore eu la complaisance de le lui accorder, le peu de fidélité qu'elle a fait paraître dans l'exécution de son dernier traité avec les Turcs; l'autorité qu'elle a prétendu exercer sur le gouvernement intérieur de la Suède, la façon dont elle se conduit avec les Polonais depuis trois ans; les vues qu'elle a déjà annoncées par rapport à une fixation de limites

entre l'Empire russe et la Pologne; enfin le système et la conduite de la Russie, la forme de son administration et son état militaire doivent faire craindre l'agrandissement de cette puissance à tous les princes qui ont à cœur la sûreté et le repos public.

« Le baron de Breteuil sentira aisément qu'il ne doit faire usage de ces détails que pour veiller avec attention sur les desseins de la Russie, relativement à tous ces objets, et sur les mesures qu'elle pourrait prendre ou préparer pour en assurer tôt ou tard l'exécution.

« Cette vigilance est d'autant plus nécessaire qu'il y a longtemps que la cour de Pétersbourg a un plan de politique bien formé, dont elle ne s'écarte pas, et qui paraît bien lié dans toutes ses parties; mais qu'elle ne développe que successivement, et à mesure que les événements et les circonstances lui en fournissent l'occasion. D'ailleurs, ses ministres défiants et soupçonneux joignent à la dissimulation naturelle à leur nation, la ruse la plus méthodique dans leurs propos, dans leurs écrits et dans leurs démarches. »

Dans les instructions qui avaient été remises au marquis de l'Hôpital, il lui avait été spécialement recommandé: « de se rendre aussi agréable qu'il serait possible au grand duc et à la grande duchesse, et de leur inspirer des sentiments conformes à l'union constante des deux empires; d'employer toute sa dextérité à pénétrer les dispositions intérieures les plus générales sur le successeur désigné au trône de Russie, et quels étaient ses partisans, ou ceux du jeune prince Ivan. » On a vu que le marquis de l'Hôpital s'était fort mal acquitté d'une partie de cette commission, car, s'étant jeté à corps perdu dans la cabale des Schouvalow, il s'était aliéné le grand duc et surtout la grande duchesse. Ce qui avait achevé d'éloigner de lui, et partant de la

France, cette princesse, c'était la part qu'il avait prise personnellement, et au nom de sa cour, au rappel de Poniatowski. C'était une faute très grave, surtout dans un moment où, par la mort de l'impératrice Elisabeth, dont la santé était très chancelante, la grande duchesse pouvait être appelée à exercer, sous le nom de son époux une influence irrésistible et toute puissante sur la politique de la cour de Pétersbourg. Aussi, après avoir recommandé à M. de Breteuil de se rendre aussi agréable qu'il serait possible au grand duc et à la grande duchesse, le duc de Choiseul ajoutait dans ses instructions:

« Le Roi ordonne particulièrement à M. de Breteuil de s'appliquer à connaître avec autant de précision qu'il sera possible, quelles sont les affections et les vues du grand duc et de la grande duchesse, et de travailler, mais sans marquer ni affectation, ni trop d'empressement, à se concilier leur bonté et leur confiance. Le marquis de l'Hôpital par des motifs que la droiture de ses intentions justifie, n'a point cultivé cette jeune cour; et il a surtout indisposé contre lui la grande duchesse, à l'occasion de la part qu'il a eue au rappel du comte Poniatowski, pour qui cette princesse paraissait avoir un goût décidé et une inclination très vive. Le baron de Breteuil, à qui sans doute elle ne manquera pas de faire porter indirectement quelques plaintes à cet égard, profitera de cette occasion et de celles qui se présenteront par rapport au même objet, pour insinuer avec dextérité, qu'il connaît assez le sentiment du Roi pour le grand duc et la grande duchesse pour assurer que sa majesté serait aise de contribuer à leur satisfaction, et que, s'il leur était agréable de revoir à Pétersbourg le comte Poniatowski, non-seulement sa majesté n'y formerait aucune opposition, mais serait même disposée à concourir au succès des mesures qu'on croirait devoir prendre pour engager le roi de Pologne à le charger

de nouveau de ses affaires en Russie. Le baron de Breteuil a trop d'usage du monde pour ne pas s'expliquer sur cette matière avec la plus grande circonspection, de façon à ménager scrupuleusement la délicatesse de l'amour-propre de la grande duchesse, etc. »

Les instructions remises à M. de Breteuil portaient la date du 16 mars 1760. Vers ce moment-là, le duc de Choiseul, qui avait reçu directement l'expression du mécontentement de la grande duchesse pour la part qu'il avait prise au rappel de Poniatowski, et la prière de ne pas s'opposer à son retour à Pétersbourg, le duc de Choiseul, dis-je, autorisait le ministre de France à Varsovie, M. Durand, à passer une note, par laquelle la cour de Versailles « cessait de s'opposer au retour du comte Poniatowski à Pétersbourg. » Cette déclaration ne déplaisait pas, tant s'en faut, au roi de Pologne, mais elle ne fut pas plus tôt connue à Pétersbourg qu'elle souleva la colère de l'impératrice Elisabeth, ou pour parler plus exactement de la cabale qui la gouvernait. Par l'ordre de sa maîtresse, le comte Woronzow adressa à M. Tercier, à la date du 26 mai 1760, la lettre suivante destinée à être mise sous les yeux de Louis XV:

« Sa majesté impériale ayant appris, avec une surprise et un déplaisir extrême, la nouvelle dont on vient de lui faire part, d'après laquelle M. Durand, ministre du Roi à Varsovie, aurait insinué au comte de Bruhl, que sa Majesté très chrétienne n'aurait plus pour désagréable, si sa majesté polonaise voulait faire revenir ici M. le stolnick de Lithuanie, comte Poniatowski, en qualité de son ministre; j'ai un ordre précis de l'impératrice de faire parvenir à la connaissance du Roi, et d'insister en même temps de sa part auprès de sa ma-

jesté, que, quoiqu'elle ait de la peine à s'imaginer comment et par quel motif le susdit sieur Durand a été porté à cette démarche, sa majesté impériale désirant néanmoins éclaircir sûrement ce point qui lui fait tant de peine, se promet de l'amitié du Roi que, par une suite de cette confiance qu'il a en elle, sa majesté voudra bien lui faire connaître sincèrement ce qui en est, et qu'elle fera enjoindre à ce ministre de faire incessamment ce qui conviendra pour réparer cette démarche que, selon toutes les apparences, il aura faite sans y avoir été autorisé.»

M. de Breteuil avait toute la confiance du duc de Choiseul, mais il avait aussi celle du roi, qui l'avait mis dans la confidence de la correspondance qu'il entretenait, à l'insu de son ministre, avec l'impératrice de Russie, et avant de quitter Paris, il avait pris l'engagement de ne suivre les instructions du duc de Choiseul qu'en tant qu'elles seraient conformes à celles du roi. Aussi M. Tercier répondit ainsi qu'il suit à la lettre du comte Woronzow:

«M. de Breteuil a dû communiquer à votre Excellence la confiance dont sa majesté l'a honoré, en l'instruisant de la correspondance établie entre elle et l'impératrice de Russie par le canal de votre Excellence. Ce ministre ne peut, Monseigneur, commencer à exécuter les ordres secrets de sa majesté d'une manière plus conforme à leur objet, qu'en exposant à votre Excellence les intentions du Roi sur ce qu'elle me marque par rapport à M. Poniatowski. M. de Breteuil informé, avant son départ, du désir que sa majesté aura toujours de concourir à ce qui peut être agréable à cette princesse, vous dira, Monseigneur, ce qui a donné lieu à la déclaration de M. Durand et le peu d'effet qu'elle doit avoir, depuis que sa majesté sait précisément que le retour de M. Poniatowski à Pétersbourg déplairait à l'impératrice. Sa majesté, en conséquence, m'a ordonné de faire passer ses ordres à M. de Breteuil.

Elle ne doute pas que l'impératrice ne soit satisfaite, lorsque votre Excellence lui fera le rapport de ce que ce ministre lui aura dit, etc.»

M. de Breteuil reçut en même temps la lettre suivante, écrite au nom du roi Louis XV, en date du 16 août 1760:

«M. de Breteuil, la copie ci-jointe de ce que l'impératrice de Russie m'a fait parvenir par le canal de M. Woronzow, vous fera connaître combien cette princesse est peinée de la déclaration que M. le duc de Choiseul a donné ordre au sieur Durand de faire au sujet du comte Poniatowski. On était, il est vrai, persuadé que le séjour de ce ministre à Pétersbourg était contraire aux intérêts de l'alliance par ses liaisons avec l'Angleterre, les préventions défavorables qu'il inspirait à la grande duchesse, les intrigues que cette princesse pouvait entretenir par son moyen avec le comte de Bruhl, et la jalousie du grand duc, ainsi que les tracasseries qui devaient en résulter.

«Vos instructions secrètes ont prévu tout ce qu'on pouvait craindre de son retour à Pétersbourg, et vous avez eu ordre de l'empêcher, autant qu'il dépendait de vous, sans choquer ouvertement la grande duchesse. Le duc de Choiseul, ignorant mes instructions secrètes, s'est conduit sur un autre principe: il a pensé que la facilité que l'on apporterait au retour du comte Poniatowski ralentirait l'amour de la grande duchesse, irrité jusqu'à présent par les obstacles: et que, perdant insensiblement le goût qu'elle a pour ce ministre, elle pourrait même passer à des sentiments opposés; qu'en évitant de lui donner un motif si puissant d'être contraire aux vues communes, on ne courrait pas les risques de ses liaisons avec le comte Poniatowski que le dépit ou la jalousie pourraient aussi ramener aux vrais principes. Le duc de Choiseul a cru, de plus, qu'il ne convenait pas que mes ministres à Varsovie parussent entrer dans des intrigues si familières au comte Bruhl; en conséquence, il a ordonné au sieur Durand de déclarer que je ne m'opposerais point au retour du comte

Poniatowski. Peut-être le comte de Bruhl a-t-il fait valoir cette déclaration auprès du roi, son maître, pour l'engager à cette nomination. L'impératrice de Russie aujourd'hui s'en plaint, et demande que j'ordonne au sieur Durand de se rétracter. Il n'est pas possible de dire à cette princesse quelle a été la manière de penser du duc de Choiseul en donnant cet ordre: il convient cependant de la satisfaire. Vous direz donc à M. de Woronzow, que l'intention de mon ministre n'a jamais été de contribuer à quelque chose qui pût être désagréable à l'impératrice; qu'il a toujours supposé que si le roi de Pologne honorait une seconde fois le comte Poniatowski du caractère de son ministre à la cour de cette princesse, ce ne serait qu'avec la certitude qu'elle y consentirait; qu'il n'était pas à présumer que les personnes qui désiraient ce retour du comte Poniatowski, le sollicitassent à l'insu et sans la mutuelle approbation de l'impératrice; que dans cette supposition si vraisemblable, il ne convenait pas que je parusse gêner le roi de Pologne sur une chose déjà concertée entre les deux cours; qu'ainsi la déclaration du sieur Durand n'est censée avoir lieu que dans le cas d'un consentement réciproque; que cette condition manquant de la part de l'impératrice, loin que mes ministres parlent en faveur du comte Poniatowski, ils auront ordre de se conformer à ce que cette princesse fera déclarer à ce sujet.

« D'après cet exposé M. de Woronzow doit sentir que c'est à l'impératrice elle-même à faire connaître ses intentions. On ne peut douter que le roi de Pologne, aussitôt qu'il en sera instruit, n'abandonne, malgré les sollicitations qu'on pourra lui faire, toute idée de renvoyer le comte Poniatowski à Pétersbourg. On ne sera point surpris alors de voir mes ministres parler, s'il est nécessaire, contre ce retour; et ce qu'ils diront sera regardé comme l'effet de l'union qui doit régner entre des fidèles alliés. Mais on serait étonné si, des ministres de l'impératrice ne se plaignant point, le sieur Durand allait faire une rétractation qui paraîtrait déplacée, personne ne la demandant, puisque l'impératrice n'y paraîtrait pas; cette démarche donnerait lieu à des conjonctures suivies de tracasseries qu'il faut éviter.

« Je ne doute pas que l'impératrice, lorsque M. de Woronzow lui fera rapport de ce que vous lui aurez dit, ne soit satisfaite, et qu'elle n'insiste plus sur cette rétractation. C'est à sa cour que l'on veut envoyer un ministre qui ne lui serait pas agréable, et c'est à elle de le faire connaître. Vous ne pouvez trop appuyer sur ce principe auprès de M. de Woronzow, afin qu'il inspire à cette princesse la fermeté qu'elle doit avoir dans cette occasion: la connaissance que vous avez de mes motifs secrets doit vous engager à vous servir auprès de ce ministre de toutes les raisons que vous pouvez employer pour lui donner aussi le courage nécessaire.

« Quant à la grande duchesse, quelle que puisse être sa vivacité sur cet article, vous pourrez lui faire entendre, si elle vous en donne l'occasion, qu'il n'est pas possible de la favoriser dans une affaire à laquelle l'impératrice est si opposée. Vous tirerez même avantage de la déclaration du sieur Durand, pour faire observer à cette princesse, cependant avec beaucoup de ménagement, que le retour du comte Poniatowski n'aurait point trouvé d'obstacle de ma part; mais qu'on ne peut aujourd'hui prendre parti en sa faveur; que ce serait même exposer cette princesse à des désagréments qu'elle doit tâcher d'éviter. La manière dont cette princesse recevra ce que vous lui direz vous fera connaître ses intentions; et vous en profiterez pour régler votre conduite en conséquence, soit en la ramenant à des principes plus convenables à ce qu'elle se doit à elle-même et à l'impératrice, soit en se précautionnant contre ce que sa passion pourrait lui conseiller, etc. »

Louis XV fut très affecté de la mort de l'impératrice Elisabeth, d'autant qu'il était à présumer que les liaisons étroites qui avaient existé entre lui et cette princesse ne seraient pas continuées avec son successeur. En conséquence, il fit écrire à son ministre à Pétersbourg la lettre suivante datée de Marly, 9 février 1762:

« M. de Breteuil, la mort de l'impératrice de Russie m'a fait une véritable peine par les sentiments de l'amitié qui m'unissaient à elle. Cette union fondée autant sur des principes que sur des intérêts communs, dans la circonstance actuelle me devenait de plus en plus chère, et me donnait lieu d'espérer de parvenir par nos efforts réunis à la paix qui doit faire l'objet de tous nos soins.

« Il est inutile d'entrer aujourd'hui dans ce qu'il aurait été peut-être convenable de faire pour engager cette princesse à changer, selon le dessein qu'on lui supposait, les dispositions qu'elle avait faites pour sa succession. La tranquillité avec laquelle le nouvel empereur est monté sur le trône, ne nous laisse plus que le soin de nous occuper à le maintenir dans les mêmes principes que l'impératrice défunte a suivis, et à veiller sur toutes ses démarches, pour n'être pas surpris s'il en adopte d'autres, malgré ce qu'il doit à la mémoire de cette princesse. Mais son goût pour la guerre et l'admiration qu'il a toujours marquée pour le roi de Prusse pouvant faire craindre du changement dans les opérations des armées russes, vous devez être extrêmement attentif à cet objet, ainsi qu'à découvrir ce que ce prince peut penser par rapport à la paix d'Allemagne.

« Je sens que, dans ces premiers moments, il n'a pu encore se déclarer, et qu'on n'a pu rien pénétrer; mais, lorsqu'il aura donné ses soins les plus pressants à l'intérieur de son empire, il s'occupera des affaires extérieures. La connaissance que vous avez de tout ce qui peut intéresser mon service, me dispense d'entrer aujourd'hui dans des détails, me proposant d'ailleurs de vous envoyer de plus amples instructions sur ce qui fait l'objet de celles qui vous ont été remises particulièrement.

« Il est heureux que ce prince ait conservé le chancelier Woronzow en place. Vous direz à ce ministre que je ne doute pas qu'il ne continue à me donner sous ce nouveau règne les mêmes preuves d'attachement qu'il m'a données sous le précédent, et qu'il doit être sûr que non-seulement je lui en saurai le même gré, mais que même, dans toutes les occasions, il pourra

compter sur les bons offices que mes ministres en Russie et ailleurs pourraient lui rendre.

« Quoique l'impératrice ne paraisse pas avoir du crédit, vous devez cependant, autant que vous pourrez, tout concilier avec ce qui est dû à l'empereur, et tâcher de mériter la continuation de la confiance qu'elle vous a marquée, n'étant que grande duchesse.

« Je ne sais si les Czartoriski, connaissant les raisons que le grand duc avait d'éloigner Poniatowski, oseront proposer au roi de Pologne de le renvoyer à Pétersbourg pour complimenter l'empereur, et si l'impératrice le reverrait avec le même plaisir qu'autrefois. Vous pourriez vous entendre sur cet article avec mon ambassadeur en Pologne, qui ferait sentir au comte de Bruhl, que ce qui a pu blesser le grand duc qui, pendant la vie de l'impératrice n'avait aucune autorité, ne pourrait plus ne pas lui être aussi sensible aujourd'hui qu'il est empereur, et que ce serait le blesser que de lui envoyer quelqu'un qui a pu l'offenser sur un point aussi délicat. Mais ce serait une chose à traiter avec toute l'adresse possible pour ne point déplaire à l'impératrice si vivement peinée lors du départ de Poniatowski. Quoique les Czartoriski aient fait vers moi quelque avance, je ne crois cependant pas qu'on doive y compter dans ce moment-ci, où ils pourront renouer leur ancienne liaison avec la Russie et avec l'Angleterre. Ainsi le meilleur serait toujours d'éloigner de Pétersbourg un agent aussi dangereux que Poniatowski. C'est à quoi vous devez, ainsi que M. de Paulmy, employer tout votre art, par rapport à l'empereur, à l'impératrice et à la maison des Czartoriski, et au comte Bruhl en particulier, etc. »

Louis XV n'avait pas tort de supposer que la bonne intelligence qui avait régné entre lui et Elisabeth ne durerait pas sous son successeur. Dès l'avénement de Pierre III de vifs démêlés éclatèrent entre la cour de Russie et celle de France au sujet de la qualité d'empereur à laquelle prétendait Pierre III, et que Louis XV

refusait de lui accorder. On peut lire dans l'histoire de la diplomatie de Flassan (t. VI, p. 332 et suiv.) le récit détaillé de ces misérables querelles d'étiquette. Ce n'était là qu'une des raisons de la mauvaise situation de M. de Breteuil à Pétersbourg, et quoiqu'il fût dans les meilleurs termes avec l'impératrice, il avait demandé et obtenu son rappel, et d'être nommé à l'ambassade de Suède. Il quitta Pétersbourg le 25 juin 1762 (n. st.), et il se trouvait à Varsovie, se rendant à Paris, lorsqu'il y reçut, le 14 juillet, la nouvelle de la révolution qui venait de placer Catherine sur le trône. Au lieu de continuer son voyage ou de retourner à Pétersbourg, où il n'avait laissé qu'un de ses secrétaires, M. Béranger, chargé des affaires de France, M. de Breteuil se rendit à Vienne, où il reçut l'ordre, par une lettre particulière de Louis XV, en date du 10 septembre, de retourner en toute hâte à son premier poste.

M. de Breteuil n'ignorait pas les desseins secrets de Catherine, et on a pu croire qu'il ne s'était éloigné de Pétersbourg que pour n'être pas compromis dans une révolution, au succès de laquelle il ne croyait pas. Son départ fut vivement blâmé par le duc de Choiseul, et voici la lettre justificative qu'il lui adressa à son retour à Pétersbourg:

«Je suis parti de Pétersbourg le 25 juin, instruit du projet de la conjuration, mais le moment de son effet n'était pas fixé, et paraissait même éloigné d'après le détail des mesures, et ce que me dit l'émissaire de la czarine. Elle me l'envoie la veille de mon départ, 24 de juin, sans qu'il fût muni de rien qui pût autoriser ma confiance. N'était-il pas prudent et nécessaire

d'exiger des preuves de celle de la czarine dans cet homme, avant de s'y livrer? Je lui laisse une instruction à ce sujet, et j'attends pour rendre compte de cette ouverture à la cour qu'il ait remis à mon secrétaire les quatre mots de la czarine, qui pouvaient faire ma sûreté à tous égards. Je pars sur ces entrefaites, le 25 de juin. Si près de mon départ annoncé à tout le monde, pouvais-je le différer si subitement, et n'avais-je pas à craindre qu'il n'augmentât les soupçons du czar contre moi, au point de l'engager à me faire un compliment désagréable pour le Roi? M. le chancelier m'avait fait insinuer par le comte de Merci la crainte qu'il avait que le czar ne se portât à cette démarche brutale; n'aurait-on pas eu à me reprocher d'avoir exposé la dignité de sa majesté?

« La czarine me demande cent mille écus, et je n'en ai pas un. Je ne veux pas lui avouer mon impuissance. Je demande si ce secours est pressé; l'on me dit que non, et qu'il suffit qu'on en soit assuré. Alors, je prends l'engagement de fournir à la czarine cette somme en ducats aussitôt mon arrivée à Varsovie. Pour faire agréer cette proposition, je me sers du prétexte du bruit que pourraient faire sur la place de Pétersbourg soixante mille roubles tirés sur-le-champ par les négociants français. Cette réflexion paraît juste et la contente. Il me semble que je gagne par cette conduite le temps d'être éclairci du vrai de cette conjuration, d'informer ensuite le Roi de la somme qu'on lui demande, et de recevoir ses ordres avant de la donner. Il me paraît encore que j'engage également la reconnaissance de la czarine sans hasarder un écu. L'arrestation d'un conjuré précipite toutes les mesures et les résolutions, et je n'ai le temps de rien faire. Cette circonstance est fâcheuse pour moi, Monsieur le duc; mais les raisons de ma conduite sont-elles moins raisonnables?

« J'apprends à Varsovie l'exécution et le succès du projet de la czarine. Mon premier mouvement et mon seul désir sont de revenir sur mes pas sans attendre les ordres du Roi. J'étais bien sûr de la pureté de mes vues, mais j'ai craint qu'elles ne fussent pas assez éclairées; vous conviendrez, M. le duc, qu'il est scabreux

de prendre sur soi des démarches de cette espèce. Enfin je suis parti de Varsovie pour m'avancer jusques à Vienne. J'aurais dû attendre en Pologne les ordres du Roi; mais, tout calcul fait, le voyage à Vienne n'a retardé mon arrivée ici que de cinq jours, puisque j'étais à Vienne avant l'arrivée du courrier qui m'apportait l'ordre de rebrousser chemin. Voilà, M. le duc, une répétition abrégée de mes torts et de ma justification. J'y ajouterai une seule réflexion. Que m'aurait-on dit si, comme peu s'en est fallu, la révolution eût été malheureuse pour Catherine II, et que je me fusse trouvé à Pétersbourg fourré dans cette conjuration sans ordre du Roi, ou pour mieux dire, avec d'anciens ordres contraires; que j'eusse disposé des deniers du Roi, sans y être autorisé, pour une opération manquée, et qui compromettait l'état et sa majesté? En vérité, M. le duc, il serait trop malheureux d'être jugé en politique sur l'événement par le cabinet, à moins que l'on n'eût un pouvoir sans bornes et des moyens également étendus. Le public ignorant des faits s'accroche uniquement à ce qu'il voit pour louer ou blâmer: c'est au cabinet à dédommager de cette injustice ceux que le mystère des choses y expose nécessairement, etc.»

Voici la lettre de Louis XV, du 10 septembre (n. st.). Elle est comme le point de départ de la politique suivie durant bien des années à l'égard de Catherine par le cabinet de Versailles:

«M. de Breteuil, j'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite de Vienne, le 7 août dernier. Si vous ne pensiez pas vous trouver si tôt dans cette ville, je ne devais pas non plus m'y attendre. Mon ministre des affaires étrangères vous a mandé ce que j'ai jugé de votre départ de Pétersbourg dans un moment si intéressant dont vous étiez instruit, ainsi que de votre précipitation à vous éloigner de plus en plus de la Russie. Si vous partiez malgré ce que vous saviez d'une révolution prochaine, dont vous avez appris l'issue à Varsovie, il était naturel d'y attendre, sous quelque prétexte, les ordres que vous demandiez, et que je vous y aurais fait

adresser, au lieu de vous mettre dans le cas de différer à les exécuter en vous rapprochant de la France. Quoi qu'il en soit, l'aveu que vous faites à mon ministre de votre tort dans cette occasion, me fait juger que vous redoublerez de zèle pour mon service, et pour réparer tout ce que votre conduite y a pu apporter de préjudice.

« La conduite, les procédés, et les opérations de Pierre III, ainsi que le silence et la patience affectée de l'impératrice, annonçaient également que ce prince ne resterait pas longtemps sur le trône; mais on ne prévoyait pas que l'événement dût en être si prochain. Le changement de gouvernement en Russie change aussi la conduite de toutes les puissances étrangères avec cet empire. Deux objets doivent aujourd'hui exciter votre vigilance; ce sera: 1° l'intérieur de la Russie, et 2° les principes que la nouvelle impératrice se formera par rapport aux puissances alliées ou ennemies de l'impératrice Elisabeth.

« La dissimulation de l'impératrice régnante et son courage au moment de l'exécution de son projet, indiquent une princesse capable de concevoir et d'exécuter de grandes choses. Il n'est pas douteux que la mémoire de Pierre III a peu de partisans; ainsi, l'on ne doit point prévoir des troubles fomentés par le désir de la vengeance. Mais l'impératrice, étrangère par sa naissance, qui ne tient en aucune manière à la Russie, et nièce du roi de Suède, a besoin d'une force inaltérable pour se conserver sur un trône qu'elle ne doit ni à l'amour de ses sujets, ni à leur respect pour la mémoire de son père, comme on le vit lors de la révolution qui y plaça l'impératrice défunte. Quelque attention qu'elle apporte, il y aura des mécontents. Si cette princesse a l'âme haute, elle a le cœur sensible. Elle aura un favori, une confidente; le choix qu'elle fera nous importe peu. Il ne s'agit que de connaître ceux qui auront la principale part à sa confiance, et de chercher à se les concilier.

« La princesse Daschkow doit certainement être bien avant dans ses bonnes grâces; mais peut-on répondre qu'une entreprise secondée par une personne si

jeune, n'ait eu d'autre motif que le bien de l'état, ou l'attachement à sa souveraine? La passion du czar pour mademoiselle de Woronzow a pu exciter sa jalousie. Si cette raison n'existe plus par la mort de ce prince, la princesse Daschkow, romanesque et encouragée par le succès, peut ne pas se trouver assez récompensée, et croire qu'on ne lui marque pas assez de confiance; enfin, pour quelque motif que ce soit, ne fût-ce que pour le désir d'intriguer, chercher à remuer de nouveau. L'impératrice, si elle en découvre quelque chose, peut l'en punir, ce qui changerait encore la face de cette cour. On doit s'attendre à voir bien des factions. Elles sont encore plus certaines, si cette princesse a un favori. En choisissant un Russe, le crédit qu'il aura excitera sans doute la haine des autres; si elle choisit un Allemand, tous les Russes en seront peinés, surtout s'il profite de sa faveur pour distribuer des grâces à ceux de sa nation. Enfin, si M. Poniatowski retourne à Pétersbourg, l'éclat que ce voyage fera ne peut manquer de préjudicier à la gloire de l'impératrice, et par conséquent d'affaiblir son gouvernement, en aliénant d'elle le cœur de ses sujets. Votre principal soin dans ces premiers moments, doit être d'examiner avec attention la conduite de cette princesse, de voir quels seront ceux qu'elle honorera de ses bontés particulières, de chercher à vous assurer de leur amitié pour tourner les résolutions de la cour de Russie d'une manière favorable pour l'avenir....

« Vous savez déjà, et je le répéterai ici bien clairement, que l'objet de ma politique avec la Russie est de l'éloigner, autant qu'il sera possible, des affaires de l'Europe. Sans rien faire personnellement qui puisse donner lieu à se plaindre de vous, l'objet de votre attention doit être de donner de la consistance à tous les partis qui se formeront immanquablement dans cette cour. C'est par la dissension qui y régnera qu'elle sera moins en état de se livrer aux vues que d'autres cours pourraient lui suggérer. Vous devez chercher à gagner l'amitié et la confiance des personnes puissantes dans cette cour, et de celles qui peuvent le devenir....

« Je laisse à votre prudence et à la connaissance que vous avez de mes intérêts et de mes intentions, à régler vos démarches, lorsque vous ne croirez pas avoir le temps de demander directement des ordres.... Il ne doit pas être question, de ma part, de former des liaisons avec la Russie. Il suffira d'entretenir celles qui sont de bienséance, et de détourner adroitement les engagements qu'on pourrait prendre contre mes vues, etc.»

M. de Breteuil de retour à Pétersbourg, avec cette mission aussi délicate que difficile à remplir, se flattait d'avoir le plus grand crédit sur Catherine, d'autant plus qu'en passant par Varsovie il s'était chargé des lettres du comte Poniatowski et qu'il ne doutait pas que ce dernier ne reprît bientôt et ostensiblement son ancienne position auprès de la nouvelle impératrice. Ce fut en effet par son entremise que Catherine répondit à Poniatowski, mais pour le prier, ou plutôt pour lui enjoindre dans des termes formels de ne pas venir en Russie. On a vu que, malgré l'apparence d'une faveur personnelle, M. de Breteuil n'avait aucun crédit sur l'impératrice, dont les prétentions étaient encore plus hautes que n'avaient été celles de Pierre III. Il se lassa de ce poste désagréable, et il demanda avec instance d'aller remplir l'ambassade de Suède où il avait été nommé dès le mois de juin précédent.

M. de Breteuil quitta Pétersbourg le 16 mai 1763, laissant cette fois encore pour chargé des affaires M. Bérenger. Quoiqu'il fût personnellement en butte au mauvais vouloir de Catherine, M. Bérenger conserva ce poste deux années. En 1765, le marquis de Beausset fut accrédité en qualité de ministre plénipotentiaire,

mais à son départ, en 1767, il ne fut pas remplacé. M. Rossignol, consul, demeura chargé des affaires de France. M. Sabatier de Castres, qui vint résider à Pétersbourg en 1769, n'eut pas d'autre titre, et ce fut seulement en 1772 que la cour de Versailles fut de nouveau représentée à Pétersbourg par un ministre plénipotentiaire. M. Durand eut en 1775 le marquis de Inigné pour successeur; mais celui-ci, en partant en 1777, fut encore remplacé par un chargé d'affaires, le chevalier Bourée de Corberon. Enfin les relations entre la Russie et la France paraissant se rétablir sur un meilleur pied, le marquis de Vérac fut accrédité à Pétersbourg en qualité de ministre plénipotentiaire. Aucun de ces envoyés ou chargés d'affaires n'eut la moindre influence à la cour de Russie, pas plus auprès de Catherine qu'auprès de ses favoris et de ses ministres, et le champ fut laissé ouvert aux habiles manœuvres de Frédéric II. Il en résulta le partage de la Pologne et tant d'autres entreprises désastreuses pour la balance de l'équilibre européen.

Imprimerie E. Kühn à Berlin.